

**La Turquie
déposerait prochainement
une demande d'adhésion
à la C.E.E.**

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2 dir.; Tunisie, 2 m.;
Allemagne, 1,30 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique,
15 f.; Canada, 80 c.; Danemark, 220 F DKA;
Danemark, 4,50 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-
Bretagne, 30 p.; Grèce, 35 dr.; Iran, 50 rls.;
Italie, 600 L.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 15 fr.;
Norvège, 3,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,
20 esc.; Sénégal, 190 F CFA; Suède, 3,50 kr.;
Suisse, 1,30 fr.; U.S.A., 95 c.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 13

A. RICE DES ITALIENS
7500 PARIS CEDEX 10
C. C. P. 4307 - 23 Paris
Tél. Paris 65552
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Regain de tension au Liban

La décision de Damas de retirer ses troupes de Beyrouth et de sa banlieue, loin de contribuer à dénouer le climat politique au Liban, a aggravé singulièrement la tension au Proche-Orient. L'armée israélienne a été placée en état d'alerte le long de la frontière libanaise, et M. Begin, qui, jusqu'à jeudi, avait observé un silence prudent, vient de jeter de l'huile sur le feu en promettant la protection d'Israël aux chrétiens libanais « du Sud comme du Nord ». Il entendait ainsi montrer que, en cas de besoin, l'aide apportée par Israël ne serait pas limitée à celle qui est déjà fournie aux milices du commandant Haddad dans les enclaves chrétiennes du Sud. Au Liban même, la subite recrudescence des troubles au Nord — entre phalangistes et partisans du président François — et à Beyrouth, dans le centre de la ville, indique qu'une reprise des affrontements est loin d'être exclue.

Certains ont prétendu au président Assad des desseins machiavéliques faisant état d'un plan syrien destiné à rallumer le foyer de guerre libanaise pour détourner l'attention internationale de l'intervention soviétique en Afghanistan. En réalité, les dirigeants syriens avaient déjà, au cours de l'année écoulée, laissé entrevoir à plusieurs reprises la nécessité d'un allègement de leur dispositif militaire au Liban. En avril 1979, le chef de la diplomatie syrienne, M. Khaldoun, avait indiqué que le fardeau financier de la présence militaire de Damas — estimée à 80 millions de dollars par mois — était « à peine tolérable » pour l'État syrien. Depuis, la situation intérieure en Syrie s'est dangereusement aggravée avec la montée de l'insécurité provoquée par l'action terroriste des musulmans intégristes.

La grande erreur des dirigeants de Damas a été de n'avoir rien fait au cours de quatre années de présence militaire, pour créer au Liban les conditions d'un rapprochement politique entre les différents groupements libanais en vue de faciliter la relève. Bien au contraire, ils se sont comportés en puissance occupante et ont tout fait pour diviser — et besoin était — une communauté politique déjà déchirée à la suite de trois années d'une guerre civile sanglante et implacable.

L'État libanais porte également sa part de responsabilité dans l'impasse politique actuelle. Depuis son élection, en septembre 1976, le président Sarkis s'est contenté de gérer un pays en crise et n'a entrepris aucune démarche sérieuse pour tenter de mettre en train la dynamique de l'entente nationale. En fait, sa seule initiative positive a été la création de la nouvelle armée, autour de laquelle il espère refaire l'unité nationale.

Cette armée ne constitue cependant pas une force suffisamment efficace pour assurer la relève des Syriens. Numériquement, elle est encore trop peu importante pour pouvoir se livrer à des actions d'envergure. Politiquement, elle est suspecte aux yeux du camp palestino-progressiste, qui lui prête un caractère confessionnel. Il y a donc peu de chances que les palestino-progressistes acceptent la décision du gouvernement libanais de confier à l'armée nationale la tâche de combler tout vide dans le système de sécurité de Beyrouth : d'autant plus que ce plan de redéploiement militaire favorise les milices chrétiennes dans la mesure où la plupart des positions évacuées par les Syriens se trouvent dans les secteurs contrôlés par les palestino-progressistes.

Cette analyse relativement pessimiste de la situation est tempérée par l'existence d'un très fort courant populaire hostile à la guerre. Une reprise généralisée des combats demeure peu probable aussi longtemps que le retrait syrien est limité à la seule région de Beyrouth.

Le président Carter décide de suspendre l'application des sanctions contre Téhéran

Depuis l'élection de M. Bani Sadr à la présidence de la République et la condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan par l'Iman Khomeiny, les États-Unis semblent avoir l'espoir de parvenir à un arrangement avec Téhéran. Le président Carter a décidé de suspendre les sanctions économiques annoncées après la prise en otages des diplomates américains en poste à Téhéran.

D'autre part, M. Bani Sadr, s'il n'a pas réussi à faire dissoudre le Conseil de la révolution, l'a obligé à lui céder d'importants pouvoirs exécutifs, que la Constitution ne lui accordait pas. Il aura notamment le droit de destituer des ministres et de nommer ceux de son choix.

De notre correspondant

Washington. — Le département d'État a confirmé, jeudi 7 février, ce qui était devenu une évidence depuis quelques semaines : les États-Unis renouent, pour le moment, à entreprendre les démarches formelles menant à des sanctions économiques contre l'Iran aussi longtemps que la crise des otages peut être résolue par la voie diplomatique. Le geste est symbolique, dans la mesure où la réconciliation au pétrole iranien et le gel des avoirs de Téhéran dans les banques américaines en novembre ont déjà conduit à un arrêt presque complet des échanges commerciaux entre les deux pays. Mais il confirme à quel point la ligne officielle a changé en un mois. Depuis la bataille déclinée à l'ONU, Washington voulait alors décréter un embargo formel sur toutes les ventes à l'Iran, à l'exception des produits alimentaires et pharmaceutiques, et surtout ralentir le maximum de pays à cette position, malgré le veto soviétique.

L'attitude des alliés

Ce sont évidemment les événements d'Afghanistan et les espoirs de règlement apparus à Téhéran après l'élection de M. Bani Sadr qui ont motivé au premier chef le changement. Les efforts du président iranien pour isoler les « étudiants islamiques » de l'ambassade américaine sont suivis ici avec l'intérêt que l'on devine et les rumeurs de plus en plus nombreuses sur les perspectives de solution sous l'égide de M. Waldheim ne sont que mollement démenties. Le comportement soviétique en Afghanistan et l'échec tardif des responsables de Téhéran au danger qui en résulte pour leur sécurité ont fait le reste. À partir du moment où il fallait choisir entre les cinquante prisonniers de Téhéran et la perspective de voir l'Iran glisser dans l'orbite soviétique par suite d'une action américaine inconsidérée, on ne pouvait hésiter bien longtemps.

L'attitude des alliés des États-Unis a été elle aussi déterminante. Sans doute ceux-ci ont-ils

adopté une position de principe jugée, officiellement du moins, coopérative. Certains pays, comme la France, se sont même montrés d'autant plus disposés à soutenir Washington en Iran qu'ils renouaient sur le chapitre des sanctions contre l'URSS, à propos de l'Afghanistan. En réalité, les mêmes pays étaient valoir en sous main la vanité de mesures punitives contre Téhéran à ce stade. Leur soutien paraissait beaucoup moins assuré dès lors qu'il devait se traduire en termes concrets. Aussi bien, en ajournant toute nouvelle sanction pour une période assez longue (on est prêt visiblement à laisser à M. Bani Sadr plusieurs semaines pour régler le problème des otages), Washington lève une hypothèque qui aurait pu peser sur la réunion allée du 20 février à Bonn. Les ministres des affaires étrangères pourront se concentrer sur le véritable problème du jour : l'intervention soviétique en Afghanistan — et non sur les à-côtés.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

La Pologne entre la crainte et le besoin de réformes

Le huitième congrès du parti ouvrier unifié de Pologne s'ouvrira, lundi prochain 11 février, à Varsovie. Sauf changement de dernière minute, aucun des dirigeants des partis frères — qui, à l'exception de M. Ceausescu, étaient tous présents, en 1975, au précédent congrès — n'assistera aux travaux. Ces absences seraient dues à la fatigue de M. Brejnev, dont le désistement aurait entraîné celui des autres.

Moins d'une semaine avant de présenter son rapport devant les délégués, M. Edward Gierek

a adressé, mardi dernier, au nom du comité central et du bureau politique, une lettre de félicitation à M. Gomulka à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire (« Le Monde » du 8 février). Cet hommage inattendu, comme celui rendu jeudi par « Tribuna Ludu » à M. Rusinek, ministre du travail dans la période stalinienne, qui fêtait, lui aussi, ses soixante-quinze ans, marque une volonté d'affirmer l'unité du parti dans la difficile période économique et politique que traverse le pays.

I. — Les bombes à retardement de Jean-Paul II

Varsovie. — Le sujet de la conférence — « Sciences et idéologie » — n'a rien d'exceptionnel. Mais à 8 heures, après la messe matinale, la petite salle paroissiale est pleine et chacun a déjà son cahier ouvert sur les genoux et

le stylo en main. Jan, assistant à l'université de Varsovie, que M. le curé a fait venir jusqu'au fond de cette banlieue populaire, s'installe à l'estrade. Le plus tranquillement du monde, il commence par poser sur la table une pile d'ouvrages d'épistémologie interdits par la censure et publiés clandestinement par l'opposition. Une demi-heure d'intro-

duction, trois quarts d'heure de débat : soixante-quinze minutes de solide polémique axiomatico-déductive. Personne n'a le sentiment d'être héroïque, de braver un quelconque danger, du fait, n'existe pas. C'est une scène presque banale de la Pologne d'aujourd'hui, de la Pologne d'après la visite du pape.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Histoire de sourds

Il se sera écoulé exactement six ans, deux mois et trois jours entre le 1^{er} décembre 1973, jour où des micros non officiellement identifiés ont été retrouvés dans les locaux du Canard enchaîné, et le 7 février 1980, jour où la Cour de cassation a définitivement classé l'affaire.

Certes, on a bien retrouvé les fameux micros, mais, au cours de deux mille deux cent cinquante trois jours d'une enquête acharnée, la justice n'est jamais parvenue à mettre la main sur les préposés à la pose et encore moins sur les candidats à l'écoute. Que voulez-vous, dans un petit monde où les murs ont des oreilles, la justice est ainsi faite qu'il est plus facile d'être écouté que d'être entendu.

BERNARD CHAPUIS.

DEUX FILMS DE MIZOGUCHI ET D'OSHIMA

Du poème au document

Lorsqu'il mourut en 1956, à cinquante-huit ans, Kenji Mizoguchi était à l'apogée de son talent. Coup sur coup, il venait de réaliser « La Vie d'O'Haru » (1952), « Les Contes de la lune vague après la pluie » et « Les Musiciens de Gion » (1953), « Les Amants crucifiés » (1954), « L'impératrice Yang Kwei-fei » (1955), cinq œuvres, parmi d'autres moins notables, qui avaient suffi à le hausser au premier rang des cinéastes mondiaux.

« L'Intendant Sansho » appartient à cette période inspirée. Moins célèbre que « Les Contes de la lune vague » ou que « Les Amants crucifiés », le film est digne de ces chefs-d'œuvre. Par les voies du réalisme et de la poésie, par celle également de la spiritualité, il nous conduit au cœur même de l'art du cinéaste et de sa conception du monde.

Inspirée d'une vieille légende, l'histoire se situe dans un Japon moyenâgeux, entièrement soumis à la force brutale des seigneurs, une

L'attaque de Gafsa

Tunis révèle
une machination libyenne
pour impliquer l'Algérie

Les autorités tunisiennes ont révélé, le jeudi 7 février, que la Libye a tenté, par une véritable machination, d'impliquer l'Algérie, à son insu, dans l'attaque de Gafsa pour la brouiller avec la Tunisie.

Le commandant Jalloud, numéro deux libyen, a, par ailleurs, déclaré, dans un discours diffusé par Radio-Tripoli que son pays « continuera à soutenir la lutte du peuple tunisien... contre la bande de chiens enragés qui entoure le président Bourguiba ».

De notre correspondant

Tunis. — Les assaillants de Gafsa ne sont pas venus de Libye, via l'Algérie, par les sables du désert, ainsi qu'on avait pu l'imaginer. Vingt-six d'entre eux, qui ont passé la frontière algérienne à Bir-Om-Al, dans la nuit du 26 au 27 janvier, étaient arrivés par avion à Alger, venant de Tripoli, par Rome, confirmant-on jeudi 7 février dans les milieux politiques tunisiens. Ils s'étaient présentés à l'aéroport de Dar-El-Beïda (Maison-Blanche) comme faisant partie d'une équipe sportive et, après avoir été hébergés dans une maison, ils avaient rejoint Tobessa, à bord d'un autocar. A Gafsa, ils ont retrouvé quelques autres membres du commando, qui, eux, étaient venus également par avion de Tripoli à Tunis en passant par Rome et Marseille.

Les assaillants arrêtés par les forces de l'ordre — tous Tunisiens, le plus souvent porteurs de passeports libyens — ont fait état de ces itinéraires lors de leurs interrogatoires, et la plupart d'entre eux possédaient encore leur billet d'avion. On croit savoir ici que toutes les preuves ont été communiquées aux autorités algériennes — qui ont ouvert une enquête — lors de la visite que le ministre tunisien de l'information et des affaires culturelles, M. Fouad M'Bazza, a effectuée à Alger en début de semaine (le Monde du 6 février).

MICHEL DEURÉ.

(Lire la suite page 4.)

Dans le Rhône

**DES ÉLUS COMMUNISTES
« SUSPECTIBLES
D'ÊTRE INCULPÉS »
APRÈS DES POURSUITES
CONTRE UN INDUSTRIEL**

(Lire page 10 l'article de notre envoyé spécial Jean-Marc Théodores.)

**A la recherche
des milliards perdus.**

ÉDOUARD BONNEFOUS.

à la recherche

**Comment mettre un terme
aux dépenses excessives de l'État :
les réformes qui s'imposent.**

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AU JOUR LE JOUR

Histoire de sourds

Il se sera écoulé exactement six ans, deux mois et trois jours entre le 1^{er} décembre 1973, jour où des micros non officiellement identifiés ont été retrouvés dans les locaux du Canard enchaîné, et le 7 février 1980, jour où la Cour de cassation a définitivement classé l'affaire.

Certes, on a bien retrouvé les fameux micros, mais, au cours de deux mille deux cent cinquante trois jours d'une enquête acharnée, la justice n'est jamais parvenue à mettre la main sur les préposés à la pose et encore moins sur les candidats à l'écoute. Que voulez-vous, dans un petit monde où les murs ont des oreilles, la justice est ainsi faite qu'il est plus facile d'être écouté que d'être entendu.

BERNARD CHAPUIS.

DEUX FILMS DE MIZOGUCHI ET D'OSHIMA

Du poème au document

Lorsqu'il mourut en 1956, à cinquante-huit ans, Kenji Mizoguchi était à l'apogée de son talent. Coup sur coup, il venait de réaliser « La Vie d'O'Haru » (1952), « Les Contes de la lune vague après la pluie » et « Les Musiciens de Gion » (1953), « Les Amants crucifiés » (1954), « L'impératrice Yang Kwei-fei » (1955), cinq œuvres, parmi d'autres moins notables, qui avaient suffi à le hausser au premier rang des cinéastes mondiaux.

« L'Intendant Sansho » appartient à cette période inspirée. Moins célèbre que « Les Contes de la lune vague » ou que « Les Amants crucifiés », le film est digne de ces chefs-d'œuvre. Par les voies du réalisme et de la poésie, par celle également de la spiritualité, il nous conduit au cœur même de l'art du cinéaste et de sa conception du monde.

Inspirée d'une vieille légende, l'histoire se situe dans un Japon moyenâgeux, entièrement soumis à la force brutale des seigneurs, une

époque, nous dit Mizoguchi, « où les hommes ignoraient encore la bonté qui commençait à pénétrer l'humanité ».

Une femme et ses deux enfants sont capturés par des marchands d'esclaves. Tandis que la mère est livrée à la prostitution, son fils et sa fille tombent sous la férule d'un maître redoutable, l'intendant Sansho. Les années passent, les enfants ont grandi. Grâce à sa sœur qui a ramené en lui le souvenir et les leçons du passé, le garçon réussit à fuir et, après bien des péripéties, est nommé gouverneur de la province où se trouve Sansho. Il fait aussitôt abolir l'esclavage et emprisonner le tyran. Après quoi il part à la recherche de sa mère. C'est une vieille femme aveugle et mutilée qu'il retrouve. Il ne la quittera plus, communiquant avec elle dans la solitude et l'amour d'une nature qui ne porte aux hommes que de paix et d'harmonie.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde

idées

LACAN (suite)

Qui osera dire que l'empereur est nu ?

par COLETTE CHILAND (*)

L'ETUDE du « phénomène Lacan » est à faire. Certains l'ont commencée, tel François George dans l'« Effet » du poète (1). Mais le choix d'écrire un pamphlet, mordant et brillant, exotisme tranquille et complet du phénomène. Cette analyse, le jour où elle sera conduite jusqu'à un niveau d'approfondissement satisfaisant, fera prendre une distance critique vis-à-vis de l'intelligentsia parisiennaise. Les effets de mode et de groupe contraignent à parler un langage par lequel les initiés se reconnaissent : une vingtaine de mots de passe, de sens d'ailleurs variable et contradictoire, et quelques tics de style (2) caractérisent la « lacanienne ». On ne saurait être tenu pour intelligent si l'on ne parle lacanien... Qui osera dire que l'empereur est nu ? Pourtant, traduites en français, les propositions faites en lacanien se révèlent bien pauvres de pensée. Les jeux de mots, ou effet de « signifiant », ôtés, que reste-t-il de la « dis-solution », ou du « le père-sévere » (3) ?

Il faut rappeler que l'accès aux œuvres de Freud en 1953 au moment de la première scission n'était guère facile pour les Français, alors que venait d'être republiée tous les textes en langue originale dans les *Gesammelte Werke* et avant que ne soit effectué le travail de traduction en anglais et d'édition critique de la *Standard Edition* (1963-1968 pour les œuvres, 1974 pour l'index). La traduction française était incomplète et souvent de qualité discutable ; la situation s'est aujourd'hui légèrement améliorée ; mais on attend toujours avec impatience la traduction des œuvres complètes, dont J.-B. Pontalis a la charge. Celui qui possédait dans sa bibliothèque les œuvres de Freud éditées en allemand avant la guerre avait une supériorité de fait dans la connaissance des textes. Il lui était facile d'accabler de son mépris les ignorants. Il n'en découlait pourtant pas une supériorité de droit. Et le « retour à Freud » n'appartient pas au seul Lacan. On peut soutenir que, même sans Lacan, une autre lecture de Freud se serait imposée en France. Ricœur, avec la discipline de lecture des textes d'un historien de la philosophie, en a fourni un exemple de qualité (4) ; il avait suivi pendant un temps court le séminaire de Lacan et on lui reprochait de s'être séparé de Lacan non seulement en cessant de suivre le séminaire, mais surtout en montrant le caractère partiel et partiel de la lecture de Freud faite par Lacan.

La première société psychanalytique fondée en France le fut en 1926 sous le nom de Société psychanalytique de Paris. C'était un petit groupe. L'expansion de la psychanalyse commença après la deuxième guerre mondiale et ne dépend pas seulement des deux paramètres auxquels la réduisit Sherry Turkle (5), sociologue américaine : les événements de mai 68 et Lacan. Au len-

demain de la guerre, des médecins s'intéressaient plus nombreux à la psychanalyse. Serge Lebovici, argentin, dès avant la première scission, des journées consacrées à la psychanalyse des enfants, qui réunissaient des psychanalystes francophones de divers pays, médecins ou non ; des étrangers de marque y sont invités, par exemple Donald Winnicott.

Il faut connaître les scissions de 1953 et de 1963, non à partir des seuls documents publiés par Jacques-Alain Miller, gendre de Lacan (6), mais à partir des témoignages multiples de ceux qui les ont vécues : l'essentiel n'est pas écrit, et l'historien pourra regretter que les mieux informés n'aient pas fait aux devoirs de la dis-critique et n'aient rien révélé des mensonges, des chantages, des compromissions, qui n'honorent pas les psychanalystes et soumettent nos idéaux à de rudes épreuves. En 1963, comme dans les scissions ultérieures, ce furent des amis qui

se séparèrent. Lacan n'hésita pas à tenter de ridiculiser par ses critiques nombre de collègues, le plus souvent sans les nommer ; le discours de Rome en 1953 (7) en fournit un bon exemple. Il avait d'ailleurs annoncé qu'il « détruirait » ceux qui avaient critiqué sa pratique des séances courtes, à l'origine de son départ de la Société psychanalytique de Paris. S'il a gagné la victoire, il n'a pas réussi la destruction.

Beaucoup de psychanalystes ont continué à travailler indépendamment de l'influence de Lacan et se sont consacrés à leurs activités cliniques dans leurs services et leurs cabinets et à leur activité théorique dans leurs publications sans les axer sur la polémique et la discussion. On peut même leur reprocher de n'avoir pas développé les solides arguments dont ils disposaient. Mais le temps est limité ; on peut choisir d'édifier une œuvre plutôt que de s'enfermer dans la critique.

Génie ou mystification ?

On peut être psychanalyste en France en 1980 et n'avoir jamais fréquenté le séminaire de Lacan. Pour garder ses distances vis-à-vis de lui, peut-être fallait-il avoir, avant de le lire, à la fois une expérience analytique et une culture, ce qui permettait de voir les distorsions opérées par lui sur tous les auteurs cités et les concepts utilisés ; peut-être fallait-il surtout ne le connaître que par la lecture attentive « à froid » de ses écrits, sans avoir été soumis à la « séduction » d'un « ancrage » « l'art d'utiliser les ressorts du transfert et de l'amour pour assurer sa position de maître ». Celui qui utilise ces termes pour décrire Lacan, c'est J.-B. Pontalis (8), qui garde cependant de l'admiration pour « la culture incomparable », « le personnage d'exception » que représente Lacan.

Alors, génie ou mystification ? La question doit au moins être posée, aucune réponse imposée. Invons les lecteurs du Monde à réfléchir par eux-mêmes à partir de données plus complètes.

Personne ne conteste plus la pratique « perversive » de Lacan (séances de durée variable, souvent très courtes, se déroulant dans des circonstances particulières, manipulation du transfert, etc.). La théorie n'est venue qu'après coup pour justifier la pratique et non pour la fonder ; bien au contraire, Lacan a tenté de dissimuler cette pratique. S'agit-il d'une théorie de la psychanalyse ou d'un discours sur la psychanalyse ? Certains, qui ont longtemps fréquenté le séminaire, n'ont pas choisi Lacan ou un lacanien quand ils se sont décidés à faire l'expérience de la psychanalyse ; ils

ont alors découvert que la psychanalyse différait singulièrement du discours sur la psychanalyse. Catherine Clément l'a écrit dans *Les Illusions de Freud* sont fautive (9) et bien d'autres le disent en privé.

Qu'en sera-t-il dans quelque temps de l'effet d'éblouissement qu'a exercé Lacan ? Il avait ouvert les portes de son séminaire et de l'Ecole freudienne à tous sans leur demander la préalable d'une expérience analytique personnelle. Aux philosophes il avait parlé, en un langage qui leur était familier, du désir de domination sur l'autre conçu à la Hegel (die Begierde) en y assimilant le désir du rêve (der Wunsch) bien différent dont Freud traite dans l'interprétation des rêves. Il en a séduit d'autres par son non-conformisme apparent, où ils ont vu un énorme canular divertissant du sérieux sorbonolique. Il faut rappeler les liens de Lacan avec le mouvement surréaliste dans les années 30. Et c'est peut-être comme force surréaliste que le phénomène Lacan sera le plus sympathique.

Malheureusement il ne s'agit pas que de jouer avec les mots. Les suicides sont fréquents dans l'Ecole freudienne de Paris. La « passe » est une invention diabolique (10). La parole de Lacan « l'analyste ne s'autorise que de lui-même » a fait proliférer des psychanalystes qui s'attribuent tels et n'ont ni la carrière ni le style de Lacan.

(*) Membre de la Société psychanalytique de Paris, professeur à l'université René-Descartes, Paris-V.

ni la formation pour s'aventurer dans ce métier sans mettre autrui et eux-mêmes en péril.

On peut être inquiet de l'avenir de la psychanalyse en France. Le mouvement de « reflux » après Lacan engloberait-il ceux qui ont ouvert plus silencieusement en quête de vérité et avec le souci d'autrui ? Ils existent. Sans penser possible de former des psychanalystes à l'Université et sans délivrer, comme à Vincennes, de diplôme de « psychanalyste clinique » (11) indépendant de toute expérience psychanalytique, depuis longtemps des psychanalystes à l'Université s'efforcent de montrer ce que la clinique et la théorie psychanalytiques peuvent apporter à la psychiatrie, à la psychologie, aux sciences humaines, à la culture.

- (1) Le Monde en a rendu compte le 21 septembre 1979 et a rendu compte des protestations des lacanistes contre cet ouvrage, le 2 octobre 1979.
- (2) Cf. Georges Mounin, *Quelques traits du style de Jacques Lacan*, dans *Le Monde*, 12 janvier 1980.
- (3) Lettre de Jacques Lacan, le 10 mai 1963.
- (4) Paul Ricœur, *De l'interprétation*, Editions du Seuil, 1965.
- (5) Sherry Turkle, *Psychanalyse et Société*, New-York, Basic Books, 1975.
- (6) La Scission de 1953, *L'Incommensurable*, Orléans.
- (7) « Prononcé et champ de la parole », dans *Le langage du psychanalyste*, Editions du Seuil.
- (8) « Le maître à penser. Un regard sur la psychanalyse en France », *Nouvelle Revue de psychanalyse*, n° 20, automne 1979.
- (9) Grasse, 1979.
- (10) Voir Jeanne Pavet-Sadaa, « Surréalisme, je ne faisais que passer », *Les Temps Modernes*, 32, n° 371, juin 1977.
- (11) Ce qu'on voit rigoureusement dénoter des membres du Quatrième Groupe : « Une information du lacanisme », *Topiques*, n° 13, janvier 1977.

Le désir d'école

par GABRIEL MATZNEFF

« COMMENT se fait-il que personne ne se sente jamais blessé quand on m'insulte ? », écrit-il, le 21 février 1980, Nietzsche au baron von Sayditz. Il y a des adolescents qui ne savent encore presque rien de la vie et que pourtant cette discrète plainte de Nietzsche bouleverse : à dix-sept ans, ils présentent cette phrase leur parole d'homme, et qu'ils jour ils devront la faire leur. Or, l'œil intérieur est leur destin.

Il y a deux races d'adolescents : les solitaires, qui ne représentent qu'eux-mêmes, c'est-à-dire, aux yeux des médiocres, pas grand-chose ; des individus aussi singuliers, la tourbe qui fait la mode peut les attaquer ou, mieux, les passer sous silence en toute impunité. Et puis, il y a les glorieux efficients, qui sont honorés, encensés, protégés ; qu'un insolent se permette la moindre impertinence à leur égard, et c'est le scandale.

La solitude qui est le lot de l'esprit libre présente deux dangers : la schizophrénie et le désespoir. A force d'être tenu dans l'illégitimité par les gens en place, l'artiste rebelle risque de sombrer dans la mégalo-manie. Voilà qui n'est guère rassurant. Il est donc compréhensible que le départ des intellectuels préférant la situation du chien à celle du loup de la table, et, au lieu de naviguer à contre-courant, s'incorporent à une coterie, à une chapelle ou à un mouvement. Cela leur donne au moins la sensation d'exister.

Le chic du chic, c'est de fon-

der une école. Parler du haut de la chaire à des disciples, leur distribuer les bons points, les excommuniés, quelle ivresse ! C'est ce que nous pourrions appeler, en jargonant, le complexe de l'Académie ou du Portique. Schopenhauer lui-même, si longtemps marginal, n'a pas résisté, dans les dix dernières années de sa vie, à la tentation d'être le grand maître d'une Ecole. Il se félicita de l'« activité apostolique » de certains de ses fidèles, et, lorsqu'en 1855 un de ceux qu'il nomme les « premiers évangelistes », Darguth, meurt, Schopenhauer l'honore de cette étonnante oraison funèbre : « L'école a fait une perte sensible (1) ». Qui, pour désigner ses propres livres, il dit l'« école », en toute simplicité. Ne rions pas. Lorsque nous aurons soixante ans, nous serons peut-être, nous aussi, complètement paranoïaques.

Souhaitons que nous ne le serons pas de cette manière. Folie pour folie, il y a des folies plus nobles que celle qui consiste à vouloir jouer un rôle dans la société. Nos actuels fondateurs d'école écrivent volontiers sur le désir. Mais le désir qui les anime n'est pas le désir donjuanesque, c'est le désir de faire une carrière universitaire, d'avoir une réussite parisienne, d'être dans le ton du jour. Un désir aussi misérable ne peut intéresser les cours sévères. Tenons-nous à l'écart. Il faut laisser ces gens-là se battre entre eux. Notre destin, Dieu merci, est ailleurs.

(1) Lettre à Adam von Doss du 10 janvier 1855.

Le label lacanien

par JACQUES SEDAT (*)

RIEN n'est plus fragile et hybride que le statut de la théorie psychanalytique, elle emprunte aussi bien à Eschyle et Shakespeare qu'à la chimie et à l'écologie pour ne citer que quelques récents ; mais c'est pour les subvertir ; les transformer en les important dans un mode de pensée radicalement différent. Le statut de la psychanalyse est donc celui d'un « objet » qui n'est pas extérieur à la position psychique de l'analyste dans la relation analytique, ou, sortant de la position d'observateur, il est l'objet d'un message (celui de l'analysant) qui lui assigne sa

place. C'est de là seulement qu'une parole efficace est possible pour lui, discours en chaire ou d'une tribune politique n'est que très secondaire par rapport à la parole de cet espace divan-tant qui renvoie aussi, fait-il à l'ajouter, à un autre temps et à un autre lieu, l'inconscient. A ce lieu, il n'est pas de bon lieu d'émancipation comme on voudrait nous le faire croire, il est seulement de plus ou moins bons discours.

De l'autocritique du docteur Lacan, il ressort qu'il n'est point d'objet de désir qui est lacanien. Est-ce la référence à Lacan, l'allégeance à sa personne ou l'appartenance à son école ? Depuis presque trois lustres que je travaille avec lui et ses séminaires, je suis incapable, pas plus que quiconque, de répondre à une telle question. De l'apport capital de Lacan à la psychanalyse, il est encore impossible d'évaluer l'impact et la portée. Toute avan-

cée théorique en psychanalyse fait choir des éléments des théories antérieures. Ainsi, de son rapport à Freud et de sa lecture de Freud, des points essentiels n'ont pas encore été travaillés dans le champ lacanien. Qui a jamais pensé ce que sa théorisation de la formation laissait choir de la Verwerfung freudienne ? Qui a jamais pensé à la tenté de rendre compte de l'import de la topologie et de l'unicité du lien de l'Autre qui semble s'accompagner d'un abandon de la topologie freudienne (consentement, préconscient, inconscient) ? Qui, parmi les « lacanien », a tenté de faire un travail sur l'incorporation à partir de son séminaire sur l'identification (question très actuelle) ? Qui a jamais mesuré l'enjeu au plan métapsychologique et clinique de ses énoncés où, inversant Freud, il déclare que la perversion est le négatif de la normalité ? Qui, j'arrête là mon énumération, a tenté de montrer si le désir dans la rêverie participe du « désir de l'analyste » que promettait Lacan ?

CORRESPONDANCE

Un peu d'irrespect

Pour épurer sa société de quelques rebelles, le docteur Lacan a donc procédé à un lock-out. Le Monde a traité cette information sur les modes sérieux et plaisants. A juste titre. Il convient en effet de ne pas mésestimer les apports épistémologiques et thérapeutiques de cet enseignement comme d'en souligner, à l'occasion, les aspects parapsychiques. Mais le commentaire autorisé de Jacques-Alain Miller oblige à aller plus loin. Le plus proche disciple de Lacan dans l'actualité le groupe pour mieux exalter le maître, sources de toute parole, détenteur de toute légitimité. Cette profession de foi n'aurait d'intérêt qu'anecdotique si elle n'était éblouissante d'une façon de penser et d'être qui est loin d'être l'apanage de ce seul groupe et qui se nourrit d'une logique de soumission. Au moment où l'on sent monter de divers

côtés un besoin de commandement et de certitude, il est inquiétant que des intellectuels se prêtent à ce genre de manifestation.

En outre, il faudra s'interroger sur le statut fléché de deux pensées subversives et libératrices, le marxisme et le freudisme, qui, si souvent, ont consolidé des entreprises d'aliénation, de domination. Il revient aux membres de l'Ecole de décider de ce qu'il adviendra de leur « maison », de leur « auberge » mais à ceux d'entre eux qui chantent naguère (et aujourd'hui encore, peut-être) « Il n'est pas de sauveur suprême », sans de soucier de la contradiction, ou souhaltera sinon le courage tardif d'un déicide, au moins celui d'une vertu rare en ces temps de révérence : l'irrespect.

DENIS WIRONOFF, historien.

L'inquiétude des analysés

Je puis vous assurer de mon extrême bonne volonté et de ma patience à toute épreuve ! J'ai essayé de déchiffrer, de décrypter la lettre de M. Lacan, ainsi que le texte de son séminaire, sans l'ombre d'un succès. Ou bien M. Lacan se « fiche » du monde en général et de votre journal en particulier, ou bien il est menacé d'un délire épais (par opposition à celui du monde) : « J'en ai honte », auquel cas votre action humanitaire serait de le secourir avant la crise finale en lui suggérant de consulter un psychiatre ou un psychanalyste. Après tout, il existe de moins atteints que lui.

Ce geste serait un espoir de sauvegarde des analysés en cours (dont je suis) qui jettent un regard suspicieux sur les bienfaits d'une telle pratique et qui doutent du bien-fondé de cette discipline. Ceux qui souffrent et pratiquent avec courage un travail en profondeur ne peuvent qu'être inquiétés devant les propos incertains et déçus de ce mandarin au verbe haut, mais à l'effet plat, qui font partie d'un système qui débouche sur un élitisme prétentieux et stérile.

PATRICIA LIPIANSKY (Nice).

L'inventaire reste à faire

L'inventaire même des questions que soulève Lacan reste à faire. Mais, devant une telle tâche, le « transfert de travail » n'a pas été opérant : c'est un travail analytique qui est été exigible. Quant aux catégories d'orthodoxie, d'orthologie (fidélité littérale) et d'orthopraxie, elles sont inopérantes dans le champ analytique. En outre, s'il est actuellement difficile de déterminer ce qui constitue l'unité de l'œuvre et de la pensée de Lacan, il est encore plus impossible de spéculer quel type de pratique analytique peut s'engendrer de sa théorie. L'écart entre la pratique et la théorie est difficilement résorbé en psychanalyse (1).

Or Lacan tente de dissoudre l'Ecole freudienne de Paris, précisément parce que le transfert sur sa personne ou son institution fait obstacle au travail de ces questions fondamentales pour l'exercice de la psychanalyse, au point qu'en célébrant le congrès de l'Ecole, à Strasbourg, en 1978, il s'écriait : « Le comble du comble, c'est que je suis comblé ». Les orateurs ne lui ayant renvoyé que ce qu'il avait « frayé », et rien d'autre.

Et que propose Lacan pour cette école millésimée 1980 ? Le mathème, qui « témoigne de ce qu'il faudrait pour l'analyse, le mettre au pas de sa fonction (2) ». Ce terme qui renvoie à la « mathèse » universelle de Leibniz désigne un élément de savoir « capable de se transmettre intégralement » (Lacan). Or

ces mathèmes de la psychanalyse, Lacan ne les a pas trouvés, ni aucun de ses disciples. Si bien que concluant des journées de travail sur les mathèmes en novembre 1976, il déclarait : les chercher encore. Est-ce donc sur un mathème point encore trouvé et, non avis, introuvable, que peut se fonder une nouvelle école ? Les analystes qui demandent leur adhésion à Lacan le font donc pour les raisons qui ont conduit Lacan à la dissolution : le simple transfert sur sa personne et non sur une option qui dégageait ce qui est vraiment lacanien. Le débat qui concernait à s'engager apparaît totalement dépourvu de clarté et les enjeux théoriques faussés par des problèmes de pouvoir et d'étrangers aux questions analytiques. Lacan ne risque-t-il pas de se mettre en état de mépris ceux qui, méfiant en acte son « temps logique » et assertion de certitude anticipée (1945 in *Écrits*), s'empressement de lui répondre dans l'attente du nouveau label lacanien hallucinant et la le bruit de la charrette ou la cliquette des décorations, puisque aussi bien il réserve son choix parmi tous ceux à qui il demande de lui écrire.

(*) Psychanalyste.

(1) J'ai acquis, dans l'Université de 1978, les problèmes de la pratique analytique en France.

(2) Je reprends la question du mathème dans un article sur la théorie psychanalytique en France à paraître dans *Esprit* en mars 1980. Mais le lecteur peut en avoir une excellente illustration dans le roman de Hermann Hesse, *Le jeu des perles de verre*, Göttingen-Lévy.

SOMMAIRE

chapitre 1
A LA SOURCE

chapitre 2
INFORMER, C'EST CHOISIR

chapitre 3
LA PUBLICITE, LE NERF DE LA GUERRE

chapitre 4
DE LA NOUVELLE AU « PAPIER »

chapitre 5
LA MISE EN PAGE

chapitre 6
LA REVOLUTION DES TECHNIQUES D'IMPRESSION

chapitre 7
LA CHASSE AUX LECTEURS

chapitre 8
LES PARTICULARITES DE L'ENTREPRISE DE PRESSE

chapitre 9
LE JOURNAL SERVICE PUBLIC ?

chapitre 10
L'INFORMATION, UN ENJEU

chapitre 11
LA PRESSE MULTIPLE

chapitre 12
PEDAGOGIE DU JOURNAL

chapitre 13
110 FICHES

LIRE LE JOURNAL

POUR COMPRENDRE ET EXPLIQUER
LES MECANISMES DE LA PRESSE
AVEC 110 FICHES PRATIQUES

« Des réponses à toutes les questions
que l'on peut se poser et à quelques autres
que l'on ne se posait pas. »

(SCIENCE ET VIE)

En vente dans les Maisons de la Presse,
les principales librairies et au « MONDE », Service des
Ventes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

JPJH 62/1520

LA SITUATION EN IRAN ET SES PROLONGEMENTS

Le président Bani Sadr marque de nouveaux points sur les « pouvoirs parallèles »

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le président Bani Sadr a lieu de se réjouir, sinon encore de triompher. Ses adversaires battent en retraite tandis qu'il voit ses pouvoirs se renforcer singulièrement. Il n'a pas réussi à dissoudre le Conseil de la révolution, mais celui-ci a cédé, jeudi soir 7 février, d'appréciables pouvoirs exécutifs que la Constitution ne lui accorde pas. Il ne formera pas un gouvernement de transition, mais il aura le droit, jusqu'aux élections législatives du 7 mars, de destituer des ministres et de nommer ceux de son choix. Reste à savoir si le Conseil de la révolution, qu'il présidera désormais, entérinera toutes ses décisions. Le rapport des forces se dessinera sans doute au jour le jour.

Pour l'instant, le Conseil de la révolution est en position de faiblesse. Cette faiblesse, faisait remarquer M. Bani Sadr dans un éditorial publié jeudi dans son quotidien *Inqilab Islami*, et reproduit par d'autres journaux, découle de son incapacité à résister aux pressions de tel ou tel autre groupe. L'Iran, poursuit le président de la République, « traverse une période extraordinaire » et non « transitoire » comme le prévoit la Constitution. On ne peut donc, selon lui, se rétorquer à la loi fondamentale pour déterminer les responsabilités du pouvoir. A une situation exceptionnelle doivent, en effet, répondre des mesures exceptionnelles. D'où la nécessité, toujours selon M. Bani Sadr, de confier au président de la République les moyens de gouverner le pays.

La télévision interdite aux « étudiants islamiques »

Le chef de l'Etat n'a pas l'intention — et il le dit nettement dans son éditorial, d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection des représentants du peuple. Il est déterminé à redresser une révolution qui, selon lui, a dévié de son cours normal. « Si cette révolution est islamique, sa principale caractéristique devrait être d'ordre moral (...). Elle devrait être fondée sur l'éthique musulmane et non stalinienne », écrit-il avant de citer en exemple le cas de l'arrestation « arbitraire » du ministre de l'information, M. Nasser Minachi, sur une simple dénonciation à la télévision par les « étudiants islamiques ». « Dans un autre pays que le nôtre, où le droit à la défense est sacré comme dans tous l'Islam, ajoute-t-il, les responsables de la télévision auraient été immédiatement congédiés, traduits en justice et punis. »

Chose dite, chose faite. M. Bani Sadr n'a pas attendu d'être investi de pouvoirs exceptionnels pour autoriser la « liberté d'expression » de ceux-là mêmes, précisément, auxquels il est en désaccord politique. Pour la première fois depuis son éviction du pouvoir en novembre dernier, M. Mehdi Bazargan a eu le droit à la parole sur le petit écran. Une heure durant, jeudi soir,

il a défendu son comportement et celui de ses amis politiques, notamment leur droit d'entretenir des relations avec des représentants de puissances étrangères, y compris des Etats-Unis. Son ancien ministre, M. Amir Entezam, actuellement détenu pour « intelligence avec l'ennemi », a pu, lui aussi, pour la première fois, non seulement se justifier dans un texte fleuve publié dans divers journaux, mais aussi dénoncer la « gauche inféodée à l'étranger ». M. Nasser Minachi, que M. Bani Sadr a fait libérer dans la nuit de mercredi à jeudi, tiendra une conférence de presse samedi 9 février.

En revanche, le président de la République a fait interdire les ondes de la radiotélévision aux « étudiants islamiques » qui occupent l'ambassade américaine. « Si les étudiants veulent épurer le monde politique iranien, s'ils ont l'intention de poursuivre leurs révolutions concernant certains responsables, écrit M. Bani Sadr dans son éditorial, ils devront emprunter la voie judiciaire normale. » Il ajoutait : « La Consti-

tuition que ces étudiants prétendent garantir le droit des citoyens à la vie, à la propriété et à la dignité. »

Les accusations lancées contre les « étudiants islamiques » se sont brusquement aggravées, à tel point qu'on peut se demander si l'arrêt de mort de leur mouvement n'est pas déjà signé. M. Bani Sadr, par exemple, s'interroge dans son éditorial sur leurs agissements. Ne favoriseraient-ils pas une intervention militaire américaine, donnant ainsi aux « Russes » le prétexte de faire de l'Iran un « nouvel Afghanistan » ?

Tandis que le président de la République qualifie les « étudiants » de « comploteurs », M. Bazargan les désigne comme étant des « traîtres ». Dans un discours prononcé à la mosquée de Hosseini-irahad, l'ancien premier ministre est allé jusqu'à soutenir qu'en comparaison « la SAVAK nous apparaît aujourd'hui res-

pectable », et il ajoutait : « Que le Seigneur sauve notre patrie, notre révolution et notre chef de ces gémissements. »

La réplique des adversaires de « l'esprit de compromis avec l'impérialisme » s'est érigée. D'abord dans les milieux du « clergé militant ». Le quotidien *Asadegan* (à ne pas confondre avec *Avandegan*) qualifie à son tour M. Bazargan de « traître » et ses amis politiques de « laquais de l'impérialisme ». S'il est vrai que les membres du Conseil de la révolution ont une connaissance des contacts coupables qu'ont eus l'ancien premier ministre et ses anciens collaborateurs avec les représentants des Etats-Unis, ajoute le journal, « ils devraient connaître le sort de Hoveyda, de Nassiri (l'ancien chef de la SAVAK) ou du chah ».

Le quotidien musulman s'en prend également, mais en y mettant les formes, au président de la République. « M. Bani Sadr, écrit-il, vous avez peur ! Vous craignez les activités révolutionnaires des étudiants appuyées par l'imam Khomeini et la nation (...). Celle-ci maintiendra son soutien aux étudiants et exigera qu'ils continuent à démasquer les laquais de l'impérialisme. »

L'objet du conflit, selon l'organe du « clergé militant », n'est pas — comme le soutient M. Bani Sadr — une question d'« éthique » ou de « morale », mais le sort même de la révolution. « Pour quelle raison, écrit, d'autre part, *Asadegan*, les capitalistes sont-ils autorisés à continuer de déposséder les mollahs (les déshérités) ? Par quel miracle les laquais relèvent-ils la tête dans notre pays ? Y aurait-il un lien entre « cette faiblesse » et le parti du compromis avec l'impérialisme ?

L'indignation de Mardom, l'organe du parti communiste Tudeh, n'est pas moindre que celle du « clergé militant ». A l'en croire, les biens de « deux cents soixante-dix possédants seulement » ont été confisqués par l'Etat, tandis que la grande majorité des deux mille « grands meins et la nation (...) Celle-ci maintiendra son soutien aux étudiants et exigera qu'ils continuent à démasquer les laquais de l'impérialisme. »

Il se fait donc de l'intérêt de M. Bani Sadr, pense-t-on, d'attendre l'élection du Parlement avant de régler ce problème épineux. Tout accord conclu avec Washington relèverait alors de la responsabilité de l'ensemble des représentants du peuple, et non de la sienne propre. Pour l'heure, le principal souci du président de la République est de s'assurer une majorité de partisans au sein de la prochaine Assemblée.

ERIC ROULEAU.

Le président Carter suspend l'application des sanctions

(Suite de la première page.)

Tout confirme en tout cas combien le coup de Kaboul a bouleversé les cartes et aidé, accessoirement, à la détente. Cette nouvelle crise, survenant au moment où la Maison Blanche avait pratiquement épuisé l'arsenal de ses moyens non militaires pour obtenir la restitution des otages de Téhéran, a détourné l'attention du public et offert au président une nouvelle et encore meilleure occasion de démontrer son « leadership ». Elle a permis en outre d'échapper à une situation insaisissable et de se retrouver sur le terrain familier des affrontements entre « grands » : après les incantations fanatiques de l'imam Khomeini, l'énigme des « étudiants islamiques » et la valse hésitation des « autorités » de Téhéran, il était presque rassurant d'avoir en face de soi M. Brejnev et le politburo, d'affronter un défi sérieux, certes, mais « mesurable ».

La double crise a permis à M. Carter non seulement de s'affirmer mais aussi de se faire la course à la présidence, mais aussi d'humilier encore plus le sénateur Kennedy en lui refusant la campagne présidentielle qu'il réclamait. Depuis la prise d'otages de Téhéran le 4 novembre dernier (trois jours avant la déclaration officielle de candidature du sénateur du Massachusetts), le président n'est sorti de Washington que pour aller se reposer à Camp David. Arguant que le sort des prisonniers lui impose de « rester en contact permanent avec ses collaborateurs », il a refusé tout voyage dans les provinces et aussi toutes les occasions de débat avec son rival démocrate, même à

Washington. Ainsi il a visité, jeudi matin, un congrès de consommateurs dans un grand hôtel de la capitale, mais est sorti quelques minutes avant l'apparition de M. Kennedy dans la même enceinte. Ce dernier a profité de l'occasion pour critiquer durement la stratégie dite du « jardin des roses » du nom d'un jardin de la Maison Blanche — adoptée par M. Carter, et est allé jusqu'à sommer le président de se retirer purement et simplement de la course, puisqu'il ne peut pas faire campagne.

Cet appel n'a soulevé que sarcasmes dans l'entourage de M. Carter, malgré les arguments constitutionnels d'ailleurs douteux avancés par le candidat (si la Constitution définit une procédure stricte pour l'organisation des élections, elle n'exige nullement que les candidats fassent campagne). Il reste que le maître de la Maison Blanche ne pourra pas échapper très longtemps à la pression de ses concurrents, qui souhaitent l'affronter sur le terrain. A court terme certes, il peut faire valoir qu'un départ en campagne donnerait l'impression — fâcheuse à l'extérieur comme à l'intérieur — qu'il a « tourné la page » sur la détention des otages. Mais en dehors même de l'hypothèse d'une libération rapide des prisonniers de Téhéran, il devra en faire un peu plus au fur et à mesure que le cycle des élections primaires s'enclenche, à partir de la fin de ce mois. Le président, selon certains de ses propres collaborateurs, peut rester dans son « jardin des roses » jusqu'à la primaire du New-Hampshire le 28 février, mais guère au-delà.

MICHEL TATU.

Israël

A JÉRUSALEM

La communauté chrétienne dénonce la multiplication des actes d'hostilité à son égard

De notre correspondant

Jérusalem. — Depuis la « réouverture » de Jérusalem, après la guerre de 1967, les autorités israéliennes ont toujours eu le souci de prouver que, sous leur souveraineté, les intérêts des trois grandes religions étaient également et pleinement garantis. Cette image destinée à faire pièce à toute revendication contre l'annexion de Jérusalem-Est vient d'être un tant soit peu ternie par quelques incidents.

Une série d'actes de vandalisme ont été commis au cours des deux derniers mois contre des établissements ou des églises chrétiennes. Ces incidents paraissent peu importants, mais leur multiplication est justifiée aux yeux de plusieurs représentants d'institutions catholiques et protestantes la publication, le 31 janvier, d'un communiqué faisant état de « l'insécurité » répandue au sein de la communauté chrétienne de Jérusalem devant « l'accroissement d'une violence anti-chrétienne ». Ayant aussitôt manifesté sa réprobation à ce sujet, le maire de Jérusalem, M. Kollek, a déclaré, le 3 février, que les faits incriminés étaient « honteux » et portaient atteinte à la réputation de la ville. Un officier de police vient d'être chargé de la protection des établissements religieux. La municipalité avait déjà assuré la réparation des dégâts.

Une église baptiste, une abbaye du Mont-Sion, une église orthodoxe russe et une librairie diffusant des textes bibliques ont été notamment visés. Les vitres ont

été brisées, les portes enfouées et des inscriptions portées sur les murs (« nazis », « les missionnaires des démons »). A la fin de décembre, un groupe de jeunes gens a pénétré dans le Centre chrétien d'information de la vieille ville et, saouls, les a défilés. Des prêtres ont été molestés et injuriés. Des lettres de menace ont été adressées à des convertis. Une partie de ces actions semble être le fait de jeunes militants d'un groupuscule extrémiste juif animé par le rabbin Meir Kahane. Ce dernier et ses partisans ont eu fréquemment maille à partir avec la police ou l'armée pour diverses manifestations (souvent violentes) contre la population arabe des territoires occupés, qui selon ces activistes devraient évacuer la « terre d'Israël ».

Le statut de la ville

Le communiqué publié au nom de la communauté chrétienne a été signé par des représentants du comité d'unité chrétienne (qui regroupe notamment des mouvements protestants) et du Centre chrétien d'information (orthodoxe romain). Il a été soumis aux trois patriarches, latin, grec orthodoxe et arménien. Cette plainte prend un caractère particulier car, au-delà des faits en question, il dénonce un climat. Ayant pesé leurs mots et procédant par allusion, les signataires ont souligné que leur inquiétude était aggravée par une « impression » selon laquelle les auteurs d'agressions antichrétiennes pourraient jouir d'une « relative impunité », et que ces attaques pourraient être provoquées par une « conception exclusive » du caractère de Jérusalem. Ceci est assurément une manière d'exprimer discrètement une certaine remise en cause de la prédominance juive sur Jérusalem et, plus généralement, de la politique gouvernementale israélienne.

Il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de réaction officielle. Le ministère des affaires religieuses s'applique à minimiser l'importance de l'affaire. Il semble toutefois que, dans les milieux gouvernementaux, le communiqué ait suscité l'embarras, sinon l'irritation. En effet, le texte prend un aspect résolument politique en indiquant en conclusion que les derniers événements sont l'occasion de rappeler le projet — « souhaité par les Eglises et la communauté internationale » — d'un « statut spécial internationallement garanti pour les droits et libertés des trois grandes religions monothéistes à Jérusalem ». Il s'agit là du projet soumis depuis longtemps par le Vatican, que le pape Jean-Paul II a encore mentionné en octobre, à New-York, devant l'Organisation des Nations unies.

FRANCIS CORNU.

Des gendarmes français à La Mecque

Une mise au point du ministre de la défense

En réponse à des questions écrites de plusieurs députés de l'opposition (notamment Mme Edwige Avice et M. Paul Quilès, au nom du P.S. et M. Robert Montargent, pour le P.C.F.), après les informations du Point sur l'envoi de gendarmes français aux autorités saoudiennes à La Mecque (Le Monde des 29 et 30 janvier), le ministre de la défense, M. Yves Bourges, affirme qu'il n'y a eu « aucune participation de militaires français aux opérations conduites à La Mecque par les autorités saoudiennes en novembre dernier ».

« La mission militaire française d'assistance technique placée sous l'autorité d'un général apporte son concours permanent aux forces saoudiennes dans le cadre d'une coopération engagée depuis plusieurs années pour la formation des personnels et la maintenance des matériels. Cette assistance inclut toute intervention dans des opérations de guerre ou de maintien de l'ordre », conclut M. Bourges.

La mise au point du ministre de la défense reprend, à quelques expressions près, le communiqué de l'ambassade saoudienne à Paris, paru le jour même de la publication du Point. Si l'on s'en tient aux termes employés, les deux mises au point officielles n'infirmant pas directement les informations précises de l'hebdomadaire. Le Point s'était contenté de faire observer que cinq spécialistes du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale — ils étaient en réalité trois — avaient agi comme des conseillers techniques auprès de l'état-major saoudien chargé de

reprendre la grande mosquée investie par des rebelles. Ces conseils, pour la circonstance, ne relevaient pas de la mission militaire que la France a déléguée en Arabie Saoudite après l'achat, par ce pays, de matériels terrestres (blindés, blindés, missiles et hélicoptères).

Le P.F.A., d'autre part, vient de rappeler de San-Salvador son personnel diplomatique. Cette décision survient après la fermeture de l'ambassade de Grande-Bretagne et la

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

● CUBA MIS EN CAUSE PAR LES ETATS-UNIS. — Cuba cherche à orchestrer les mouvements communistes en Amérique centrale, et M. Fidel Castro a eu des contacts personnels avec les dirigeants de ces partis et des guerillas de certains pays », a déclaré M. Franklin Kratzer, secrétaire adjoint à la défense, le jeudi 7 février, devant le comité pour l'Amérique latine de la commission des relations extérieures de la Chambre des représentants. Il a ajouté que le gouvernement américain accordait une grande importance à la sécurité des pays de la région et à la réduction de l'influence que peuvent y avoir les Etats-Unis.

réduction de la représentation américaine. Enfin, une nouvelle prise d'otages a eu lieu à l'Ecole nationale de commerce de la capitale. Elle est le fait des Brigades révolutionnaires des étudiants salvadoriens (BRES), qui exigent la suppression des droits d'examen. — (A.F.P., Reuter.)

Uruguay

● LE COMITÉ DE SOUTIEN A MIGUEL ANGEL ESTRELLA vient d'être avisé que le projet de loi de répression à l'égard des militaires doit se dérouler le 12 février à Montevideo.

Zambie

● LA ZAMBIE a acheté seize avions de combat soviétiques du type Mig-21 S, a annoncé jeudi 7 février un porte-parole officiel (Le Monde du 5 février).

Le Monde

Le sommaire du numéro du 10 février

- La Défense : les tours de l'angoisse.
- L'animal au secours de l'homme.
- La philosophie française dans le brouillard.

- Le salut par l'autoroute...
- L'aventure en boutique.
- Pilotes sur la Seine.
- Des minibus pour handicapés à Grenoble.
- Carnaval en Côte d'Ivoire.
- La barrière de Londres.
- Ignacy Sachs, prophète de l'éco-développement.
- Histoire : les travailleurs migrants au 19^e siècle.
- Mannequins, belles et sages comme des images.

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

Une nouvelle de Jacques Chessex

EN VENTE AVEC LE NUMÉRO DATÉ DIMANCHE-LUNDI : 3 F

AMÉRIQUES

Canada

Les problèmes de défense et de sécurité ont la vedette dans la campagne pour les élections générales

De notre correspondant

Montréal. — Largement ignorés par la majorité des Canadiens, qui se préoccupent de la « paraplui » américaine pour garantir l'intégrité de leur territoire, les problèmes de défense et de sécurité sont devenus un des principaux thèmes de la campagne pour les élections générales du 18 février. L'ancien premier ministre libéral, M. Pierre Elliott Trudeau, fait figure d'acrobate dans ce débat pour avoir, au cours de ses onze années à la tête du gouvernement, réduit les effectifs militaires canadiens et la capacité de défense du Canada. Malgré cela, les derniers sondages le placent toujours nettement en tête.

L'aggravation de la tension internationale et l'affaire des six agents consulaires américains évacués d'Iran par l'ambassade du Canada à Téhéran ont sorti la campagne électorale de la grisaille dans laquelle les maintenaient les deux principaux partis, incapables de renouveler leurs idées et leurs programmes. Après avoir fait preuve d'une grande prudence à propos du boycottage des Jeux olympiques de Moscou, M. Trudeau s'est finalement rallié à la position de M. Joe Clark. Il a cependant insisté sur le fait que, pour être efficace, le boycottage devait être assorti de sanctions économiques contre l'Union soviétique et s'inscrivait dans le cadre d'une action concertée de l'Occident contre Moscou.

« Pour la première fois depuis longtemps, les Canadiens craignent que ne éclate une guerre », déclarait M. Trudeau à la fin janvier, renouant avec les propos de M. Clark, qui venait d'annoncer son intention d'augmenter les dépenses militaires de 27 %. Pour sa part, le ministre de la défense, M. Allan Rock,

non, révélait l'existence d'un plan d'urgence pour porter l'armée canadienne de 79 000 à 95 000 hommes. Il accusait, d'autre part, le gouvernement libéral de M. Trudeau (1968-1979) d'avoir « abandonné les responsabilités » en retardant trop longtemps la modernisation de l'équipement militaire. À ce propos, M. Clark a déclaré que le Canada, soit obligé de loper des chars à l'Allemagne fédérale parce qu'il n'en dispose pas lui-même en nombre suffisant.

Plusieurs experts militaires, dont l'ancien commandant en chef de la marine, le vice-amiral Boyle, renvoyaient dos à dos libéraux et conservateurs, accusant ces derniers de ne pas être plus sérieux que leurs prédécesseurs en matière de défense. Il estime notamment que les effectifs de l'armée ne devraient pas être inférieurs à 110 000 hommes, qu'il faudrait acheter deux cents nouveaux avions de combat au lieu des cent trente prévus dans le budget, et que des navires de patrouille. Il déplore enfin que les dépenses militaires (4,1 milliards de dollars en 1979) ne représentent que 1,8 % du produit national brut au Canada, contre 5 % aux États-Unis.

Même s'il « ne souhaite pas la guerre » et n'envisage pas l'apaiser les Canadiens sous les drapeaux, M. Clark n'hésite pas à adopter un ton belliqueux, notamment lorsqu'il participe à des réunions électorales dans des circonscriptions où les électeurs originaires des pays d'Europe de l'Est sont nombreux. C'est le cas notamment en Ontario, où vivent d'importantes groupes de Polonais et d'Ukrainiens. L'antisoviétisme

faisant recette, M. Trudeau y est également allé de quelques déclarations contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Il n'a cependant pas cru bon de relever les propos de M. Clark, qui lui reprochait d'avoir cherché à améliorer les relations du Canada avec Moscou.

Pour leur part, les sociaux-démocrates de M. Ed Broadbent, chef du nouveau parti démocratique, ont été pris de court par cet intérêt soudain pour la défense et la politique étrangère. Très proches des positions françaises, ils ont renouvelé leur engagement de mettre fin à la participation du Canada aux activités militaires de l'OTAN et de l'organisation de défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD). « Nous mènerons une politique de défense et une politique étrangère indépendantes », a déclaré M. Broadbent, mais clairement alignées sur les démocraties occidentales. Il n'a cependant pas exclu, dans l'hypothèse très improbable où il serait appelé à former le gouvernement, de réviser sa position sur l'OTAN si la « défense des valeurs de l'Occident » l'exigeait.

M. Trudeau en tête

La presse note que c'est la première fois depuis 1965 que la défense et la politique étrangère prennent de l'importance dans une campagne électorale. À cette époque, le gouvernement conservateur de John Diefenbaker avait refusé l'installation d'ogives nucléaires sur le territoire canadien, comme le demandait Washington. L'année précédente, lors de la crise des missiles soviétiques à Cuba, Ottawa avait longuement

tardé à répondre à la demande américaine de mise en état d'alerte des bases aériennes canadiennes, ce qui avait provoqué des frictions entre les deux gouvernements. Les libéraux de M. Lester Pearson avaient exploité ces deux affaires au cours de la campagne pour les élections d'avril 1968, qu'ils remportèrent finalement.

Cette fois-ci, on assiste au phénomène inverse. M. Trudeau semble vouloir minimiser l'importance de la crise internationale tout en insistant simultanément sur sa grande expérience en matière de politique étrangère. Pour leur part, M. Clark et son ministre des Affaires extérieures, Mme Flora MacDonald, ont cherché à adopter un ton très ferme à l'égard de Moscou, expulsant même pour espionnage trois diplomates soviétiques en poste à Ottawa. S'alignant totalement sur la position du président Carter, le premier ministre conservateur espère en retirer les mêmes avantages et voir sa cote remonter dans les sondages. Il ne semble pas que la stratégie soit payante. Les derniers sondages publiés lundi 4 février indiquent seulement une très légère amélioration par rapport aux sondages désastreux du mois de janvier.

Les libéraux restent en tête avec 47 % des intentions de vote (contre 51 % et 49 % en janvier) ; les conservateurs obtiennent 30 % (contre 31 % et 28 %) et le nouveau parti démocratique 19,3 % (contre 20 % et 18 %).

Répondant à une question sur l'avenir des chefs de partis à gouverner le pays, les personnes interrogées situent même M. Clark en troisième position (11 %), précédé de M. Broadbent (30 %) et de M. Trudeau (40 %).

BERTRAND DE LA GRANGE.

Brésil

Les conflits pour la possession des terres se multiplient

La conférence nationale des évêques brésiliens se réunit ce mardi 5 février, à Itacaré (État de São Paulo), avec pour principal thème à l'ordre du jour la question de la possession de la terre. Les conflits sur ce sujet se sont, en effet, multipliés ces derniers mois à l'intérieur du pays, inquiétant les forces armées. Pour

répondre à cette situation, le gouvernement du général Figueiredo vient de promulguer une « première réforme agraire » localisée à la région du fleuve Araguaia, aux confins des États du Pará, du Goiás et du Maranhão.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Chers indiens et autorités ecclésiastiques menacés de mort par de grands propriétaires fonciers ; familles de cultivateurs expulsées par centaines par des hommes de main armés ; agriculteurs sans titre de propriété sommairement assassinés : les conflits pour la terre se multiplient au Brésil. Ils ont amené, fait sans précédent, le chef de l'État, le général Figueiredo, à promulguer, le vendredi 1^{er} février, ce que le porte-parole de la présidence a qualifié de « première réforme agraire localisée ». Dans la région du fleuve Araguaia (un affluent méridional de l'Amazonie), qui couvre quelque 200 000 kilomètres carrés (presque la moitié de la superficie de la France), une commission va procéder à la fin de la répartition de terres suivant le principe de justice sociale.

Cette décision, qui paraît en contradiction totale avec la politique agraire conservatrice suivie jusqu'ici par le régime militaire (1), semble avoir été prise sous la pression des forces armées, inquiètes de la recrudescence de la tension sociale dans l'intérieur du pays.

La région de l'Araguaia constitue, traditionnellement, un grand centre de conflits sociaux : c'est là que le parti communiste du Brésil (prochinois) lance, au début des années 1970, un mouvement de guérilla rurale qui, avant d'échouer, en 1975, obligea les forces armées à mobiliser contre lui plus de dix mille hommes.

Depuis octobre dernier, plusieurs centaines de petits cultivateurs de la région, sans titre de propriété, tentent de s'organiser face aux menaces dont ils sont l'objet. La commission pastorale de la terre, organisme catholique, a établi une liste de vingt-trois conflits de terre dans la zone, touchant plus de sept mille personnes. Les problèmes qui se posent dans l'Araguaia sont semblables à ceux qui se multiplient dans toute l'Amazonie, principalement dans les États du Pará et du Maranhão. Les grandes compagnies d'élevage, attirées par les avantages fiscaux qu'offre, dans l'intérieur, le gouvernement, s'installent sur des terres cultivées, depuis des décennies par des « posseiros », petits agriculteurs sans titre légal de propriété, comme c'est le cas le plus fréquent dans cette région de colonisation massive, où la construction de plusieurs routes transamazoniennes a accéléré le processus.

Selon la Confédération des travailleurs de l'agriculture, de 1977 à 1979, soixante-quinze mille personnes ont été tuées à des conflits de terre dans les quatre États de Maranhão, Mato Grosso, Bahia et Rio-de-

Janeiro. Face à un syndicalisme rural encore embryonnaire, l'Eglise apparaît bien souvent comme le seul défenseur des « posseiros » expulsés. Depuis le 23 janvier par exemple, l'évêque du diocèse de Marajó (près de Belém), Mgr Angelo Rivatto, a été plusieurs fois menacé de mort par un « commando de chasse aux communistes », pour être intervenu contre une démolition abusive de terres par un grand propriétaire.

De son côté, la Pastoral de la terre du Maranhão a publié, le 29 décembre dernier, un épais dossier sur les conflits de terre dans cet État en 1979. Petits cultivateurs expulsés par les jagunços, hommes de main des grands propriétaires, agissant sou-

vent en accord avec les autorités policières locales, ou les Grifoleros, aventuriers armés disposant de faux titres de propriété délivrés par des notaires complices. Le dossier cite cent vingt-huit cas.

Nombreux dans la région amazonienne, les conflits de terres gagnent maintenant le sud du pays. Le 30 janvier, une escouade de policiers, mitrailleurs au poing, emmenaient en prison soixante-dix neuf cultivateurs de Cachoeira do Macacu, dans l'État de Rio-de-Janeiro. Ils étaient accusés d'avoir envahi des terres. Parmi eux, figurait le père Joaquim Van Leuven, d'origine néerlandaise. La multiplication de conflits impliquant des personnalités ecclésiastiques pourrait d'ailleurs, à

Cuba

Dix mille coupeurs de bois en Sibérie ?

La Havane (A.F.P.). — M. Fidel Castro vient de faire une étonnante proposition à l'Union soviétique : il suggère d'envoyer dix mille de ses compatriotes hommes et femmes en Sibérie afin d'exploiter massivement les bois de la taïga.

Cuba, en effet, est à peu près dépourvu de bois d'œuvre. Cette faiblesse ajoutée à l'insuffisante production de ciment ont récemment conduit les autorités à arrêter toute construction nouvelle d'écoles, d'hôpitaux et de crèches en 1980.

La priorité a été donnée à la création de logements nouveaux, avec le maintien du rythme actuel de vingt mille appartements par an environ, pour faire face à une situation qualifiée, en ce domaine, de « tragique » par le chef de l'État, en décembre dernier.

Les exportations insuffisantes de bois d'œuvre par Moscou à Cuba en 1979 ont aiguisé cette crise latente. Sur le demi-million de mètres cubes commandés, seuls 300 000 ont pu être livrés avant la fin de l'année.

Le ramade proposé par M. Fidel Castro pour approvisionner l'île en bois d'œuvre n'est qu'une « idée », selon ses propres termes. Elle a été soulevée à la fin de décembre devant une délégation soviétique présidée par M. Nicolas Balbaev, président du Gosplan. Estimant que « si l'U.R.S.S. est notre ami, ses ressources sont aussi les nôtres », le chef de l'État cubain suggère d'envoyer dix mille de ses compatriotes en Sibérie pour y couper des grumes, dont une partie, à déterminer, serait en échange donnée

aux Soviétiques, le reste étant schématisé à La Havane.

La « fibre internationaliste » des Cubains, souvent évoquée par le Lider Maximo, n'étant pas un vain mot, le « projet sibérien », en cas d'accord des Soviétiques, ne devrait guère rencontrer de difficultés de se concrétiser. M. Castro a ainsi rappelé que vingt-neuf mille instituteurs avaient été candidats pour les mille deux cents postes d'enseignants appelés à participer à la campagne d'alphabétisation du Nicaragua, à la fin de 1978. Il a également révélé que le nombre de troupes cubaines en Afrique avait atteint les chiffres maximum de trente-six mille en Angola et douze mille en Ethiopie.

Comble du paradoxe, Cuba possède une telle main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de la construction que six mille maçons, peintres ou menuisiers travaillent actuellement dans le cadre d'accords de coopération, sous divers pseudonymes, dans Jamaïque, Guinée, Angola, Algérie, Libye, Irak, Nigeria et Congo.

nouveau, compliquer les relations entre le gouvernement et l'Eglise, relations qui avaient tendance à s'améliorer depuis l'installation à la présidence du général Figueiredo et le développement du processus d'ouverture politique. Elle a déjà amené les évêques brésiliens, qui vont tenir une assemblée générale à Itacaré (État de São Paulo) à partir du 5 février, à faire du problème de la terre le thème principal de leur rencontre.

Mais le problème le plus sérieux survenu ces derniers jours dans le sud du pays a été la mort, le 22 janvier, d'un chef de tribu indienne, le « cacique » Angelo Branco, après un « accident » d'automobile. Chef de la réserve des Indiens Cuieté, dans l'État de Paraná, non loin de la frontière du Paraguay, Angelo Branco a vu sa voiture brusquement bloquée par un autre véhicule, une camionnette, venant en sens inverse. La police s'en tient à la thèse de l'accident. Diverses organisations de défense des Indiens, dont certaines dépendent de l'Eglise, ont pourtant dénoncé un attentat : le cacique avait été à plusieurs reprises menacé de mort, et le véhicule qui l'a « copié » appartenait à un propriétaire foncier qui était en lutte avec lui pour un problème de terres. Il a d'ailleurs disparu depuis l'accident.

Le cacique Angelo Branco était l'un des chefs de tribu les plus prestigieux du pays. Il avait été, en 1978, le premier indien à être élu conseiller municipal. Les problèmes de terre auxquels font face sa tribu sont typiques de ceux qu'affrontent nombre d'Indiens du sud du Brésil. En 1949, contre toute législation existante, près de la moitié des terres de la réserve des Cuieté furent vendues à un consortium privé. L'action en justice menée par la tribu traîne en longueur. Les Cuieté ont finalement été déboutés l'an dernier. Ce précédent a encouragé d'autres compagnies qui convoitent les terres de la réserve et leurs richesses sylvoécoliques (elles renferment la principale plantation de pins du pays). Angelo Branco tentait de préserver l'intégrité des terres de sa tribu menacées à la fois par plusieurs compagnies travaillant le bois et par des dizaines de posseiros.

THIERRY MALINIAK.

(1) Actuel maître absolu de l'économie brésilienne, le ministre du Plan, M. Delfino Netto, avait déclaré en mai dernier, en entrant à l'Assemblée nationale, que le gouvernement du président Figueiredo, en consacrant la question de la réforme agraire comme « un simple passe-temps pour économistes sans emploi ».

AFRIQUE

Tunisie

Les suites de l'affaire de Gafsa

(Suite de la première page.)

Dans les milieux politiques tunisiens, on continue d'être convaincu que l'Algérie n'est en rien impliquée dans l'opération et que le passage d'une partie du commando par Alger était une manœuvre du colonel Kadhafi, destinée à provoquer une tension entre Tunis et Alger, dont les rapports allaient en s'améliorant depuis plus d'un an.

Pour mieux convaincre les Tunisiens de la responsabilité d'Alger dans l'agression, le commando avait été équipé de vêtements et de chaussures de fabrication algérienne et ses membres s'exprimaient en dialecte algérien devant la population de Gafsa quand ils n'affirmaient pas purement et simplement qu'il arrivait directement d'Alger (le Monde du 28 janvier).

Comme l'attaque de Gafsa, la machination a échoué et il semble que les relations tuniso-algériennes n'aient pas à souffrir de l'affaire puisque les milieux gouvernementaux assurent que « tous les malentendus ont été dissipés ». Le bureau politique du parti socialiste tunisien a d'ailleurs félicité de « la limpidité » de ces relations.

En même temps que se poursuivent les démarches diplomatiques de la Tunisie, qui va présenter devant la Ligue arabe « un dossier accablant démontrant l'indiscutable participation de la Libye dans l'agression », les services de sécurité continuent d'interroger les quelque quarante-cinq assaillants capturés, parmi lesquels se trouve, depuis mercredi, M. Ahmed Merghani, l'homme-clé dans l'affaire, arrêté après dix jours de recherches.

Livraison d'armes américaines

Par ailleurs, deux avions cargo américains « C-5A » ont débarqué jeudi à l'aéroport international de Tunis des véhicules blindés à chenilles M113 destinés à l'armée tunisienne. Selon l'Institut international des études stratégiques, qui avait commandé, depuis déjà un certain temps, soixante de ces véhi-

cules aux États-Unis. Au lendemain de l'attaque contre Gafsa, en même temps qu'il sollicitait de la France un « appui logistique », le gouvernement tunisien avait demandé aux États-Unis d'accélérer ces livraisons de matériel militaire.

Toujours d'après l'Institut international des études stratégiques, l'armée blindée tunisienne est équipée de trente chars légers AMX-13, vingt chars légers M-41, vingt chars moyens « Schardin » et quinze véhicules blindés de reconnaissance H.M.R.-75. Le gouvernement n'a pas annoncé cette livraison et dans les milieux américains on se borne à dire qu'elle entre dans le cadre de la coopération tuniso-américaine existant depuis l'indépendance.

Les États-Unis comme la France déclarent être attachés à l'indépendance et à la sécurité de la Tunisie. Pour sa part, M. Jean-Pierre Solson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, a réaffirmé cette position après s'être entretenu, jeudi à Tunis, pendant plus d'une heure avec le premier ministre, M. Hedhi Mhalla, du « renforcement de la coopération bilatérale dans tous les domaines ».

« La France est très attachée au maintien de la sécurité et de l'indépendance de la Tunisie et à la stabilité politique en Méditerranée », a-t-il précisé. Dans un communiqué, qu'il a publié jeudi à l'issue d'un conseil des ministres hebdomadaire, le gouvernement a d'ailleurs tenu à remercier publiquement « tous les pays frères et amis et les forces éprouvées de paix et de stabilité pour les sentiments et les appuis sincères », manifestés à la Tunisie après l'attaque contre Gafsa.

D'autre part, le gouvernement a appelé les Tunisiens à une « vigilance collective et sans relâche, afin de prévenir toute nouvelle tentative visant à nuire au pays » et a adopté un projet de loi de répression des atteintes à l'indépendance nationale et d'un fonds d'équipement et de constructions militaires.

MICHEL DEURÉ.

Moscou commence à dénoncer les « dangers » de la politique française

Après avoir donné une première information « neutre » sur les événements de Gafsa, la presse soviétique a — nous le rappelle-t-on — adopté un ton beaucoup plus critique par rapport à la politique française.

Pour l'agence Tass, reprise par la Pravda de ce vendredi, les événements de Gafsa sont « une suite des manifestations de la politique française de la Tunisie depuis janvier 1978 : ils s'expliquent par le mécontentement des masses populaires face à la politique du gouvernement ». S'abritant derrière la presse française, l'agence soviétique dénonce « le caractère dangereux des tentatives de la France d'influencer par cette démonstration de force les développements intérieurs en Tunisie ». Elle rappelle les autres interventions militaires de la France au continent africain, ce qui, une façon de faire, elle a communiqué franco-allemand condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan.

Par ailleurs, les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine réunis à Addis-Abeba pour examiner la politique britannique en Rhodesie ont également discuté du différend tuniso-libyen et la demande du représentant de Tunisie, La Ligue arabe doit en faire autant, mais on ignore à quelle date. En

attendant, la Libye poursuit ses attaques verbales contre Tunis et Paris. Ainsi, le colonel Kadhafi, qui recevait le président du Venezuela, M. Herrera Campesino, en tournée dans les pays de l'OPEP, a une fois de plus accusé la France « d'envahir la Tunisie ».

Rappelé par le gouvernement, M. Charles Maio, ambassadeur de France en Libye, a répondu mardi soir à une famille et une dizaine de collaborateurs. De leur côté, les États-Unis, dont l'ambassade avait été attaquée le 2 décembre, viennent de réduire de huit à deux un chargé d'affaires et un agent consulaire — leur personnel diplomatique à Tripoli.

Maroc

LES ÉTUDIANTS RÉCLAMENT LA LIBÉRATION DES DÉTENU POLITIQUES

Rabat (Reuter). — À l'issue d'une grève de quarante-huit heures suivie par quatre-vingt-cinq mille étudiants dans l'ensemble du pays, l'Union nationale des étudiants marocains a annoncé, jeudi 7 février, que le mouvement pourrait reprendre si les seize étudiants arrêtés n'étaient pas libérés. Au cours d'une conférence de presse, M. Mohamed Boubakri, président de l'UNEM, a déclaré que les procès de douze étudiants, qui devaient se dérouler mardi dernier à Rabat et à Casablanca, avaient été remis respectivement au 11 et au 18 février. Quatre autres étudiants doivent comparaitre en justice samedi à Casablanca.

M. Boubakri a expliqué que l'UNEM, tout en estimant, comme le gouvernement de Rabat, que le Sahara occidental est partie intégrante du Maroc, demandait la libération de ces étudiants, des « frontistes », favorables à l'autodétermination du Sahara occidental, ainsi que celle de tous les militants politiques ou syndicalistes emprisonnés, considérés comme des « frontistes ». L'UNEM demande aussi une amnistie royale pour permettre le retour au Maroc des exilés politiques.

Au nombre de ces prisonniers, a poursuivi M. Boubakri, figurent un certain nombre de « frontistes », reconnus coupables, lors des procès de Casablanca, d'avoir complété pour renverser la monarchie et de militaires emprisonnés après les tentatives de coup d'État militaire, en 1972 et 1973. Les étudiants marocains s'étaient déjà mis en grève, le 24 janvier, pour demander la libération des prisonniers politiques et le 26, pour protester contre l'établissement de relations diplomatiques entre l'Égypte et Israël.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

LES JEUX OLYMPIQUES CONTRE LE SPORT A L'ÉCOLE ?

En vente partout : 7 F

100-11-62150

DIPLOMATIE

Paris est défavorable à une réunion des ministres des affaires étrangères américain et européens

(Suite de la première page.)

Seule l'annulation de la déclaration de l'O.T.A.N. ou « l'arrêt de sa réalisation » rendrait possible la reprise des négociations, poursuit M. Abrazimov.

L'agence soviétique Novosti écrit, de son côté, sous le titre : « Moscou prie les deux pourparlers sur un pied d'égalité ».

« Aujourd'hui comme hier, Moscou est prêt à entamer un dialogue avec l'O.T.A.N. Il est prêt à poursuivre les pourparlers entamés ces dernières années dans plusieurs directions en vue d'arrêter la course aux armements et notamment à examiner le problème des armes de portée moyenne. Mais à condition que l'O.T.A.N. renonce sur sa décision d'installer les eurofusées ou suspenda son application. Et aussi à condition que ce soient des pourparlers honnêtes fondés sur l'égalité et non pas sur le délit ».

Enfin, la presse est-allemande a publié jeudi un commentaire beaucoup plus favorable que ne l'avait fait la presse soviétique sur la déclaration franco-allemande. Les quotidiens Neues Deutschland écrit que le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt ont affirmé leur attachement à la détente, insisté pour que la tension Est-

Ouest n'affecte pas l'Europe, et pour que le dialogue se poursuive, « même à travers le mur » (de telles allusions au mur de Berlin sont extrêmement rares dans la presse est-allemande). Toutefois, l'article ne mentionne pas l'appel lancé par M. Giscard d'Estaing et Schmidt à l'O.R.S.S. pour qu'elle retire ses troupes d'Afghanistan.

L'autre part, à Genève, la réunion de jeudi de la commission du désarmement, l'ambassadeur américain M. Fischer, a insisté sur l'importance des négociations sur l'interdiction des armes radioactives non nucléaires, comme l'indique notre correspondant Isabelle Viehmann.

Les négociations bilatérales ont d'ailleurs repris dès la semaine prochaine — écrit-elle — tendant que le 11 février s'ouvrent de nouveaux pourparlers entre les Etats-Unis, l'O.R.S.S. et la Grande-Bretagne visant à retarder tous les essais nucléaires. L'ambassadeur américain a souligné que les négociations bilatérales ont été suspendues en vertu du traité SALT 2, son gouvernement s'emploie par tous les moyens dont il dispose à empêcher que les négociations bilatérales sur la limitation des armes stratégiques soient compromises. Il espère que l'O.R.S.S. déploiera des efforts en ce sens ».

LA FIN DES ENTRETIENS DE BELGRADE

Les ministres français et yougoslave des affaires étrangères ont constaté une « large convergence de vues »

De notre correspondant

Belgrade. — Les entretiens de M. Jean François-Poncet et de son collègue yougoslave, M. Josip Vrhovc, ont montré une « large convergence de vues », déclare une « communication » à la presse remise aux journalistes avant le départ du ministre français pour Paris, jeudi 7 février dans l'après-midi. Ces convergences, a précisé M. François-Poncet au cours d'une brève conférence de presse, concernent l'interprétation de la gravité de la situation internationale, la réaction des deux pays, qui refusent d'accepter le fait accompli, et enfin, le rôle que peuvent jouer les pays « authentiquement non alignés ».

« Bien entendu, a-t-il ajouté, convergence ne signifie pas obligatoirement identité de vues. Dans le cas contraire, cependant, elle est importante parce qu'elle est l'expression de la politique étrangère de deux pays dont l'un, la France, est membre du pacte atlantique et l'autre, la Yougoslavie, non aligné ».

Le document diffusé à l'issue de la visite de M. François-Poncet relève la gravité de la situation internationale et la nécessité de régler les crises dans « le respect de l'indépendance des peuples et des Etats, d'un droit de vivre dans la liberté et de choisir souverainement les voies de leur propre développement à l'abri de toute intervention ou ingérence extérieure ». Les deux ministres s'inquiètent du « coup sévère » porté par les événements d'Ale centrale à la politique de détente. Ils réaffirment leur attachement à l'acte final d'Helsinki, mais considèrent que la conférence de Madrid, en octobre prochain, devra être sérieusement préparée : il faut en effet à réunir les conditions qui lui permettront de se tenir « utilement ».

Les deux ministres insistent sur le rétablissement de la confiance en Europe pour ouvrir la voie au désarmement, une coopération fructueuse dans la Méditerranée et la contribution des non-alignés à la paix et à la stabilité dans le monde. Ils se déclarent favorables à l'établissement de nouvelles relations économiques dans l'intérêt des pays développés et en voie de développement.

A propos des relations bilatérales, la partie française partage le souci de la Yougoslavie devant l'accroissement constant de sa balance commerciale. Elle leur tout son soutien pour améliorer l'état de choses existant. M. François-Poncet a confirmé que le problème des rapports éco-

● M. DINH NHO LIEM, chef de la délégation vietnamienne aux conversations avec la Chine en vue d'une normalisation des relations entre les deux pays, a quitté Pékin vendredi 8 février pour Hanoï. Ce départ intervient après le rejet par le parti chinois d'une proposition vietnamienne de reprendre le 6 février les pourparlers et de décider une trêve à la frontière entre les deux pays à l'occasion du Nouvel An laotien. Engagés en avril 1978, les entretiens sont actuellement au point mort. (A.F.P., U.P.I.)

GUINÉE-BISSAU : les tâches prioritaires du progrès économique et social.

A l'ambassadeur de Guinée-Bissau, M. Luis Almeida Sampa, M. Giscard d'Estaing a dit : « Les principes dont se réclament vos dirigeants, indépendance nationale et développement au service de l'homme, sont ceux-là mêmes qui guident l'action de la France. Nous estimons que tous les Etats d'Afrique devraient être en mesure de concentrer leurs énergies et leurs ressources sur les tâches

LE BRÉSIL N'ENTEND PAS PRENDRE PARTI FACE A L'AGGRAVATION DE LA TENSION EST-OUEST

(De notre correspondant.)

Rio-de-Janeiro. — Le Brésil entend rester neutre face à l'aggravation de la tension Est-Ouest. Telle est la conclusion que l'on peut tirer du discours prononcé le 4 février par le président Figueiredo l'occasion de la visite officielle au Brésil du chef de l'Etat guinéen, M. Sekou Touré. C'est la première prise de position, dans la crise internationale, du gouvernement de Brasília. Elle était attendue avec intérêt, étant donné le poids politique et militaire du Brésil dans la région de l'Amérique du Sud.

« Il y a des signes évidents de crise internationale. On voit se créer un climat qui paraît dépasser les niveaux de tension entre les deux super-puissances, les Etats-Unis et l'O.R.S.S. », a souligné le général Figueiredo, renvoyant ainsi des deux camps. Le chef de l'Etat brésilien a également souligné l'union soviétique, en condamnant « toute forme de violation du droit à l'autodétermination des peuples » et les « propositions d'isolement » n'auraient pas de sens et serviraient seulement à créer de nouveaux foyers de tension ».

Face à la situation actuelle, le Brésil entend se rapprocher du tiers-monde. « Dans la mesure où de telles crises internationales finissent par aggraver les difficultés qu'entraînent nos peuples, nous nous opposons à toute tentative de manipulation de la situation internationale et spécialement les pays africains et le Brésil — ont le devoir de s'opposer mutuellement », a encore affirmé le président Figueiredo.

Ces déclarations, faites en présence d'un chef d'Etat de l'Afrique, sont importantes dans la mesure où le Brésil poursuit une grande offensive diplomatique et économique, sur le continent noir. Si le gouvernement du président Figueiredo a tenté, depuis son accession au pouvoir en mars dernier, de défendre ses relations avec l'O.R.S.S., M. Sarney a clairement qu'il n'entend pas pour autant en revenir à l'époque de l'alignement automatique sur Washington. L'actuel ministre des Affaires étrangères, M. Sarney, maintient la politique « tous azimuts » menée à l'époque du président Getulio Vargas, son prédécesseur, M. Azevedo da Silva.

PAUL YANKOVITCH.

THIERRY MALINIAC.

Le président de la République a reçu les lettres de créance de quatre ambassadeurs

Le président Giscard d'Estaing a reçu, jeudi 7 février, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs d'Afrique du Sud, de Guinée-Bissau, du Chili et d'Equateur.

AFRIQUE DU SUD : favoriser les changements nécessaires.

S'adressant à M. Johannes Van Dalsen, ambassadeur d'Afrique du Sud, le président de la République a déclaré : « La France s'efforce de contribuer à la réduction des tensions en Afrique australe. C'est ainsi qu'elle soutient l'action en cours pour la solution du problème rhodésien et qu'elle participe aux efforts pour promouvoir les évolutions indispensables en Namibie. Leur succès, qui conditionne l'avenir pacifique de la région, est une condition de la coopération de votre pays. C'est dans cet esprit qu'un dialogue s'est instauré entre nous. Je souhaite qu'il conduise à une réduction de nos divergences, en favorisant les changements nécessaires qu'appelle la prise en considération des situations politiques et humaines dans notre région. La mise en œuvre, dans l'ensemble de l'Afrique australe, de solutions respectant la volonté des peuples et la dignité de l'homme ne pourrait qu'assurer à l'Afrique du Sud la place que ses nombreux atouts doivent lui conférer dans l'équilibre et le développement de son continent ».

En 1920, M. Van Dalsen a fait ses études à Pretoria. Avocat à la Cour suprême, il a été chargé des affaires étrangères en 1945. Il a fait des études de droit, entré au ministère des affaires étrangères, avec les rangs de conseiller, à Paris, en 1950, puis à l'ambassade de Washington, La Haye, Rome, Londres, Bruxelles, avant de rejoindre la Belgique, du Luxembourg et des Communautés européennes. Depuis 1970, il était à l'administration centrale.

EQUATEUR : renforcer le dialogue entre l'Europe et les Andes.

Devant l'ambassadeur de l'Equateur, M. Gonzalo Abad Grilalava, le président de la République a estimé que la France et l'Equateur devaient entreprendre « un effort commun pour porter nos relations à un niveau conforme à ce que nos pays peuvent attendre l'un de l'autre ». Il a souligné que le pacte andin et la Communauté européenne devaient renforcer leur dialogue.

M. Gonzalo Abad, né en 1910, a été ministre de l'Education de 1961 à 1963 et a fait l'essentiel de sa carrière diplomatique à l'UNESCO, où il est membre du conseil exécutif.

CHILI : en attendant le respect des droits de l'homme.

A l'adresse de l'ambassadeur du Chili, M. Fernandez Valdes, le président de la République a fait observer que l'opinion française suit avec « un intérêt tout particulier » le processus en cours au Chili et « en attendant un développement positif dans le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques auxquels la France est si profondément attachée ».

M. Juan José Fernandez Valdes est né le 1er janvier 1925 à Santiago. Il a fait des études de droit, entré au ministère des affaires étrangères, avec les rangs de conseiller, à Paris, en 1950, puis à l'ambassade de Washington, La Haye, Rome, Londres, Bruxelles, avant de rejoindre la Belgique, du Luxembourg et des Communautés européennes. Depuis 1970, il était à l'administration centrale.

ASIE

Afghanistan

L'armée soviétique renforce son emprise dans le nord du pays

L'O.R.S.S. achemine par voie aérienne en Afghanistan des soldats russes pour remplacer cinq mille militaires originaires d'Asie. Indique l'agence américaine A.P. citant un officier afghan. Les Soviétiques entraînent en effet que leurs combattants venant de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, qui parlent des langues proches de celles de certaines populations afghanes, fraternisent avec celles-ci. Les soldats des républiques soviétiques d'Asie centrale ont été envoyés en Afghanistan combattre les « ennemis païens » et « ennemis américains » et décourrent, souligne la même source, qu'ils ont en face d'eux des Afghans, musulmans de souche. Les résistants auraient toujours le contrôle de plusieurs localités — Rustaq, Chahab, Bangi, Worsaj — au cours de l'occupation de Taloukan, plusieurs personnalités gouvernementales auraient été jugées, en public et exécutées, après avoir été qualifiées d'« ennemis ». A l'initiative d'un ancien officier de l'armée rouge, le commandant Ehsan.

Trois journalistes occidentaux ont pu se rendre à la frontière soviéto-afghane. Ils ont vu un convoi de près de 7 kilomètres de long formé de camions et de blindés pénétrer dans la steppe, indiquant que l'armée soviétique se dirigeait vers le nord-est, sur le pont de bateaux, l'Amou-Daria, la rivière qui sépare le Grand et le Petit Turkménistan. Dans la ville frontière d'Herat, on rencontre parfois un soldat soviétique isolé, indique A.P., qui des trafiquants afghans tentent de vendre du haschisch, des drogues et des photos de vedettes. Les journalistes ont noté que les Soviétiques sont « particulièrement intéressés » par la population dans les plaines du nord du pays. Chaque pont et chaque virage de la route Nord-Sud qui conduit de la frontière soviétique à Kaboul, par

le tunnel de Salang, traversant la chaîne de l'Hindou-Kouch, sont gardés par des soldats en armes. Il n'y a pas beaucoup de preuves directes de guérilla dans le Nord, mais il y avait au bord de la route, sur les 550 kilomètres du trajet, une demi-douzaine de camions calcinés et un char endommagé.

A la vérité, les populations du nord du pays sont beaucoup plus anticomunistes que celles du reste du pays, car elles ont le souvenir de la répression contre les musulmans dans les républiques soviétiques proches pendant les années 30. Et la présence de l'armée rouge n'a fait qu'accroître localement des tensions nées après la révolution d'avril 1978.

A chaque étape du parcours, les journalistes ont rencontré des témoignages de l'hostilité de la population à l'égard des Soviétiques. Ceux-ci semblent l'avoir comprise et redoublent d'habileté, notamment lors des opérations de fouille.

L'agence A.P. a écrit d'autre part savoir que l'ancien président Amin avait discrètement fait savoir aux Occidentaux qu'il était disposé, sous certaines conditions, à expulser les conseillers soviétiques, nombreux en Afghanistan depuis la révolution d'avril, et que ce sont ces conseillers qui ont provoqué l'invasion soviétique. Lorsque ceux-ci commentent à la frontière afghane, l'Amou-Daria, il y a une mise en garde. Depuis le coup de force du 27 décembre, les Soviétiques accusent H. Amin d'avoir été un « agent de la C.I.A. ». La preuve, dit-on, est que H. Amin ne se trouvait pas en Afghanistan lorsque l'armée rouge commença à pénétrer, une semaine avant le coup de force, mais qu'il arriva à Kaboul dans un avion soviétique la nuit du 27 au 28 décembre.

A Moscou, l'agence Tass a affirmé le 7 février citant le « porte-parole officiel du par-

quet afghan », que H. Amin avait été destitué et exécuté parce qu'il avait prévu d'organiser, avec l'aide de son frère Abdoul, « un putsch contre-révolutionnaire afin d'assurer l'entrée des troupes chinoises en Afghanistan ». « Il voulait installer un régime pro-américain de dictature personnelle » et concentrer le pouvoir dans les mains des membres de sa propre famille, indique encore Tass.

Le Comité international de la Croix-rouge a été informé, jeudi, que ses délégués à Kaboul allaient peut-être bientôt commencer leur visite des prisons afghanes.

A Kaboul, le ministère de l'Information vient de réglementer les conditions de travail des journalistes qui doivent avoir le service de presse de toutes les sortes d'interviews avec les dirigeants du parti et de l'Etat. Les photographes et caméramans qui filment des scènes intéressantes « auraient affaire à leur tour à la censure ». Par ailleurs, les articles doivent être « transmis par télex et porter le sceau et le nom du département des publications du ministère de l'Information et de la culture ». Enfin, les journalistes qui souhaitent voyager en dehors de Kaboul, d'où les provinces, doivent contacter le service de presse du ministère de l'Information.

Au Pakistan, les résistants afghans ont lancé, jeudi, un appel « aux nations priées de libérer pour qu'elles viennent en aide aux combattants ». Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils verseraient prochainement vingt et un millions de dollars aux réfugiés ; une partie de cette aide sera attribuée au Haut commissariat aux réfugiés qui évalue actuellement l'aide globale nécessaire à cinquante-cinq millions de dollars.

Six parlementaires américains ont visité un camp abritant plusieurs milliers de réfugiés à une trentaine de kilomètres de Peshawar.

Le contingent malaisien engagé dans la lutte antiguerilla s'est retiré de Thaïlande

De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. — La Thaïlande a chargé — et officiellement le retrait hors de son territoire des unités des forces armées malaisiennes qui coopèrent depuis plusieurs années avec l'armée américaine — les unités des forces armées malaisiennes qui coopèrent depuis plusieurs années avec l'armée américaine — les unités des forces armées malaisiennes qui coopèrent depuis plusieurs années avec l'armée américaine.

Cette information n'a fait, pour le moment, l'objet d'aucun communiqué ni ici ni à Bangkok. Les opérations militaires et humanitaires des forces armées malaisiennes de Thaïlande et de la Malaisie (pro-chinoises) et aussi contre les mouvements séparatistes des provinces de l'extrême-sud, limitrophes de la Malaisie.

Cette information n'a fait, pour le moment, l'objet d'aucun communiqué ni ici ni à Bangkok. Les opérations militaires et humanitaires des forces armées malaisiennes de Thaïlande et de la Malaisie (pro-chinoises) et aussi contre les mouvements séparatistes des provinces de l'extrême-sud, limitrophes de la Malaisie.

RECRUTEMENTS RECIPROQUES

En outre, le récent voyage à Hanoï de M. Rittthaddeen, reçu en sa qualité de ministre malaisien des affaires étrangères (après le refus des Vietnamiens de le recevoir au titre de représentant de l'ASEAN) est apparu à beaucoup comme une action de nature

à favoriser la stratégie de Hanoi. Ce « chargement » des Vietnamiens ont eu tirer le profit maximum, a suscité d'autant plus de mauvaise humeur, à Bangkok, que M. Rittthaddeen était revenu porteur d'une sévère mise en garde verbale du Vietnam à la Thaïlande, sommée de cesser de jouer le jeu chinois et de mettre un terme à son soutien à la résistance des Khmers rouges.

Il reste que tout n'allait pas pour le mieux dans les opérations militaires conjuguées des troupes thaïlandaises et malaisiennes, qui en dépit des importantes dépenses matérielles et humaines mises en œuvre depuis trois ans, sont loin d'être venues à bout de leurs adversaires. Il n'est pas rare, dans les conversations privées d'enregistrer des accusations réciproques révélatrices de cet état de choses. En Thaïlande, l'opinion publique s'accroît mal de la présence sur son propre sol de l'armée malaisienne, et pense que celle-ci aurait plutôt tendance à pactiser, voire à coopérer, avec les séparatistes du Sud d'ethnie malaise et de religion musulmane qui répriment leurs activités irrégulières. Bangkok a accusé à diverses reprises certains groupes et partis extrémistes de l'islam malais de faire le jeu des séparatistes et de leur fournir de l'aide. Pour leur part, les Malaisiens laissent entendre que militaires et policiers thaïlandais se montrent souvent plus préoccupés par les profits provenant de racketts et trafics frontaliers que par les opérations antiguerilla.

On entendit par le 31 janvier — date limite de la présence des troupes malaisiennes du côté thaïlandais — dans le New Straits Times de Kuala-Lumpur confirme cette dégradation entre les deux armées. M. Syed Ahmad, vice-ministre de l'intérieur annonce, sans toutefois aborder le fond du problème, la décision des autorités malaisiennes de procéder au minage de la frontière pour prévenir la contrebande et le trafic d'armes en provenance de la Thaïlande.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des nations du sud-est asiatique. Elle comprend la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et les Philippines.

BANGKOK AURAIT VENDU DES CEREALES A L'O.R.S.S.

(De notre correspondant en Asie du Sud-Est.)

Bangkok. — Les Etats-Unis ont été concernés par la décision de leurs alliés thaïlandais d'envoyer la mesure de limitation des livraisons de céréales à l'O.R.S.S. en vendant à Moscou plusieurs centaines de milliers de tonnes de riz, de maïs et de blé. Cette information, révélée par le Far Eastern Economic Review de Hong-Kong, est confirmée ce vendredi 8 février par les exportateurs de la place de Bangkok. L'hebdomadaire ajoute que les Etats-Unis ont tenté de s'opposer à ce marché et sont allés jusqu'à envisager des sanctions à l'égard des Thaïlandais pour leurs livraisons. Cette affaire intervient alors que le gouvernement de Bangkok, aux prises avec la menace armée vietnamienne sur la frontière orientale du pays, croit à tort à des achats importants (300 millions de dollars, soit 12 milliards de francs) d'armement américains et milite en faveur d'une réactivation du pacte de Manille sous sa tutelle militaire de Washington.

R.-P. P.

[A Washington, le département d'Etat indique, cependant, selon Reuters que les Etats-Unis soutiennent la coopération de la Thaïlande en matière de ventes de céréales à l'O.R.S.S. Il précise que Bangkok avait signé un contrat de 300 millions de dollars de riz à l'O.R.S.S. avant que Washington ne lui demande de cesser ses livraisons en raison de l'intervention soviétique en Afghanistan. Le département d'Etat affirme encore que le gouvernement thaïlandais avait décidé d'honorer ce contrat, puis de respecter l'embargo sur les ventes souhaité par les Etats-Unis.]

Vietnam

HANOI CONFIRME OFFICIELLEMENT LE REMANEMENT MINISTERIEL

Hanoi (A.F.P.). — L'agence de presse vietnamienne a confirmé jeudi 7 février le vaste remanement ministériel intervenu le semaine dernière à Hanoi. (Le Monde des 1er et 3 février).

A la défense, le général Vo Nguyen Giap, qui conserve son poste de vice-premier ministre, est remplacé par le général Van Thieu Dung, jusqu'alors chef d'état-major général de l'armée ; aux affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach succède à M. Nguyen Duy Trinh, malade ; et le ministère de l'Intérieur est attribué à M. Pham Hung.

Aux mutations déjà connues, il convient d'ajouter la nomination de deux nouveaux vice-premiers ministres : M. Nguyen Lam, qui démissionne désormais le ministère de l'économie, et To Huu, porte officiel du régime, membre suppléant du bureau politique, qui dirigeait jusqu'à présent la mission de propagande et de formation du comité central.

EXPOSITION EXCEPTIONNELLE

DES OBJETS D'ART DE CHINE ET DU JAPON A PARIS

Pour deux jours seulement

SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 (10 H 30 A 20 H 30)

Vos travaux dans la masse, Pierres dures, Corail, Malachites, Jades, Turquoises, Lapis-lazulis, Quartz rose, etc...

HOTEL BALTIMORE

SAISON KLEBER - 85 bis, avenue Kléber

Estimation GRATUITE

Le Monde

politique

Deux points de vue de membres du P.C.F. sur l'intervention soviétique en Afghanistan

Je persiste et ne signe pas!

par YVONNE QUILÈS (*)

Le conseil national du parti communiste, réuni ces 8 et 10 février, débat des problèmes concernant les intellectuels, leurs rapports et leur place avec et dans le parti communiste. Journaliste et communiste, je suis donc concernée mais, une nouvelle fois, je dois avoir recours à ce journal pour m'exprimer. Envoyée depuis trois semaines, ma contribution à la tribune de discussion qui a précédé ce conseil n'a pas été publiée par un journal communiste.

Je n'insisterai pas là-dessus. Ce n'est pas sur le contenu de cette contribution que je désire m'exprimer, mais sur le cas de conscience qui m'a été posé, récemment, en tant qu'intellectuelle et communiste. Il s'agit de l'appel lancé par soixante-quinze intellectuels conviant leurs pairs à approuver la position de la direction du P.C. sur l'Afghanistan et, à protester, ce faisant, contre la campagne anticommuniste qui se développe dans le pays (1).

Je me suis interrogée honnêtement. Il n'est pas simple, sous les yeux de ses camarades, de refuser de signer un texte présenté comme une riposte à l'« adversaire de classe ». Il est difficile de résister à une initiative qui vous range dans le « camp des dupes et des complices » et dans celui des ennemis des « révolutionnaires et des opprimés », si vous ne vous y associez pas. Pourtant, je n'ai pas eu besoin de m'interroger longtemps pour décider de ne pas signer cet appel. Car, en fin de compte, j'ai jugé que l'on me demandait d'approuver, au nom de la dénonciation d'une campagne anticommuniste, que je condamne, l'intervention militaire de l'U.R.S.S. en Afghanistan, que je condamne plus encore.

J'ai réalisé que l'utilisation de la pétition, pour un parti qui dispose de moyens d'action sanctionnés par des statuts en bonne et due forme, d'une organisation rodée, de multiples cellules, et qui privilégie l'action de masse, constitue une pratique dangereuse, dans la mesure où elle permet à tout un chacun de pointer ceux et celles des intellectuels qui sont pour le P.C. et ceux qui sont contre, puisque c'est ainsi que cela fonctionne, puisque c'est ainsi qu'un camarade bordelais, rencontré par hasard, l'avait compris : « Alors, m'a-t-il dit, les intellectuels qui ne signent pas ne sont pas contre l'hystérie anticommuniste ? ».

J'ai dû admettre que cette forme d'action n'est pas destinée à dédramatiser les rapports entre communistes, à faire reculer la tendance à l'étiquetage et aux clivages et qu'il faut être bête à chaux et à sable pour repousser une telle alternative. J'ai décidé que je ne pouvais accepter d'exprimer mon désaccord de l'anticommunisme en couvrant une fraude intellectuelle. Je n'ai donc pas signé et je ne signerai pas cet appel.

Je m'aperçois que je ne suis pas la seule à l'absence au bas de cet appel, d'un grand nombre d'intellectuels, qui comptent dans le P.C. et ailleurs, au moins, aussi significative que la présence d'un certain nombre d'autres. Eux aussi — je le dis pour en connaître plusieurs — sont opposés à l'anticommunisme, à sa nocivité, à l'usage de classe qu'en fait le pouvoir. Ils l'ont mille fois prouvé dans leur conduite et leur pratique. Leur silence n'en est que plus parlant.

Pour ma part, j'ai décidé de ne pas tomber dans le piège intellectuel qui conduit à tout soutenir sans nuance, à tout approuver sans réserve, sous prétexte de lutter contre « une campagne hystérique ». Si l'on m'avait demandé, sans chercher à heurter ma conscience de condamner l'anticommunisme utilisé comme argument politique, comme alibi et comme prétexte pour détourner l'attention de la dure réalité giscardienne, je n'aurais pas hésité. Mais, en l'occurrence, ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

J'ajoute que « l'ennemi de classe » préfère, de loin, un parti communiste « dur » et « pur » à un parti « ouvert » et « conquérant ». On lui offre des cadeaux inestimables chaque fois que l'on fait une prestation inutilement agressive et que l'on prend des positions confortant cette image rigide. J'ajoute encore que l'inflation de certains mots, formules ou concepts « musclés », remis au goût du jour après une longue éclipse, n'est ni gratuite, ni faite pour désarmer un anticommunisme qui n'en demande pas tant. Il ne m'a pas fallu longtemps, dans ma pratique de journaliste communiste,

pour comprendre que l'adversaire politique est bien plus embarrassé par un parti qui ne colle pas à ses schémas que par un parti qui s'acharne à justifier certains d'entre eux. Si l'on n'a pas compris cela avec et après les vingt-deuxième et vingt-troisième congrès, c'est qu'on le fait exprès.

En refusant de signer, je refuse, du même coup, de céder à une pression détestable, qui veut m'entraîner à faire l'amalgame entre l'anticommunisme et la condamnation de l'intervention militaire de l'U.R.S.S. en pays étranger. C'est un engrenage dangereux. Je ne tiens pas à être en situation de me sentir dupée par cette déclaration de Georges Marchais, affirmant sur R.T.L. que si Sakharov avait été exilé pendant son séjour en Union soviétique, il aurait refusé de signer un communiqué commun avec le P.C. soviétique, annoncé son départ pour le lendemain et fait une déclaration avant de quitter Moscou (2).

Etrange, tout de même. Cela équivaut presque à la fameuse apostrophe de la Guerre des boutons : « Si j'aurais su, j'aurais pas venu ! ». Mais quelle conclusion tire-t-on de cette déclaration ? A quelle opportunité correspond-elle ? En quel lieu fait que Sakharov ait été déporté quelques jours après le départ de la délégation française et il modifié la défense châteaubrienne de l'intervention soviétique en Afghanistan par notre secrétaire général, qui a été jusqu'à la qualifier de « légitime » ? Ce dernier ne savait-il pas, avant de mettre les pieds à Moscou, qu'il n'y a pas qu'à Prague que l'on empi-

(*) Membre du P.C.F. (Paris 19^e arrondissement), ancienne rédactrice en chef de France nouvelle.

sonne, déporte ou interne des hommes et des femmes pour leurs opinions ? Faut-il déduire de cette déclaration qu'elle rend caduc le communiqué commun — alors, pourquoi continuer à faire circuler des pétitions pour donner qu'ilus au gouvernement soviétique ? — ou faut-il considérer qu'elle représente un nouveau hochet sans importance, ce qui n'est pas aimable pour ceux et celles à qui il est tendu ?

En réalité, plus on cherche à comprendre, plus l'imbricatio s'épaissit. C'est, par exemple, à un véritable détournement du sens de la coexistence pacifique que s'est livré Georges Marchais, lors de la dernière réunion du comité central du P.C. Il n'y a pas d'équivalence entre les droits des peuples, abondamment cités, et les événements d'Afghanistan. Si la coexistence pacifique ne signifie pas, effectivement, un statu quo dans la lutte de classes, elle donne néanmoins à cette dernière un cadre nouveau, d'où est exclue toute intervention militaire décidée unilatéralement. Si la détent, si la lutte de classes à l'échelle internationale, si la coexistence pacifique, c'est l'armée rouge, alors — je le dis en pesant mes mots — ce sont des dizaines d'années de lutte des peuples qui sont niées, sacrifiées. Quand les forces populaires font le bilan de leurs succès, des succès qu'elles ont imposés à l'impérialisme américain, français ou autre, elles savent bien qu'elles ne les doivent pas à des interventions militaires.

Quand, pour appuyer sa démonstration sur la nécessité de la solidarité internationale qui peut « aller

jusqu'à l'aide militaire directe », Georges Marchais fait référence à l'échec de l'expérience chilienne, que veut-il prouver ? Qu'il ne s'agit plus d'un échec politique, ainsi que la gauche chilienne l'a, elle-même, reconnu ? Que le P.C.F. révise ses analyses ? Qu'il faille que l'U.R.S.S. intervienne militairement au Chili ? Voilà qui mérite d'être clair. Car, quand il s'agit de la paix du monde, on ne joue pas avec le feu.

En tout cas, l'assimilation constante, dans cette intervention, entre la lutte de classes et la lutte armée, introduit une confusion dangereuse et revient en fait à nier l'idée de coexistence pacifique. Cette dernière suppose — c'est aussi mon avis — l'intensification de la lutte de classes de peuples, mais absolument pas le droit, pour l'Union soviétique, d'intervenir militairement, en Afghanistan ou ailleurs. Tout en récusant fermement les cris affarouchés et impudiques de ceux qui, de New-York à Bonn, en passant par Paris et Londres, ont le culot de hurler au loup, de donner des leçons, de saboter les Jeux olympiques de Moscou, je ne déments pas de cette opinion. Rien de ce qui s'est dit au dernier comité central du P.C., rien de ce qui s'écrit dans l'Humanité ne m'a convaincu qu'elle n'est pas conforme au vingt-troisième congrès.

C'est pourquoi, seules je le fais, je n'avaliserai pas un appel qui, de mon point de vue, viole ma conscience d'intellectuelle et de communiste. Cela dit, et c'est justement ce qui est particulièrement réconfortant, je ne me sens nullement isolée. En écoutant et en regardant autour de moi, je n'ai pas l'impression d'être la propriétaire exclusive de cette démarche. Je n'en ai que plus d'assurance pour répéter : je persiste et ne signe pas.

Assistance à un peuple en danger

par GUY LACOMBE (*)

Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », qui a pour corollaire, naturellement, la non-ingérence dans les affaires de ces peuples, est un principe en soi excellent. Mais, comme beaucoup de principes — liberté, égalité, fraternité, par exemple — il exprime un idéal à atteindre. Pour qu'un peuple puisse réellement disposer de lui-même, il faudrait que tous les moyens d'exercer ce droit lui soient donnés : une information objective sur sa situation socio-économique, une culture suffisante pour apprécier critique-ment cette information. Il faudrait qu'il soit à l'abri de toute ingérence étrangère, qu'elle soit de forme économique, politique ou culturelle. Il faudrait que chaque individu soit totalement disponible et en mesure d'exercer sa réflexion, ce qui suppose un travail assuré, une éducation permanente, du temps libre, la possibilité d'exprimer et d'appliquer les résultats de sa réflexion.

Quel pays au monde offre de telles possibilités aux individus ? Aucun. Inutile de s'étendre sur les États à régime dictatorial, dont les peuples subissent la politique sans la conduire. Dans les États dits démocratiques, l'uniformisation des médias, leur pression constante, l'information de masse, l'absence de temps disponible, l'éducation inadéquate, insuffisante et manipulée permettent surtout aux peuples de ne pas disposer d'eux-mêmes.

Nous vivons en fait dans une « jungle » — selon le mot de Brecht, — pas seulement dans

nos villes et dans nos pays, mais à l'échelle internationale. Marx a écrit des choses éblouissantes à ce propos. Il est curieux que des intellectuels communistes — donc, en principe, révolutionnaires — aient oublié que la lutte des classes ne s'arrête pas aux frontières, qu'elle s'exerce au niveau international. L'affrontement entre les systèmes capitalistes et socialistes est aussi permanent que celui qui oppose, par exemple, les ouvriers sidérurgistes au patronat à Longwy.

L'impérialisme américain et tous les régimes capitalistes qui gravitent autour de lui n'hésitent jamais à intervenir pour sauvegarder leur système. La liste de ces interventions serait trop longue à établir, du Guatemala au Vietnam, du Chili à Saint-Domingue, de Cuba au Gabon, du Congo en Algérie, etc. Les peuples opprimés, les ouvriers, les paysans, les intellectuels qui aspirent à un autre régime social devraient-ils se croiser les bras, laisser écraser leurs frères de combat ? En quelque sorte, considérer comme acquis le « droit du capitalisme à disposer des peuples » ? A la solidarité agissante des impérialistes, opposer un « immobilisme révolutionnaire », une sorte de « consensus international » ?

Que le P.S., qui, tout au long de son histoire, n'a appliqué ou soutenu le principe de non-ingérence que pour laisser massacrer les peuples — en Espagne, au Cambodge, aujourd'hui en Afghanistan, — mais qui, d'autre part, a toujours pratiqué une politique d'intervention au côté des impérialistes — au Vietnam, à Suez, en Algérie — accepte ce consensus international et offre ainsi une liberté d'action totale au capitalisme, cela n'a rien de surprenant. Mais que des communistes dénoncent l'exercice de la solidarité internationale au profit d'un peuple qui essaie difficilement de sortir du Moyen Âge, contre des guerriers plus proches des croisades que de Che Guevara, cela me paraît consternant. Aller jusqu'au bout, camarades ! Dénoncer l'aide au Vietnam, à l'Angola, à Cuba, à la République espagnole, et aussi — pourquoi pas ? — l'intervention du Hongrois Léo Frankel, des Polonais Dombrowski et Wroblewski, de l'Italien Cipriani, de la Russe (déjà !) Elisabeth Dmitrieff et de la légion belge, à Paris, pendant la Commune !

Certes, la lutte des classes au plan international comporte un risque très grave : la guerre. Mais ce risque peut être écarté par une mobilisation sans précédent en faveur de la paix, appuyée sur une claire identification des véritables bontefeu. Nous pouvons constater, à cet égard, que si l'Union soviétique a retiré ses fusées de Cuba sous l'injonction des États-Unis, en 1961, pour éviter tout risque de conflit général, les Américains conservent leurs bases aux frontières de l'Union soviétique (en Turquie et en Europe) et envisagent même de les renforcer. Qui proteste contre ce réel danger de guerre ?

Le droit français sanctionne la non-assistance à personne en danger. Ce qui paraît sensé pour tout un chacun serait-il scandaleux lorsque cette assistance se manifeste en faveur d'un peuple en danger ? Doit-on abandonner tout un peuple à l'extermination ? Si l'on pouvait interroger, dans l'au-delà, les millions de Cambodgiens massacrés sous Pol Pot, peut-être regretteraient-ils amèrement que les Vietnamiens ne soient pas intervenus plus tôt.

(*) Membre du P.C.F. (Paris-20^e).

NOUVELLE SUSPENSION CONFORT

Nouvelle Ford Fiesta GL.



Année 80: nouvelle suspension confort*, les Ford Fiesta donnent la priorité au confort.
Année 80: la famille des Ford Fiesta s'agrandit avec la toute nouvelle GL. Vraie petite voiture confortable, la Ford Fiesta est:
- Economique: 5,6 litres d'ordinaire aux 100 km** révision tous les 20000 km seulement***. - Sûre: traction avant, voie large, freins assistés. - Pratique: 3,56 m hors tout, 1205 dm³ de volume utile, hayon arrière.

* Sur Spécial, L, GL, Ghia. ** 5,6 L à 90 km/h, 8,2 L à 120 km/h, 7,9 L en circuit urbain, consommations (l/100 km) normées UTAC moteur 5 CV bc.

*** A l'exception des véhicules et conditions de routine.

FORD FIESTA 5,6,7 CV. LA CONCURRENTE.
à partir de **24.000F** (hors taxes et options)



Légendaire robustesse et sécurité.

UNE MISE AU POINT DE LA C.G.T.

M. Marius Bertou, responsable du service de la politique culturelle de la C.G.T., nous demande de préciser, en réponse à notre article sur les comités d'entreprise publiés dans notre supplément « Arts et spectacles » du 7 février consacré au thème « Le P.C. et la culture », que « les élus de la C.G.T., avec leur syndicat, déterminent librement leur conduite dans l'orientation de la politique culturelle de la C.G.T., laquelle sera affirmée avec force au cours des Journées nationales sur la C.G.T. et la culture qui se tiendront les 24 et 25 mars 1980 au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ».

(1) L'Humanité du 15 janvier (voir le Monde du 16 janvier).
(2) L'Humanité du 22 janvier (voir le Monde du 23 janvier).

PROLONGATION JUSQU'AU 12 FÉVRIER

**LIQUIDATION TOTALE
POUR CESSATION D'ACTIVITÉ**
(par autorisation préfectorale du 5.11.79)

5.000 ARTICLES DE CADEAUX DE LUXE

- Meubles anglais, bureaux, bibliothèques
- Salons et fauteuils en cuir
- Vases et lampes en porcelaine ancienne de Chine
- Abat-jour haute couture
- Articles de grande décoration
- Pierres dures et ivoires
- Orfèvrerie
- Cristal
- Autres objets de cadeaux.

EXPOSITION ET ENLEVEMENT
61, rue de Malte - PARIS XI^e
(Métro REPUBLIQUE) - TEL. 805.96.90

OUVERT SANS INTERRUPTION DU LUNDI AU SAMEDI de 10 heures à 17 heures.

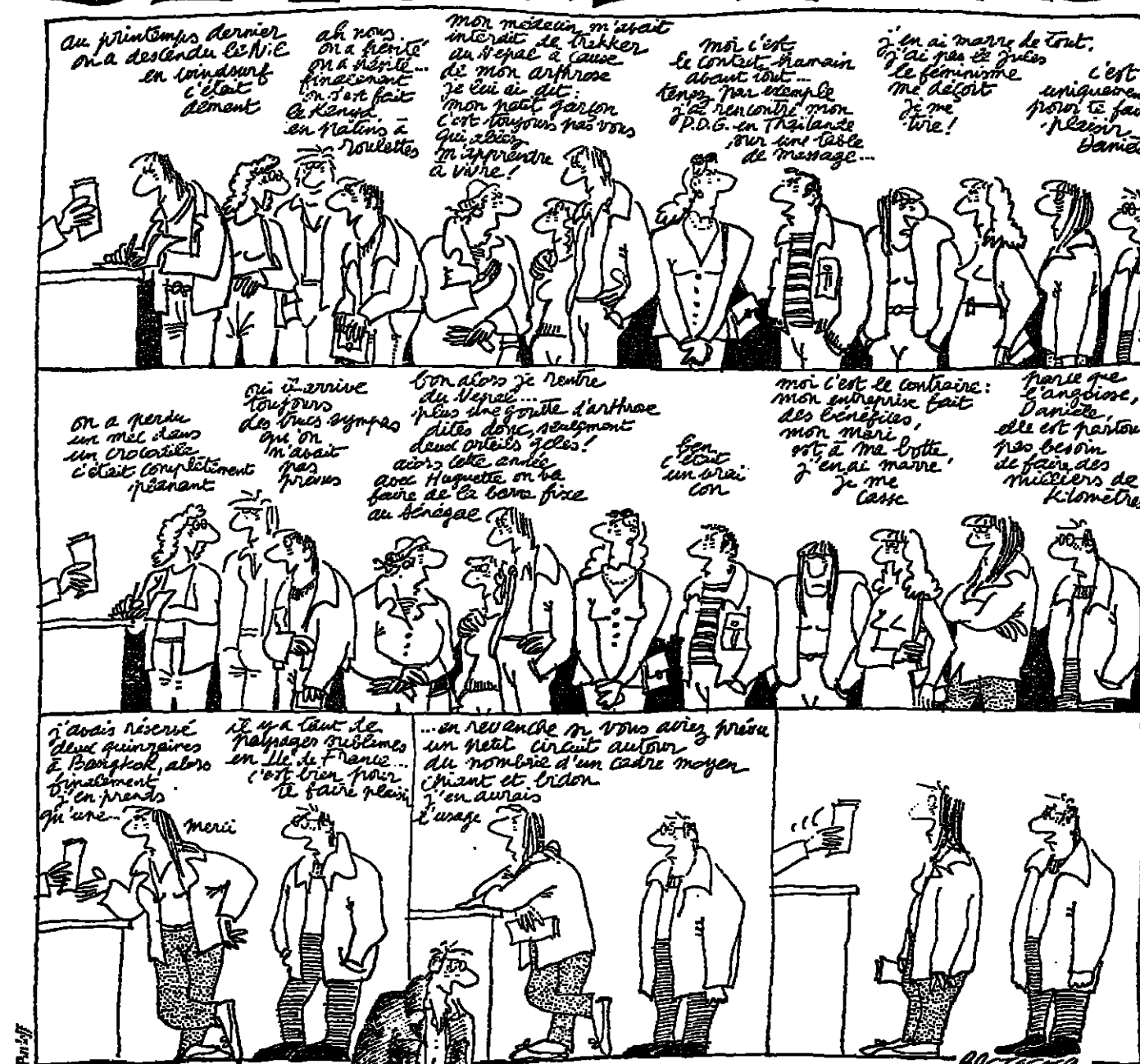
TÉLEX PARTAGE
ÉTRANGE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

**cette semaine dans :
les nouvelles littéraires**

**LA VÉRITÉ
SUR TOUS LES PAYS
QU'IL FAUDRAIT BOYCOTTER**

Chine, Albanie, Uruguay, Guinée, Corée du Sud,
Corée du Nord, Salvador, Argentine, Guatemala,
Indonésie, Timor, Zaïre, Paraguay, Ethiopie, etc.

50 MILLIONS DE VOYAGEURS



nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

66, boulevard Saint-Michel 75006 PARIS - Téléphone 329.12.14

POLITIQUE

LA RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL DU P.C.F. SUR LES INTELLECTUELS

Le débat préparatoire reflète une opposition sur la conception du parti communiste et de son rôle

Le conseil national du parti communiste, réuni à Bobigny (Seine-Saint-Denis) les 9 et 10 février, doit débattre, sur le rapport de M. Guy Hermer, membre du bureau politique, et de l'avancée démocratique au socialisme. Ses travaux doivent s'achever par l'adoption d'une résolution, dont le projet, rendu public il y a deux mois, devait être discuté au sein du parti. M. Georges Marchais doit prononcer, dimanche, le discours de clôture de la réunion du conseil national.

La crise du printemps 1978 n'a pas été surmontée. Par cette phrase, M. Maurice Goldring, dont la contribution à la tribune de discussion a été réservée aux lecteurs de France nouvelle, beaucoup moins nombreux que ceux de l'Humanité (le Monde du 6 février) — a résumé la situation où se trouvent beaucoup d'intellectuels communistes face à leur parti. Au lendemain des élections législatives de mai 1978, ce sont principalement des intellectuels qui avaient pris la responsabilité d'exprimer, au sein du P.C.F. et à l'extérieur, des interrogations et des critiques largement répandues parmi les militants et les cadres communistes. Ils s'estimaient en droit d'exiger, compte tenu des principes affirmés par les dirigeants du P.C.F., notamment lors du vingt-deuxième congrès (février 1976), qu'un débat ait lieu sur la situation nouvelle créée par l'échec de la gauche,

sur les responsabilités des différents partis dans la rupture de l'union et sur la façon dont la direction du parti communiste avait traité les problèmes de l'alliance avec le P.S. Ce débat fut refusé, la direction du P.C.F. niant, dans un premier temps, que sa propre analyse fût contestée, puis accusant ceux qui ne se rangeaient pas à son point de vue de faire le jeu des ennemis du parti. Les intellectuels furent la cible privilégiée de ces accusations, leur attitude étant mise au compte d'une faiblesse politique qui serait inhérente à leur statut social. Beaucoup d'entre eux eurent alors l'impression de découvrir un parti qui n'était pas celui auquel ils avaient cru adhérer. Certains en tirent les conséquences en quittant le P.C.F., mais d'autres — bien plus nombreux — refusèrent cette logique. En restant au parti, ils créèrent un fait nouveau : l'existence, non plus d'une « opposition », mais d'une opposition au sein du P.C.F.

Transformation ou opposition ?
Cette opposition, naturellement, n'a pas la forme qu'elle aurait au parti socialiste : nullement organisée, diverse, elle n'est pas une force qui puisse se compter ; elle ne se reconnaît pas de porte-parole et n'a pas de candidats aux postes de direction ; elle est faite d'analyses et de projets divergents, sinon contradictoires. Elle existe, cependant, dans le refus des schémas dont continuent de se réclamer les dirigeants du parti dans leur action. Ce sont deux conceptions du parti qui s'opposent.

La direction du parti communiste a elle-même pris acte de cette situation lorsqu'elle a décidé de répondre aux critiques qui lui valaient sa position sur l'intervention soviétique en Afghanistan par le lancement d'une pétition. Il est souvent arrivé que le P.C.F. sollicite de cette manière le soutien de personnalités extérieures dans une polémique l'opposant aux autres forces politiques. Cette fois, il s'agissait d'autre chose : la direction du parti s'est adressée aux militants pour leur demander de la soutenir contre d'autres militants. Initialement destinée aux intellectuels, cette pétition est maintenant soumise à des catégories de militants beaucoup plus larges, l'Humanité continuant de publier des signatures par département. Ces listes officielles ont le clivage que leur publication prétend nier.

Les intellectuels sont ainsi les protagonistes d'un conflit que le débat qui leur est consacré samedi et dimanche reflète indirectement. A travers la question de l'alliance entre ouvriers et intellectuels, se pose celle du rôle du parti communiste dans la société française et du rôle des différentes catégories sociales dans le parti communiste. Celui-ci doit-il être une force de transformation s'efforçant d'intégrer toutes les aspirations au changement qui s'expriment dans la société, ou bien une force d'opposition qui exprime sur le plan politique, les revendications du groupe social dont elle émane ? Selon la réponse que l'on donne à cette question, l'adhésion des intellectuels au P.C.F. prend un sens très différent.

La direction même ce débat avec d'autant plus d'appréhension qu'elle a pris en compte un enjeu interne et un enjeu électoral. Pour conserver son autorité sur le parti, elle doit s'appuyer sur une conception étroite de son fonctionnement, qui interdit tout vrai débat. Mais elle risque, ainsi, de détourner du P.C.F. des sympathisants et des électeurs rebutés par ce retour à un type de langage qu'ils avaient pu croire dépassé. C'est pourquoi, sans doute, on a vu les dirigeants communistes inviter tous les intellectuels à contribuer à la mise en

œuvre de la politique du parti lors de l'élection européenne, puis adapter une attitude intransigeante, à l'automne dernier et depuis, vis-à-vis de ceux qui critiquent tel ou tel aspect de cette politique.

Présentant, dans l'Humanité du 1^{er} février, le manifeste hebdomadaire destiné aux intellectuels, qui doit voir le jour le 7 mars, M. Jean Elie, membre du conseil de rédaction, ne doit pas s'attendre à avoir « la possibilité d'utiliser la Révolution comme moyen de lutte contre le parti ». Le conseil de rédaction, d'ailleurs, n'a été réuni que deux fois depuis sa constitution, au mois de juin 1979, et il semble que sa participation à l'élaboration de l'hebdomadaire doive être des plus réduites.

Le comportement de la direction s'explique par le fait que, au-delà des intellectuels, sa politique est accueillie avec réserve, voire avec hostilité, par une proportion non négligeable de militants et par certains cadres. L'affaire Fiszbin, à Paris, en a été la preuve. Faire droit aux revendications des intellectuels, aujourd'hui, ce serait en fait renforcer, un courant auquel les dirigeants du parti s'efforcent au contraire, d'ôter toute occasion de se manifester.

PATRICK JARREAU.

HISTOIRE

A propos du meurtre de l'amiral Darlan

« LE RECOURS A L'ASSASSINAT POLITIQUE ÉTAIT TOTALEMENT ÉTRANGER AU GÉNÉRAL DE GAULLE »

affirme le général Billotte

Le général Pierre Billotte, ancien ministre, ancien chef d'état-major du général de Gaulle à Londres, répond, dans la Revue de la France libre, à ceux qui accusent le général de Gaulle d'être à l'origine de l'assassinat de l'amiral Darlan le 24 décembre 1942 à Alger. Il affirme que ceux qui, pendant la guerre, portèrent de telles accusations, tentaient de « rendre impossible à jamais une heureuse coopération entre Roosevelt et de Gaulle ».

Il ajoute : « Comment ne pas comprendre que le recours à l'assassinat ou au meurtre pour aboutir à des fins politiques qui lui étaient totalement étrangères, était encore, totalement étranger à la mort de l'ennemi ne per : lui » être infligée qu'au combat », avait-il couru de dire et de prouver. Ce fut sa règle absolue tout au long de l'épopée de la France libre et, bien entendu, de ses septennats.

A Londres, j'ai appliqué strictement cette règle chaque fois que des combattants de l'ombre, dans leur fureur courroucée, nous demandaient l'autorisation d'abattre tel ou tel traître. Le « sort des traîtres n'appartient qu'à la justice ». Ce fut l'unique réponse que j'ai toujours donnée au nom de Charles de Gaulle, sans même souvent le consulter. Je n'ai jamais eu de doute sur ce point et j'en rendais compte, il m'a toujours et immédiatement approuvé ».

Mme D'ASTHER DE LA VIGÉRIE VEUT RÉPONDRE AU COMTE DE PARIS

Mme Henri d'Astier de la Vigérie, qui n'a pas obtenu d'atténuer le 2^e exercice du droit de réponse après que le comte de Paris eut démenti son témoignage à propos de l'assassinat de l'amiral Darlan (le Monde des 19 et 23 janvier et du 1^{er} février), a annoncé son intention « d'obtenir par les voies légales le droit qui lui est dû ».

(Rappelons que le droit de réponse dans les sociétés nationales de radio et de télévision est prévu par la loi du 3 juillet 1977 et organisé par le décret du 15 mai 1978. En cas d'imputations portant atteinte à l'honneur, à la réputation ou aux intérêts d'une personne physique, celle-ci peut saisir le président de la société, si la demande est rejetée, un recours est possible auprès de la commission nationale du droit de réponse, présidée par un conseiller d'État, puis, éventuellement, devant le Conseil d'État.)

Cette procédure est à distinguer du droit de réponse au gouvernement, mais en application pour la première fois le 6 septembre 1978 et ouvert aux formations politiques n'appartenant pas à la majorité, si elles sont représentées à l'Assemblée nationale par un groupe parlementaire.)

Mme PARMELIN : le soutien inconditionnel à l'U.R.S.S. est une mise aux fers du socialisme dans la liberté.

Mme Hélène Parmelin, dont la contribution au débat préparant la réunion du conseil national du P.C.F. sur les intellectuels avait été refusée par les responsables de la tribune de discussion ouverte dans le parti communiste, a communiqué son texte à l'A.F.P. Dans cet article, Mme Parmelin demande la réunion d'un congrès extraordinaire du P.C.F. « la mise à mort du stalinisme en France ».

« Comme aux temps des révolutions, poursuit l'écrivain communiste, le parti communiste range automatiquement les intellectuels parmi les intellectuels complices de l'ennemi idéologique, ou manipulés par lui. Il suffit de dire que le socialisme n'est qu'une manipulation, et l'ennemi n'est que le parti, et surtout pas en Union soviétique, que l'ennemi des chars soviétiques en Afghanistan est un attentat (...) impérialiste contre l'indépendance et la souveraineté de l'Afghanistan. »

« La mise à mort du stalinisme, l'Union soviétique est une mise aux fers du socialisme dans la liberté, pour que ceux, incommensurables, qui violent ces idées se voient rangés dans le camp de Carter et des guerriers habituels de la guerre idéologique ». Parmi lesquels, naturellement, les socialistes et l'Union de la gauche à abattre à l'arme quotidienne automatique, selon le vœu de l'U.R.S.S. ».

● Au conseil régional de Bretagne, M. Raymond Marcellin (U.D.F.) a été réélu, le mardi 5 février, président du conseil régional de Bretagne avec 50 voix contre 41 M. Michel Philipponneau (P.S.) et 8 à M. François Leizour (P.C.). L'élection des membres du bureau faisait d'autant moins de doute qu'un plan de salle, distribué (très vraisemblablement par erreur) avant le vote à bulletin secret, indiquait déjà les noms des vice-présidents ainsi que leur place à la tribune autour de M. Marcellin. L'opposition qui demandait une représentation proportionnelle à une nouvelle fois été écartée du bureau. (Corresp.)

● ERRATUM. — Un bourdon a rendu en partie incompréhensible, dans nos éditions datées 8 février, notre relation des Journées nationales des D.O.M. Nous aurions dû écrire : « Selon le schéma du secrétariat d'État, les importants transferts financiers consentis par la métropole pour soutenir l'économie des départements d'outre-mer sont justifiés parce qu'ils permettent d'y maintenir un pouvoir d'achat convenable... », etc.

une
vendredi 8 Fév

Que des

MAINTENANT

VESTES

15, 17, 19 Rue LA F
PARIS - 10
PRÈS GARE de

une seule fois l'an

Vendredi 8 Février, Samedi 9 Février et Jours suivants.



LES SOLDES

FOURRURES DU NORD

Que des affaires extraordinaires!..

MANTEAUX

Lapin bariolé	4450 F	650 F
Lapin côtelé	1250 F	720 F
Lapin naturel	1650 F	1350 F
Mouton doré	1850 F	1250 F
Patte d'Astrakan	2350 F	1650 F
Astrakan pleine peau	2850 F	1650 F
Astrakan russe pleine peau	4850 F	2750 F
Murmel pleine peau	3750 F	2850 F
Opossum naturel	3850 F	2750 F

VESTES

Chat d'Asie	1450 F	780 F
Chacal	1750 F	1350 F
Pattes d'Astrakan	1850 F	1350 F
Agneau Toscane	1850 F	1350 F

MANTEAUX

Skungs	4450 F	2950 F
Ragondin allongé	4650 F	3750 F
Patte de Guanaco	4850 F	3650 F
Astrakan Swakara pleine peau, depuis	5250 F	4350 F
Queue de Vison	5350 F	4500 F
Murmel	5850 F	4350 F
Rat d'Amérique	5450 F	4250 F
Ranch, Dark	6450 F	5350 F

VESTES

Renard bleu, morceaux	2650 F	1950 F
Ragondin	3450 F	2750 F
Astrakan marron	4350 F	3250 F
Renard bleu	5250 F	4650 F

MANTEAUX

Castor longs poils	7850 F	6250 F
Renard gris	8750 F	7250 F
Marmotte naturelle	9250 F	7850 F
Astrakan Swakara qualité sup. Col Vison	12250 F	6950 F
Renard bleu	12250 F	8750 F
Vison Dark allongé	12850 F	10750 F
Vison Pastel	14250 F	12750 F

VESTES

Vison et cuir	5850 F	4650 F
BLOUSON Lapin	370 F	230 F
BLOUSON Kalkan réversible	1450 F	780 F
BLOUSON Lapin rasé	850 F	580 F

Service après-vente
Les plus larges facilités de paiement
Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours

115, 117, 119 Rue LA FAYETTE
PARIS - 10^e
PRES GARE du NORD



100, Avenue PAUL DOUMER
PARIS - 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H. A 19H.
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

Le Monde

Société

Des élus communistes « susceptibles d'inculpation » après les poursuites contre un P.-D.G. lyonnais

Lyon. — Le dossier d'une information judiciaire ouverte en novembre 1979 au tribunal de grande instance de Lyon et confiée à M. Jacques Fayen, premier juge d'instruction, qui avait déjà inculpé pour abus de confiance, faux et escroquerie le P.-D.G. d'une entreprise d'installations électriques, M. Louis Miallet, et MM. Christian Miguet et Jean Thorain, est en cours de transmission à la chambre d'appel de Lyon. Après un mois d'instruction, il est en effet apparu au procureur de la République de Lyon que les maires des trois communes du Rhône (Vaulx-en-Velin, Givors et Vénissieux) étaient « susceptibles » d'être, eux aussi, inculpés. Du coup, en application de l'article 631 du code de procé-

ture pénale, une requête était adressée dès le 5 décembre à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui, le 12 du même mois, dessaisissait la juridiction lyonnaise et chargeait la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de prendre la relève de l'affaire Miallet. Cette affaire a une autre dimension et un autre relief, d'autant plus que les maires mis en cause (MM. Marcel Houël, Jean Capievic et Camille Vallin) sont tous trois communistes. Cependant, l'affaire, en son état actuel, doit être examinée avec circonspection dans la mesure où les éléments recueillis paraissent encore fragmentaires et ne reposent sur l'instinct que sur des déclarations et des témoignages de membres ou anciens membres de la société Miallet.

Une affaire oui, un scandale c'est moins sûr...

On ne peut pas dire que toute la ville en parle. Au contraire. Ce serait plutôt à qui calmerait le jeu. Des milliers de Lyonnais, chacun se tient sur la réserve et la recommandation d'un « oui » n'est pas facile que « les Parisiens » aient maintenant la charge de ce brûlot avec le secret espoir qu'il puisse servir d'un prétexte moult. Car si une affaire Miallet existe, tout à fait palpable, chargée de tous les ingrédients rituels que sont une comptabilité douteuse, une caisse noire, des factures fictives, des notes de frais plus qu'approximatives, le scandale politique qu'elle porterait au terme reste à démontrer.

A soixante-deux ans, Louis Miallet était un entrepreneur connu de bien des collectivités du Rhône et de toute l'agglomération lyonnaise. Homme de terrain, fort et lui-même, il avait créé, en 1960, la société anonyme Entreprise électrique Miallet. En sa qualité de P.-D.G., il détenait 90 % des actions d'un capital d'un peu plus de 1 million de francs. Spécialisée dans la construction de lignes électriques et d'éclairage public, travaillant uniquement pour des collectivités locales, l'entreprise avait vu son chiffre d'affaires progresser régulièrement jusqu'en 1977, pour atteindre et même dépasser annuellement les 10 millions de francs. Pour ce chiffre de P.M.E., la vie était belle. Il n'empêche qu'il avait ses méthodes, rudes, despotiques selon certains, et qu'il ne convenait pas forcément à son entourage immédiat. C'est peut-être là qu'il faut voir les raisons de sa chute. Car l'affaire n'est pas née d'une plainte en bonne et due forme. Lorsque les services de police, demandant en octobre 1979, des renseignements à la section économique et financière du service régional de police d'information de Lyon, ils disposent d'informations suffisantes pour subordonner des malversations. De fait, on va découvrir assez vite une première escroquerie au détriment des P.T.T. Chargé par cette administration, aux termes d'un marché passé avec elle de gré à gré en 1975 de décharger et ranger des lots de postes téléphoniques, Louis Miallet, au lieu de faire accomplir ce travail par son propre personnel, comme le stipulait la convention, circonvenait quelques employés des P.T.T. et, ce sont eux qui, avec du matériel de leur propre administration, allaient accomplir la besogne. Ils furent évidemment rémunérés, mais à un tarif bien inférieur à celui prévu dans la facture présentée aux P.T.T. et réglée fut cette première escroquerie, c'est-à-dire bien supérieure aux sommes déboursées par la société Miallet.

Jusqu'à là rien de politique. Rien de politique non plus dans de fausses déclarations à la Caisse des indemnités du bâtiment qui permettaient d'encaisser indûment des indemnités et d'alimenter une caisse noire grossissant par toutes les astuces ordinaires : notes de frais et de déplacements surfaites, endossement de chèques divers, etc. Pas de politique non plus dans les avantages en nature consentis à tel ou tel qui se voyaient offrir aux frais de la société la réparation, l'entretien et même l'essence pour leur voiture personnelle.

Salaires ou militants
Ces faits-là sont à peu près reconnus. Il reste cependant à déterminer à qui en incombe la responsabilité. M. Miallet la rejette sur M. Christian Miguet, l'un de ses proches collaborateurs de l'époque, auquel il aurait laissé le soin un moment de conduire l'affaire lui-même pour des raisons d'ordre familial. Pour l'instant, M. Miguet se trouve inculpé tout comme M. Jean Thorain, l'un des agents des P.T.T. compromis dans l'affaire des poteaux.

La politique va apparaître le jour où l'examen des livres de paie révèle, parmi les salariés de la société, le nom de trois personnes dont les autres employés, et pour commencer la comptable, ont assuré qu'ils ne les ont jamais dans l'entreprise et ajouter que toutes trois étaient en réalité des militants et des permanents du parti communiste ne travaillant que pour lui.

Pourquoi ces rémunérations, au demeurant modestes puisqu'elles sont chiffrées à 40 000 francs environ pour une année ?

De notre envoyé spécial

Les réponses sont diverses et incertaines. Générosité gratuite motivée par une certaine sympathie politique, comme le soutient M. Miallet ? Facilité de s'assurer des marchés avec telle ou telle municipalité communiste comme le prétendent d'autres témoins en affirmant que c'est M. Miallet lui-même qui le dit ?

Car ces mêmes témoins sont allés encore plus loin, assurant que la société Miallet devait verser aux municipalités de Vénissieux, de Vaulx-en-Velin et de Givors 5 à 10 % de ristourne sur le montant hors taxe des marchés passés avec elles. Que Louis Miallet faisait établir chaque année à cet effet des tableaux récapitulatifs de toutes les factures et de toutes les ristournes. Tout cela, cependant, manque de précision.

Pourtant, il considère que les salaires payés aux permanents du P.C. constituaient déjà partie ou totalité de cette ristourne. Convient-il d'inverser, de croire telle ou telle comptable de la société pour qui ces versements occultes étaient au contraire effectués en liquide prélevés sur la caisse noire, mais à des personnes dont elles ont toujours ignoré les noms ? Et ne faut-il pas tenir compte aussi du fait que les élections municipales de 1977 ont été remportées par la liste de P.M.E. la vie était belle. Il n'empêche qu'il avait ses méthodes, rudes, despotiques selon certains, et qu'il ne convenait pas forcément à son entourage immédiat. C'est peut-être là qu'il faut voir les raisons de sa chute. Car l'affaire n'est pas née d'une plainte en bonne et due forme. Lorsque les services de police, demandant en octobre 1979, des renseignements à la section économique et financière du service régional de police d'information de Lyon, ils disposent d'informations suffisantes pour subordonner des malversations. De fait, on va découvrir assez vite une première escroquerie au détriment des P.T.T. Chargé par cette administration, aux termes d'un marché passé avec elle de gré à gré en 1975 de décharger et ranger des lots de postes téléphoniques, Louis Miallet, au lieu de faire accomplir ce travail par son propre personnel, comme le stipulait la convention, circonvenait quelques employés des P.T.T. et, ce sont eux qui, avec du matériel de leur propre administration, allaient accomplir la besogne. Ils furent évidemment rémunérés, mais à un tarif bien inférieur à celui prévu dans la facture présentée aux P.T.T. et réglée fut cette première escroquerie, c'est-à-dire bien supérieure aux sommes déboursées par la société Miallet.

Le Conseil d'Etat donne tort au maire qui refusait les handicapés.

Le Conseil d'Etat a rejeté, mardi 6 février, la requête introduite par le maire de Vestric-et-Candiac (Gard), M. Georges Gabian, contre l'installation, dans ce village, d'un centre de vacances pour handicapés (le Monde du 10 janvier).

Le maire de Vestric-et-Candiac, une partie de son conseil municipal et de la population, n'avaient jamais accepté l'achat, en 1973, par la Ligue nationale belge d'aide aux paralysés cérébraux, du château du village, destiné à accueillir chaque été une quinzaine d'handicapés et leurs éducateurs. A plusieurs reprises, la préfecture du Gard avait dû annuler les arrêtés municipaux pris pour empêcher l'aménagement de ce centre de vacances.

Le Conseil d'Etat a estimé, dans l'arrêt qu'il vient de rendre, que, selon le code de la famille et de l'aide sociale, l'administration ne pouvait s'opposer à l'ouverture d'un établissement accueillant des mineurs que pour des raisons de moralité, de sécurité d'hygiène ou de bien-être. Le Conseil d'Etat indique encore que, « dans le cas où l'hostilité manifestée par le conseil municipal traduirait une réticence de l'ensemble des habitants de la commune, cette circonstance ne serait pas par elle-même de nature à justifier une opposition à l'ouverture du centre ».

partie de témoins qui ne cachent pas avoir eu avec M. Miallet plus d'un démêlé pour finalement s'être trouvés contraints à la démission, mais non sans avoir constitué et emporté avec eux leurs propres dossiers, qu'ils ressortent aujourd'hui.

Le parquet de Lyon jugea qu'il n'était pour lui-même nécessaire d'entendre, fut-ce en simple qualité de témoins, tous ces maires des municipalités mises en cause, pas plus d'ailleurs que les permanents du P.C.F. bénéficiaires des salaires de complaisance, pour faire jouer l'article 681 du code de procédure pénale : « Lorsqu'un maire ou un élu le suppléant sont susceptibles d'être inculpés d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice de leurs fonctions, le procureur de la République, saisi de la requête, présente sans délai une requête à la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui statue comme en matière de règlement de juges et désigne la juridiction compétente pour être chargée de l'instruction. » Ainsi fut fait, la requête précisant les noms des trois maires « susceptibles d'inculpation » : M. Marcel Houël (Vénissieux), Jean Capievic (Vaulx-en-Velin) et Camille Vallin (Givors). Précisons que tous trois sont aussi conseillers généraux du Rhône, dont en Givors, où M. Houël est sénateur, et M. Houël député.

M. HOUEL : je peux prouver qu'il n'y a rien

Ce qu'ils pensent de leur situation ? Les sénateurs l'emportent maintenant sur l'indignation. Pour M. Houël, les choses sont simples : « La ville de Vénissieux a effectivement conclu une convention avec la société Miallet. En dix ans, il a dû être effectué avec elle pour environ 6 millions de francs de travaux. Mais Miallet a effectué aucun travail pour la ville de Vénissieux. En dix ans, il n'a rien fait pour la ville de Vénissieux. Nous lui aurions demandé des commissions ? On peut tout vérifier. D'ailleurs et tout c'est fait en dehors de cette affaire, c'est des comptes le fait d'aujourd'hui, à Vénissieux, comme elle est en droit de le faire dans toutes les villes de plus de 40 000 habitants. Tout ce que je peux dire, c'est qu'on ne trouvera pas ici de travaux payés qui n'aient pas été effectués ou de facturation de matériaux de matériaux classés pour des matériaux qui ne le sont pas. Je serais, dit-on, susceptible d'être inculpé ? Que voulez-vous me dire ? J'ai ma conscience et mon intégrité. Le jour où l'on voudra m'entendre

je répondrai. Je peux tout étaler au grand jour et sans inquiétude. Pour le moment, on ne m'a même pas entendu comme témoin. Des gens ont pu dire ceci ou cela. Il leur reste à le prouver. Et moi, je peux prouver qu'il n'y a rien ».

A Vaulx-en-Velin, M. Capievic affiche le même calme : « Nous avons eu, en 1978, et pendant quatre mois, des inspecteurs généraux de la République, de la mairie de Vénissieux, de la mairie de Vaulx-en-Velin, de la mairie de Givors. Nous avons leur rapport, le prêt-à-juger. C'est le constat d'une gestion saine et honnête. Alors, ils peuvent venir, ils peuvent aller, nous ne leur faisons rien. Tout se retournera contre les auteurs de ces propagations de fausses nouvelles. Alors, non, tout cela ne me brêtera pas de travail, mais si c'est un combat politique qu'il faut mener, nous le mènerons ».

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

APRÈS SIX ANS DE PROCÉDURE

La Cour de cassation met un point final à l'affaire des micros du « Canard enchaîné »

Quatre magistrats se sont recusés

Les mystérieux « plombiers » (en fait, de faux poseurs de rideaux) que le dessinateur Escaro découvrit, dans la soirée du 3 décembre 1973, en train d'installer un système d'écoute dans les locaux en réfection du « Canard enchaîné », 173, rue Saint-Honoré à Paris, ne seront pas poursuivis. La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Pierre Moag, a mis le point final à l'affaire dite des micros en rejetant, le 7 février, le pourvoi formé par l'hebdomadaire contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'Amiens du 31 octobre 1978.

La cour d'appel d'Amiens avait déclaré que l'action publique était prescrite depuis le 12 décembre 1976. Elle avait aussi annulé les actes de procédure accomplis par MM. Bernard et Hubert Pinseau, juges d'instruction à Paris, depuis le 12 décembre 1973, date à laquelle le Canard enchaîné, partie civile, mit pour la première fois en cause un commissaire de la D.S.T.

En annulant la procédure, la cour d'appel d'Amiens s'était conformée à la décision des magistrats de la Cour de cassation qui, le 23 juin 1978, avait cassé l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour de Paris. Cette juridiction confirmait un non-lieu rendu le 23 février 1976, au motif que la chambre criminelle de la Cour de cassation aurait dû être saisie par le parquet, dès le 12 décembre 1973 d'une requête aux fins de désignation de la juridiction compétente (en vertu de l'article 687 du code de procédure pénale) des magistrats de la police judiciaire était susceptible d'être inculpé dans l'affaire. Palliatif à l'absence de cette annulation de la procédure, comme l'a fait la cour d'appel d'Amiens, malgré la plaidoirie de M. Roland Dumas, que l'action publique se trouvait éteinte par la prescription ?

Le problème a été longuement débattu le 7 février dans la chambre criminelle au cours d'un débat de plus de trois heures entre dix-huit magistrats de cette haute juridiction. Quatre membres de la cour d'appel d'Amiens, MM. Bertrand Dauvergne, André Braunschweig, Jean Cosson, conseillers, et Mme Marie-Louise Desgranges, conseiller référendaire, ont voté contre l'arrêt de la cour de cassation. Les autres magistrats, anciens procureurs généraux de la Cour de cassation, ont voté pour l'arrêt de la cour de cassation. Le point de vue de la cour de cassation est le suivant : la cour d'appel d'Amiens a commis une erreur de procédure en ne saisissant pas la cour de cassation d'une requête aux fins de désignation de la juridiction compétente. Cette erreur n'a pas eu de conséquence sur le fond de l'affaire. La cour de cassation a donc annulé l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens, mais elle a maintenu l'arrêt de la cour de cassation. La cour de cassation a donc annulé l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens, mais elle a maintenu l'arrêt de la cour de cassation.

FAITS ET JUGEMENTS

Le cinéaste François Pain traduit en correctionnelle.

Le cinéaste François Pain, détenu depuis le 28 septembre 1979 sous les inculpations d'« incitation à l'insurrection » et d'« aide à l'insurrection », a été traduit en correctionnelle le 7 février. Il est accusé d'avoir participé à la manifestation du 11 janvier, sous l'inculpation de « participation à bande armée ». Il a été condamné à six mois de prison avec sursis.

François Pain avait été arrêté six mois après les incidents qui avaient suivi, le 23 mars 1978, la marche des sidérurgistes, parce qu'il figurait sur une photo prise dans l'après-midi, le 23 mars, un sac à la main, devant la vitrine brisée d'un magasin de la place de l'Opéra. M. Pain a toujours affirmé avoir reçu involontairement le sac dans les bras et l'avoir immédiatement rejeté à l'intérieur du magasin et n'avoir participé en rien aux violences et pillage suivant la manifestation.

Après avoir, la quatorzième chambre correctionnelle devra statuer le 11 février, sur une nouvelle demande de mise en liberté déposée par ses défenseurs.

La cour d'assises de Paris a condamné, mercredi 6 février, à dix années de réclusion criminelle Sauveur Spadafora, cinquante-six ans, accusé d'avoir tenté d'assassiner son épouse en la poignardant dans une église à la fin de la cérémonie de mariage de leur fils Antoine (le Monde du 8 février). — (Corresp.)

BONNE FOI...

La procédure conduite à propos des micros du « Canard enchaîné » ne fait manifestement pas l'unanimité parmi les magistrats de la Cour de cassation. Il serait faux toutefois de supposer que ce sont des sentiments identiques qui ont animé le procureur général de la Cour de cassation, M. Jean-Louis Baudouin, et M. André Braunschweig, conseiller référendaire, lorsqu'ils ont voté contre l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens. Ils ont voté contre l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens, mais ils ont voté pour l'arrêt de la cour de cassation.

CORRESPONDANCE

Après des incidents à Gémenos (Bouches-du-Rhône)

Après la publication, dans le Monde du 17 janvier, d'un article intitulé « Homicide involontaire : 1 600 francs d'amende », M. Lebellet, maire de Gémenos (Bouches-du-Rhône), nous écrit : Les jeunes gens qui semblaient désordres dans les rues étaient une bande de voyous venus apporter la perturbation. Les vigiles et les gendarmes n'ont pas demandé le renfort des gardes municipaux, ceux-ci se sont portés au secours des vigiles bien avant l'arrivée des gendarmes.

Trois militants basques espagnols sont arrêtés à Biarritz.

Bayonne. — Un accrochage entre la police locale et trois nationalistes basques espagnols a eu lieu jeudi 7 février vers 17 heures, près de la gare du centre de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Alors que les policiers s'avancent vers une voiture en stationnement sur le plateau de la gare de Biarritz-Ville pour procéder au contrôle de ses occupants, le conducteur démarre. Plusieurs coups de feu claquent, atteignant le véhicule au pare-brise et à la portière avant gauche. Les trois personnes qui étaient à l'intérieur prirent alors la fuite à toutes jambes, mais furent bientôt rejointes par les forces de l'ordre. L'une d'entre elles, légèrement blessée à la tête et au bras droit, reçut des soins au centre hospitalier de Bayonne. Il s'agit de M. Domingo Irujo-Abasolo, dit Xoxin, trente-six ans, ancien leader du mouvement révolutionnaire ETA militaire. Ses deux compagnons, MM. Gorritzi-Artola, ancien condamné à mort au procès de Burgos, et Stcheveste - Aranguren, furent conduits dans les locaux du commissariat de Biarritz. Transportés au commissariat de Bayonne, les trois hommes ont été placés en garde à vue. Une quatrième personne, qui se trouvait dans une autre voiture au moment des faits, aurait réussi à s'échapper à tout contrôle. — (Corresp.)

FOUR qu...
- Lo b...

La panoplie en 19...

MÉDEC...
Le nouvel hôpital de l'Institut Grot...
ouvra ses portes le 15 fév...

DÉFENSE

ÉDUCATION

Pour quelle politique ?

Dans un premier article, M. Arthur Paecht, député U.D.F. du Var et secrétaire de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a souligné la nécessité d'envisager de nouveaux sacrifices financiers pour la modernisation des forces armées (« le Monde » du 8 février). M. Jacques Cressard, député R.P.R. d'Ille-et-Vilaine, rapporteur du budget de la défense à la commission des finances de l'Assemblée nationale, expose ici les choix techniques et politiques que, selon lui, devraient guider cette modernisation.

Le monde change. A la détente succède — pour combien de temps ? — une période d'incertitude, qui nous incite, à nouveau, à la réflexion sur les conditions de notre indépendance, c'est-à-dire d'abord sur notre politique de défense et sur celle de nos partenaires européens.

Quelle politique de défense faut-il pour la France ? Sur quelles bases la défense de l'Europe doit-elle se fonder ?

Des défis

Notre pays est en permanence menacé.

Il n'y a, dans cette constatation, rien qui ne soit nouveau ni scandaleux. Toute nation doit faire face à des menaces et n'existe que par rapport à des défis qu'il lui faut surmonter. Le problème est moins la menace que la clarté de l'analyse qui en est faite et qui dicte la politique la plus apte à y répondre.

Les risques qui pèsent aujourd'hui sur la France sont d'abord ceux qu'elle suscite à elle-même. L'évolution de sa démographie, la façon dont est gérée son économie, les rapports entre les groupes sociaux, peuvent constituer autant de menaces à l'encontre de son unité ou de sa survie.

Un pays vide d'hommes attire les convoitises. La démographie

II. — La bombe à neutrons s'impose

par JACQUES CRESSARD (*)

La déclinante des pays occidentaux risque de poser demain un problème de recrutement au sein des forces armées. La politique économique peut conduire à une plus grande dépendance envers l'étranger et par là même à une plus grande vulnérabilité. À l'inverse, la politique militaire peut contribuer, par sa mesure, à l'image de la politique soviétique, à freiner le développement économique.

Ces considérations nous rappellent qu'il ne s'agit pas d'avoir une politique militaire déglacée de son contenu et qu'il ne peut y avoir de défense solide si elle est conçue par quelque technocratie civile ou militaire que ce soit.

Une forte dépendance

S'inscrivant dans une analyse globale, notre politique de défense doit prendre en compte une situation caractérisée par notre forte dépendance à l'égard des sources extérieures d'énergie et de matières premières, par le développement de nos échanges et par l'importance du nombre de résidents français à l'étranger.

Un million trois cent mille Français vivent hors de France. Nos échanges se sont élevés, en 1978, à 470 milliards de francs, soit plus de 22 % de notre produit intérieur brut. Toute notre activité dépend, à des degrés divers, de l'importance de la liberté des relations tant avec l'Europe qu'avec l'étranger.

Des événements récents, tels ceux du Zaïre, rappellent qu'il peut être nécessaire d'intervenir à tout instant et fort loin de la métropole. Nos échanges peuvent, à tout moment, être menacés, soit par un embargo volontairement agressif, soit par des moyens militaires aéro-terrestres interdisant l'accès à des sources d'approvisionnement essentielles, soit par des marines secondaires, qui peuvent jouer, demain sur les

mers, le rôle qui est celui des forces cubaines en Angola ou en Éthiopie.

Au surplus, la puissance croissante d'une marine soviétique inexistant il y a 25 ans, et qui dispose, aujourd'hui, du deuxième tonnage mondial, constitue un fait nouveau que personne ne peut ignorer.

Maïs une menace plus directe se fait sentir.

L'Europe peut être frappée par les centaines de missiles SS 4 et SS 5, qui sont pointés sur chaque zone d'agglomération, et désormais par les missiles SS 20, qui pourraient détruire d'emblée une grande partie de son dispositif militaire.

Les forces aéro-terrestres qui nous font face s'élèvent à 114 divisions, dotées de 27 000 chars, soutenues par 2 500 avions d'appui tactique, après l'emploi des armes nucléaires et chimiques. Le déficit de l'armement des structures, de la standardisation des matériels, d'une logistique entièrement continentale, de l'abondance des réserves. Parce que ces forces ne sont pas directement postées à nos frontières, la menace peut sembler lointaine, et il est vrai que, même en cas de crise grave, les éléments du pacte de Varsovie, parvenus à proximité de notre pays, hésiteraient sans doute à s'engager sur un territoire « sanctuarisé » par nos forces nucléaires stratégiques.

Des liens privilégiés

Maïs quels seraient les capacités politiques et économiques de notre pays s'il était bordé par des voisins avec lesquels les liens privilégiés qui conditionnent son existence avaient disparu ? En outre, quelle force d'armée ne faudrait-il pas à un pays craignant une invasion pour menacer le futur envahisseur d'une frappe nucléaire qui entraînerait, en retour, un tir sur son territoire ? Probablement, rien ne permet de douter de la détermination de notre pays à un moment aussi extrême. Maïs ne peut-on craindre, de même, que la volonté nationale ne fasse défaut et que les Français, saisissant mal les règles du jeu dissuasif, n'en déduisent que la perte de la liberté n'est que le gage de leur survie ?

Considérons au surplus qu'un pays qui aurait décidé de nous agresser aurait, au préalable, tenté d'affaiblir notre volonté par la propagation de fausses nouvelles, par des actions de commandos d'un faible volume mais d'un nombre respectable susceptibles de menacer les installations vitales, d'« affoler » et de démoréaliser notre population.

Quatre directions

Les menaces qui pèsent sur notre pays nous montrent les directions à suivre.

1) Face aux menaces périphériques, il nous faut disposer d'une marine aux capacités mondiales. Sans doute éprouverons-nous beaucoup de difficultés à avoir à la fin du siècle une marine se situant à un niveau de 300 000 tonnes. Il convient, en tout cas, que notre flotte de haute mer se voie reconnaître une priorité dans le budget de l'OTAN, une seule riposte sérieuse à son tonnage que de ses armements.

Il nous faut, en outre, disposer de forces d'intervention dont l'utilisation a cessé d'être mise en doute depuis le drame de Kolwezi, à condition toutefois que nos capacités de transport aérien soient à la dimension de ces forces ; ce qu'elles ne semblent pas être à l'heure présente.

2) Face aux actions contre notre territoire se situant à un niveau d'agression relativement bas mais suffisamment pernicieuses pour fléchir la détermination nationale, il importe que le gouvernement dispose, en toute circonstance, de moyens lui permettant de s'adresser à la population et de réagir partout contre les actions ennemies.

A notre portée

Outre des liaisons fiables à tous les niveaux, des moyens de défense aérienne et maritime adaptés, il nous faut disposer de forces territoriales suffisamment nombreuses remplissant indistinctement des tâches de défense civile et militaire et s'appuyant sur un service national et des réserves, que des exemples étrangers nous conduisent à maintenir et à développer.

3) Face à la menace aéro-terrestre, c'est-à-dire celle que représenteraient les forces ayant bousculé le dispositif de l'OTAN, une seule riposte sérieuse est celle d'une frappe nucléaire tactique présentant le moins d'effets collatéraux possibles — mais portant d'emblée un coup d'arrêt brutal à l'ennemi, susceptible d'éviter ainsi le recours à l'arme stratégique, à moins que l'adversaire ne nous en menace lui-même.

C'est dire que la bombe à radiation renforcée s'impose.

(*) Député R.P.R. d'Ille-et-Vilaine, rapporteur du budget de la défense, à la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Disposer de charges neutroniques en nombre suffisant, détenir les moyens permettant de connaître la situation du champ de bataille et notamment des forces aériennes pleinement opérationnelles, tel est bien l'essentiel qui est à notre portée. Tout le reste n'est que littérature.

4) Face, enfin, à la menace majeure que représentent les forces nucléaires stratégiques d'un adversaire potentiel, il importe de détenir une capacité de frappe puissante et invulnérable. Si nous maintenons notre effort, nous devrions avoir, dans un délai d'années, un demi-millier de têtes nucléaires capables en toute circonstance de franchir les défenses adverses, servies par un système de transmission peu vulnérable et portées par des sous-marins qui resteraient indétectables.

On peut estimer à bon droit que la France a et aura la possibilité de dissuader un adversaire quel qu'il soit. Il convient toutefois de bien mesurer nos limites.

Nos Mirage IV seront retirés du service en 1985. La vulnérabilité des fusées du plateau d'Albion croît avec le temps. Notre effort de protection des populations, condition de la détermination nationale, est inexistant, ce qui par rapport aux grandes puissances nous met dans une situation de dangereuse infériorité.

Le renforcement des défenses adverses tant actives que passives, l'éloignement des objectifs par le déplacement des sites urbains et industriels, la précision des missiles adverses nous imposent la poursuite de notre effort de recherche tant au niveau des techniques qu'à celui des concepts d'emploi. Elles obligent à nous doter au plus vite de nouvelles composantes air-sol ou sol-sol doublant notre flotte de sous-marins nucléaires S.N.L.E. et de nous engager résolument dans une politique de défense civile qui edge davantage de volonté politique que la réunion de moyens financiers importants.

Prochain article :

L'IMPASSE EUROPÉENNE

UNE CONFÉRENCE DE L'O.C.D.E.

Comment l'université peut-elle sortir de sa tour d'ivoire ?

Comment reconsidérer le rôle de l'enseignement supérieur par rapport à l'évolution de la vie sociale et économique dans les pays industrialisés, tel a été le sujet de la conférence organisée, du 4 au 6 février, à Paris, par l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.).

Ouverte par le ministre suédois de l'éducation et des affaires culturelles, M. Jan-Erik Wikström, cette conférence (« L'enseignement supérieur et la collectivité : nouvelles formes d'échanges et de coopération ») a réuni plus d'une centaine de fonctionnaires, administrateurs et experts de l'enseignement supérieur, ainsi que des délégués syndicaux et des représentants patronaux.

« L'université n'est pas en dehors de la société : elle est partie intégrante », cette remarque de Mme Paule Leduc, présidente du conseil des universités du Québec (Canada), est significative de l'esprit des débats. L'université doit sortir de sa « tour d'ivoire », a-t-on souvent répété : ses difficultés plus ou moins directement liées à la crise de l'économie et de l'emploi, à l'accélération des changements, rendent nécessaire pour les institutions d'enseignement supérieur la redéfinition de leur rôle social. L'objectif de la conférence a donc été de cerner les conditions dans lesquelles l'université peut mieux s'insérer dans le tissu social.

Les participants ont constaté que les établissements d'enseignement supérieur s'efforcent, aujourd'hui, de resserrer leurs liens avec la collectivité ; ainsi, dans la plupart des pays, les conseils d'université comptent des personnalités extérieures ; certains établissements, comme l'université catholique de Louvain (Belgique) ou l'université de Pavie (Italie), utilisent des équipements intégrés (logement, santé, etc.) en commun avec les municipalités. D'autre part, des structures spécifiques créées dans les universités permettent d'établir un lien avec le monde du travail.

La portée de telles initiatives reste toutefois assez limitée. La commission syndicale consultative de l'O.C.D.E. (Trade union advisory committee, TUAC) a souligné « l'importance d'une prise en compte totale » des activités ouvertes sur l'extérieur, ce qui suppose une « structure globale qui engage l'université tout entière ». Pour M. Guy Berger, professeur à l'université de Paris VII-Vincennes, il s'agit avant tout d'un « état d'esprit ». Il faut selon lui reconsidérer globale-

ment le rapport théorique-pratique, pour que l'alternance ne soit pas seulement un gadget pédagogique. Il faut aussi repenser les contenus de la formation en introduisant l'interdisciplinarité « qui doit répondre au caractère multi-référentiel que pose toute réalité ». Citant la phrase d'un universitaire américain : « Les collectifs ont des problèmes, les universités, hélas, n'ont que des départements », M. Guy Berger a préconisé de « causer les universitaires » ; il a souhaité d'autre part que l'on ouvre l'université aux travailleurs sans diplôme, comme cela se fait à l'université de Vincennes.

De nombreux participants ont évoqué la question de l'autonomie des universités. « L'enseignement supérieur doit s'interroger sur lui-même : cela ne signifie pas qu'il renonce à ses missions, mais qu'il tente de les penser, les interpréter, et les intégrer différemment », a remarqué Mme Paule Leduc. Pour la commission syndicale consultative (TUAC), le risque de cette démarche serait de se contenter d'adapter l'enseignement supérieur aux attentes de la collectivité « ce qui réduirait son rôle à celui d'un prestataire de services ».

Tous les participants ont été d'accord sur le fait que l'enseignement supérieur ne peut réellement servir la collectivité qu'en étant forte et autonome. Comme l'a précisé M. Guy Berger, « il ne s'agit pas de sauvegarder une autonomie « protégée » c'est-à-dire repliée sur elle-même, mais une autonomie « ouverte » qui permette à l'université d'être à la fois le lieu d'expression des conflits et de la concertation.

CLAUDE BARAF.

La panoplie en 1980

En 1980, la force nucléaire de dissuasion française comprendra en service opérationnel :

1) Trente-sept bombardiers nucléaires Mirage-IV, équipés chacun d'une bombe de 70 tonnes (prête à l'explosion d'Hiroshima) et ravitaillables en vol par onze avions-citernes KC-135 pour des missions de 4 000 kilomètres ;

2) Au plateau d'Albion en Haute-Provence, une unité de tir, dotée de neuf missiles balistiques sol-sol S-3 (plus de 3 000 kilomètres de portée avec une tête thermo-nucléaire mégatonnique, soit la valeur de cinquante fois la puissance d'Hiroshima) et une unité identique en cours de transformation pour recevoir les mêmes modèles de missiles (neuf au total) en 1981 ;

3) Quatre sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire — le cinquième, l'Indomptable, sera en grand carénage —

capables de lancer, au total, cinquante-quatre missiles M-20 (plus de 3 000 kilomètres de portée avec une tête mégatonnique) ;

4) Cinq régiments d'artillerie équipés du missile tactique Pluton (une arme de 15 à 25 kilomètres, soit la puissance d'explosion d'Hiroshima) pouvant être lancé jusqu'à 120 kilomètres ;

5) Trois escadrons de Jaguar et deux escadrons d'avions Mirage-III-E (soit cinquante-cinq avions au total) capables de lancer une arme nucléaire comparable à celle du Pluton après une navigation — dont une partie à basse altitude — de 1 200 kilomètres.

En 1981, il faudra ajouter à cette panoplie — outre la remise en service de la seconde unité de missiles S-3 en Haute-Provence — l'embarquement sur les porte-avions français d'appareils Super-Etendard capables de larguer la tête nucléaire du Pluton.

MÉDECINE

Le nouvel hôpital de l'Institut Gustave-Roussy ouvrira ses portes le 15 février

Le nouvel hôpital de l'Institut Gustave-Roussy, centre de lutte contre le cancer, ouvrira ses portes le 15 février. Situé à proximité de l'ancien établissement, sur un terrain de 11 hectares du plateau des Hauts-Bruyères à Villejuif, ces nouveaux locaux ont été conçus d'une manière originale pour permettre une organisation optimale, tout en évitant aux malades le désarroi provoqué par les constructions de grandes dimensions.

En dépit d'une superstructure imposante sur dix-huit niveaux, l'agencement des unités de soins et d'hospitalisation de petites dimensions, la multiplicité des entrées (l'une pour les patients valides, d'autres pour ceux dont l'état de santé nécessite un transport en ambulance, pour le personnel, pour les familles), les circuits de circulation interne simples et des couleurs vives confèrent à ce nouvel hôpital une dimension humaine tout à fait opportune.

La surface du nouvel Institut est de 78 000 mètres carrés (contre 28 000 mètres carrés pour l'ancien). Le nombre de lits d'hospitalisation sera de quatre cents, dont quatre-vingts ne seront ouverts qu'ultérieurement en fonction des besoins (l'ancien Institut comprenait trois cent soixante-sept lits). Cette évolution témoigne de la volonté actuelle de favoriser les traitements ambulatoires et les hospitalisations de jour.

Quatre cents à cinq cents

consultants seront accueillis chaque jour. Les unités d'hospitalisation se composent de chambres à un ou trois lits avec des sanitaires et un poste de téléphone pour chaque malade.

De haut niveau technique, cet hôpital est le seul en France à utiliser pour l'énergie le tout-électrique. Il dispose de huit salles d'opération, de plusieurs laboratoires d'investigation clinique en biochimie et bactériologie, d'immunologie et hématologie et de deux accélérateurs linéaires et de particules de haute puissance.

L'air y est entièrement renouvelé de trois à quinze fois par heure dans les blocs opératoires. Partisan depuis plusieurs années de la pluridisciplinarité dans les choix thérapeutiques, l'Institut Gustave-Roussy réunit des services de médecine, de chirurgie et de radiothérapie. Seuls les cinquante et un lits du professeur Gerson, de Mathé, resteront dans une partie des anciens locaux, qui seront reconstruits et rattachés entièrement à l'Assistance publique de Paris.

(Publicité)

VOUS PARTEZ EN VACANCES A LA MONTAGNE, OU ALLEZ-VOUS ACHETER OU LOUER VOTRE MATÉRIEL ?

Sur les lieux mêmes où vous skiez, évidemment. Et cela pour toutes sortes de raisons. Vous aurez affaire, en station, à des techniciens hautement qualifiés. De toute façon, ce n'est pas dans un local fermé, dans un salon de vente ou de location, qu'on peut s'assurer que telle paire de skis vous convient, que telle paire de chaussures n'endolorira pas vos pieds. C'est en plein air, sur la neige. Et c'est au bout des pistes que vous retrouverez, après essai pratique, votre vendeur ou votre loueur, qui pourra, si nécessaire, corriger, rectifier ou même changer votre matériel.

La plupart des vendeurs et loueurs de stations se sont regroupés au sein de l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES MAGASINS D'ARTICLES DE SPORT EN STATION (AFMASS). Ces magasins, à votre service, au bout des pistes, animés par des conseillers vendeurs, ont souscrit à un cahier des charges. Ils assurent un service après-vente interstations.

Ils vous offrent la possibilité de passer d'un jour à l'autre, au gré de votre fantaisie, au ski de piste, au ski de poudreuse, au ski de fond, au ski de randonnée, sans supplément de location, puisque vous changez de matériel sur place.

INFORMATIONS «SERVICES»

LA MAISON

Rangements

Le rangement est une contrainte de la vie quotidienne. Mais les étagères et meubles conçus à cet usage sont parfois aussi agréables à regarder que fonctionnels. Et le choix est vaste, depuis les éléments — en bois ou en métal — à monter soi-même jusqu'aux meubles les plus élaborés.

La galerie Péquignot, spécialiste d'objets et petits meubles contemporains, présente une sélection de rangements italiens tout en métal et fort esthétiques. Pour une chambre de jeune ou un studio, un panneau mural à larges mailles carrées en fil chromé ou laqué noir ou vert. Sur ces grilles de 40 x 80 cm ou 40 x 100 cm (80 F et 120 F) s'accrochent, à la hauteur souhaitée, des étagères en aluminium blanc cassé ; des patères et une tablette abattante peuvent également s'y suspendre. A partir de panneaux-grilles du même type, de 40 x 180 cm, on peut réaliser un rangement en lignes brisées ; ce paravent, à installer dans une entrée ou en séparation de pièces, est équipé d'étagères triangulaires.

Toute nouvelle et très originale, une bibliothèque comprend cinq étagères, de 80 x 18 cm, en grillage chromé à fines mailles. Elles se fixent par des crochets à deux chaînes verticales servant de montants et suspendues au mur par un pignon (420 F l'élément).

Dans les magasins Habitat, les nouveaux éléments « Abacus », superposables et juxtaposables, sont en aggloméré plaqué bois : ce bois très clair est verni. Quatre cubes de base, dotés d'une étagère et tous de 73 cm de large, existent en deux hauteurs (42 cm et 72 cm) et deux profondeurs (25 cm et 38 cm). Sur ces évènements de rangement, permettant d'équiper un panneau ou tout un mur, s'adaptent des portes pleines ou vitrées. Les cubes valent entre 360 F et 470 F les portes, de 180 F à 290 F.

Les designers italiens Antonio Astori et Enzo Mari ont créé pour Habitat des éléments aux proportions harmonieuses et aux finitions très soignées. Réalisés tout en bois ou en métal laqué blanc, la diversité de leurs dimensions (deux largeurs, trois profondeurs et trois hauteurs) permet de composer un rangement à la mesure des besoins. Les cellules, ouvertes ou fermées par des portes pleines ou vitrées, reposent sur un socle à petits pieds ; elles s'accompagnent de meubles à trois ou six tiroirs.

Serviteur...

C'est en pin massif verni mat que Michèle David a imaginé des meubles pour des rangements très précis. Dans sa boutique Carpe diem, elle présente un « serviteur de restaurant » qui est un bahut vaisselier fort pratique. En bas, entre deux éléments fermés, est aménagé un espace ouvert, avec porte-bouteilles, étagères et tiroirs à couverts ; le corps du haut est composé de trois longues étagères, de 1,20 m, soutenues par des colonnes de laiton (3415 F). Pour ranger chemises d'homme, lingerie et tricot, un haut meuble, avec ses douze tiroirs façon parohamein, est inspiré des rangements d'étude de notaire. Une commode « panthonniers », longue, peu profonde et à angles très arrondis, à deux grands tiroirs surmontés de deux plus petits, 2 075 F.

Pour les amateurs de rustique de luxe, Anne Plassin a choisi des meubles en pin cerisé, à reflets mordorés. La collection complète qu'elle expose dans son magasin Maisons et Idées, dans des ambiances de pièces, comprend deux bahuts à portes à caissons, réhaussés de grands éléments vitrés. Ils peuvent servir de vaisselier ou de bibliothèque (3 500 F). Une crédence console, à trois petits tiroirs alignés, et un meuble d'encoignure à deux portes (une pleine et l'autre vitrée) constituent d'utiles rangements d'appoint.

JANY AUJAME

* Galerie Péquignot, 23, avenue du Maine, 75013 Paris ; Habitat, 35, avenue Wagram, 75015 Paris ; Maisons et Idées, 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris ; Carpe diem, 77, rue de Rennes, 75006 Paris ; Maisons et Idées, 22, avenue Niel, 75017 Paris.

RANGEMENT EN KIT. — A partir de deux montants-étagères en métal laqué bleu marine ou rouge vif, un rayonnage tout en métal se monte comme un jeu d'enfants. D'une hauteur de 1,80 mètre, d'une largeur de 0,90 mètre et d'une profondeur de 0,34 mètre, cet élément de rangement trouve sa place dans un bureau, une chambre de jeunes, un cellier ou un garage. Il comprend quatre étagères métalliques simples, plus une diagonale à bord relevé. Le rayonnage complet est vendu 303 F, avec un tournevis et un sachet de visserie.

* Atal Litton, place Prosper-Goubaux, 75017 Paris (maître Villiers), tél. 522-10-87.

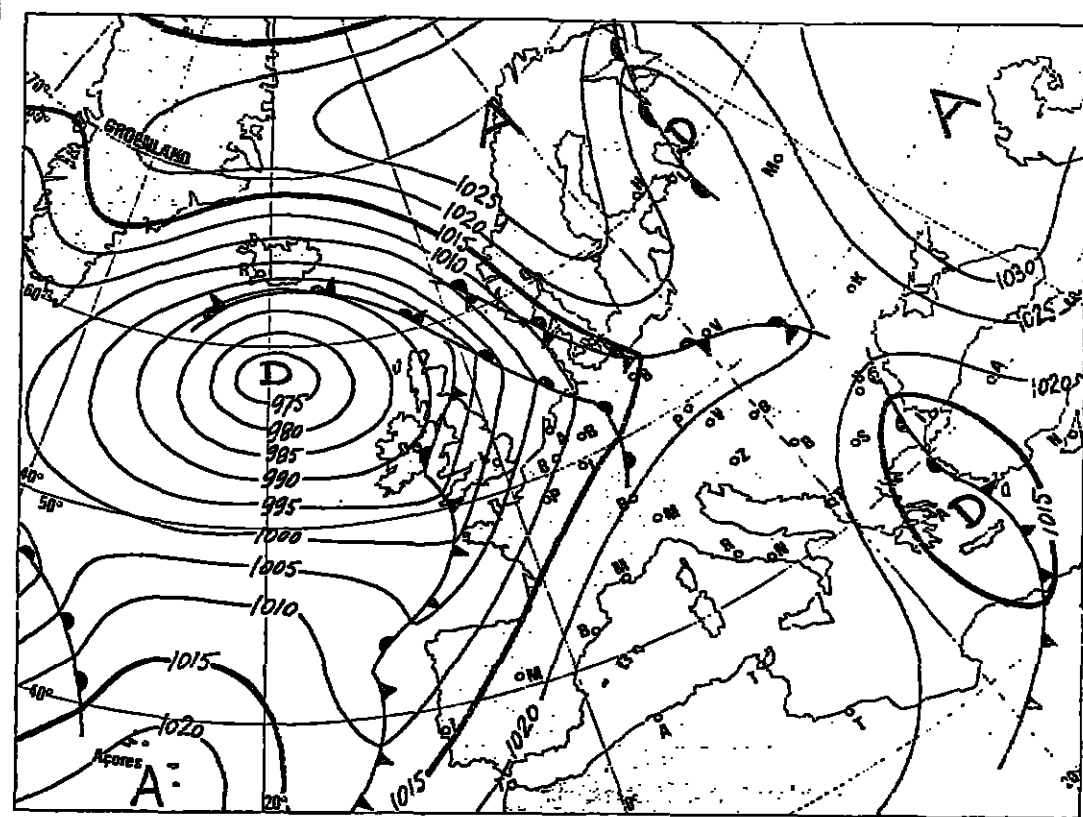
DÉCAPAGE EXPRESS. — Tous ceux qui ont, un jour, voulu décapager un meuble en bois ou en métal connaissent les difficultés de ce travail long et fastidieux. Une entreprise de décapage de mobilier vient d'ouvrir.

Le procédé exclusif Dip'n Strip, qui y est appliqué, consiste à plonger les objets, en bois (peint ou verni) ou en métal, dans un liquide qui élimine toute trace de revêtement. Les prix pratiqués sont de 230 F à 450 F pour une commode à quatre ou cinq tiroirs, 95 F à 180 F pour une table, 40 F à 50 F pour une chaise de jardin.

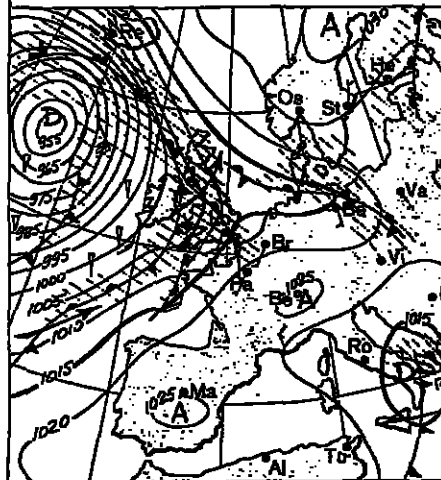
* Centre Dip'n Strip, 6, rue des Moines - Saint-Martin, 94380 Bry-sur-Marne, tél. 882-61-53.

MÉTÉOROLOGIE

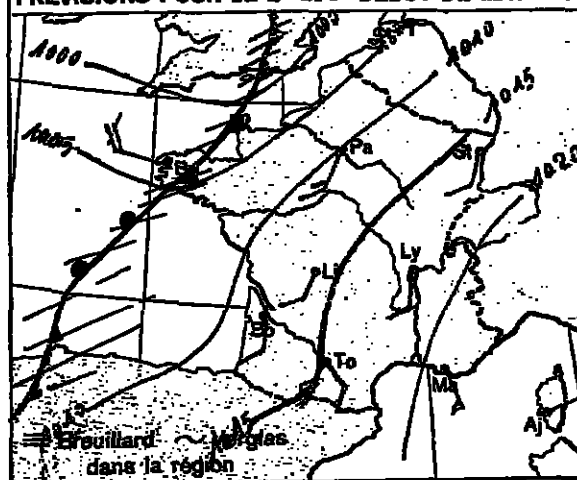
PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER À 0 HEURE (G.M.T.)



SITUATION LE 08.02.80 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9.2.80 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 8 février à 0 heure et le samedi 9 février à 24 heures :

Le champ de pressions s'affaiblira sur le sud-ouest de l'Europe, et les perturbations océaniques atteindront la France et l'Espagne, puis la Méditerranée occidentale. Samedi 9 février, une zone pluvieuse couvrira la majeure partie de la France, de la Bretagne et de la Gascogne, tandis que des périodes ensoleillées prédomineront au nord et au sud-est. Cette zone pluvieuse se décalant vers l'est atteindra ensuite les régions côtières de la mer du Nord, de la Manche, de la mer du Nord et du nord des Vosges aux Pyrénées, à travers le Bassin parisien et le Massif Central. Elle sera suivie d'un temps variable et de pluies plus fraîches, dans un flux d'ouest à nord-ouest assez fort par moments sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche, où quelques averses se produiront. Elle atteindra néanmoins les Alpes et le Midi méditerranéen, qui bénéficieront de températures élevées dans un flux de secteur sud-est renforcé.

Le vendredi 8 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 019,9 millibars, soit 765 millibars de mercure. Les températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 février ; le

second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Alpe, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 16 et 8 ; Bordeaux, 15 et 6 ; Brest, 10 et 10 ; Caen, 10 et 5 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 11 et 0 ; Dijon, 9 et 0 ; Grenoble, 11 et -1 ; Lille, 8 et 5 ; Lyon, 9 et 0 ; Marseille, 18 et 3 ; Nancy, 1 et 4 ; Nantes, 12 et 4 ; Nice, 15 et 7 ; Paris, Le Bourget, 11 et 5 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 17 et 3 ; Rennes, 12 et 3 ; Strasbourg, 7 et 3 ; Tours, 11 et 5 ; Toulouse, 14 et 2 ; Poitiers, 14 et 2 ; Puy, 29 et 22.

second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Alpe, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 16 et 8 ; Bordeaux, 15 et 6 ; Brest, 10 et 10 ; Caen, 10 et 5 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 11 et 0 ; Dijon, 9 et 0 ; Grenoble, 11 et -1 ; Lille, 8 et 5 ; Lyon, 9 et 0 ; Marseille, 18 et 3 ; Nancy, 1 et 4 ; Nantes, 12 et 4 ; Nice, 15 et 7 ; Paris, Le Bourget, 11 et 5 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 17 et 3 ; Rennes, 12 et 3 ; Strasbourg, 7 et 3 ; Tours, 11 et 5 ; Toulouse, 14 et 2 ; Poitiers, 14 et 2 ; Puy, 29 et 22.

nord-ouest assez fort s'établira sur la basse vallée du Rhône et près de la Méditerranée. Les températures, bien qu'en légère baisse, resteront élevées pour la saison.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 8 février 1980 :

DES DECRETS

● Du 7 février 1980 portant dissolution du conseil municipal de Tavares (Corse-du-Sud) ;
● Conférant les rangs et appellations de général de division et de général de brigade, portant promotions, nominations, affectations, mises en congé et admissions par anticipation dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve) ;
● Modifiant un précédent arrêté relatif à la validation des services militaires accomplis dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945 par les étrangers, antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.

UN ARRETE

● Modifiant un précédent arrêté relatif à la validation des services militaires accomplis dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945 par les étrangers, antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du février publie un arrêté portant attribution de la médaille d'honneur de l'aéronautique.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 7 février, dans les principales stations françaises telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui met à la disposition des lecteurs un bulletin d'information enregistré sur réponse automatique au 505-44-32.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au bas des pistes ; le second, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

ALPES DU NORD
Alpe d'Huez : 170, 553 ; Autrans : 45, 80 ; Arches-Beaufort : 90, 340 ; Bellecombe - Crest-Voland : 100, 180 ; Bonneval-sur-Arc : 180, 430 ; Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs : 180, 250 ; Les Carroz-Aranches : 80, 230 ; Chamonix : 70, 620 ; Châtel : 40, 150 ; La Clusaz : 60, 280 ; Comblanchaz : 80, 300 ; Courmayeur : 100, 310 ; Les Deux-Alpes : 110, 450 ; Flaine : 130, 630 ; Fumet - Fras-sur-Arly : 110, 160 ; Les Gets : 80, 280 ; Le Grand-Bornand : 50, 280 ; Les Houches : 50, 180 ; Megève : 80, 200 ; Les Menuires : 52, 400 ; Morillon : 100, 300 ; Morzine - Avoriaz : 80, 300 ; La Plagne : 140, 240 ; Pralognan - La Vanoise : 165, 200 ; Saint-François - La Tignes : 50, 200 ; Saint-Gervais-les-Bains : 10, 230 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 30, 150 ; Saint-Jean-de-Maurienne : 100, 250 ; Orcières-Merlette : 110, 250 ; Les Orres : 70, 180 ; Pralognan : 40, 180 ; Risoul : 180, 190 ; Serre-Chevalier : 80, 200 ; Superdévoluy : 40, 120 ; Valberg : 50, 60 ; Vax : 70, 220.

ALPES DU SUD
Auron : 75, 130 ; Beuil-Les-Lanthes : 60, 80 ; La Colmanne - Valdeblore : 60, 80 ; La Foulle-d'Allos : 85, 175 ; Bolla 2000 : 130, 185 ; Montgenèvre : 160, 200 ; Orcières-Merlette : 110, 250 ; Les Orres : 70, 180 ; Pralognan : 40, 180 ; Risoul : 180, 190 ; Serre-Chevalier : 80, 200 ; Superdévoluy : 40, 120 ; Valberg : 50, 60 ; Vax : 70, 220.

PYRENEES
Les Angles : 20, 70 ; Ax-les-Thermes : 20, 80 ; Castelnau-Lys : 60, 130 ; Four-Bornes : 10, 40 ; Courmayeur - Les Baux-Bornes : 45, 235 ; Saint-Lary-Boulet : 25, 85.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 60, 140 ; Super-Besse : 80, 140 ; Super-Lioran : 100, 110.

JURA
Métabief - Mont-d'Or : 25, 60 ; Les Rousses : 80, 130.

VOSGES
La Bresse : 40, 100 ; Gérardmer : 15, 60 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 60, 80.

Les stations étrangères
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 45-45-32 ; à l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue de la Harpe, 75005 Paris, tél. 45-45-45 ; à l'Office national autrichien du tourisme, 12, rue d'Amboise, 75006 Paris, tél. 742-75-37 ; à l'Office national italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 255-66-62.

BREF

CIRCULATION

DÉPARTS EN CONGUE

Les départs pour les vacances de février étant très concentrés, les routes de Paris vers les stations de sports d'hiver alpines seront très encombrées durant le week-end. Les responsables de la circulation recommandent aux Parisiens d'éviter de partir samedi matin. Les retards devraient être au mieux réduits les samedi 16 et dimanche 17, mais il est conseillé de quitter les stations le plus tôt possible le samedi 16.

Inter service route donne des renseignements généraux au 335-33-33.

Four des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière Bordeaux (56) 86-33-33, Lille (20) 52-22-81, Lyon (78) 54-33-33, Marseille (91) 78-78-78, Metz (87) 62-11-22, Rennes (99) 58-73-93.

LOISIRS

UNE BIBLIOTHÈQUE SUR LA NATURE. — A Lille, au 23, rue Gosset, la bibliothèque de la Maison de la nature et de l'environnement est ouverte au public tous les mercredis après-midi, de 14 heures à 19 heures.

URBANISME

LE RÉGIME DES LOTISSEMENTS. — La Revue d'économie et de droit immobilier, publiée, dans un numéro spécial (n° 83, 84), un guide juridique et administratif des lotissements élaboré par M. Christian Hottel.

* 68 francs franco. La Presse immobilière, 11, quai Anatole-France, 75007 Paris, C.C.P. 336-80 B Paris.

VIVRE À PARIS

L'ART FORAIN AU FORUM. — Sous le grand chapiteau du Forum des Halles, une exposition sur l'art forain et la fête foraine à l'ancienne sera présentée du 12 février au 25 mars. A cette occasion seront mis en scène et en mouvement mille deux cents objets d'art forain anciens. Des débats publics, des projections de films et un grand carnaval pour le Mardi gras sont organisés à l'occasion de cette exposition.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 9 FÉVRIER

* Hôtel de Saligny, 15 h, 80, rue de Lille, Mme Lamy-Lassalle.
* L'hôtel de Sully, 15 h, 51, rue Saint-Antoine, Mme Legrand.
* Château de la Malmaison, 15 h, entrée du château, Mme Meyn.
* Le Musée de la médecine, 15 h, 12, rue de l'École-de-Médecine, Mme Penner.
* Le Musée de la Légion d'honneur, 15 h, 2, rue de Belles-Étoiles, Mme Zolov.
* Le château de Maisons-Laffitte, 15 h, 30, entrée, hall gauche, Mme Zolov.
* Exposition « Salvador Dali », 14 h, Centre Pompidou (Approche de l'art).
* Chez un grand restaurateur de meubles, 15 h, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Conservation d'ici et d'ailleurs).
* L'Arsenal de Sully, 14 h, 30, 3, rue de Sully (Mme Ferrand).
* L'Opéra, 14 h, 30, marches (Mme Hager).
* École de Balzac en sa maison, 15 h, 47, rue Raynouard (Mme Hager).
* Clercs et chevaliers, 15 h, musée de Cluny (Histoire et Archéologie).
* La Cité, 14 h, 45, façade de l'église Saint-Paul M. de la Roche).
* Musée du Vieux-Montmartre, 15 h, 12, rue Lamarck-Caulaincourt (Léon-Viel).
* L'hôtel de Lesauy, 15 h, 89, rue de l'Université (Tourisme culturel).
* La place des Vosges, 15 h, 2, rue de Sévigné (Le Vieux-Paris).
* Auguste Rodin à l'hôtel Biron, 15 h, 77, rue de Varenne (Vosges de Paris).

CONFÉRENCES

14 h, 45, Théâtre Tristan-Bernard, 84, rue du Rocher, M. A. Prossard : « L'art du croire » ; M. R. Gaze : « Faut-il défendre le bon français ? » ; M. Pascal Bonpard : « Les Français sont-ils lasés de la politique ? » (Club du Faubourg).
15 h, Palais de la découverte, av. Franklin-D.-Roosevelt, M. A. Marchal : « Le brillant avenir de l'optique ».
15 h, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, docteur Paul Chateaud : « Le cerveau humain. Langage, pensée, conscience » (Université populaire de Paris).
30 h, 30, centre culturel de la Rose-Croix, 199 bis, rue Saint-Martin, M. Antoine Faivre : « Jacob Boehme et les fondements de la théosophie occidentale ».

TOUTE UNE PRÉSENTATION PAR UN SEUL LAMPADAR

LA NOUVELLE LUMIÈRE HALOGENE À PARTIR DE 800 F.

READY MADE - 38, rue Jacob - 75006 PARIS - Tél. 220.23.00

LOTO TIRAGE N°6 DU 6 FÉVRIER 1980

2 9 19 25 38 48

NUMERO COMPLEMENTAIRE 28

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)

6 BONS NUMEROS	6	1 455 598,70 F
5 BONS NUMEROS	54	80 866,50 F
5 BONS NUMEROS	1 846	7 096,60 F
4 BONS NUMEROS	112 543	116,40 F
3 BONS NUMEROS	2 037 106	9,20 F

SUPER CAGNOTTE

10 000 000 F

POUR LE TIRAGE DU 13 FÉVRIER 1980
VALIDATION JUSQU'AU 12 FÉVRIER 1980 APRES-MIDI

Ski sportif, ski détente, ski révé, ski fou, c'est

VAL D'ISERE

Office de Tourisme
Tél. : (79) 06.10.83

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 437-83

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	133 F 270 F 335 F 589 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	268 F 498 F 790 F 825 F	
ÉTRANGER (PAR MESSAGERIES)		
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	183 F 325 F 488 F 618 F	
II - SUISSE-TUNISIE	238 F 428 F 618 F 809 F	

Par voie aérienne
Tél. sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (toute lettre) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : indiquer ou préciser (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres et capitales d'imprimerie.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 8 février

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

18 h 30 Un, rue Siam.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Haute voltige (un sauvetage pas comme les autres).
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Si vous prêtez votre voiture: attention.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir: «La Route des Indes».
De J. Deval, d'après H. Harwood et M. Bernatzen, avec B. Allain, A. Sinigaglia, A. Peydoux, B. Baillet.
Des histoires de famille: comment repart-on ses fils qui sort de prison?

TH. MONT-PARNASSE

LA CAGE AUX FOLLES
"des rires fous! fous! fous!"

22 h 30 Pleins feux.
Magazine culturel de J. Artur.
23 h 15 Journal et cinq jours en Suisse.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique: «Tartuffe».
D'après B. Clavel, Réal. L. Gaspard.
L'homme de Jean et de Marie se renforce, tandis que se renforce l'hostilité du monde.

DOMINIQUE LAPIERRE
LARRY COLLINS
Le nouveau livre des auteurs de "Pois brûlé-t-il?" "O Jérusalem!" "Cette nuit la liberté"
le cinquième cavalier
ROBERT LAFFONT

21 h 35 Apostrophes.
Demande le chantage atomique.
Avec M. P. Giscard (les Ogres du président), B. Goldschmidt (la Complexité atomique), D. Lapière et L. Collins (le Cinquième Cavalier), et Mme C. Montillet (Shelley).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club (cycle Ella Kazan): «La Fièvre dans le sang».

Film américain d'U. Kazan (1958). Avec M. Wood, W. Beatty, P. Ring, A. Christie, B. Loden, Z. Lampert, P. Stewart (v.o. sous-titrée. Rediffusion).
En 1958, dans une petite ville du Kansas, une femme fille de milieu modeste et le fils d'un pétirotier sont empêchés de s'unir et de se marier par leurs familles. Leur vie en est ébranlée.
Récupération américaine dans une société qui va perturber la crise économique. Qualités formelles, atmosphère trouble et conflits psychologiques à base de frustration sexuelle.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Contes du folklore japonais: le Taltanin; Des livres pour nous.

EXPOSITION EXCEPTIONNELLE D'ART DE CHINE ET DU JAPON À PARIS
Pierres dures et ivoires travaillés dans la masse
SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 (10 h 30 à 20 h 30)
HOTEL BALTIMORE
SALON KLEBER - 88 bis, Avenue Kléber

18 h 55 Tribune libre.
Livres et manuscrits, avec Georges Le Rider.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Océan animé.
Histoire de France: Un roi de fer.
20 h Les Jeux.
20 h 30 V3: le nouveau vendredi.
French confection.
Un document inédit de Michel Honorin sur l'exploitation de travailleurs immigrés par le prêt-à-porter.

21 h 30 Changement de décor: Garde du cœur.
Série de J.-J. Sirks et R.-M. Arnaud.
Les personnages de Ray Elia transportés à Lyon, pour une fiction style série noire.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine: Thalassa.

FRANCE-CULTURE

18 h 30. Feuilleton: «Jours de femme et de jeunesse», d'après Ned Doff.
19 h 30. Les grandes avenues de la science moderne: La paléontologie et la paléontologie.
20 h. «Le Trés Singulier Vailloteux», par G. Rouvre, Réal. A. Dava.
21 h. Black and blue: Au-delà des prix.
22 h. 30. Nuits magiques: Autour de la musique, par B. Laporte.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2. Six-buit: Jazz time (jusqu'à 18 h 30).
20 h. Concerto de guitare.
21 h. 30. Concerto (cycle d'échange franco-allemand): «Symphonie n° 1 en ré majeur, classique» (Prokofiev), Concerto pour piano et orchestre en sol majeur K. 313 (Mozart), «Symphonie n° 102 en si bémol mineur» (Haydn), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine, avec André Adorjan, flûte.
22 h. 15. Ouvert la nuit: Portraits en petites touches. Beethoven, «Sextuor Sonate, Pathétique», «Cinqième Sonate opus 10 n° 1», 22 h. 25. Vieilles choses: cycle W. E. Scherchen, «Water Music» (Handel); 0 h. 5. Les musiques du spectacle: le cinéma fantastique.

Samedi 9 février

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cuisine légère.
12 h 45 La vie commence demain.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.

13 h 55. La croisière française: «Une drôle de cuisine»; 14 h 40. Un nom en or; 14 h 45. Pique d'été; 14 h 50. Découvertes; 15 h 20. Vieilles choses: cycle W. E. Scherchen, «Water Music» (Handel); 16 h 30. Tom et Jerry; 17 h 10. Magazine de l'actualité: «Spécial» «Pôle Nord»; 17 h 50. Avec des idées que savez-vous faire?

18 h 10 Trente millions d'amis.
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Numéro un au Festival de Monte-Carlo.

Réalisation d'A. Fliderick.
Avec M. Fugère, Joëlle, M.-P. Belle, G. Lennormand, Dalida, A.-M. Stéven, G. Véga, A. Métyer et les ballets de B. Bollina.
21 h 35 Série: Anna Karoline.
Deuxième épisode, réal. B. Coleman.
22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.

12 h La vérité est au fond de la marmite.
12 h 30 Samedi et dimanche.
12 h 35 Monsieur Chénas.
14 h 20 Les Jeux du stade.
17 h 10 Les moins d'vingt et les autres.
17 h 55 Course autour du monde.
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Jeu: Des chiffres et des lettres.
22 h Jeux: Internette 1980.
22 h 50 Documentaire: Le signe du cheval.
Les Andalous et l'art.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

12 h 30 Les pieds sur terre: Les travaux forestiers.
Magazine sécurité de la Mutualité sociale agricole.

18 h 30 Pour les jeunes.
Il était une fois l'homme: Pierre le Grand et son époque; Les Africains: l'empire de Gaspard.

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55... sin animé.
Histoire de France: Jeanne d'Arc.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Histoires étranges: Un rêve.
Série de P. Badel, d'après un thème de Tourgueniev, avec F. Dumas, G. Darman, M. Océry, W. Corry, G. Michel, etc.
Passionnant passage du reportage à la fiction, du fantastique quotidien à la mise en scène. Des rencontres étonnantes, une vraie échappée vers le rêve.

21 h 25 Journal.

«Le Retour du privé», avec J.-P. Kallou, M. Médina, P. Cassel, M. Siméon, M. Simonnet, Réal. T. P. Cassel. On regarde: la liberté et la vocation, avec V. Lanoux et J.-L. Bideau.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales.
8 h. Les chemins de la connaissance: Regarde sur la science.
8 h 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain.
9 h 2. Matinée du monde contemporaine.
10 h 45. Démarches... avec J. Enrie.
11 h 2. La musique prend la parole: «1979-1980, les Maîtres chanteurs», de R. Wagner.
12 h 5. Le pont des Arts.
13 h 5. La grande aventure du yoga des collines.
14 h 5. Livre d'art: Esthétique Bayezienne.
15 h 20. Concerto (cycle d'échange franco-allemand): «Symphonie n° 1 en ré majeur, classique» (Prokofiev), Concerto pour piano et orchestre en sol majeur K. 313 (Mozart), «Symphonie n° 102 en si bémol mineur» (Haydn), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine, avec André Adorjan, flûte.
22 h. 15. Ouvert la nuit: Portraits en petites touches. Beethoven, «Sextuor Sonate, Pathétique», «Cinqième Sonate opus 10 n° 1», 22 h. 25. Vieilles choses: cycle W. E. Scherchen, «Water Music» (Handel); 0 h. 5. Les musiques du spectacle: le cinéma fantastique.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 2. Terre natale (émission pour les travailleurs émigrés).
7 h 40. Concerto promenade: Œuvres de Niccolò Paganini, Ludwig, Stok, Sarasate, Lanner.
8 h 30. Musique chorale: W. Byrd.
9 h. Samedi (en direct du Studio 119).
Magazine de J.-M. Desmard.
15 h. Concert du théâtre d'Orsay: «Divertimento en ré majeur K. 334» (Mozart), «Septuor en si bémol», opus 20, (Beethoven), par l'Orchestre de Paris.
17 h 15. Ouverture (présentation de la semaine du Main des musiciens), par Jacques Merlet: Musique en Catalogne, et rappel: autour de l'opéra anglais.
20 h. Saison lyrique: «King Arthur» (Turkell), par le Nouvel Orchestre et les Chœurs de Radio-France, dir. J. Elliott Gardiner, chef des chœurs, A. Bouffroy, avec J. Smith, M. Mc Laughlin, S. Priddy, A. Salford, P. Elliot et S. Varcoe.
23 h. 5. Ouvert la nuit: Comment l'entendons-vous? par G. Maupant, «Stravinsky», par François Châtelet, philosophe; 1 h. Le dernier concert: les Fêtes musicales de Nohani (Schubert, Chopin, Debussy, Liszt).

Dimanche 10 février

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Saigneur.
11 h Messe.

Châtelain en l'église Notre-Dame-d'Anteuil (Paris-16).
Prédicateur: P. Alain Carron de la Carrière.

12 h La séquence du spectacle.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 30 Quatre roses pour Claude François.
14 h 30 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.

15 h 30 Tiroir.
16 h 40 La merveilleuse histoire des Jeux olympiques.

«Les Jeux d'hiver» (1924-1972).
(Livre sports sélection).
16 h 30 Sports première.

18 h 5 Série: Commissaire Moulin.
Les évadés.
19 h 25 Les animaux du monde.

«Les animaux de Paris l'hiver, la 2e des dinosaures».

20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: «Ambre».

Film américain d'O. Preminger (1947), avec L. Darnell, C. Wilde, R. Greene, G. Sanders, L. Langan, B. Haydn, J. Russell. (Rediffusion).

Dans les années 1880, en Angleterre, une jeune fille — enfant trouvée, peut-être de noble origine — vit dans la société par la galanterie, tout en restant éprise d'un lord, officier de Charles II, qui en fait sa maîtresse. Une fois de plus, une adaptation érudite d'un roman célèbre de Kathleen Winsor, traitée en tragi-comédie avec épisodes dramatiques et spectaculaires. Un point de vue.

22 h 30 Les grands pas classiques.
«Sylvia» (numéro 6); réal. S. Hainin.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

9 h 30 Même le dimanche.

11 h On va go.
11 h 15 Chorus.
12 h Concert.

Symphonie Haydn, Symphonie en ut majeur, de Mozart, par l'Orchestre national de France, dir. V. Nagel.

12 h 45 Journal.
13 h 20 Série: Wonder woman.
Le jugement de l'espace.

14 h 10 Jeu: Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h Des animaux et des hommes.

15 h 50 Majas: Passe-passe.
16 h 55 Feuilleton: Les dames de la côte.

De Nina Compagnon.
L'escalier des adieux.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 9 FEVRIER

«Le magazine «Vécu» est consacré à «La Corse par les Corsés eux-mêmes», sur France-Inter, à 12 heures.

DIMANCHE 10 FEVRIER

«M. Edgar Pisani, membre du Parlement européen, sénateur (P.R.) de l'Yonne-Marne, est l'invité du Club de la presse» d'Europe 1, à 19 heures.

DES STATIONS PRIVÉES EN R.F.A. ?

Un document prévoyant la possibilité de créer, pour la première fois en Allemagne de l'Ouest, des stations privées de radio et de télévision a été signé jeudi à Kiel (Schleswig-Holstein) par les ministres-présidents chrétiens-démocrates de Basse-Saxe et Schleswig-Holstein, MM. Ernst Albrecht et Gerhard Stoltenberg.

Ce contrat prévoit la création, le 1er janvier prochain, d'un office commun de radio-télévision pour le nord de la R.F.A. (Nord-deutscher Rundfunk, N.D.R.), exécutant du N.D.R. le Land de Hambourg (à direction social-démocrate) qui en faisait jusqu'à présent partie. (A.F.P.)

CIBOT
PIONNIER DELA HI-FI
LE PANORAMA HI-FI DE PARIS
toutes les grandes marques en stock
AU MAGASIN: demandez nos prix confidentiels
PARIS 136 BD DIDEROT 75012
346.63.76
NOCTURNE LE MERCREDI JUSQU'A 21H.

Nice et son

De la coupe aux lèvres

FACTURE

Le service

un vol régulier

nos chartes

let'am

Le Monde

des loisirs
et du tourisme

CORSO A VENDRE

Nice et son Carnaval Circus

Né il y a un siècle, le Carnaval de Nice a une histoire et des traditions solides. Et on aurait tort de se fier au sourire hilare des géants en carton pâte qui défient sous les yeux des spectateurs massés sur le passage. Il évoque aussi l'histoire douloureuse d'une ville frontalière et de ses vicissitudes. Il s'est progressivement enrichi de personnages et d'animaux symboliques qui font partie de ce patrimoine culturel.

Vendredi soir, dans l'énorme hangar des carnavaliens, on met la dernière main aux chars allégés selon un ordre qui ne doit rien au hasard. On va encore passer la nuit, donner les dernières touches de peinture, les derniers coups de marteau. Par terre, l'énorme queue d'un tigre serpente. Là-haut, sont accrochées des têtes, des corps, vestiges colorés des spectacles passés. Et au visiteur, qui a l'impression d'être un enfant perdu dans un magasin de jouets géants, les artisans, pinceaux en l'air, expliquent qu'on est carnavalière de père en fils, de par les vertus d'un virus héréditaire. « Je travaille six mois de l'année

pour faire nos chars, raconte M. Pierre Povina. Pendant six mois, je viens ici le soir et chaque week-end, avec mon fils, qui est comme moi ramoneur et carnavalière, et mon petit-fils, qui veut être plus tard ramoneur et carnavalière. Car nous avons tous une profession qui nous permet d'assurer le vivre et le couvert à nos familles. »

Mais n'est pas chariste qui veut. Le jeune commence par faire une « grosse tête », puis un groupe de têtes, enfin il s'attaque aux chars.

Chaque année, le comité des fêtes fournit à la corporation le thème du Carnaval suivant. Puis les artisans proposent des maquettes. Si elles sont acceptées, chaque char est payé environ 40 000 francs.

« Mais le Carnaval n'est plus ce qu'il était. « Auparavant, nous faisons les fêtes chez nous, se souvient M. Povina. Puis nous nous sommes installés à construire les chars en pleine rue, là où nous avions de la place, et au dernier moment nous mettions des bâches autour, puis à l'heure du défilé, c'était la fête, une vraie fête populaire. Il y avait partout des chalandes qui proposaient des costumes. Ceux qui n'avaient pas les moyens de louer un déguisement retournaient le veste de leur grand-père et se passaient au bouchon sur le visage. Ce jour-là, on s'endettait, mais on mangeait bien, on était élégant, on s'amusait, on envoyait tant de confettis que, le lendemain, nous en avions jusqu'aux genoux et que nous ne voyions plus les trottoirs. Aujourd'hui, les jeunes ont d'autres loisirs ; ils vont en week-end, partent faire du ski. Le Carnaval n'est plus leur seul amusement, et ils le délaissent. »

Mais la fête, qui est joie, danse, désorganisation et gaspillage, n'est plus. Elle est devenue spectacle dans un grand déploiement de chaises, de gradins et de barrières métalliques. Et un spectacle se « rentabilise ». « Le Carnaval aurait quatre jours. Nous avons décidé qu'il s'étendrait sur trois semaines, durant lesquelles les concerts, parades

et représentations attirent les touristes et remplissent les hôtels », affirme-t-on au comité des fêtes.

Ce n'est pas tout. Le spectacle n'est devenu une marchandise dont la ville entend bien profiter. « Les chars, jusqu'à présent, étaient laissés aux carnavalières, explique sans ambages M. Jean-Claude Claustres, nouveau directeur du comité. Désormais, nous allons les louer en France et à l'étranger, car il existe un marché international de la fête dans lequel Nice, avec la technique perfectionnée de ses carnavalières, est en bonne place. En effet, le Carnaval nous coûte 650 millions de centimes. D'autre part, nous allons proposer nos services, c'est-à-dire le savoir-faire des charistes et des grands marchés (hypermarchés, marques de yoghourts, etc.). A la fin du Carnaval, nous allons envoyer un dépliant à tous ces interlocuteurs pour leur proposer des chars et fixer les prix de location.

L'ayatollah Khomeiny supprimé

Le Carnaval est en vente. Sur catalogue. Mais la décision du comité des fêtes de contrôler plus étroitement l'activité des charistes n'est pas acceptée de gaieté de cœur par tous. « Le Carnaval est devenu spectacle, c'est entendu, souligne Annie Eldro, fille de carnavalière. J'ai vu à présent les charistes ont su conserver leur patrimoine culturel. Je crains que cette commercialisation ne le détruise. »

Déjà, le spectacle s'apaise. Les costumes des occupants des chars réalisés cette année par le comité des fêtes n'ont pas plus à tout le monde. Une protestation s'est élevée dans le hangar en ébullition, le soir du défilé. « Les couleurs des costumes furent avec celles de nos chars. Je suis très déçue », affirme une femme de carnavalière. « Nos déguisements ne nous plaisent pas », clament les bricoleurs, assis, prêts au départ, sur les pieds gigantesques d'un clown en carton-pâte. Quant à l'effigie de l'ayatollah Khomeiny, qui ornait la place Masséna, point de départ du « corso », elle a été supprimée à la suite de « recommandations » venues de Paris. « Nous sommes aussi devenus des otages du pétrole », soupire le décorateur de la ville, qui avait dessiné la caricature.

Aux quatre jours de fête ont succédé trois semaines de spectacles au cours desquels les Nîçois et les « étrangers » assistent aux défilés et aux batailles de confettis, mais aussi écoutent la musique de la Vire, d'orchestres, se rendent aux soirées de cirque, écoutent une vedette du show business et un gala de variétés japonaises.

Samedi soir, 19 h. 45 : le hangar des carnavalières se met à vibrer au son des moteurs de chars qu'on met en route. C'est

LES NÉPALAIS METTENT DE L'ORDRE

DANS LES EXPÉDITIONS

Tickets d'entrée pour l'Himalaya

Le mont Everest, Sagarmatha pour les Népalais, est réservé jusqu'en 1984 à des expéditions japonaises, françaises, américaines et espagnoles qui ont d'ores et déjà obtenu les autorisations de la Mountaineering Section du ministère du tourisme du Népal. Mais le Toit du Monde n'est pas la seule attraction touristique du royaume ; le trekking attire chaque année un peu plus de randonneurs et notamment des Français, des Allemands et des Américains. Devant cet afflux, le gouvernement népalais a été obligé d'édicter une réglementation cohérente de l'accès à la chaîne himalayenne.

De tout temps, l'accès aux plus hauts sommets du Népal était une affaire diplomatique. Les demandes d'expédition se traitaient d'Etat à Etat par le canal du ministère des affaires étrangères de Katmandou. La montagne était une monnaie d'échange ou une récompense. Le groupe des pays non alignés dont fait partie le Népal n'avait pas beaucoup de peine à obtenir les autorisations nécessaires. Et lorsque la Corée du Sud souhaitait conquérir quelques cimes, un programme d'aide économique facilitait bien les choses.

La naissance du trekking vers 1960-1965 a bouleversé cet équilibre. Des guides français, et notamment Claude Jacoud, Maurice Giquel et Yves Poié-Villard, retour d'expédition, montrèrent des trekkings pour des clients à l'esprit aventureux. Ceux-ci prirent le chemin de « petits » sommets de 6 000 mètres d'altitude, qui, en principe, ne tombent pas sous le régime des autorisations. Il suffisait que les organisateurs s'adressent aux agences népalaises de trekking chargées d'encadrer les groupes de touristes et de fournir les cuisiniers, les porteurs et les sirdars, les guides.

Depuis 1978, la politique d'accès à la montagne est passée sous la houlette du ministère du tourisme, qui distingue, en dessous de 5 500 mètres, les zones de trekking et, au-dessus, la haute montagne (mountaineering).

En matière de trekking, les autorités népalaises n'ouvrent que prudemment des circuits nouveaux. Il a fallu attendre l'année 1977 pour que la région du Manrang, située derrière les Annapurnas, soit accessible. La proximité de la frontière chinoise avait longtemps fait interdire tout trekking en raison des « activités » frontalières de bandits — ou de nationalistes — tibétains, les Khampas, encouragés par la C.I.A. américaine à harceler les Chinois. Les problèmes budgétaires ont également pesé lourd : l'ouverture du Manrang était conditionnée par l'installation d'un poste de police qui ne fut financé qu'en 1977.

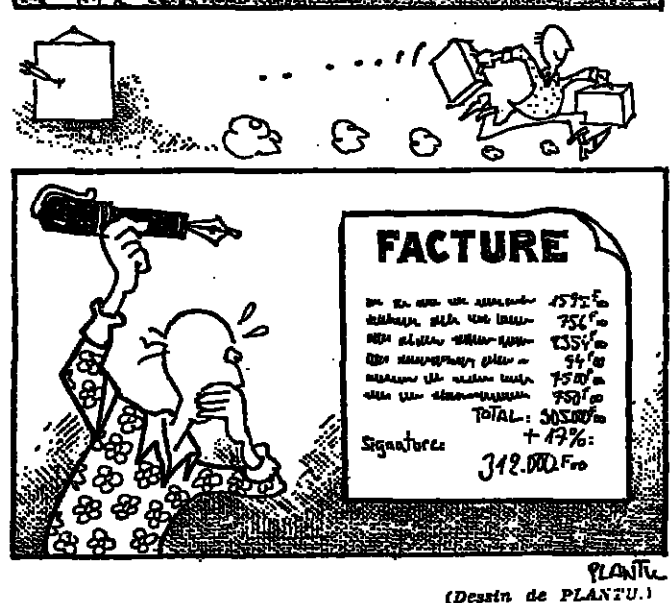
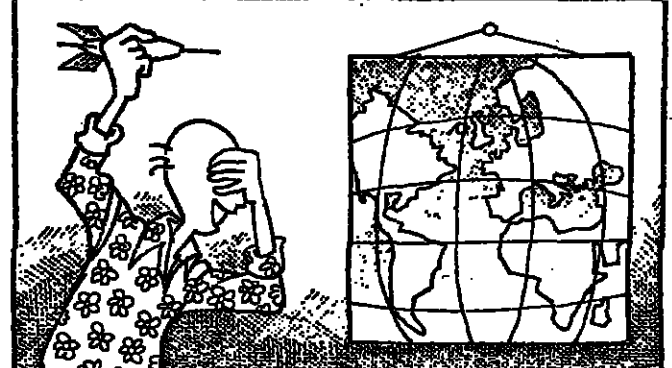
Les trekkings ont aussi l'inconvénient de perturber gravement l'équilibre alimentaire des régions les plus élevées et donc les plus pauvres. L'armée népalaise a schématisé des vivres dans certains secteurs du Népal central où des expéditions avaient « sévi ». D'autre part, le roi Birendra est très sensible aux désordres écologiques provoqués par le déboisement dû aux trekkings. Il est de plus en plus question d'imposer aux randonneurs l'usage du gaz pour leur cuisine afin d'éviter une désertification. Ces précautions expliquent le maintien du permis de trekking qui permet de contrôler les déplacements des touristes.

En matière de haute montagne, on distingue plusieurs catégories de sommets. L'accès des plus de 8 000 mètres reste négocié d'Etat à Etat. Entre 6 000 et 7 000 mètres, le gouvernement népalais accorde que des cordées népalaises soient associées aux expéditions étrangères. Entre 7 000 et 8 000 mètres, il accorde librement son feu vert. Enfin, certaines cimes sont interdites en permanence pour des raisons de sécurité ou des motifs religieux. Ainsi le Maschupuchare (6 997 mètres) qui domine Pokhara est-il inviolé et classé monument national.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 16.)

De la coupe aux lèvres



(Dessin de PLANTU.)

Le service d'un vol régulier sur nos charters

PARIS-MONTREAL OU NEW YORK, ALLER ET RETOUR, A PARTIR DE 1990 F. sur vol Wardair.

accueil sympathique par hôtesses francophones — bonbons au décollage et à l'atterrissage — service de magazines — programmes musicaux par écouteur personnel, gratuit — apéritifs et jus de fruits gratuits avant le repas — repas servi individuellement — hors-d'œuvre, steak cuisson à la demande, dessert et vins gratuits — service spécial pour enfants et bébés — service serviette chaude suivi de collation ou petit déjeuner avant atterrissage. Lic 583.

Les vols Wardair Paris-Montreal sont une exclusivité Jet'am.

Jet'am La marque AIR FRANCE spécialiste de l'Amérique.

Pour en savoir plus

Bon pour 1 catalogue et 1 guide gratuit de Jet'am, printemps-été 80, et la liste des agences Air France Tourisme, Hôtes Voyageurs et des 1200 agences de voyages recommandées par Jet'am.

Nom : Prénom : NF

Rue : Ville : Code postal : Ville :

Atteindre à l'ATP, Conseil Jet'am - 53, rue Ste-Anne 75002 Paris

la Tunisie

Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien.

Nous vous proposons des formules de vacances de printemps et d'été étudiées et préparées par des gens du pays

26 hôtels et formules de séjour

1 semaine à TUNIS : 1170 F (départ : samedi, en vol spécial)

1 semaine à JERBA : 1400 F (départ : vendredi, en vol spécial)

Tunisie CIEUR DE LA MEDITERRANEE MEDITERRANEE DU CIEUR

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT

31, rue de Richelieu - 75001 Paris

296.02.25 et 296.14.23

120 JOURS DE SKI A PARTIR DE 45 000 F

Les plus beaux champs de neige commencent aux portes de Neijotel. Les Mémures. En plein cœur des Trois Vallées, Neijotel est la première résidence en temps partagé libre. 120 jours à vie à prendre chaque année, dans les meilleures conditions : bar, grill, traiteur, solarium, parking couvert. Avec 2.000 F à la réservation, installez vos vacances dans le plus grand domaine skiable du monde.

Les Mémures

Documentation Neijotel sur demande à :

Séjour 90 Champs-Élysées 75008 PARIS

Nom : Adresse : Tél. :

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

06500 MENTON

HOTEL ORLY *** N.N. Face mer. Ouv. en 1971. Restaurant. Bal. Garages.
HOTEL DU PARC *** N.N. Près mer et casino, plein centre. Park. Gr. parc.

06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER

HOTEL WELCOME *** N.N. Bord mer. Terrasse ensoleillée. 1/2 pension. Prix hors saison. Tél. (93) 80-88-81.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

Les chalets du village. 2. (93) 45-83-08. Ski fond, piste. Ch. avec cuisinettes. 7x spéc. mar. Garderie enf. grat.

Angleterre

KENSINGTON

Une situation exceptionnelle près du métro South Kensington et Harrod. 80 P. Breakfast anglais, taxes incluses. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7 2LA. Dir. E. THOM. 01-589-5284.

Suisse

CH 3963 CRANS-à-SIERRE Valais

HOTEL ELITE *** Chambres plein sud, tout confort, très calme. Belle situation. Prix en mars : demi-pension 125 FF. Petit, complète 135 FF. Cuisine soignée. Tél. 1941/27-41-43-01.

CYCLES

LAURENT

Anc. M. Gobillot

VÉLO-CADRE
SUR MESURE

22, rue de Flandre
75019 Paris
Tél. : 607-74-09

LES « MICHEL »

brocanteurs sympas

ventent et achètent

LINGE RETRO - MEUBLES

MARRANTS - BIJOUX ANCIENS

JOURNAUX D'HIER - CARTES

POSTALES DE COLLECTION

BIBELOTS D'AVANT-HIER

VERRERIE D'AUTREFOIS

BRONZES ÉTERNELS - VAIS-

SSELLE DE DANDY - OBJETS

COQUINS ET « OCCAS » DE

TOUJOURS

Marché Les Enfants Rouges,

39, rue de Bretagne, 75003 PARIS.

Tél. : 277-89-02

OCÉAN INDIEN

1 SEMAINE AU DÉPART DE PARIS

1) COMORES 4.815 FF

2) MAURICE 5.000 FF

3) MOMBASA 3.740 FF

4) NAIROBI 3.350 FF

5) NOSSY-BE 4.400 FF

6) RÉUNION 4.410 FF

7) SEYCHELLES 4.320 FF

8) TANANARIVE 4.330 FF

Incluant chaque prestations

1) = 800 F. 2) = 650 F. 3) = 350 F.

4) = 350 F. 5) = 220 F. 6) = 350 F.

7) = 400 F. 8) = 550 F. Pour séjour

2, 3, 4 semaines et combiné des

ties, nous consulter.

NOUVEAU MONDE

8, rue Mabilon, 75006 PARIS.

Téléphone 329-40-40 - LAC. 1171.

REV' ANTILLES
Licence d'Etat 431A

A partir de **2790 F** 9 jours PARIS-PARIS
Location (1000 F) pour 3 personnes
(+2000 F) taxes (carburant)

La plus vaste gamme de voyages aux Antilles aux meilleurs prix :
Location de "gites" affiliés à l'Association Guadeloupéenne des Gîtes de France, séjours en hôtels à la Martinique, à la Guadeloupe, à Saint-Barthélemy et aux Saintes. Les Antilles à la voile, les Antilles "à la carte", les extensions en Guyane, etc...

Brochure gratuite Rev'Antilles (24 pages) dans toutes les agences de voyages agréées ou en retournant le coupon ci-dessous à Supermarché Vacances 82, rue de Bassano 75008 Paris - Tél. : 720.21.65

Je désire recevoir gratuitement la brochure Rev'Antilles

Prénoms _____ Nom _____

Adresse _____

Cod. postal _____

TENNIS... TENNIS...
POUR LA PREMIERE FOIS EN FRANCE :

Enseignement et perfectionnement suivant les dernières méthodes américaines.

Pour les débutants, joueurs confirmés et enfants.
Une formule tout compris : Frs 950,00

16 heures de cours (raquettes et balles fournies),
magnétoscopes,
lance-balles électroniques.

TENNIS ACADEMY - 22 bis, rue de Sully
92100 BOULOGNE - Tél 603 75 05

Tickets d'entrée pour l'Himalaya

(Suite de la page 15.)

M. Shailendra Raj Sharma qui dirige la mountainering section népalaise décrit les formalités à remplir pour obtenir le permis de gravir l'un des quatre-vingt-sept sommets népalais ouverts aux expéditions (deux cent quarante de plus de 7 000 mètres sont recensés). « Il suffit de présenter une demande au ministère du tourisme pour une période où il n'y a aucune autre expédition, déclare-t-il. Gérer et en est la première demande déposée est la première servie. Il convient d'acquiescer ensuite des droits auxquels s'ajoutent les frais de l'officier de liaison obligatoire (35 roupies par jour, soit 12 francs par jour). L'Everest coûte 15 000 roupies (9 000 francs environ). Les plus de 8 000 mètres, 14 000 roupies (8 400 francs). Entre 8 000 et 7 500 mètres, 13 000 roupies (7 800 francs). Au-dessous de 7 500 mètres, 10 000 roupies

(3 500 francs). » Les sommets les plus demandés sont, dans l'ordre : l'Everest, le Dhaulagiri, l'Annapurna et l'Annapurna. « La saison 1979-1980 a vu au-dessus de 7 000 mètres vingt-huit expéditions, en automne, trois, en hiver et une trentaine au printemps. Les Japonais ont été les plus nombreux, suivis des Espagnols, des Britanniques, des Français et des Polonais. » L'expédition la plus coûteuse (10 millions de roupies : 3,5 millions de francs) à destination de l'Everest était, en 1973, de nationalité italienne. Elle comptait soixante-treize membres et se conclut par un échec. La plus économique (150 000 roupies : 90 000 francs) était, en 1979, de nationalité anglaise. Elle comptait quatre membres et se conclut, elle aussi, par un échec. « Nous ouvrirons un maximum de sommets, explique M. Sharma. Mais nous devons procéder prudemment. Il nous faut ménager

la susceptibilité des habitants. Certains n'ont pas apprécié les autorisations données à l'Annapurna (6 555 m.). Il est nécessaire que toutes les conditions de sécurité, d'accessibilité et d'entretien soient réunies. » Les Népalais vont-ils se réserver certaines courses ? Il ne semble pas qu'on s'achemine vers cette solution. « Nous avons ouvert à Manang une école d'alpinisme qui sera encadrée par trois Yougoslaves. Chaque mois de septembre, ce centre accueillera une vingtaine d'élèves, qui obtiendront un diplôme à l'issue du stage. Les Népalais sont très capables. Ils ont gravi des sommets réputés de plus de 7 000 mètres, comme le Kamadag ou le Tukuhe, mais l'alpinisme coûte cher. Aussi, préférons-nous, dans certains cas, des expéditions mixtes. En 1980, des Népalais tenteront l'Everest avec des grimpeurs italiens. Le Ganesh-IV a vu une association népo-

népalaise et le Garri-Shankar, une cordée américano-népalaise. Les royalties perçues pour les petits sommets alimentent les caisses du club « alpin » népalais. » Les frontières entre le trekking et l'expédition tendent à s'estomper. On a vu, en octobre 1979, des randonneurs français un peu plus entraînés que la moyenne sur le Chulu-West (6 700 mètres). Cette évolution devrait se poursuivre. Souhaitons que les pouvoirs publics népalais ne se laissent pas éblouir par la manne des devises et qu'ils sachent protéger au maximum leur montagne et leurs montagnards. Au moment où les Chinois viennent prendre à Katmandou des leçons en la matière, il serait regrettable que les parages de l'Everest connaissent, même de façon localisée, les hordes et les dégâts subis par le Mont-Blanc et les Alpes.

ALAIN FAUJAS.

LE CLUB DES PLUS DE 8 000

L'HIMALAYA exerce sur les alpinistes une fascination plus grande qu'aucun autre massif au monde. Les quatre sommets de plus de 8 000 mètres ont tous été conquis entre 1950 (Annapurna) et 1954 (Shishu Pangma). Pourtant on se bouscule toujours pour obtenir l'autorisation de fouler les sommets du toit du monde.

Le gouvernement népalais, qui a sous son autorité le plus beau champ de sommets, a délégué des autorisations à trente-quatre expéditions pour le printemps 1980. Les alpinistes japonais sont les plus gourmands : ils envoient sept expéditions, les Allemands trois, les Espagnols, les Américains, les Suisses, les Coréens, deux. Une équipe française, conduite par le docteur Nicolas Jaeger, tentera d'escalader le quatrième sommet du monde, le Lhotse (8 511 m.). Compagnon de Pierre Mazeaud à l'Everest en 1978, où il a établi un record de séjour au sommet (95 minutes), il va tenter, avec une équipe de cinq grimpeurs n'utilisant pas d'oxygène, de valmer la face sud de cette pyramide : 3 200 mètres de hauteur d'un seul jet, balayés par les avalanches.

Ces montagnes sont l'objet d'une telle convoitise et d'une telle concurrence entre les expéditions que certains n'hésitent pas à braver les interdictions. Ainsi cinq Européens se sont vu interdire l'accès au Népal pendant cinq ans pour avoir tenté sans autorisation le Cho Oyu (8 154 m.) conquis pour la première fois par des Autrichiens en 1954, mais « interdit » depuis 1960. Car ces montagnes ont le goût du fruit défendu.

À la question « pourquoi ? », il a été fort bien répondu « parce qu'elles sont là ». Mais cela était-il aussi valable pour cet aveugle britannique, Mike Tetley,

qui s'est risqué en novembre dernier jusqu'à 8 000 mètres d'altitude sur les flancs de l'Everest ? On est ici dans le domaine de l'aventure « où nulle fin n'est prévisible ni même concevable », disait Mallory, mort avec Irvine à quelques centaines de mètres du sommet du Chomolungma, la « déesse mère de la Terre », en juin 1924. Bernard Pierre (1), écrivain et alpiniste (il a été en 1983 chef de l'expédition qui réalise la première du Nun, l'un des « 7 000 », les plus connus de l'Himalaya), n'hésite pas à dire que cette aventure n'a pas pour tous le même goût. Depuis l'époque héroïque des alpinistes explorateurs, qui, avec des équipements dérisoires, se sont lancés à l'assaut du « séjour des neiges », deux stratégies ont été appliquées : le raid militaire, d'une

part, l'abordage corsaire, d'autre part. Corsaire le prestigieux Mummery qui disparaît en 1895 sur les pentes du Nanga Parbat où, avec l'aide d'un gurkha, il trace dans la face nord-ouest une voie de conception alpine. Corsaire le Britannique Maurice Wilson qui s'attaque en 1934 au col du nord de l'Everest, avec pour tout bagage montagne une théorie : « Je n'ai jamais trois semaines durant, l'homme atteint un état de semi-conscience limite de la vie et de la mort où l'âme et le corps communiquent. Au-delà, l'homme est pur ; mais c'est un nouveau riche de sa vie antérieure et de ses valeurs physiques et spirituelles. » Son corps fut retrouvé par une équipe anglaise l'année suivante.

Des athlètes et des femmes

Militaires les expéditions victorieuses contre les « 8 000 » : l'Annapurna, premier bastion, est tombé sous l'assaut des Français Herzog et Lachenal ; l'Everest, toit du monde, conquis par Hillary et Norgay sous la houlette du colonel Hunt. Après quoi tout l'empire allait être conquis avec la même tactique : colonne de porteurs, camp de base, travail des sherpas, camps d'altitude, assaut final.

L'aventure se sophistiquait alors peu à peu : ce n'est pas tout d'atteindre un sommet, encore faut-il le faire par une voie qui se rapproche de plus en plus de la ligne idéale allant de la base au sommet. C'est relativement facile dans les Alpes, c'est une œuvre démesurée à plus de 4 000 mètres d'altitude. L'expédition de Chris Bonington s'y emploiera pendant en ouvrant une voie dans la face sud de l'Annapurna en 1970. Au Malaku (8 481 m.), en 1971, le Français

Roger Paragot réalisa un exploit semblable en gravissant le pilier ouest. Quatre ans après, Chris Bonington parachutera son œuvre en aménageant une expédition dans la face sud-ouest de l'Everest, paroi verticale de plus de 2 000 mètres.

Mais, cette année-là, l'himalayisme change définitivement de visage. Deux femmes, la Japonaise Junko Tabei et la Tibétaine Phantog, parviennent successivement au sommet de l'Everest. Et surtout un nouveau « corsaire » commence à écoumer le massif : Reinhold Messner, né dans le Tyrol du Sud en 1944, a révolutionné l'alpinisme en se préparant systématiquement comme un athlète de haute compétition. Il sera le premier homme à conquérir plus de trois « 8 000 », et, en 1978, le premier à atteindre le sommet de l'Everest sans appareil à oxygène : « Une nouvelle forme d'himalayisme est née », écrit

à son propos Bernard Pierre. Mais la décennie n'était pas achevée que les pentes vertigineuses devenaient un champ de défi pour les skieurs extrêmes. Trente ans après l'exploit d'Herzog et de Lachenal, Yves Morin descendait à ski du sommet de l'Annapurna, mais mourait suspendu à une corde fine dans un passage délicat. Puis, quelques jours plus tard, Sylvain Saudan et sa compagne Marie-Josée Valençot subissaient de cruelles gelures en tentant la même exploit sur le Dhaulagiri.

Reste à savoir à quel prix humain ce besoin d'aventures peut être assouvi : « L'Himalaya, avec ses 2 400 kilomètres de long parés d'innombrables sommets, est l'une des dernières régions où l'alpinisme puisse encore constituer une forme d'expansion spirituelle. À condition, toutefois, écrit Bernard Pierre, de savoir préserver l'identité du pays et des habitants en évitant les pollutions de tous ordres. »

ALAIN GIRAUDO.

(1) Bernard Pierre. Il est conquis l'Himalaya. Ed. Plon, 245 pages illustrées.

Les Arcs et leur promoteur. — Parce qu'il préférerait faire quelque chose plutôt que devenir quelqu'un, Roger Godino, fils d'un cordonnier de Chambéry et polytechnicien, a construit la station de sports d'hiver des Arcs (Savoie). M. Godino publie le récit de la naissance de cette station médiocrement rentable pour l'instant, mais architecturalement originale. Un cours de marketing.

★ Construire l'imagination ou le management de l'innovation, de Roger Godino, Presses de la Cité/Solar.

RÉSIDENCES secondaires ou principales
Campagne • Mer • Montagne

BRETAGNE
VILLAS CONFORTABLES À LOUER
entre St-Brieuc - Paimpol près mer ou arrière-pays. Ecr. Agence ARMOR
bd Clemenceau BINIC. T. 42-62-20.

SAINT-AUBIN-SUR-MER
Locations saisonnières au mois et à la quinzaine
AGENCE DU LITTORAL
22, rue Joffre
14750 SAINT-AUBIN-SUR-MER
Tél. (33) 97-38-43

ZERMAT SNOWBEACH
1.520-3.820 m

Le paradis d'hiver du sud avec la plus longue saison de ski des Alpes A 125 P.M. 35 km remontées mécaniques et skilifts (350-130 km de pistes, 255 skis de fond, pistoirs, croquis, pistes couvertes, piscine d'eau salée, 85 hôtels et pensions dans toutes les catégories de prix. Appartements de vacances. Cours de ski : programmes spéciaux.

Nouveau : Petit Cervin 3.820 m., le plus haut téléphérique d'Europe.
Renseignements : Office du Tourisme CH-360 Zermatt
Tél. : 1941/28/07 10 31, tél. 38 130.



Soyez un hôte choyé en Suisse

Pour vos vacances. Vous trouverez en Suisse diversissements, sports, cures thermales, transports commodes et confortables (9000 km en train, bateau, autocar postal avec la Carte suisse de vacances) et vous verrez, en Suisse, la qualité ce n'est pas cher. Tous renseignements par votre agence de voyages et à l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 11^{ème} rue Scribe, 75009 Paris. (tél. 742 45 45).

16-24
FEVRIER
PALAIS DES CO
PORTE MAILLE
Duo 2000 cm

FILMS TOURISTES
DANSES FOLKLO
NOMBREUX VOY
A GAGNER

CATALOGUE
SUR DISQUE

FINIS les catalogues de voyages à Club Espace ! Douze écrans attendent les clients, qui ont seulement à s'installer dans un fauteuil. Section Asie touche « Asirama » : sur l'écran s'inscrivent la durée (vingt-cinq jours, vingt-deux nuits) et le prix (11 250 F). Touche « C » pour continuer : les dates disponibles apparaissent. Touches correspondant à la date : tout est « OK » pour février. Touche « C » encore : le programme décrit la situation géographique, le climat, la température moyenne, les langues, les religions, la durée du vol, le taux de change, les formalités et les vaccinations. Touche « C » toujours : un film de huit minutes présente la Thaïlande, Hongkong et l'Indonésie ainsi que les hôtels prévus.

Ce système audio-visuel fait appel au vidéo-disque de Thomson-O.S.P. Il s'agit d'un micro-sillon 33 tours souple et transparent. Celui-ci enregistre quatre-vingt dix mille images. Il est « lu » par un faisceau laser. L'apparition sur l'écran est effective en deux secondes. L'arrêt sur une image, le retour en arrière, l'accélération ou le ralenti sont possibles.

« Les brochures représentent un énorme gaspillage », explique M. Constantin Alexandrov, président-directeur général de Club Espace. Elles coûtent entre 50 et 150 F par forfait vendu. Nous avons aussi mis sur une vente sans intermédiaire qui nous permet de pratiquer des prix inférieurs de 10 à 20 % à ceux de nos concurrents.

Le vidéo-disque et les prix cassés ne suffisent pas. Club Espace a décidé d'offrir gracieusement à ses clients, le jour du départ, la course en taxi entre leur domicile et l'aéroport.

Douze écrans, douze heures d'enregistrement, cinquante-deux films et les investissements promotionnels ont coûté plus d'un million de francs. M. Alexandrov a bon espoir de tenir la gérance de récupérer sa mise initiale dans les trois ans à venir. A suivre.

* Club Espace Voyages (agence Constantour), 5 bis, rue de Séze, 75009 Paris. Tél. 742-82-24.

MARDI GRAS A L'ANCIENNE

Châteauvallon : des enfants en noir et blanc

QUAND les organisateurs de carnivals célèbres s'évertuent à produire un tour-jour plus grand spectacle, d'ailleurs de foules étrangères et payantes, aurait-on décidé à Châteauvallon (1) une opération antitourisme ? A priori, oui.

Certes, il y aura fête le 15 février, et même une grande fête, dans le vaste amphithéâtre de colline dominant la mer, mais elle se voudra différente. On n'y verra pas l'habituelle masse des spectateurs contemplant — parfois au-delà d'une barrière — la grande parade des chars et des « acteurs ». On veut mettre tout le monde dans le même panier, dans le même bateau. Le propos, bien sûr, est de retrouver le carnaval des origines, celui qui mettait dans la rue tout le village ou toute la ville effervescente, célébrant la fin de l'hiver, le retour de la lumière, avec toutes les charges multipliées à l'infini d'un tel contenu. Historiens, ethnologues, sociologues et la suite s'en donnent à cœur-joye depuis quelque temps pour tenter de trier dans cet énorme

brassage d'impulsions et de symboles les parts respectives du paganisme et du christianisme, du collectif et de l'individuel, de la nature et de la société, des libérations, des défoulements, des révoltes, de la fascination de la mort, de l'exaltation de la vie, on n'en finirait pas.

Resusciter tout cela avec le concours des populations d'alentour aurait relevé — même à Châteauvallon, où le site invite aux grands rêves — d'une ambition un peu démesurée. On a choisi. La fête va prendre ses racines dans un seul quartier de Toulon, parmi les enfants d'une cité H.L.M. proche, et mettra l'accent sur l'aspect dicté par le cadre : la nature, le grand rythme des saisons, le solstice.

Il y aura, aussi, spectacle : des centaines d'enfants costumés, masqués, grimaçant vont monter vers la colline pour faire le grand procès de « Carementran » — l'hiver, le laid, le triste, le mal — avant de le brûler entre ciel et colline. Dans ce grand jeu ils sont déjà, tous, des participants. Depuis des semaines,

au travers d'ateliers travaillant sur la base de documents et de recherches — costumes, masques, chansons, textes, musiques, etc. — ils découvrent un autre sens à cette fête épuisée, ou commercialisée, qui fut si pleine et riche dans ces régions. Le dernier « vrai carnaval » s'est déroulé à Brignoles en 1920. On ne verra pas de petites marquises vaniteuses ni de Goldorak « entélévisé ».

Dans la foule enfantine domineront le noir et le blanc, qui traduiront par moi d'autres conflits celui de l'ombre et de la lumière — tout comme les crêpes sont symbole de la lune. Douze enfants costumés — selon l'idée qu'ils s'en font eux-mêmes, mais avec l'aide de marionnettistes réputés — seront les douze mois de l'année. Les couleurs prendront une éclatante revanche dans les costumes « libres » et ceux des corporations défilant à la suite des personnages majeurs : l'Ours sortant de son hibernation, la Lune, le Tribunal, qui jugera Carementran et le fameux Potassou, cet exubé-

rant accusateur public chargé d'une grande lessive de printemps.

Suggérées par les enfants au cours des ateliers, les paroles de chansons nouvelles seront mises en musique par des animateurs-musiciens pour alterner avec le répertoire de la tradition retrouvée. De même se préparent les réquisitoires du grand procès. On sait déjà que les enfants reprochent à l'Hiver-Carementran de leur infliger rhumes et angines, de les garder enfermés dans les appartements alors qu'ils rêvent de grands états libres dans les collines, mais aussi « tout ce qui ne va pas ». D'assez troublante façon on trouve là les traces d'humiliations, de « retoulements » imposés à côté d'imaginaires fantasques, voire farfelus — aux yeux des adultes.

Au nom de quoi sera brûlé en grande joie le malheureux Carementran-Bouc Emmissaire, ce rot d'un jour, chargé de tous les méfaits du passé, et si vite abattu. Trembles tyrans ! Vivent les beaux jours et l'avenir où tout sera neuf et clair !

Lassés des grands spectacles standardisés, de nouveaux touristes, apprennent à mieux regarder un pays et son originalité. Mais à quoi servirait d'aller voir ailleurs si si partout ne subsistait plus qu'une seule image tapageuse, faussement luxueuse, et normalisée ?

JEAN RAMBAUD.

(1) Centre de rencontres de Châteauvallon, 53190 Ollioules. Téléphone : (04) 83-11-76. Enseignants, parents, créateurs, diverses associations et institutions participent à la préparation de la fête.

BIBLIOGRAPHIE

Les agents de voyages

« Profession somme toute récente, l'industrie du voyage n'a pas encore profondément médité son devenir (...) Les secousses de ces dernières années ont montré, en tout cas, que l'on avait affaire à des mutations irréversibles : la période de la croissance folle et du bricolage semble être terminée. »

Tous ceux qui souscrivent à cette appréciation sur l'évolution de la profession d'agent de voyages liront avec intérêt le « Que sais-je ? » que M. Robert Lanquar vient de lui consacrer. Les étudiants et les lycéens que tentent les métiers du tourisme, les touristes contents ou mécontents de leur voyage à forfait, apprendront l'essentiel de l'histoire, de la structure et des contraintes d'une profession illustrée par Thomas Cook et Gilbert Trigano.

On retiendra, dans la conclusion de M. Lanquar, les trois éléments qui pèseront lourd à l'avenir : « La généralisation des systèmes électroniques de réservation et de gestion, l'émergence de quelques grandes sociétés multinationales, la création de produits de plus en plus complexes et personnalisés. »

* Agences et associations de voyageurs, Robert Lanquar, coll. « Que sais-je ? », PUF, 12 F environ.

Faites vos comptes

FORFAITS CARNAVALS

Mardi gras arrive avec son cortège de carnavales. Sophistication ou bucolisme, ébouriffées ou masquées, ces fêtes poissantes attirent de plus en plus les citadins sages et emmitouflés qui rêvent de déjeunement. Du Nord à l'Ouest, voici quelques exemples de forfaits carnavales proposés, à l'étranger, par des agents de voyages :

République fédérale d'Allemagne

● COLOGNE : du 17 février, à 6 h. 30, au 18 février, à minuit, transport en autocar au départ de Paris, demi-pension, visite guidée de la ville. 480 F.

* Voyages Andrieux, 22, bd Diderot, 75012 Paris. Tél. : 342-48-38.

— Du 15 février, au soir, au 19 février, au matin, transport en train (couchettes) 2^e classe, au départ de Paris, pension complète, visite guidée de la ville ainsi que de Düsseldorf, places dans les tribunes pour le défilé. 999 F.

* Bureaux de tourisme S.N.C.F. Toutes gares.

● MUNICH : du 15 février, à 21 heures, au 18 février, à 20 heures, transport en autocar au départ de Paris, demi-pension, entrée au bal du carnaval, 798 F.

* V.V.S. Voyages, 7, rue de Sta-Ingrat, 95128 Romainville. Tél. : 550-57-23.

Bolivie

— Du 14 au 25 février, carnavales de Oruro, La Paz, Sucre, Potosí, Cochabamba, El Chapare. Tous transports aériens et ter-

restres, hôtels de première classe en chambre double, demi-pension, visites et excursions programmées, 10 500 F au départ de Paris.

* Antitourisme. Toutes agences de voyages. Tél. : 280-32-39.

Brésil

— Du 12 au 25 février, carnaval de Bahia. Tous transports aériens et terrestres, hôtels de première catégorie avec petit déjeuner, en chambre double, visites et excursions programmées, 9 850 F au départ de Paris.

* Brasitour. Toutes agences de voyages. Tél. : 280-09-10.

— Du 13 au 22 février, carnaval de Rio-de-Janeiro. Tous transports aériens, transferts, hôtels standard en chambre double avec petit déjeuner, 6 410 F au départ de Paris.

* Nouveau Monde, 2, rue Mabilon, 75006 Paris. Tél. : 325-46-48.

L'imaginaire de plain-pied

La merveille est de voir comment les enfants évoluent dans ces ateliers et sont entrés de plain-pied dans ce monde qu'on dit imaginaire, mais dont les racines plongent profond dans la terre de leur pays, dans la société. (Et qu'il paraît soudain petit, étié, falot, le mot « nouveau » de happening à tout ceux qui, concourant aujourd'hui à ces préparatifs, redécouvrent le plein sens du vieux mot carnaval.)

Il y a d'autres escaliers pour l'escalade vers le grand jour. Une exposition des photos de Charles Camberoque illustre dans les salles de Châteauvallon la renaissance d'un carnaval plus vrai, dans un pays différent mais frère : le Languedoc. Enfin, le 9, la troupe d'André Benedetto, venue d'Avignon, va donner sur la scène d'hiver son Procès de Carementran, truculent, violent, qui réactualise la tradition carnavalesque provençale.

Alors ? Antitourisme ? Tout dépend comment on l'entend.

FRANCE INTER

16-24 FEVRIER 1980
PALAIS DES CONGRES
FORTE MAILLOT - PARIS

**5^e SEMAINE MONDIALE DU
TOURISME
ET DES VOYAGES**

FILMS TOURISTIQUES
DANSES FOLKLORIQUES
NOMBREUX VOYAGES
A GAGNER

Rive gauche

LES PARASOLS
Restaurant Bar Salons de Thé
Orchestre de 21 h. à 11 h.
84, Boulevard du Montparnasse 75014 PARIS
Tél. 526.64.52 Ouvert tous les jours

R. Conticini
84, des INVALIDES - rue OUDINOT
OUVERT LE SAMEDI
Fermé Dimanche et Lundi
Tél. 306.99.39

le ciel de paris
le restaurant le plus haut d'Europe
SON MENU SUGGESTION
100F.
SERVICE COMPRENS
50 rue ETIENNE MARTEL - 75001 PARIS - Tél. 536.52.35. OUVERT TOUTS LES JOURS

Rive droite

LE CONGRÈS

PORTE MAILOT - 574-17-24
80, av. de la Grande-Armée - T.2.J.

BANC D'HUITRES
TOUTE L'ANNÉE
SES POISSONS

Spécialités de Viandes de
1^{er} choix grillées à l'œuf BEUF
De 12 à 2 h. mat. - Cadre confort.

754.74.14 **Dessirier** 380.60.72
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT

MENU 96 F vin, café, service compris
SPECIALITÉS A LA CARTE
Coquilles Saint-Jacques aux cépages - Pâtis à la langouste - Cassoulet
au confit d'oie - Pilet de biche Grand Veneur - Soufflé aux framboises
GIGIERS DE SAISON - FRUITS DE MER
SALONS DE 10 A 30 PERSONNES - DÉJEUNERS D'AFF. - DINERS
SOUPERS - Tous les jours même le DIMANCHE
123, av. de Wagram (17^e) - 227-61-50, 64-24 - Parking assuré

Charlot
Roi des Coquillages
12, pl. Clichy, Paris (9^e) - 574-48-84 et 85 (face Wapler)
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

Soupers
après minuit
Restaurant
1900

FOIE GRAS FRAIS
PATISSERIES
MAISON

FLD
Banc d'huitres
Plat du jour
Choucroute
7, cour des Petites Écuries
75010 PARIS
(Fermé dimanche) 770.13.59

Julien
Potage
Poissons
Cassoulet d'oie
16, rue du 9-Denis - Paris 10^e
F. dim. Réservation 770.12.06

MAISON PRUNIER
TRAKTIR
500-89-12
TOUS LES PRODUITS DE LA MER
16, avenue Victor-Hugo, PARIS (16^e)

Bourriche
fruits de mer
poissons
16 bis, rue Pierre-Duval, 75017 Paris
Tél. : 572.28.51

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, av. George-V - 723-41-60, 723-44-35

LA GRANDE CASCADE
Déjeuners, Dîners
Salons de réceptions
772.66.00

APRÈS LA BARRIÈRE DE GLICHY
UNE NOUVELLE BARRIÈRE
LA BARRIÈRE
DE NEUILLY
275, BOULEVARD PÉREIRE (17^e)
Pro MAILOT
RÉSERVATION : 574.33.32
OUVERT TOUTS LES JOURS
Service jusqu'à 23 heures

Plaisirs de la table

A LA MANIÈRE DE ...

J'ai signalé l'acte semaine que l'ami Beucler (97, av. des Ternes, 17^e) avait à sa carte les œufs au plat Louis Oliver (avec l'acordeo, bien sûr, de Raymond). Sur celle de Jean Beucler je trouve le saumon cru à la façon de Bocuse. Également avec l'acordeo du « gars Paul ». Eh bien ! saluons ces cuisiniers qui savent emprunter et le proclament, alors que tant d'autres copient sournoisement, de nos jours.

Beucler ! Je trouve trace d'un restaurant Beucler, en 1929, au 26 de la rue Bayard. C'était son père, Anjourhul, Jean, à l'enseigne de la Chausserie des Gourmets (32, place Dantier-Rochereau-14^e - tél. : 338-61-87).

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

se console, devant sa maison pleine de clients heureux, d'avoir perdu son étoile au dernier Michelin. Et, entre ce saumon à la Bocuse (remarquable), sa soupe de poissons à la rouille, son foie gras d'oie, sa marmite de poisson, sa matelote aux bouillottes, ses saucisses de lapin sautées, sa succulente bœuf aux pommes flambées au calvados, sont les sommets d'une carte solide n'excluant point la finesse et qui reflète le terroir normand, car les Beucler ne renient point leurs origines (la belle collection de « calva » en est la preuve), et le poisson est ici bien traité.

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

se console, devant sa maison pleine de clients heureux, d'avoir perdu son étoile au dernier Michelin. Et, entre ce saumon à la Bocuse (remarquable), sa soupe de poissons à la rouille, son foie gras d'oie, sa marmite de poisson, sa matelote aux bouillottes, ses saucisses de lapin sautées, sa succulente bœuf aux pommes flambées au calvados, sont les sommets d'une carte solide n'excluant point la finesse et qui reflète le terroir normand, car les Beucler ne renient point leurs origines (la belle collection de « calva » en est la preuve), et le poisson est ici bien traité.

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Curieusement, cette cuisine normande je la retrouve, en cette même année 1929, au Poulet volé de Courcelles et du boulevard Malesherbes (17^e). Il y a longtemps que l'enseigne a disparu et, après nombre de changements, c'est aujourd'hui le Relais du Parc (94, boulevard Malesherbes, 17^e - tél. : 227-61-22) où vous retrouverez l'acordeo de Georges et Patrick Savin connus au restaurant des Bouffes-Parisiens. C'est gentiment élégant avec aux dîneurs un menu « Coup de vent », comportant une salade d'endives aux noix et l'onglet à l'échalote avec gratin dauphinois pour 35 F sans le service. Pratique et rare

Les foies blancs de Vigato

Une vieille enseigne encore : Chez Gorisse (84, rue Nollet - 17^e - tél. 627-43-05), et dont j'ai récemment parlé à propos de son pot-au-feu du mercredi, m'amène à rêver de ces petites boîtes d'avant-guerre, lorsque les quartiers de Paris étaient encore des « provinces » et qui se suffisaient d'une clientèle locale. Mon guide de 1929 ne signale pas encore Foistaff, qui venait d'ouvrir (42, rue du Montparnasse - 14^e - tél. 236-81-34) et qui, rajouté, semble vouloir retrouver ses splendeurs, lorsque Foujita ou Hemingway venaient honorer le héros de Shakespeare défilé à Patay cinq siècles plus tôt (1429). Mais il cite avec éloges le « papa » Couteau de l'avenue d'Orléans dont me parlait avant tout Curneysky, Chez Georges, qui existe toujours pour notre plaisir (273, boulevard Pereire - 17^e - tél. 574-31-00) et l'éternel (heureusement !) Pharamond (24, rue de la Grande-Truandrie - 1^{er} - tél. 223-06-72).

Combien des étoiles nouvelles de la cuisine d'esbroufe seront encore là dans un demi-siècle ? De quand dattait le Wagou Montmartrois (Chez Louis) dont je me souviens de folles soirées, après la dernière guerre, tandis que Gaston Jean au piano jouait « Monsieur l'Acordeo » ou « Tous les bals de Paris » ? Je ne sais. Mais en retrouvant la maison transformée, claire et nette, à l'enseigne de Grandgousier (17, avenue Rachel - 18^e - tél. 387-66-12), je me suis réjoui. D'autant que, je l'ai dit déjà, Jean-Pierre Vigato est un cuisinier de qualité sachant à raison garder « les mousselines de foies blancs aux raisins, son allée de rale aux deux montardes, son simple canard de Châlons grillé - 80 F pour deux - soit des merveilles » et il a la sagesse de ne proposer que deux ou trois bons fromages. A point.

A travers cette géographie gourmande de Paris, je retrouve le Marquis des parlementaires (l'autre est dans le 10^e) vieille enseigne elle aussi puisqu'en 1929 le homard Laurence y valait 20 francs (mais c'était une spécialité !), donc je retrouve Marquis (5, rue de Bourgogne - 7^e - dernière l'Assemblée nationale - tél. 551-78-43) repris par l'animateur du « Festival » de Cannes. J'en reparlerai. Et, dans le même 7^e arrondissement, je note la disparition du Borio (rue Malard) devenu... un chinois !

LA REYNIÈRE.

Philatélie

FRANCE : - Les géants du Nord -

Dans la région Nord - Pas-de-Calais, le folklore - les géants processionnels - l'apparition au carnaval d'autres régions de l'Alsace - la manifestation que nous annonçons aujourd'hui croquera ces « Géants du Nord ». Vente générale le 19 février - 1980. - Retrait prévu pour le 5 septembre 1980. 1.60 F. rouge, vert et bleu. Format 22 x 38 mm. Maquette et gravure de Jean Dolpach. Tirage : 7 000 000 d'exemplaires. Taille-douce, Atelier du timbre de Périgueux.

Mise en vente anticipée : - Les 16 et 17 février, de 9 h. à 18 h., aux bureaux de poste. L'exposition ouverte respectivement : - A l'hôtel de ville (salle Bassa, rez-de-chaussée) de Douai. - A Lille, Palais Rihour, place Rihour.

Les deux villes utiliseront exactement la même oblation « F.J. ». L'Association régionale la Ronde des Géants, à l'occasion de l'émission du timbre, organisera une exposition-vente au palais Rihour, dans le centre de Lille, les 16 et 17 février.

• ARGENTINE - « Année de l'enfant et de la famille », 500 p. et 1 000 p. Offset, Casa de Moneda.

MONACO : Timbres courants. Outre les cinq nouvelles valeurs à l'effigie du prince (« le Monde » du 19 janvier) émises le 17 janvier dernier, les autres timbres annoncés sont en vente depuis le 8 février. En voici un résumé :

- Série « Vues et monuments » : 0.70 F. Jardin exotique ; 1.18 F. Palais de Justice ; 1.50 F. Albert 1^{er} et suite ; 2.30 F. Galerie nord du palais principal.

- Série « Préoblitérés » : 0.75 F. le printemps ; 0.80 F. l'été ; 1.60 F. l'automne ; 2.35 F. l'hiver.

- Série « Timbres-taxes » : 0.05, 0.10, 0.15, 0.20, 0.25, 0.30, 0.35 et 1.00 F. Nouveau type « jeune prince » chevalier en armure.

- Les « entiers » (« le Monde » du 26 janvier 1980), 1.10 F. carte postale (vendue 1.20 F.) et 2.10 F. album, ont été également mis en vente à cette date.

• Les abonnés seront servis avec les timbres prévus le 16 avril prochain et pour les timbres-taxes en novembre 1980.

Bureaux temporaires
• 7515 Paris (porte de Versailles, Palais Sud), du 9 au 15 février.
• XIX^e Salon international du Jouet.
• 6513 Grasse (villa Fragonard), le 23 février. Continuera une exposition-vente au palais Rihour, dans le centre de Lille, les 16 et 17 février.

• ARGENTINE - « Année de l'enfant et de la famille », 500 p. et 1 000 p. Offset, Casa de Moneda.

Nouvelles brèves

• BELGIQUE - « Série spéciale « musique » : 5 fr. 19^e anniversaire de la naissance de François-Auguste Gevaert ; 8 fr. œuvre musicale d'Emmanuel Durlet, et 14 fr. instruments enseignés à la chapelle musicale. Taille-douce et halo combinés. Malines.

• BENIN - « Animaux typiques » : 5 fr. Antilope cheval ; 10 fr. Girafe ; 20 fr. Chimpanzé, et 30 fr. Éléphant. Maquettes de Pierre-Louis Lambert pour la première et troisième valeur et de L. Aboho pour les deux autres. Offset. Edita.

• GUINÉE - « 150^e anniversaire de Jules Verne, 1, 3, 5, 7, 10 francs et timbre émis le 20 et 25 août.

• HAÏTI-VOLTA - « 20^e anniversaire de l'ASECNA (Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar), 65 fr. Héli. Pétriqueux. Maquette, 65 fr. photo, par Didier.

• MALI - « Série (P.A.) des grands maîtres des jeux d'échecs : 100 fr. Janowski ; 150 fr. Aljech ; 200 fr. Scholap ; et 300 fr. Bogoulov. Maquettes et gravures de Claude Anquetin. Taille-douce. Pétriqueux.

• NIGER - « L'école et la circulation routière, 45 fr. » par J.H.E. Chamoet et 150 fr. (P.A.), 50^e anniversaire de l'ASECNA.

• NOUVELLE-CALÉDONIE - « St-Boulevard H.E. (P.A.), timbre sur timbre, 150 fr. Dessin de Charles Drouot, gravé par Eugène Lacque. Taille-douce. Pétriqueux.

• RAYON-BAS - La composition internationale, avec le championnat de l'art, passe à 1.40 fr. ADALBERT VITALYOS.

• Les logiques rebelles vous agrippent, les stratégies périlleuses vous enflammant. C'est la tête haute que vous aimez sortir de l'imbroglio d'un casse-tête.

Votre curiosité jamais rassasiée de jeux nouveaux, d'exercices inédits, est volontiers à l'affût de tout ce qui se passe, se crée, se dit et peut se faire dans le monde des jeux de réflexion.

Alors, Sciences & Vie vient de créer le magazine Jeux et Stratégie, votre nouveau partenaire.

Dans Jeux et Stratégie, vous trouverez de quoi stimuler votre esprit tout en l'amusant - et enfin, vous découvrirez tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les jeux : Dès le N° 1 ce sont bien sûr les grands classiques, les jeux de logique et de lettres, mais c'est surtout l'initiation aux jeux nouveaux ou inconnus, les wargames, etc. Ce sont encore les tests comparés de « partenaires électroniques » qui jouent même au Bridge, et bien d'autres jeux et articles sur les jeux.

Jeux et Stratégie, le magazine à lire et à jouer.

Une publication Sciences & Vie.

N°1 En vente chez votre marchand de journaux.

jeux & stratégie
le jogging de l'esprit

Les logiques rebelles vous agrippent, les stratégies périlleuses vous enflammant. C'est la tête haute que vous aimez sortir de l'imbroglio d'un casse-tête.

Votre curiosité jamais rassasiée de jeux nouveaux, d'exercices inédits, est volontiers à l'affût de tout ce qui se passe, se crée, se dit et peut se faire dans le monde des jeux de réflexion.

Alors, Sciences & Vie vient de créer le magazine Jeux et Stratégie, votre nouveau partenaire.

Dans Jeux et Stratégie, vous trouverez de quoi stimuler votre esprit tout en l'amusant - et enfin, vous découvrirez tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les jeux : Dès le N° 1 ce sont bien sûr les grands classiques, les jeux de logique et de lettres, mais c'est surtout l'initiation aux jeux nouveaux ou inconnus, les wargames, etc. Ce sont encore les tests comparés de « partenaires électroniques » qui jouent même au Bridge, et bien d'autres jeux et articles sur les jeux.

Jeux et Stratégie, le magazine à lire et à jouer.

Une publication Sciences & Vie.

N°1 En vente chez votre marchand de journaux.

Jeux

échecs N° 851

LA PRÉCISION DE KARPOV

(Tournoi de Tilburg, 1978)
Blancs : KARPOV
Noirs : BOSONKO
Défense sicilienne
Variante du Dragon.

1. e4 c5 2. Cf3 d5 3. Cxd5 exd4 4. Cc3 Cc6 5. Cc3 Cc6 6. Dd3 Dxd3 7. f3 Dxd3 8. Dd3 Dxd3 9. f3 Dxd3 10. h4 g5 11. g4 h5 12. f5 g6 13. f6 g7 14. Th1 h6 15. f4 g5 16. f5 g6 17. f6 g7 18. f7 g8 19. f8 g9 20. f9 g10 21. f10 g11 22. f11 g12 23. f12 g13 24. f13 g14 25. f14 g15 26. f15 g16 27. f16 g17 28. f17 g18 29. f18 g19 30. f19 g20 31. f20 g21 32. f21 g22 33. f22 g23 34. f23 g24 35. f24 g25 36. f25 g26 37. f26 g27 38. f27 g28 39. f28 g29 40. f29 g30 41. f30 g31 42. f31 g32 43. f32 g33 44. f33 g34 45. f34 g35 46. f35 g36 47. f36 g37 48. f37 g38 49. f38 g39 50. f39 g40 51. f40 g41 52. f41 g42 53. f42 g43 54. f43 g44 55. f44 g45 56. f45 g46 57. f46 g47 58. f47 g48 59. f48 g49 60. f49 g50 61. f50 g51 62. f51 g52 63. f52 g53 64. f53 g54 65. f54 g55 66. f55 g56 67. f56 g57 68. f57 g58 69. f58 g59 70. f59 g60 71. f60 g61 72. f61 g62 73. f62 g63 74. f63 g64 75. f64 g65 76. f65 g66 77. f66 g67 78. f67 g68 79. f68 g69 80. f69 g70 81. f70 g71 82. f71 g72 83. f72 g73 84. f73 g74 85. f74 g75 86. f75 g76 87. f76 g77 88. f77 g78 89. f78 g79 90. f79 g80 91. f80 g81 92. f81 g82 93. f82 g83 94. f83 g84 95. f84 g85 96. f85 g86 97. f86 g87 98. f87 g88 99. f88 g89 100. f89 g90 101. f90 g91 102. f91 g92 103. f92 g93 104. f93 g94 105. f94 g95 106. f95 g96 107. f96 g97 108. f97 g98 109. f98 g99 110. f99 g100 111. f100 g101 112. f101 g102 113. f102 g103 114. f103 g104 115. f104 g105 116. f105 g106 117. f106 g107 118. f107 g108 119. f108 g109 120. f109 g110 121. f110 g111 122. f111 g112 123. f112 g113 124. f113 g114 125. f114 g115 126. f115 g116 127. f116 g117 128. f117 g118 129. f118 g119 130. f119 g120 131. f120 g121 132. f121 g122 133. f122 g123 134. f123 g124 135. f124 g125 136. f125 g126 137. f126 g127 138. f127 g128 139. f128 g129 140. f129 g130 141. f130 g131 142. f131 g132 143. f132 g133 144. f133 g134 145. f134 g135 146. f135 g136 147. f136 g137 148. f137 g138 149. f138 g139 150. f139 g140 151. f140 g141 152. f141 g142 153. f142 g143 154. f143 g144 155. f144 g145 156. f145 g146 157. f146 g147 158. f147 g148 159. f148 g149 160. f149 g150 161. f150 g151 162. f151 g152 163. f152 g153 164. f153 g154 165. f154 g155 166. f155 g156 167. f156 g157 168. f157 g158 169. f158 g159 170. f159 g160 171. f160 g161 172. f161 g162 173. f162 g163 174. f163 g164 175. f164 g165 176. f165 g166 177. f166 g167 178. f167 g168 179. f168 g169 180. f169 g170 181. f170 g171 182. f171 g172 183. f172 g173 184. f173 g174 185. f174 g175 186. f175 g176 187. f176 g177 188. f177 g178 189. f178 g179 190. f179 g180 191. f180 g181 192. f181 g182 193. f182 g183 194. f183 g184 195. f184 g185 196. f185 g186 197. f186 g187 198. f187 g188 199. f188 g189 200. f189 g190 201. f190 g191 202. f191 g192 203. f192 g193 204. f193 g194 205. f194 g195 206. f195 g196 207. f196 g197 208. f197 g198 209. f198 g199 210. f199 g200 211. f200 g201 212. f201 g202 213. f202 g203 214. f203 g204 215. f204 g205 216. f205 g206 217. f206 g207 218. f207 g208 219. f208 g209 220. f209 g210 221. f210 g211 222. f211 g212 223. f212 g213 224. f213 g214 225. f214 g215 226. f215 g216 227. f216 g217 228. f217 g218 229. f218 g219 230. f219 g220 231. f220 g221 232. f221 g222 233. f222 g223 234. f223 g224 235. f224 g225 236. f225 g226 237. f226 g227 238. f227 g228 239. f228 g229 240. f229 g230 241. f230 g231 242. f231 g232 243. f232 g233 244. f233 g234 245. f234 g235 246. f235 g236 247. f236 g237 248. f237 g238 249. f238 g239 250. f239 g240 251. f240 g241 252. f241 g242 253. f242 g243 254. f243 g244 255. f244 g245 256. f245 g246 257. f246 g247 258. f247 g248 259. f248 g249 260. f249 g250 261. f250 g251 262. f251 g252 263. f252 g253 264. f253 g254 265. f254 g255 266. f255 g256 267. f256 g257 268. f257 g258 269. f258 g259 270. f259 g260 271. f260 g261 272. f261 g262 273. f262 g263 274. f263 g264 275. f264 g265 276. f265 g266 277. f266 g267 278. f267 g268 279. f268 g269 280. f269 g270 281. f270 g271 282. f271 g272 283. f272 g273 284. f273 g274 285. f274 g275 286. f275 g276 287. f276 g277 288. f277 g278 289. f278 g279 290. f279 g280 291. f280 g281 292. f281 g282 293. f282 g283 294. f283 g284 295. f284 g285 296. f285 g286 297. f286 g287 298. f287 g288 299. f288 g289 300. f289 g290 301. f290 g291 302. f291 g292 303. f292 g293 304. f293 g294 305. f294 g295 306. f295 g296 307. f296 g297 308. f297 g298 309. f298 g299 310. f299 g300 311. f300 g301 312. f301 g302 313. f302 g303 314. f303 g304 315. f304 g305 316. f305 g306 317. f306 g307 318. f307 g308 319. f308 g309 320. f309 g310 321. f310 g311 322. f311 g312 323. f312 g313 324. f313 g314 325. f314 g315 326. f315 g316 327. f316 g317 328. f317 g318 329. f318 g319 330. f319 g320 331. f320 g321 332. f321 g322 333. f322 g323 334. f323 g324 335. f324 g325 336. f325 g326 337. f326 g327 338. f327 g328 339. f328 g329 340. f329 g330 341. f330 g331 342. f331 g332 343. f332 g333 344. f333 g334 345. f334 g335 346. f335 g336 347. f336 g337 348. f337 g338 349. f338 g339 350. f339 g340 351. f340 g341 352. f341 g342 353. f342 g343 354. f343 g344 355. f344 g345 356. f345 g346 357. f346 g347 358. f347 g348 359. f348 g349 360. f349 g350 361. f350 g351 362. f351 g352 363. f352 g353 364. f353 g354 365. f354 g355 366. f355 g356 367. f356 g357 368. f357 g358 369. f358 g359 370. f359 g360 371. f360 g361 372. f361 g362 373. f362 g363 374. f363 g364 375. f364 g365 376. f365 g366 377. f366 g367 378. f367 g368 379. f368 g369 380. f369 g370 381. f370 g371 382. f371 g372 383. f372 g373 384. f373 g374 385. f374 g375 386. f375 g376 387. f376 g377 388. f377 g378 389. f378 g379 390. f379 g380 391. f380 g381 392. f381 g382 393. f382 g383 394. f383 g384 395. f384 g385 396. f385 g386 397. f386 g387 398. f387 g388 399. f388 g389 400. f389 g390 401. f390 g391 402. f391 g392 403. f392 g393 404. f393 g394 405. f394 g395 406. f395 g396 407. f396 g397 408. f397 g398 409. f398 g399 410. f399 g400 411. f400 g401 412. f401 g402 413. f402 g403 414. f403 g404 415. f404 g405 416. f405 g406 417. f406 g407 418. f407 g408 419. f408 g409 420. f409 g410 421. f410 g411 422. f411 g412 423. f412 g413 424. f413 g414 425. f414 g415 426. f415 g416 427. f416 g417 428. f417 g418 429. f418 g419 430. f419 g420 431. f420 g421 432. f421 g422 433. f422 g423 434. f423 g424 435. f424 g425 436. f425 g426 437. f426 g427 438. f427 g428 439. f428 g429 440. f429 g430 441. f430 g431 442. f431 g432 443. f432 g433 444. f433 g434 445. f434 g435 446. f435 g436 447. f436 g437 448. f437 g438 449. f438 g439 450. f439 g440 451. f440 g441 452. f441 g442 453. f442 g443 454. f443 g444 455. f444 g445 456. f445 g446 457. f446 g447 458. f447 g448 459. f448 g449 460. f449 g450 461. f450 g451 462. f451 g452 463. f452 g453 464. f453 g454 465. f454 g455 466. f455 g456 467. f456 g457 468. f457 g458 469. f458 g459 470. f459 g460 471. f460 g461 472. f461 g462 473. f462 g463 474. f463 g464 475. f464 g465 476. f465 g466 477. f466 g467 478. f467 g468 479. f468 g469 480. f469 g470 481. f470 g471 482. f471 g472 483. f472 g473 484. f473 g474 485. f474 g475 486. f475 g476 487. f476 g477 488. f477 g478 489. f478 g479 490. f479 g480 491. f480 g481 492. f481 g482 493. f482 g483 494. f483 g484 495. f484 g485 496. f485 g486 497. f486 g487 498. f487 g488 499. f488 g489 500. f489 g490 501. f490 g491 502. f491 g492 503. f492 g493 504. f493 g494 505. f494 g495 506. f495 g496 507. f496 g497 508. f497 g498 509. f498 g499 510. f499 g500 511. f500 g501 512. f501 g502 513. f502 g503 514. f503 g504 515. f504 g505 516. f505 g506 517. f506 g507 518. f507 g508 519. f508 g509 520. f509 g510 521. f510 g511 522. f511 g512 523. f512 g513 524. f513 g514 525. f514 g515 526. f515 g516 527. f516 g517 528. f517 g518 529. f518 g519 530. f519 g520 531. f520 g521 532. f521 g522 533. f522 g523 534. f523 g524 535. f524 g525 536. f525 g526 537. f526 g527 538. f527 g528 539. f528 g529 540. f529 g530 541. f530 g531 542. f531 g532 543. f532 g533 544. f533 g534 545. f534 g535 546. f535 g536 547. f536 g537 548. f537 g538 549. f538 g539 550. f539 g540 551. f540 g541 552. f541 g542 553. f542 g543 554. f543 g544 555. f544 g545 556. f545 g546 557. f546 g547 558. f547 g548 559. f548 g549 560. f549 g550 561. f550 g551 562. f551 g552 563. f552 g553 564. f553 g554 565. f554 g555 566. f555 g556 567. f556 g557 568. f557 g558 569. f558 g559 570. f559 g560 571. f560 g561 572. f561 g562 573. f562 g563 574. f563 g564 575. f564 g565 576. f565 g566 577. f566 g567 578. f567 g568 579. f568 g569 580. f569 g570 581. f570 g571 582. f571 g572 583. f572 g573 584. f573 g574 585. f574 g575 586. f575 g576 587. f576 g577 588. f577 g578 589. f578 g579 590. f579 g580 591. f580 g581 592. f581 g582 593. f582 g583 594. f583 g584 595. f584 g585 596. f585 g586 597. f586 g587 598. f587 g588 599. f588 g589 600. f589 g590 601. f590 g591 602. f591 g592 603. f592 g593 604. f593 g594 605. f594 g595 606. f595 g596 607. f596 g597 608. f597 g598 609. f598 g599 610. f599 g600 611. f600 g601 612. f601 g602 613. f602 g603 614. f603 g604 615. f604 g605 616. f605 g606 617. f606 g607 618. f607 g608 619. f608 g609 620. f609 g610 621. f610 g611 622. f611 g612 623. f612 g613 624. f613 g614 625. f614 g615 626. f615 g616 627. f616 g617 628. f617 g618 629. f618 g619 630. f619 g620 631. f620 g621 632. f621 g622 633. f622 g623 634. f623 g624 635. f624 g625 636. f625 g626 637. f626 g627 638. f627 g628 639. f628 g629 640. f629 g630 641. f630 g631 642. f631 g632 643. f632 g633 644. f633 g634 645. f634 g635 646. f635 g636 647. f636 g637 648. f637 g638 649. f638 g639 650. f639 g640 651. f640 g641 652. f641 g642 653. f642 g643 654. f643 g644 655. f644 g645 656. f645 g646 657. f646 g647 658. f647 g648 659. f648 g649 660. f649 g650 661. f650 g651 662. f651 g652 663. f652 g653 664. f653 g654 665. f654 g655 666. f655 g656 667. f656 g657 668. f657 g658 669. f658 g659 670. f659 g660 671. f660 g661 672. f661 g662 673. f662 g663 674. f663 g664 675. f664 g665 676. f665 g666 677. f666 g667 678. f667 g668 679. f668 g669 680. f669 g670 681. f670 g671 682. f671 g672 683. f672 g673 684. f673 g674 685. f674 g675 686. f675 g676 687. f676 g677 688. f677 g678 689. f678 g679 690. f679 g680 691. f680 g681 692. f681 g682 693. f682 g683 694. f683 g684 695. f684 g685 696. f685 g686 697. f686 g687 698. f687 g688 699. f688 g689 700. f689 g690 701. f690 g691 702. f691 g692 703. f692 g693 704. f693 g694 705. f694 g695 706. f695 g696 707. f696 g697 708. f697 g698 709. f698 g699 710. f699 g700 711. f700 g701 712. f701 g702 713. f702 g703 714. f703 g704 715. f704 g705 716. f705 g706 717. f706 g707 718. f707 g708 719. f708 g709 720. f709 g710 721. f710 g711 722. f711 g712 723. f712 g713 724. f713 g714 725. f714 g715 726. f715 g716 727. f716 g717 728. f717 g718 729. f718 g719 730. f719 g720 731. f720 g721 732. f721 g722 733. f722 g723 734. f723 g724 735. f724 g725 736. f725 g726 737. f726 g727 738. f727 g728 739. f728 g729 740. f729 g730 741. f730 g731 742. f731 g732 743. f732 g733 744. f733 g734 745. f734 g735 746. f735 g736 747. f736 g737 748. f737 g738 749. f738 g739 750. f739 g740 751. f740 g741 752. f741 g742 753. f742 g743 754. f743 g744 755. f744 g745 756. f745 g746 757. f746 g747 758. f747 g748 759. f748 g749 760. f749 g750 761. f750 g751 762. f751 g752 763. f752 g753 764. f753 g754 765. f754 g755 766. f755 g756 767. f756 g757 768. f757 g758 769. f758 g759 770. f759 g760 771. f760 g761 772. f761 g762 773. f762 g763 774. f763 g764 775. f764 g765 776. f765 g766 777. f766 g767 778. f767 g768 779. f768 g769 780. f769 g770 781. f770 g771 782. f771 g772 783. f772 g773 784. f773 g774 785. f774 g775 786. f775 g776 787. f776 g777 788. f777 g778 789. f778 g779 790. f779 g780 791. f780 g781 792. f781 g782 793. f782 g783 794. f783 g784 795. f784 g785 796. f785 g786 797. f786 g787 798. f787 g788 799. f788 g789 800. f789 g790 801. f790 g791 802. f791 g792 803. f792 g793 804. f793 g794 805. f794 g795 806. f795 g796 807. f796 g797 808. f797 g798 809. f798 g799 800. f799 g800 801. f800 g801 802. f801 g802 803. f802 g803 804. f803 g804 805. f804 g805 806. f805 g806 807. f806 g807 808. f807 g808 809. f808 g809 800. f809 g810 801. f810 g811 802. f811 g812 803. f812 g813 804. f813 g814 805. f814 g815 806. f815 g816 807. f816 g817 808. f817 g818 809. f818 g819 800. f819 g820 801. f820 g821 802. f821 g822 803. f822 g823 804. f823 g824 805. f824 g825 806. f825 g826 807. f826 g827 808. f827 g828 809. f828 g829 800. f829 g830 801. f830 g831 802. f831 g832 803. f832 g833 804. f833 g834 805. f834 g835 806. f835 g836 807. f836 g837 808. f837 g838 809. f838 g839 800. f839 g840 801. f840 g841 802. f841 g842 803. f842 g843 804. f843 g844 805. f844 g845 806. f845 g846 807. f846 g847 808. f847 g848 809. f848 g849 800. f849 g850 801. f850 g851 802. f851 g852 803. f852 g853 804. f853 g854 805. f854 g855 806. f855 g856 807. f856 g857 808. f857 g858 809. f858 g859 800. f859 g860 801. f860 g861 802. f861 g862 803. f862 g863 804. f863 g864 805. f864 g865 806. f865 g866 807. f866 g867 808. f867 g868 809. f868 g869 800. f869 g870 801. f870 g871 802. f871 g872 803. f872 g873 804. f873 g874 805. f874 g875 806. f875 g876 807. f876 g877 808. f877 g878 809. f878 g879 800. f879 g880 801. f880 g881 802. f881 g882 803. f882 g883 804. f883 g884 805. f884 g885 806. f885 g886 807. f886 g887 808. f887 g888 809. f888 g889 800. f889 g890 801. f890 g891 802. f891 g892 803. f892 g893 804. f893 g894 805. f894 g895 806. f895 g896 807. f896 g897 808. f897 g898 809. f898 g899 800. f899 g900 801. f900 g901 802. f901 g902 803. f902 g903 804. f903 g904 805. f904 g905 806. f905 g906 807. f906 g907 808. f907 g908 809. f908 g909 800. f909 g910 801. f910 g911 802. f911 g912 803. f912 g913 804. f913 g914 805. f914 g915 806. f915 g916 807. f916 g917 808. f917 g918 809. f918 g919 800. f919 g920 801. f920 g921 802. f921 g922 803. f922 g923 804. f923 g924 805. f924 g925 806. f925 g926 807. f926 g927 808. f927 g928 809. f928 g929 800. f929 g930 801. f930 g931 802. f931 g932 803. f932 g933 804. f933 g934 805. f934 g935 806. f935 g936 807. f936 g937 808. f937 g938 809. f938 g939 800. f939 g94

Jeux

UN TOURNOI EN VENDÉE

Belote infernale à La Roche-sur-Yon

LES joutes assises sur le monton, le ventre molement attablé, le gros homme a rejeté vivement sa casquette en arrière. Puis, un doigt en l'air, le visage cramoisi, l'œil furibond fixé sur son jeune partenaire, il s'est offert une bonne colère : « La belote, c'est la discipline. Si le partenaire n'obéit pas aux appels, autant ne pas jouer du tout. Résultat : sur le cul. » Le partenaire a bredouillé : « Les appels, quels appels ? » Les deux adversaires en face ont ri de bon cœur. Et puis, histoire d'en rajouter un peu, l'un a clamé : « Eh ! oui, en tout cas, merci les gars. Ça fait toujours plaisir de battre des amateurs. »

Bref, ça n'allait pas fort, samedi 2 février, dans l'équipe 206. Et encore moins bien dans l'équipe 311. Depuis le début, depuis que l'un des deux, un peu échauffé, avait pris à témoin les témoins — « A la Roche, ils nous ont volé la victoire », — on avait senti la bonne affaire, du rictus à la table. Cela ne manquait point. A la quatrième donne, une carte jouée avant son tour et retenue par l'adversaire — « Y a pas, c'est écrit dans le règlement » — mit le feu aux poudres. Le 311 A, avec la belle logique que procure une hvrée soigneusement cultivée, s'enflamma : « D'abord, je ne te permets pas de me tutoyer. Tes qu'un petit joueur. » Le 311 B chercha vainement son calibre et se résigna à ne pas même trouver les mots pour fustiger pareille attitude. « Ah ! la vache, ah ! la vache, tu l'emporteras pas au paradis. »

A la huitième donne, nouvelle faute de jeu, mais de l'adversaire cette fois, coupable d'avoir « parié avant son tour ». Incident majeur, avec cinq contrôleurs de jeu autour de la table, échange d'explications houleuses, appel aux témoins hilares et insultes. Pour finir, le vintiquatrième 311 A, à bout d'arguments, se

leva, non sans difficulté, et donna un imprécable coup de tête au moustachu commissaire de table. Hélas, on le sut plus tard, le moustachu était aussi inspecteur principal de police dans le civil. Il lui colla donc, simple réflexe, une baffe. Quel bonheur !

La Roche-sur-Yon ou l'enfer du jeu. Fière vendéenne du samedi soir, belote et résistote et dix de der. Dans la salle des fêtes du quartier de Bourg-sous-la-Roche, bleue par la fumée comme un tripot géant, ils étaient huit cent quarante samedi soir. Une majorité d'hommes, quelques femmes aussi, féroces du carton, rois de l'impasse, venus, et parfois de fort loin, disputer le septième « impérial ». Huit cent quarante à avoir payé chacun 200 F pour participer à l'un, sinon au plus grand, des tournois de belote en France.

Sacré affaire. Au fond de la salle, à gauche, sur un immense tableau, un homme agrippé à une échelle de pompiers « réquisitionnée » affiche les résultats du tirage au sort. Juste en dessous, rangée en batterie derrière le bar, la brigade des servants de canons de muscadet et de gros rouge officie. Honneur qui ne va pas sans risque, à considérer certains teints.

Au garde-à-vous, debout derrière les deux cent dix tables, le corps des contrôleurs veille. Bon pied, bon œil, un contrôleur pour deux tables, un super-trio pour dix. On débuseque

le tricheur. On traque le comparse, il s'agit, pour les organisateurs, de « moraliser le tournoi ». Les pires sanctions ont été prévues : exclusion immédiate, tous les adresses des bichous cités publiquement, inscription sur la liste noire des organisateurs de concours. Bref, l'opprobre public et la privation à vie des tapis verts. Bien juché sur une estrade, dominé par une impériale cotronne de lauriers, un jupitérien directeur des jeux siège en flagrant délit.

Pourquoi ? Il suffit de tourner la tête vers cette autre estrade, celle des lots. Des « magnifiques objets d'art » aux deux volumes promis aux vainqueurs du lot des « six verres pruneaux Armagnac » aux chaînes hi-fi destinées aux seconds, des réverbères de jardin « en fonte rétro » aux légumes, une montagne de lots s'entasse : « 18 millions anciens de prix, le dix bien 18 millions de francs », répercute le micro.

Technologie

Étonnant tournoi. A côté, sous un chapiteau de cirque, le public — trois à quatre mille personnes — participe au repas. C'est au vin pour tout le monde. Des marmites géantes sortent des pentes gigantesques qui font redouter une Saint-Barthélemy dans les poulaillers vendéens. La

grande kermesse va durer toute la nuit : fléchettes, concours de palets et même un bon vieux jeu de la grenouille, grande gobosse de piécettes de cuivre qu'on croyait disparus dans le marais.

Étonnant tournoi. Là-bas, dans un coin protégé de la curiosité, à deux pas de ce jeu de belote vieux comme les tables de bistrot, une batterie de terminaux d'ordinateurs a été installée. Comme dit le programme, « la technologie spatiale s'est mise au service de l'impérial » : concours « une banque, véritable Etat en pays vendéen a mis sur le tournoi. Cartes, tapis de jeu, badges et télématique font les bonnes relations publiques. Plus sûrement encore que la grenouille avale ses pièces, les terminaux saisissent les résultats et les expédient par réseau time-sharing. « temps coupé », à Nantes, Paris, Londres, puis par le satellite Intelsat vers les ordinateurs d'un centre de calculs de Cleveland aux Etats-Unis. Ne demandez pas trop comment cela fonctionne. Cela fonctionne. Là-bas, dans l'Ohio, les ordinateurs analysent en quelques secondes les résultats d'un tournoi de belote en Vendée. Il y a quelque chose de troublant à penser qu'un satellite lancé un jour à Cap Kennedy puisse servir à cela. Et pourtant cela ne trouble personne.

Très étonnant tournoi. Né de

la bonne volonté d'un groupe d'associations, six au total.

Le maire socialiste de La Roche-sur-Yon, rencontré éruditement par hasard, parlait en riant d'une « socialisation des bénéfices », vanta « la riche vie associative de sa commune » et s'en ira se coucher. Les ingénieurs informaticiens expliqueront comme il est simple de faire joujou avec des ordinateurs. Les organisateurs souligneront l'aspect international de ce septième « impérial » avec parties simultanées à Montréal (trente-et-un joueurs) et à Garmisch (Allemagne fédérale), ville jumelée avec La Roche-sur-Yon, et saisi par la fièvre des cartes (quatre-vingt-seize joueurs). Les joueurs, eux, joueront. Quatre tours de douze parties, insensibles au satellite, indifférents aux calculs de Cleveland, simplement fascinés par trente-deux cartes et par l'usage qu'on peut en faire.

Tard, tandis que crépitaient encore les terminaux, comptables des espoirs, un homme s'est approché. Pour dire qu'à « La Roche aussi, bientôt, un tournoi, 10 millions d'anciens francs de prix, le 19 avril... vous viendrez... ». Comment lui expliquer qu'on ne postulait pas vraiment à une rubrique belote dans ce journal. C'est qu'il nous fendaient le cœur. Et à vous, il ne l'aurait pas fendu, le cœur ?

PIERRE GEORGES.

DIOGÈNE I L'ORDINATEUR-SCRABBLEUR

LE scrabble-duplicate (1), seule forme de jeu pratiquée en compétition, donne les mêmes lettres à tous les joueurs à chaque coup. Cette variante convient particulièrement à l'ordinateur, car elle ne comporte aucune stratégie : à chaque tirage il faut faire le maximum de points sans se préoccuper du

coup suivant ; peu importe que l'on ouvre une case rouge, ou que l'on gaspille un joker pour gagner un petit point.

La première tâche de l'informaticien a été de mettre dans la mémoire de l'ordinateur tous les mots jouables, tâche d'autant plus facile que les deux dictionnaires de scrabble existants (Le Larousse donne les tirages alphabétiques de tous les mots de deux à huit lettres ; le Hachette les tirages en sept lettres plus une lettre quelconque) ont été rédigés grâce à l'informaticien.

Le premier coup est aussi le plus facile pour l'ordinateur-joueur. En quelques secondes, il trouve le ou les « scrabbles » (mots utilisant les sept lettres d'un tirage et donnant droit à une prime de cinquante points) et l'emplacement le plus rentable (il met la lettre la plus « chère » sur une case lettre compte double). Contrairement au joueur en chair et en os, il peine davantage sur les tirages sans scrabble, trouvant le mot le plus long avant le mot le plus « cher ».

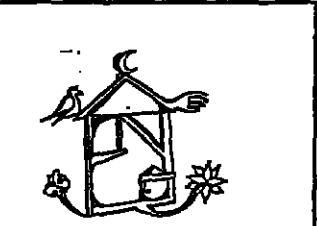
Dès le deuxième coup, la tâche se complique. Supposons que le premier mot placé sur la grille soit STYLE, en H 4 (c'est-à-dire que le E est sur l'étoile centrale rose). Avant même de tirer de nouvelles lettres, un scrabbleur de compétition jauge les possibilités qu'offre ce STYLE. Les lettres les plus intéressantes sont (dans l'ordre) : le T, qui ouvre un « quadruple » (mot placé perpendiculairement à STYLE et recouvrant les deux cases roses) ; le E, qui ouvre deux « triples » si on atteint la case rouge nord ou sud ; le S, qui ouvre deux « doubles », et le Y, lettre chère. Il doit envisager également les possibilités de rajout : rajout final (un mot comprenant un E, un R, un S ou un T peut se placer perpendiculairement à STYLE en formant STYLEE, STYLER, STYLES ou STYLIT) ; rajout initial (en préfixant STYLE, on peut atteindre la case rouge

ouest avec PROSTYLE ou EPSTYLE). Enfin, il y a d'intéressantes perspectives de collage (mot placé dessus ou dessous STYLE et formant avec lui un ou plusieurs mots perpendiculaires de deux lettres dont les points correspondants sont encadrés par le joueur). Ainsi AILERON placé perpendiculairement à STYLE rapporte 88 points ; en collage : 75.

A
I
L
E
R
O
N
AILERON
STYLE

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 85 ans
5, rue LACROIX, PARIS 7
Téléphone : (1) 5011 70-75-64



pour les vacances de Pâques,
et de juin à octobre :

LES CHEPNEUNEUX

organisent des stages de
POTERIE-MODELAGE, PEINTURE,
DESSIN, SCULPTURE, PHOTO
ET SON - PRIX : 255 F.

Matériel et matériaux compris pour
vous inscrire. Ecrivez ou téléphonez
vite aux CHEPNEUNEUX,
« la Boissière », 19310 AVEN
Tél. : (30) 25-15-05.

Pour n'oublier aucune de ces possibilités, la plupart des joueurs posent sur leur grille des pastilles aide-mémoire.

L'ordinateur fait de même et crée onze « pastilles » pour STYLE : cinq de croisement simple ; deux de rajout (initial et final) ; quatre de collage (initial et final, inférieur et supérieur). Comme le temps est limité (3 minutes par coup), l'ordinateur donne un coefficient de priorité à chacune de ces pastilles, de façon à explorer d'abord les perspectives les plus prometteuses.

Diogène, ordinateur de la C.I.I. Honeywell Bull programmé par une équipe de l'Université catholique d'Angers, a participé à deux tournois organisés au Palais des congrès dans le cadre de la semaine informatique et société (septembre 1979) et dont les meilleurs joueurs parisiens étaient exclus. Il a terminé 5^e (sur 60) dans le premier et 35^e

dans le second. Ces résultats inégaux s'expliquent aisément. Très à l'aise dans les parties ouvertes avec de nombreuses possibilités de scrabbles par croisement simple, Diogène est encore trop petit pour les parties fermées où collages et rajouts sont seuls payants. Trop petit par la taille : le temps lui fait souvent défaut (les scrabbleurs ont regretté que le programme ait délibérément choisi le modèle le moins puissant de la gamme). Trop jeune aussi ; sa mémoire n'a pas encore enregistré les mots en neuf lettres et plus ; sa programmation exclut les croisements multiples, les rajouts de plus d'une lettre et bon nombre de collages ; enfin, comme beaucoup de ses frères humains, il répugne aux mots verticaux. Il lui sera possible de se guérir de ces défauts de jeunesse. Mais seul un ordinateur de la taille de celui de la NASA pourrait à coup sûr

réaliser le « top » à chaque coup, aussi fermée la partie soit-elle.

Il semblerait que le scrabble classique, à un contre un, où la stratégie joue un grand rôle, échappe au domaine de l'informaticien. Comment l'ordinateur pourrait-il, par une sorte de malhonnêteté, faire des coups d'attente en fonction de l'ouverture donnée à l'adversaire ou de son propre reliquat de lettres ? C'est pourtant le défi que va peut-être relever l'équipe d'informaticiens d'Angers. Après Diogène I, le fort en thème, attendons Diogène II, le fin stratège.

MICHEL CHARLEMAGNE.

(1) Les lecteurs souhaitant pratiquer cette forme de jeu, qui exerce le facteur chance, peuvent s'adresser à la Fédération française de scrabble, 137, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Au sommaire du numéro de FÉVRIER

Les feuilles imprimées à plat avec ou sans millésime des deuxième et troisième périodes (1876-1934)

Les villes qui organisent la « Journée du Timbre »

En vente dans les kiosques à partir du 7 du mois : 7 F. Numéro spécimen sur demande : 12 bis, bd Haussmann, 75009 Paris.

VIVEZ L'EVENEMENT JETFOIL: OSTENDE-CŒUR DE LONDRES EN DIRECT A 80KM/H.

Le Jetfoil est un moyen de transport révolutionnaire. Il se soulève sur ses ailettes de portance et file au ras de l'eau dans des conditions idéales de confort, de stabilité et de sécurité.

Départ d'Ostende. Après une très agréable traversée de 3 H 15 (dîners et shopping à des prix exceptionnels) vous débarquez près de Tower Bridge à proximité de tout : bus, taxis, métro, etc... Découvrez que ce soit pour vos affaires ou pour vos loisirs, prenez le chemin le plus agréable et le plus direct : le Jetfoil.

Jusqu'à 6 traversées par jour. Demandez la brochure avec les horaires détaillés à votre agence de voyages.

P&O Jet Ferries

Maintenant, avec Jetfoil, il est aussi agréable de se rendre à Londres qu'il y était.

Pour obtenir une documentation gratuite, remettez le bon ci-contre à P&O Jet Ferries, Agent général pour la France, Normandy Ferries S.A., Adresse : 26, place de la Madeleine, 75002 Paris, Tél. Paris (1) 255 2271. Localité : _____

AU SOMMAIRE DUN'20

Oui au filmopéra • Leos Janacek • André Messager • Voyage en Inde • Rock français • HiFi : Le disque de l'avenir • Disques : Classiques, Jazz, rock • Disques d'Amérique Latine • Tous les Concerts à Paris et en Province.

Le Monde de la Musique chez votre marchand de journaux, 9 F



LE MONDE DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques de tous les pays, de tous les temps.

130

LE JOUR DU CINÉMA

Musique de film.

Cependant que s'achèvent les Rencontres organisées par le Centre culturel de la ville de Toulouse sur le thème « La musique et le cinéma », rencontres de travail et d'étude, une autre manifestation, plus spectaculaire, va prendre immédiatement le relais sous le titre « Cinéma - Musique / Musique - Cinéma ». Elle se tiendra à Angers, du 27 février au 11 mars, sous le double patronage de l'association Cinéma parlant et de la Maison de la culture d'Angers. Outre des thèmes de réflexion voisins de ceux de Toulouse sur le rôle de la musique dans l'œuvre cinématographique, sa « spécificité », Angers proposera l'exécution d'œuvres de musique de films en concert et « la découverte des œuvres non cinématographiques de leurs auteurs ».

Miklos Rozsa, natif de Budapest, ancien protégé d'Arthur Honegger lors de son séjour à Paris dans les années 30, sera la vedette de la manifestation. De 1940 à 1973, il travailla à Hollywood, principalement pour la M.G.M., il signa entre autres les partitions de films de George Cukor, John Huston, Vincente Minnelli, William Wyler, Nicholas Ray, Fritz Lang, Billy Wilder. Alain Resnais, toujours attentif au choix des compositeurs de ses films, le fit sortir d'une demi-retraite pour écrire la musique de Providence. Miklos Rozsa dirigera l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, cependant que Georges Delerue conduira l'Orchestre des Concerts Pasdeloup. Seront également présents Martial Solal (A bout de souffle, de Godard), Antoine Duhamel (Le Mort en direct, de Bertrand Tavernier), Pierre Jansen (tous les films de Claude Chabrol), Michel Fano (les films d'Alain Robbe-Grillet).

* Maison de la culture, R.P. 2105, 49021 Angers.

Le fantastique anglais à Bondy.

L'association Bondy-Culture consacre, cette année, du 15 au 21 février, son Festival (le cinquième) au cinéma fantastique anglais, en collaboration avec le British Film Institut. Débutant avec les Maîtres de l'horreur, par un hommage à Terence Fisher, ce Festival qui a pour thème les films des années 55-70, dont plusieurs inédits, comprend d'autres œuvres du célèbre réalisateur : la Nuit du joup-garou, The Man Who Could Cheat Death, le Retour de Frankenstein, The Gorgon, le Fantôme de l'Opéra. On verra aussi le Jardin des tortures, de Freddie Francis, Crimes au musée des horreurs, d'Arthur Crabtree, Vauts of Horror, de Roy Ward Baker, Animal Farm, de John Bale, et Joy Batchelor, le Cirque des horreurs, de Sidney Haynes, The Gamma People, de John Gilling, les Maléfices de la momie, de Michael Carreras, The Day of the Triffids, de Steve Sekely.

* Salle André-Malraux, avenue de la République, 93110 Bondy.

L'Italie, la Palestine la classe ouvrière.

Marc Laville, fondateur et délégué général des Journées cinématographiques de Poitiers, annonce du 27 février prochain la dix-huitième édition de la manifestation consacrée au cinéma italien. Quatre toiles : l'œuvre de Visconti, d'Osseoline (1942) à l'innocent (1976) ; un panorama sur le muet italien, avec Quo Vadis ? (1912), Cabiria (1914), les Dives (Francesca Bertini, Lydia Borrelli), etc. ; les années 70 et, en avant-première, les années 80.

Par ailleurs, Bagdad rapatriée à accueillir son quatrième Festival international des films sur la Palestine, du 15 au 20 mars, et Perpignan présentera au Palais des congrès, du 6 au 13 avril, son cinquième Festival international de critique historique, sur le thème : « Le monde ouvrier vu par le cinéma ».

* Journées cinématographiques de Poitiers, 1, place de la Cathédrale, 85000 Poitiers, tél. (49) 85-82-25.

* Festival de Bagdad, c/o Centre culturel irakien, 11, rue de Tibbitt, 75017 Paris, tél. 753-11-20.

* Festival de la critique historique, Palais des congrès, 65000 Perpignan, tél. (68) 61-33-34, poste 68.

« American graffiti, la suite » et « Rocky II, la revanche »

American graffiti, la suite (titre original : More American graffiti) a failli être aussi bon que le premier film du même nom.

Il s'en est fallu de peu. Le nouveau maître en scène, B.W.L. Norton, a parfaitement restitué les années 60 — bien mieux que Miles Forman dans Hair — comme George Lucas, les années 50, il s'y est pris différemment. Là où Lucas avait travaillé sur l'unité de temps (une nuit) et de lieu (la ville), Norton passe du Vietnam à Berkeley, d'une course de voitures à une tournée de musiciens : les personnages créés par Lucas ont été séparés par la vie.

C'est leur destin qu'il accomplissent dans American graffiti, la suite. Le générique final du premier film avait prédit que l'un d'entre eux deviendrait assureur, qu'un autre disparaîtrait pendant la guerre, qu'un troisième, le casse-cou, serait tué bêtement. Norton conduit ainsi les héros à leur terme, mais il se débrouille de façon à laisser possible le tournage d'une troisième ou même d'une quatrième partie, puisqu'il rapproche les personnages de leur mort sans jamais la montrer.

L'engagement politique des étudiants de 68, l'horreur d'être soldat, la grisaille des boîtes, les folles douces de la musique pour tout est là, avec un sens de la gaillardie, de la tendresse et du tragique, qui captive le spectateur. Enfin, habile, l'éclatement des images en plusieurs cadres, en éparpillant le regard, en démultipliant l'action, rend le film très vit. Bizarrement, la musique a été mal

Deux films de Mizoguchi et d'Oshima

(Suite de la première page.)

On retrouve dans ce film les trois éléments qui caractérisent le génie de Mizoguchi : sa maîtrise du récit cinématographique, ses admirables intuitions poétiques, la sensibilité quasi féminine du regard qu'il pose sur ses personnages. Il y a dans « L'intendant Sordio » des scènes d'un réalisme atroce et d'autres d'une pureté, d'une grâce indicibles. Il y a la cruauté des hommes et l'extraordinaire courage des femmes (les femmes, ces éternelles victimes, dont le cinéaste, une fois encore, fait ici des gardiennes d'idéal), il y a le poids des souvenirs et la force des passions, il y a la dure réalité soudain transfigurée, comme enivré par le surréalisme, et puis ce temps qui court, de l'excitation à la désillusion, en quelques années, et qui pourtant apparaît immobile, comme s'il n'était, lui aussi, qu'illusion.

Tout est beau, tout est noble, dans ce film à la fois si éloigné et si proche de nous. Ne parlons pas d'exaltation : la misère a partout le même visage. Seule intéressante Mizoguchi la condition de l'homme, sa place dans l'univers et ses efforts pour se réconcilier avec sa destinée. C'est finalement un cri de compassion, de tendresse et d'espoir qui s'élève de ce film tissé de cauchemars.

C'est au Japon contemporain, et au plus turbulent, au moins éthéré qui soit, celui des grouillements idéologiques et politiques, que nous sommes. « Nuit et Brouillard » ou « L'Empire de la passion », de Nagisa Oshima. Quand il réalisa le film, en 1960, Oshima avait vingt-huit ans. Il pratiquait alors un cinéma agressif, en rupture avec celui de ses aînés, et délibérément engagé. Par la suite, Oshima devait élargir ses thèmes de réflexion et adopter un style plus classique. Rappelons qu'il est, entre autres, l'auteur de « La Cérémonie », de « L'Empire des sens » et de « L'Empire de la passion ».

Aux yeux d'un spectateur occidental peu au courant des zézais de la gauche japonaise et de la lutte engagée contre le traité de sécurité nippo-américain en 1960, le sujet de « Nuit et Brouillard » ou Japon a risque de paraître terriblement confus. En fait, il s'agit d'un psychodrame au cours duquel deux générations d'étudiants, militants ou ayant milité dans le même mouvement révolutionnaire, révèlent leurs divergences : leurs contradictions et leurs ressentiments. D'un côté, les idéalistes, les romantiques ; de l'autre, les dogmatiques, auxquels les premiers reprochent d'avoir aveuglément obéi, dans les années 50, aux consignes du parti communiste. Gouchistes contre stalinistes, pourrions-nous dire en simplifiant. Conflit doctrinal qu'occupent les antipathies personnelles et plus particulièrement une rivalité amoureuse.

Ce règlement de comptes a lieu à l'occasion d'un banquet de mariage, ce qui fait dire à l'un des participants : « Ce n'est pas un mariage, mais un enterrement. »

DANSE

Carolyn Carlson et les jeunes espoirs de l'Opéra

« Slow, Heavy and Blue », ballet conçu par Carolyn Carlson pour les danseurs de l'Opéra, est l'événement que l'on espérait depuis longtemps, l'aboutissement d'une ouverture au monde contemporain amorcée dès 1973 par Rolf Liebermann avec la création d'« Un jour ou deux » de Marco Curnigheim. Il aura fallu sept ans pour qu'une nouvelle génération de danseurs, sur l'initiative de Jacqueline Royet, maîtresse de ballet (avec l'appui de Violette Verdy et Thierry Fouquet), puisse enfin aborder les rivages de la danse moderne.

Avec « Auréole » de Paul Taylor, puis la reprise de « Density 21,5 » par trois jeunes solistes l'été dernier, le pas est définitivement franchi. Il était temps, car, en septembre, Carolyn Carlson s'en va (1).

Il s'agit de neuf volontaires pour tenter l'aventure : Jean-Christophe Paré, qui fut le premier à se glisser dans l'antre de Carolyn sous le grand escalier. Il est sujet tout comme Serge Dubrocq, Jean-Marie Dièdre, Katia Grey, Fanny Gaido, sont corymbes ; Bruno Lehaut, quodrilles ; Carole Arbonies, Marie-

Claude Pietragallo, Eric Vu-An arrivent de l'école ; ils sont stagiaires, encore disponibles.

Perdue dans un ciel immense, leur galaxie va sillonner l'espace au cours d'un épreuve à non stop de quarante minutes sur une musique implacablement linéaire de René Aubry. Longs envols d'arabesques, déboulés calmes, chutes en séries décomposées comme un film au ralenti, déroulent leurs trajectoires en canon ou en fugue avec le contrepoint d'une danseuse dessinant ses hiéroglyphes.

Avec « Trio », on retrouve Carolyn Carlson et son double, Lario Ekson. A ce couple solitaire, harmonieux, équilibré, Yvonne Uotinen vient ajouter sa figure inquiétante. Il rompt la symétrie et apporte une note fantastique. Les costumes noirs sur fond noir luisent comme des serpents dans les éclairages rosés. Un halo lunaire envoyé des cintres vient piéger un visage blanc, une main de Carolyn Carlson s'agitant comme une étoile de mer. Par moments, les danseurs, Berni Phillips, Hervé Bourde, émergent du décor dans une incandescence rougeoyante. Ils accompagnent de stridences ex-

acerbées, de halètements, de pulsions, cette plongée dans un puits de volours. Attente sur des bancs de square ou des quais de gare, courses sur place, poursuites burlesques de cinéma muet, créent un climat onirique. Il y a toujours les passes magiques de Carolyn Carlson, sa danse de sorcière qui a le don de provoquer des délirs.

MARCELLE MICHEL

* 8, 9, 12, 16 février à 19 h. 30.

(1) Plusieurs changements vont intervenir à l'Opéra de Paris pour la prochaine saison : Jacqueline Rayet, dont le contrat n'a pas été renouvelé, sera la collaboratrice de Maurice Béjart à Chailly ; Carolyn Carlson s'installe pour trois ans au théâtre de la Fenice à Venise, mais reviendra une fois par an, à Paris, présenter ses créations ; elle sera remplacée à l'Opéra par Jacques Garnier, du Théâtre du Silence, Bernard Lefort, le futur administrateur, l'a chargé d'animer un groupe de recherches favorisant la création chez les danseurs.

Le spectacle présenté les 1er et 3 février à Créteil par de jeunes chorégraphes de l'Opéra démontre le bien-fondé de cette initiative. Car, Alain Mary et Guy Verbeke font preuve d'une certaine imagination. Ils ont besoin d'être encadrés et guidés dans leurs recherches.

MUSIQUE

L'heure éblouissante d'Eugen Jochum

Soirée merveilleuse et triomphale pour Eugen Jochum et la musique de l'Orchestre national, à la pointe de leur talent, mercredi 6 février, aux Champs-Élysées (en direct sur France Musique), soirée qui rappelle de grands moments ici-même avec Bruno Walter, Furtwängler, Klemperer ou Schuricht.

A soixante-dix-sept ans, inébranlable, sans l'ombre de raideur, Eugen Jochum est, dans toutes les acceptions du terme, de la taille des géants. Il est le maître, avec son allure d'instituteur ou de cantor germanique à la longue redingote, son visage étroit et allongé, éternel, au regard droit, perçant et cordial, qui flamboie derrière les lunettes rectangulaires, et ses gestes simples qui témoignent d'une large et efficace maîtrise humaine. Il ne se retire pas en lui-même pour dériver un message du haut du Sinaï ; c'est avant qu'il a médité et conçu l'interprétation de ces musiques, depuis plus de cinquante ans.

A ces instrumentistes français, dont beaucoup sont des néophytes de Bruckner, il cherche avant tout à communiquer, insuffler la musique par une dextérité ample, avec une main gauche d'une étonnante richesse d'intonation. Le doigt pointé indique les entrées avec une précision sans égale qui porte en elle le caractère même de la musique. On sent que le plus sans respect humain ni effet spectaculaire, aux mouvements souples qui épousent l'irrésistible conduite intime des phrases musicales.

Tout est puissamment intégré dans cet art où la musique est scindée dans sa globalité d'organisme vivant ; le relief et la qua-

lité instrumentale émanent directement du sentiment, de la complexité dynamique, de la déton, aboutissant ainsi à la grandeur acroïde prodigieuse de Prélude et mort d'Isolde, de Wagner, sublimant les forces mystérieuses de l'amour et de la mort.

Et plus encore dans cette interprétation d'une seule coulée de la Septième Symphonie d'Anton Bruckner qui, pendant plus d'une heure, nous jette dans le fantastique paysages sonores, montant sans cesse à travers l'espace mystique, mais les pieds solidement enracinés dans la terre de Basse-Autriche ; jorêts enchevêtrés de lignes symboliques où s'ouvrent toujours de nouvelles clartés, méditation si humble et sans amertume sur la mort de Wagner, débouchant sur un ciel de foi glorieuse, vagues appels convoquant l'univers entier, fanfares solennelles allées à des divertissements limpides, jaillies d'une âme enfantine. Tout cela compose une vision d'une grandeur, d'un charme et d'une humanité inexprimables, comme une excursion merveilleuse sur les plus hautes montagnes de la musique en compagnie d'instrumentistes superbes, sublimés par cet admirable « premier de cordes » au visage rayonnant, tout rose par l'air vif des sonnettes.

On se réjouit que la télévision française ait pu fixer cette heure éblouissante.

JACQUES LONCHAMPT.

* Concert redonné ce vendredi 8 février, à 20 h. 30, Salle Pleyel.

L'ANNULATION DE LA TOURNÉE DU BOLCHOÏ

La venue en France de la troupe lyrique du Bolchoï, qui devait présenter trois opéras (Boris Godounov, Kozantchikina et Ivan Soussanine) au Palais des congrès, du 26 mars au 15 avril, a été annulée. Cette annulation vient après celle de la tournée des chœurs de la région militaire de Kiev, également organisée par l'ALAF (Agence littéraire et artistique parisienne) et les spectacles Lumbroso.

D'autre part, au cours d'une tournée des ballets du Bolchoï au Japon, deux membres de la troupe ont demandé asile à l'ambassade des États-Unis de Tokyo. Il s'agit de Sulamit Messerer, soixante et onze ans, professeur, et de son fils Mikhail Messerer, trente et un ans, danseur, qui ont pu partir pour New York. Sulamit Messerer est la tante de l'étoile Maja Plisetskaja et la sœur d'Assaf Messerer, maître de ballet.

(Nos dernières éditions du 3 février.)

M Décerné par l'Académie des beaux-arts, le prix du portrait Paul-Louis Weiller (sculpture), d'une valeur de 20 000 F, a été attribué à François Salmon. Deux mentions honorifiques sont allées à Stéphane Ruzin et à Félix Sivo, les cinquante et un bustes retenus par le jury, parmi les cent deux œuvres déposées, sont exposés jusqu'au 15 février à l'Institut de France, salle Comtesse-de-Caen, 27, quai Conti.

Françoise Salmon, née en 1927, ancienne élève de l'école des beaux-arts, prix Viaton 1957, est notamment l'auteur du Mémorial international de Neungam (R.F.A.) et du monument pour les déportés d'Anschwitz au Père-Lachaise.

Des films sur la modernité dans sont projetés les 8 et 9 février à la FNAC-Forum : le 8, à partir de 13 h. 30, Ethery Pagava, Richard Berthemy, la compagnie Bagouet ; le 9, à partir de 19 heures, Jacek Pectev, la compagnie Nourkil, Magania, Richard Berthemy.

THÉÂTRE

« LE FARRE SIFFLERA TROIS FOIS » à la Cité internationale

Le moineau des grands espaces

Jean-Paul Farré a une tête de Beethoven jeune passé chez les Jivaro, une allure de gémement en periphrases vascos qui ne se consolera jamais de n'être pas Mozart enfant. Entre autres instruments, il joue du piano, chante baryton et soprano. Il a connu les derniers feux des cabarets rive gauche, fait du one man show, fondé, avec Mireille Laroche, la Péniche, prend le goût des grands espaces en jouant Dieu de Victor Hugo avec Pierre Henry.

Il se trouve actuellement seul en scène, sur la grande scène de la grande salle à la Cité internationale. Seul à jouer, mais avec des masses d'objets truqués, un escalier musical, une armoire de fer, un piano cascadé, des vases éblouissants, une équipe de machinistes pour s'occuper de tout ça et des dizaines de robots-jouets qui, en contre-jour, descendent des cintres, tandis que pleuvent et rebondissent des centaines de balles de ping-pong, qui font un tapis de perles blanches. Alors Jean-

INDEX ANALYTIQUE
Le Monde

Reprise de la publication au rythme de 3 à 4 volumes par an.

7 volumes sont actuellement disponibles : 1944/45 - 1946 - 1947 - 1948 - 1965 - 1966 - 1967.

1944-45 L'intégralité des informations parues dans « Le Monde » au cours de l'année, est recensée sous la forme d'un dictionnaire.

A paraître en 1980 : 1968 - 1969 - 1970 - 1971 - 1972 - 1973 - 1974 - 1975 - 1976 - 1977 - 1978 - 1979

PRIX DU VOLUME : 695 F

En vente chez l'éditeur à Saint-Julien du Sault - Yonne ou au journal « Le Monde », 5, rue des Capucins, 75001 Paris.

Sur votre demande et sans engagement de votre part, nous vous adresserons une documentation complète.

FRLOBIOS

8-10, Place de la Mairie, 89330 - St-Julien-du-Sault - tél. 86/63.21.57

UN FILM DE **MIZOGUCHI**
Nef Diffusion

ELYSEES CINEMA **vo** • **UGC DANTON** **vo** • **RIO OPERA** **vf**
ROTONDE **vf** • **MISTRAL** **vf** • **UGC GOBELINS** **vf**
MAGIC CONVENTION **vf** • **3 SECRETAN** **vf**
ARTEL Créteil • **ARTEL Rosny** • **CARREFOUR Pantin**
ALPHA Argenteuil



Le "Putsch" des Mercenaires

[illegible]

MONTE-CARLO v.o. - 7 PARNASSIENS v.o. - HAUTEFEUILLE v.o.
PAGODE v.o. - CINÉMONDE OPÉRA v.f. - ATHÉNA v.f.

Césars 1980

Meilleur film

ROMAN
POLANSKI
Meilleur réalisateur

GHISLAIN CLOQUET

Meilleure photo

THEATRE TRISTAN-BERNARD

ACTUELLEMENT DANS 6 SALLES
(voir lignes programmes)

AU THÉÂTRE FONTAINE
dernières représentations
des

3 JEANNE

**Tous les soirs à 21 heures,
sauf le dimanche.**

CAROL et ALAIN VILLACAMPA
à l'enseigne de l'Abbé Constantin
entre l'Opéra et la Bourse
13, rue du 4 Septembre (2^e) Tél. 297.50.93
MENU à 80 f. service compris et carte
avec apéritif et ses félicités
Biscuit NATKA. Poulet aux écrevisses
Salade. Heu flottante et ses Mignardises
Djéuners-Dîners à partir de 19 f.
Ouvert samedi soir et fermé dimanche

MARIE DUBOIS **HENRI TISOT**

**L'HOMME, LA BÊTE
ET LA VERTU**
de
PIRANDELLO
sa seule pièce
COMIQUE
Location : 261-69-14

CHRISTINE AUTHIER

**COUR
des
MIRACLES**
23, avenue du Maine
Paris 14^e

**5 février
au 1^{er} mars
20 h 30**

LES BRONZÉES JOUENT:

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE



À LA GAÏTE MONTMARNAISE
26 RUE DE LA GAÏTE N° 12 322.16.18
LES JOURS 224, DIMANCHE 204 30 1000

Dernières

**CENTRE
CULTUREL** 
de la Communauté française
de **BELGIQUE**

127, RUE SAINT MARTIN (4°)
Face au Centre G. POMPIDOU
Tél. 271.26.16 ou 271.11.11 (11 h - 19 h) ou Dim.

jusqu'au 9 février
20 représentations
exceptionnelles de

**HAMLET
MACHINE**

de Heiner MÜLLER

mise en scène Marc LIEBENS
par l'ENSEMBLE THÉÂTRAL
MOBILE de BRUXELLES

M.L.S. à 20 h 45 sauf Dim. et Lun.
entrée du spectacle :
46 RUE QUINCAMPOIX

SPECTACLES

théâtres

Nouveaux spectacles

Gros-Diamant (772-20-06),
20 h. 30 : Le Testament du
Père Laisé.
Studio d'Yvry (872-37-43),
20 h. 30 : Le deuil sied à
Électre.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 30
et 22 h. : Errance, avec Lisette
Maldon.
Théâtre Fontaine (874-32-34),
18 h. 30 : Héloïse.
Carré Silvia Monfort (531-28-34),
20 h. 30 : Terrasse de midi.
Variétés (232-09-82), 20 h. 30 :
Je veux voir Moussov.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (73-77-50). 19 h. 30 :
G. R. T. Q. P.
Salle Favart (256-12-20). 19 h. 30 :
E. Aumont, Le Château de Barbe-
bleue.
Comédie-Française (238-10-20), 20
h. 30 :
Chailion, Gémier (727-81-15), 20 h. 30 :
Un dimanche inédit dans la vie
d'Anna.
Odéon (235-70-32), 20 h. 30 :
Un balcon sur les Andes.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30 :
Césaire.
T. E. F. P. (76-06-08), 20 h. :
Fézza
Centre (76-06-08), 20 h. :
Intimité.
Centre P. o. m. p. d. n. Théâtre
(278-78-52), 19 h. 30 :
Mme Prad-
es, 18 h. :
Le fond de
l'air est rouge.
Théâtre de la ville (374-11-23),
18 h. 30 :
J.-P. Rampal et le Trio
P. o. m. p. d. n. La musique
adolesci les mœurs.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Une
drobe de vie.
Atelier (387-23-23), 20 h. 45 :
l'Ours; Ardèche ou la marguerite.
Attelier (808-46-24), 21 h. : Audience;
Athènes (742-67-27), 21 h. : Le Fra-
cheur de l'aube.
Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h. 30 :
Macbeth.
Bouffes - Parisiens (286-50-24),
20 h. 30 : Billions on animals.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil
(374-24-08), 20 h. : Méphisto...
Théâtre de la Pie-Roque (808-51-22),
20 h. 30 : Les Femmes d'Alger.
Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 :
Flaubert.
Théâtre national de Belgique
(271-28-16), 20 h. 45 : Hamlet
Machine.
Centre d'art belgique (254-97-82),
20 h. 30 : Barzaz Breiz.
Cité internationale (588-87-87),
Galeria, 20 h. 30 : Le Songe d'une
nuie.
Thyeste, Le Grand Théâtre,
20 h. 30 : Le Père suffire trois
fois.
Comédie Cammarita (742-43-41),
21 h. : La Cuisinière des anges.

Les cafés-théâtres

An Bec (In 296-29-35), 19 h. 45 s
 Le Bel Indifférent; le Menteur
 21 h. : Printer and Co.; 22 h. 15 s
 Blancs-Manteaux (887-16) 20
 20 h. 15 : Amon = MC2; 22 h. 30
 Cause à mon c. ma 4416
 21 h. 15 : Les Femmes de
 Café Conç (372-71-13), 21 h. : Phédre
 à repasser; 22 h. 30 : Paris 80
 21 h. 15 : Freinstein; 24 h. : Contes
 et légendes.
 Café d'Edgar (321-11-02), I 20 h. 30
 Charlotte; 22 h. : Les Deux Sœurs;
 23 h. 15 : Les Femmes de
 II, 22 h. 30 : Talia.
 Cafestation (278-46-02), 20 h. 30 :
 Parlez-nous d'amour; 21 h. 30 :
 22 h. 30 : Les Femmes de
 Café de la Gare (378-52-51), 20 h. 30
 L'événir est pour demain; 22 h. 30 :
 23 h. 15 : Les Femmes de
 Coupe-Chou (372-01-73), 20 h. 30 :
 le Petit Prince; 24 h. : Le Silence

La danse

Palais des sports (828-40-10). 20 h. 38 :
Ensemble national folklorique
polonais Mazowsze.
Théâtre de Płaisance (330-00-06).
18 h. 45 : Ballets de Josy Kras-
norsky.

Les concerts

Lucernaire, 21 h. : A. James Ball
(Beethoven, Chopin, Griffes,
Brown).

Musée d'art moderne de la Ville de
Paris. heures d'ouverture du
musée : Perpetuum.

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre
national de France. dir. K. Jochum
(Wagner, Bruckner).

UGC NORMANDIE - PARAMOUNT OPÉRA - REX - BRETAGNE - MISTRAL - MAGIC
CONVENTION - PARAMOUNT GALAXIE - UGC DANTON - PARAMOUNT MARLIT
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE - 3 MURAT - UGC OPÉRA
CYRANO Versailles - VILLAGE Neuilly - ARTEL Nogent - ARTEL Créteil - ARTEL Rosny
MÉLIES Montreuil - CARREFOUR Pantin - ARGENTEUIL - ENGHEN - VÉLIZY
C 2 L Saint-Germain - PARAMOUNT Aulnay - PARAMOUNT La Varenne - CLUB Colombes
ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud - BUXY Boussy-Saint-Antoine




GRAND PRIX
FESTIVAL
FAVORIAZ
ANTENNE 3 37
2

Grâce à l'accompagnement de
nos amis journalistes,
VF PRIMAUX AGENCE

Imaginez !
L'absence de toutes
traces NO NUCLE
La pollution
La déforestation
La destruction de l'équilibre
de notre planète !

Le "Compromis"
à plus longtemps
à moins cher...



**C'était
demain...**

LES
SÉRIALES ARTS

SPECTACLES

STUDIO CUJAS - STUDIO 28 (les 17 et 19)

6ème mois de PETITES FUGUES

PARAMOUNT CITY TRIUMPH - PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT MONTMARTRE
MAXEVILLE - UGC OPERA - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT BOUTEILLERIE
PARAMOUNT BOULEVARD - PARAMOUNT GAIETE - PARAMOUNT GODEFROY
BOUVIER - CONVENTION ST-CHARLES - 3 SECRETAN - PARAMOUNT MAILLOT

un film de PHILIPPE CLAIR
RODRIGUEZ AU PAYS DES MERGUEZ
ou LA PARODIE DU CID
d'Edmond BRUA

PARAMOUNT ELYSEES II - PARAMOUNT LA VARENNE - PARAMOUNT ORLY - CINE COLOMBES
BUXY VAL D'YERRES - CYRANO VERSAILLES - ARTS ROBERT - ALPHA ARGENTEUIL
GAREFOND PANTIN - ARTEL VILLERIEVE - 4 FERRAY STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS
FLANADES SARCELLES - MELES MONTROUIL - VELUX 2

RACINE - 14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE

VIVRE
AKIRA KUROSAWA

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillet (704-24-24), 16 h. L'opérette : Violettes impériales, de R. Pottier ; 16 h. Théâtre de boulevard : Jeun de la lune, de J. Choux ; 20 h. Et pourtant nous sommes nés, d'Y. Ozu ; 22 h. : la Vallée des poupées, de M. Robson.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. et 19 h. : Cinéma russe et soviétique (15 h. : les Joyeux Garçons, de G. Alexandrov ; 19 h. : l'Accordéon, d'Z. Sawchenko) ; 17 h. et 21 h. : Cinéma italien (17 h. : la Leggenda del Piave, de R. Freda ; 21 h. : la Macchina à tour les mécanisme, de R. Rossellini).

Les exclusivités

ALIEN (A. v.l.) (*) : Hausmann, 9* (770-45-53).
L'AMOUR MENSONGE (Fr.) : Marais, 4* (278-47-88).
APOCALYPSE NOW (A. v.o.) (*) : France-Rhône, 8* (723-71-11).
ARRÊTEZ DE RAMER, TRES SUR LE SABLE (A. v.o.) : Paramount-City, 9* (562-45-78). — V.I. : Paramount-Opéra, 9* (742-56-31).
PARAMOUNT - Montparnasse, 14* (325-80-10).
LA BANDE DES QUATRE (A. v.o.) : Biarritz, 8* (723-48-32).
BASTIEN ET BASTIENNE (Fr.) : Forum des Halles, 14* (297-53-74).
LES BRONZES FORT DU SÈI (Fr.) : U.G.C.-Marbut, 8* (662-16-43).
BUFFET FROID (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2* (236-84-01).
PARAMOUNT-Opéra, 9* (742-56-31).
PARAMOUNT-Montparnasse, 14* (325-80-10).
14-JUILLET-Beaugrenelle, 15* (175-72-70).
CARO BLANCO (A. v.o.) : Ermitage, 8* (359-15-71). — V.I. : Rex, 2* (236-83-93).
MIRAMAR, 14* (325-80-10).
C'EST ENCORE LOIN L'AMÉRIQUE ? (Fr.) : Impérial, 2* (742-72-52).
Elysees-Pont-Neuf, 8* (297-53-74).
C'EST PAS MOI, C'EST LUI (Fr.) : Richelieu, 2* (236-84-01).
Gaumont-Les Halles, 8* (297-53-74).
Quintette, 8* (236-84-01).
Ambassade, 8* (236-84-01).
Francis, 9* (770-45-53).
Fauvette, 13* (236-84-01).
Montparnasse-Pathe, 14* (325-80-10).
Gaumont-Conventio, 15* (236-84-01).
Victor-Hugo, 14* (727-49-73).
Wepler, 15* (267-50-70).
Gaumont-Gambetta, 20* (770-45-53).
C'EST DERNIER (A. v.o.) : Gaumont-Les Halles, 14* (297-53-74).
Saint-Germain Studio, 5* (234-42-72).
Marianne, 8* (234-42-72).
V.I. : Impérial, 2* (742-72-52).
Capri, 2* (508-11-69).
Montparnasse-Pathe, 14* (325-80-10).
Gaumont-Sud, 15* (331-31-12).
Cambodge, 15* (734-42-88).
Clichy-Pathe, 18* (232-37-41).
LE CHASSEUR D'OISEAUX (A. v.o.) : Olympia, 14* (562-67-42).
18 h. (et 8. D.).
LE CHERIEU PERDU (Fr.) : Studio Cujas, 5* (354-89-20).
CLAIR DE FEMME (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2* (261-50-32).
COMME UNE FEMME (Fr.) : Biarritz, 8* (723-48-32).
Caméo, 9* (246-86-44).
Blenvenue-Montparnasse, 19* (544-25-02).
CORPS A CORPS (Fr.) : Le Seine, 5* (235-85-98).
H. Sp. 14* (325-12-53).
CUL ET CHASSE (A. v.l.) : Francis, 9* (770-45-53).
LA DROBODE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2* (261-50-32).
U.G.C.-Marbut, 8* (662-16-43).

DON GIOVANNI (Fr. v. l.) : Vendôme (742-97-23).
Gaumont-Rive-Gauche, 8* (245-24-33).
Gaumont-Champs-Élysées, 8* (228-84-67).
LA FEMME FLIC (Fr.) : Gaumont les Halles, 14* (297-53-74).
Berlitz, 2* (742-56-31).
Richelieu, 2* (236-84-01).
Saint-Germain Village, 3* (833-81-59).
Concordia, 8* (339-30-81).
Fauvette, 13* (236-84-01).
Montparnasse-Pathe, 14* (325-80-10).
Gaumont-Sud, 15* (331-31-12).
14-JUILLET-Beaugrenelle, 15* (175-72-70).
Clichy-Pathe, 18* (232-37-41).
GENÈSE D'UN ESPÈCE (Fr.) : La Claf, 5* (237-80-20).
H. Sp. Forum des Halles, 14* (297-53-74).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : Biarritz, 8* (723-48-32).
Caméo, 9* (246-86-44).
LA GUERRE DE L'AUTRE (Fr.) : Madeleine, 8* (743-00-12).
HAIR (A.) : Palais des Arts, 3* (272-62-80).
HEUREUX COMME UN ÉBÈRE DANS L'EAU (Fr.) : La Claf, 5* (237-80-20).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERICAN GRAPPLI, la Suite, film américain de R.W.I. Norton. V.o. : Saint-Michel, 8* (222-70-17).
Luzembourg, 8* (333-91-77).
Bakana, 8* (361-10-50).
V.I. : Berlitz, 2* (742-56-31).
Capri, 2* (508-11-69).
Montparnasse 83, 8* (339-30-81).
14-JUILLET-Beaugrenelle, 15* (175-72-70).
Clichy-Pathe, 18* (232-37-41).
ON VOLE LA CUISSE DE JUPITER, film français de Philippe de Broca. U.G.C.-Danton, 8* (328-42-52).
Sre-tagne, 8* (222-70-17).
Mistral, 14* (339-30-81).
Magic Convention, 15* (236-84-01).
Muret, 18* (621-60-73).
Normandie, 18* (236-84-01).
Rex, 2* (236-83-93).
U.G.C.-Opéra, 2* (261-50-32).
Paramount-Opéra, 9* (742-56-31).
Paramount-Montparnasse, 14* (325-80-10).
Gaumont-Conventio, 15* (236-84-01).
Victor-Hugo, 14* (727-49-73).
Wepler, 15* (267-50-70).
Gaumont-Gambetta, 20* (770-45-53).
LES JOYEUX DÉBUTS DE BUTCH CASSIDY ET LE KID, film américain de Richard Lester. V.o. : Parisiennes, 14* (328-42-52).
Quintette, 8* (236-84-01).
Biarritz, 8* (723-48-32).
V.I. : Bakana, 8* (361-10-50).
Saint-Lazare-Pasquier, 8* (237-38-43).
A.B.O. 2* (236-83-93).
Gaumont-Conventio, 15* (236-84-01).
Gaumont-Gambetta, 20* (770-45-53).
COCKTAIL MOLOTOV, film français de Diane Kurys. Gaumont les Halles, 14* (297-53-74).
Quartier Latin, 8* (236-84-01).
Berlitz, 2* (742-56-31).
Hauteville, 8* (633-79-33).
Elysees-Lincoln, 8* (339-30-81).
Colisée, 8* (339-30-81).
Nations, 12* (343-04-67).
Parasienne, 14* (325-80-10).
Montparnasse-Pathe, 14* (325-80-10).
Gaumont-Conventio, 15* (236-84-01).
Clichy-Pathe, 18* (232-37-41).

MANAN A CENT ANS (Esp. v.o.) : Saint-Germain-Ruechete, 5* (843-87-50).

MANHATTAN (A. v.o.) : Studio Alpha, 5* (344-20-67).
Paramount Odéon, 8* (328-42-52).
Publicis Champs-Élysées, 8* (723-76-23).
Paramount-Riviera, 8* (359-13-34).
V.o. et v.l. : Paramount-Montparnasse, 14* (325-80-10).
V.I. : Paramount-Opéra, 9* (742-56-31).
Paramount-Gobelins, 13* (707-12-28).
Paramount-Orléans, 14* (540-45-91).
Convention-Saint-Charles, 15* (739-33-30).
Paramount-Maillo, 17* (768-34-24).

MAMITO (Fr.) Palais des Arts, 3* (272-62-80).
La Claf, 5* (237-80-20).
Elysees-Capri, 14* (339-30-81).
Moulin-Rouge, 18* (508-63-25).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (A. v.o.) : 14-JUILLET-Beaugrenelle, 15* (175-72-70).
U.G.C.-Opéra, 2* (261-50-32).
Caméo, 9* (246-86-44).
U.G.C.-Gare de Lyon, 13* (343-04-67).
U.G.C.-Gobelins, 13* (707-12-28).
Mistral, 14* (339-30-81).
Blenvenue-Montparnasse, 19* (544-25-02).

LE MASSACRE DES MORTS VIVANTS (It.-angl. v.l.) (*) : Maxeville, 8* (770-72-86).
Images, 18* (528-27-84).

METEORE (A. v.l.) : Helder, 8* (770-11-34).
Les Tourelles, 20* (636-31-80).

LA MORT EN DIRECT (Fr. v.o.) : Quintette, 8* (236-84-01).
Hauteville, 8* (633-79-33).
V.I. : Colisée, 8* (339-30-81).
Richelieu, 2* (236-84-01).
Berlitz, 2* (742-56-31).
Gaumont-Les Halles, 14* (297-53-74).
Montparnasse-83, 8* (339-30-81).
Nations, 12* (343-04-67).
P.L.L. - Saint-Sauveur, 14* (588-4-42).
Gaumont-Conventio, 15* (236-84-01).
Wepler, 15* (267-50-70).
Parasienne, 14* (325-80-10).

NOUS ÉTIENS UN SEUL HOMME (Fr.) (*) : Le Seine, 5* (235-85-98).

LES PETITES FUGUES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 8* (336-80-35).

LES PHALLOCRATES (Fr.) : Elysees-Lincoln, 8* (339-30-81).
Nations, 12* (343-04-67).
Parasienne, 14* (325-80-10).

LE PULL-OVER ROUGE (Fr.) : Gaumont - Les Halles, 14* (297-53-74).

ROMY SCHNEIDER · BERTRAND TAVERNIER
LA MORT EN DIRECT
"Deux heures admirables" LE FIGARO

UGC ERMITAGE · UGC HELDER · UGC DANTON · MIRAMAR · UGC Gobelins · MAGIC CONVENTION · UGC GARE DE LYON
PARLY 2 · ARTEL CRETEIL · ARTEL PORT-NOBERT · BUXY VAL D'YERRES · 4 FERRAY STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS · ENGIEN

DANIEL DELORME et YVES ROBERT présentent
LA GUERRE DES BOUTONS
un film de YVES ROBERT
adaptation FRANÇOIS BOYER et YVES ROBERT
dialogues FRANÇOIS BOYER
d'après le roman de LOUIS PERGAUD

MARIGNAN PATHÉ · GAUMONT BERLITZ · GAUMONT RICHELIEU · CLICHY PATHÉ · GAUMONT GAMBETTA · SAINT-LAZARE PASQUIER · GAUMONT SUD · MONTMARNASSE PATHÉ · QUINTETTE · U.G.C. GARE DE LYON · 3-MURAT · ALPHA Argenteuil
ULIS Orsay · BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais · CYRANO Versailles · FLANADES Sarcelles · ARTEL Nogent

VICTOR LANOUX
BERNADETTE LAFONT
PIERRE MONDY
Retour en Force
un film de JEAN-MARIE POIRÉ
une réalisation GAUMONT INTERNATIONAL F.R.3.
producteur délégué ALAIN POIRÉ
EASTMANCOLOR

GRAND PRIX FESTIVAL D'AVORIAZ ANTENNE D'OR
Jamais récompenses ne furent aussi méritées.
M.P. (FRANCE SOIR)
Imaginez !
Un savant de génie nommé H.G. Wells à la poursuite d'un ennemi de genre nommé Jack l'Éventreur.
Le "Suspense" le plus ingénieux de notre époque...
C'était demain...
un film de NICHOLAS MEYER

Georges SALVI,
officier de la Légion d'honneur
croix de guerre 1939-1945
pour palmes
médaille de la Résistance,
grand officier du Quai-sans-Alcool
leur époux, père, beau-père, grand-
père, oncle, tuteur des survivants
l'Eglise, à l'âge de soixante-huit
ans. Les défunts auront lieu le sa-
med 9 février 1990, à 10 h 30, au
cimetière d'Antibes, suivies de
hommage dans la chapelle funè-
re de Saint-Jean.

Ni fleur ni couronnes, des ma-
gnifiques dans ses œuvres d'Antibes
et son avis tient lieu de faire-
ville. Avenue
Olivier Edmond-Salvy,
06600 Antibes.

Le Monde du 5 février.

Remerciements

— M. Robert Constant,
— et Mme Guy Constant,
— et M. et Mme Jacques Constant,
— et M. et Mme José Verne,
— Les familles Constant, Car-
dinal, et Constant,
dans l'impossibilité de répondre
tous ceux qui se sont associés à
peu près au décès du
colonel ROBERT CONSTANT
les remerciant de tout cœur de
témoignages d'affection et de
patible.

Messes anniversaires

— Une messe anniversaire
mémorial de la messe
docteur BERNARD LAFAYE
sera célébrée le mercredi 15 fé-
vrier 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Pi-
erre de Cannes, à l'âge d'années
Paris (17^e).

Communications diverses

— LA LICRA, le CRIF et le C-
d'action de la Résistance invite une
une messe commémorative de la
dimanche 10 février 1990, à 11 h
32, rue Surcouf, Paris (9^e), de
des défunts des deux
enfants juifs morts en déportés.

— Le Conseil représentatif
Institutions Juives de France

(LICRA), en liaison avec le Comité de coordination des organisations féminines juives de France, organisent, dimanche 10 février, à Paris, une manifestation de recueillement et de protestation à la

— Dans l'avis de décès
dans notre numéro daté 8 fév.
il fallait lire :

II y a deux façons de se
la Schweppepomanie :
SCHWEPPE'S Lemon
et « Indian Tonic ».

VENTE à VERSAILLES

M^{re} P. & J. MARTIN C^{ie} P.
S. Imp. Cheval-Léger - 550-58
DEMANCHE 15 FÉVRIER à 9 h.
Tableaux anciens
Beaux MEUBLES et ORF.
des XVII^e et XVIII^e
Exposition vendred. et samedi

Jusqu'au 17 février inclus
T.L.J. dim. compr. 10 à 12 M. 30
et de 15 à 19 h. 30

VENTE.

**UN LOT DE TAPIS
ORIENT ET CHINOIS.**

Soldé 50 %

FOURRES, PIÈRES LÈVES,
SCULPTES CHINE ET JAPON
SALLE DE VENTE :
15, avenue Charlemagne-Castell
92000 NEUILLY - 75-55-55
Ach. VAUPE, Propriétaire.

3. [REDACTED]

SOCIAL

LES ORIENTATIONS DE M. JEAN MATTEOLI

Un ministre philosophe malgré l'augmentation probable du chômage

Rien de nouveau au ministère du travail, si ce n'est une volonté généreuse, très démocrate-chrétienne, d'appliquer la bible des relations sociales : le code du travail. Recevant la presse pour la première fois, M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation, a longuement philosophé sur ses orientations.

Chargé des problèmes de l'emploi, M. Matteoli prêche le sang-froid et l'objectivité. Oui, il faut s'attendre, dit-il, à une augmentation de 10 % des demandes d'emploi ; mais il faut éviter tout commentaire catastrophique, comme toute peinture en rose. Le rythme d'aggravation annuelle du chômage « a fortement décliné dans le courant 1979, revenant de + 20 % à + 10 % ». Mais, citant l'exemple de l'Allemagne fédérale, qui bénéficie d'une diminution de la population active contrairement à la France, le ministre estime que, relativement, notre pays ne s'en sort pas trop mal, même si cela ne veut pas dire que la situation est satisfaisante. Effectivement, tout est relatif, mais, de mois en mois, la France s'annonce toujours un peu plus dans le chômage.

Quant aux solutions avancées par le nouveau ministre, elles demeurent d'une grande timidité : relancer le pacte sur l'emploi, préparer la réforme de la formation, défendre deux projets de loi — déjà anciens — sur la participation des cadres et l'actionnariat.

D'ailleurs, le ministre ne croit guère dans la vertu des textes législatifs. « La participation ne se décrète pas, elle s'induit. » Et de citer la mauvaise application des ordonnances de 1945 sur le comité d'entreprise : « Si ces dispositions étaient quotidiennement mises en œuvre, on peut dire qu'il n'y aurait plus de problèmes sociaux et humains ! ». Les inégalités entre les sexes ? « Il ne faut pas toujours attendre des remèdes de l'Etat. S'il n'y a pas de volonté (de la part des intéressés), les remèdes, quels qu'ils soient, ne seront pas efficaces sur le malade qui ne peut pas se soigner. »

Comme pour la participation — qui est avant tout « un état d'esprit » — les relations sociales et les textes réglementaires — du comité d'entreprise à l'égalité des salaires entre hommes et femmes — seraient l'affaire des hommes de bonne volonté. Dès lors, on ne peut guère s'étonner que le nouveau ministre, tellement attaché à l'esprit plutôt qu'à la lettre, n'ait rien dit des salaires ni de la durée du travail.

S'il veut vraiment agir sur les comportements et tenir compte des avis des syndicats, dont il a déclaré l'attitude « robuste », il ne lui suffira pas de prendre le bâton du bon pèlerin pour insuffler l'esprit social.

JEAN-PIERRE DUMONT.

M. François Mitterrand proteste contre les expulsions de résidents des foyers Sonacotra. Le premier secrétaire du parti socialiste a appelé, dans une question écrite, l'attention du

premier ministre « sur les conditions dans lesquelles se sont multipliées les expulsions de résidents des foyers Sonacotra, à la suite du refus de cette société d'entamer des négocia-

La C.G.T. réclame à nouveau des « élections libres » dans l'industrie automobile

« Il faut mettre fin à ce qui fait la honte de notre pays », c'est en ces termes que M. Gérard Gaumé, secrétaire confédéral de la C.G.T., a résumé l'opinion de sa centrale syndicale au sujet du respect des procédures dans les élections professionnelles du secteur de l'automobile.

M. Gaumé, au cours d'une conférence de presse, le jeudi 7 février, a déclaré que « l'aggravation du processus de dégradation dans la perspective de la restructuration de l'industrie automobile en France vise à supprimer 100 000 emplois dans les années à venir, et notamment à désindustrialiser l'Ile-de-France ».

Selon lui, c'est pour imposer une telle politique que le patronat pratique de plus en plus des méthodes coercitives. Ainsi, à l'usine Talbot — ex-Simca-Chrysler — de Poissy, dans les Yvelines : « Depuis plus de deux ans, a déclaré M. Gaumé, la direction de cette entreprise refuse l'organisation d'élections professionnelles, car elle craint de voir la C.G.T. confirmer son avance face au pseudo-syndicat C.S.I., ex-C.F.T., une organisation « maison » inféodée au patronat. » De fait, aux dernières élections professionnelles, en décembre, la C.S.I. a réuni que 4,38 % des suffrages exprimés, contre 61,78 % aux dernières élections internes, celles des délégués du personnel, en mai 1979. Les tribunaux, a-t-il observé, M. Gaumé, se sont prononcés pour des élections professionnelles contrôlées chez Talbot (Le Monde du 4 janvier). Jusqu'à présent, l'application de ces directives est restée lettre morte, ajoutant l'intervention, il y a une dizaine de jours, d'une délégation cégétiste auprès du ministre du travail.

En attendant, affirme M. Gaumé, on continue à « liquider » les militants de la C.G.T. : quatorze candidats aux élections professionnelles ont été licenciés sous des prétextes divers, d'autres ont

CONJONCTURE

« L'ÉTAT VA FAIRE DES ÉCONOMIES » annonce M. Papon

« Des consignes ont été données aux différents ministères pour qu'ils proposent des économies budgétaires. Les premières propositions seront examinées ici dans la seconde quinzaine de février », a déclaré jeudi 7 février au cours d'une conférence de presse M. Papon. Le ministre du budget a ajouté que de nouvelles procédures d'économies allaient être engagées et que celles-ci seraient « permanentes » afin de permettre un travail en profondeur « autonome » afin de ne

PRIX AGRICOLES

Le projet de « supertaxe » sur l'accroissement de la production de lait est vivement critiqué par les professionnels

« Inacceptable » pour la F.N.S.E.A. ou le R.P.R., « une proposition » pour l'Alliance agricole belge et M. François Geng, député C.D.S. de l'Orne : les réactions négatives aux propositions de prix de la Commission européenne pour la prochaine campagne agricole se multiplient. Dans l'ensemble, les organisations professionnelles et les partis estiment que les 2,4 % de hausse moyenne proposés par la Commission sont insuffisants pour assurer le maintien du revenu des agriculteurs, compte tenu de la hausse des charges et des coûts des moyens de production. C'est l'argument central auquel s'ajoutent des considérations particulières.

Ainsi, la F.N.S.E.A. estime qu'une si faible hausse ne permettra pas de réduire les montants compensatoires monétaires positifs qui favorisent les exportations allemandes. Le groupe Démocrate européen de progrès de l'Assemblée de Strasbourg note que ces propositions ne permettent pas d'orienter la politique agricole commune vers les productions dont l'Europe est déficitaire. M. Charles Delatte, rapporteur général de la Commission de l'agriculture pour cette assemblée, ajoute qu'il est regrettable

de chercher à diminuer la production de sucre dans la C.E.E. alors que les prix sur le marché mondial viennent de doubler en trois mois.

En revanche, M. Delatte estime que les mesures préconisées par la Commission pour endiguer la croissance de la production laitière, telle l'augmentation de la taxe de coresponsabilité payée par les producteurs, sont utiles. Ce difficile dossier du lait sera la pierre angulaire de la négociation que mèneront les ministres de l'agriculture des Neuf et la Commission européenne. La F.N.S.E.A. en effet s'élève « contre les différentes attitudes au mécanisme de soutien des marchés » qui sont contenues dans les propositions de la Commission et plus précisément, parmi celles-ci, contre le mécanisme des prélèvements supplémentaires sur la production laitière, qui, écrit la F.N.S.E.A., « s'apparente à une taxe de résorption pure et simple ».

Pour M. François Desouché, directeur de la Fédération nationale des coopératives laitières, « autant dire que l'on veut geler le volume de lait produit en France ».

M. Desouché rappelle que les exportations de produits laitiers ont rapporté 5 milliards de francs à la France. « Si l'on suit les propositions de la Commission, nous ne pourrions plus, comme par le passé, contribuer à l'équilibre du commerce extérieur de la France. » M. Guédelach, commissaire chargé des questions agricoles à Bruxelles, avait prévu cette objection. C'est la raison pour laquelle il envisage d'exempter de la « supertaxe » de 84 % qui devrait normalement frapper les quantités de lait supplémentaires produites en 1980 par rapport à 1979 celles des entreprises qui accroissent leurs exportations de produits frais. Mais le dossier se complique encore lorsque l'on sait que la Grande-Bretagne, farouche défenderesse du gel des prix et du blocage des dépenses de soutien, n'est pas favorable par contre au blocage de la production de lait chez elle, dans la mesure où elle est largement importatrice.

Mille ans plus tard.



Après mille années de labeur, les éléphants... décollent ! Depuis que les rois sont rois en Thaïlande, on se déplace à dos d'éléphants. Autrefois bien sûr, ils étaient l'apanage des grands dignitaires ; ils ne le sont plus car les temps ont changé et aujourd'hui tout le monde peut les utiliser.

Vous aussi si vous avez choisi de voyager sur THAI.

Sur nos lignes, nul besoin d'être une sommité pour profiter des Jumbos ! L'hospitalité est de tradition en Thaïlande et les hôtes de notre compagnie s'occupent de chaque passager avec beaucoup d'efficacité et d'équité. C'est ce qui fait la différence sur les Jumbos de la Thai.

Les Jumbos ? Nous les connaissons mieux que quiconque en Thaïlande, depuis le temps qu'on les utilise.

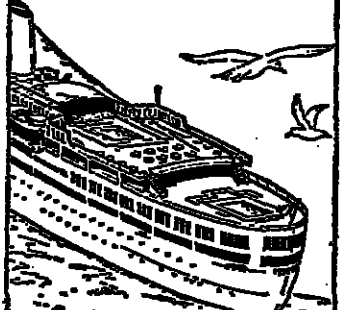


THAI INTERNATIONAL - 123, CHAMPS-ÉLYSÉES - 720-36-15 ou à VOTRE AGENT DE VOYAGES

CROISIÈRES PAQUET PRESTIGE

Prenez la mer
avec
**Edwige Feuillère,
Robert Manuel**
et 20 autres
grands comédiens.

Ils joueront pour vous
tous les soirs, à bord,
mais aussi dans de célèbres
théâtres antiques.



Ambreux du théâtre et de la
mer, partez pour 15 jours en
compagnie de grands comé-
diens à bord du « 4 Etoiles
des Mers », le Mermoz, trans-
formé le temps d'une Croi-
sière en théâtre.

Un théâtre qui sillonne la
Méditerranée et vous fait dé-
couvrir, au gré de 7 escales,
les hauts lieux des civilisa-
tions grecque, romaine, égypti-
enne.

Un théâtre où les comédiens
que vous côtoyez à bord don-
nent pour vous, chaque soir,
un spectacle différent. De
Racine à Molière, Jacques
Derval et Goldoni sans oublier
le Café Théâtre, les poèmes,
l'initiation au théâtre et des
conférences où Robert Manuel,
Fernand Ledoux et Edwige
Feuillère, entre autres, évo-
queront leurs souvenirs.

De prestigieux théâtres anti-
ques abriteront Britannicus à
Athènes, Phèdre à Césaire,
une soirée d'art lyrique à
Aspendos et Arles, un serviceur
de deux maîtres, à Palerme.
Venez faire moisson de souve-
nirs et d'émotions artistiques.

**15 jours
en méditerranée
à bord de
Mermoz**
du 26 avril au 11 mai
Toulon - la Grèce
la Turquie - l'Égypte - Israël
la Crète - la Sicile.
Tout compris, à partir de
6 500 F.

Renseignements
chez votre agent de voyages.

**CROISIÈRES
PAQUET
PRESTIGE**

créez votre
entreprise
à nous de vous fournir
SIEGE SOCIAL
de 500 F. (hors mois)
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRÉTARIAT
et démarches administratives
GEICA
56 bis, rue du Louvre - Paris 2^e - Tél. 293 41 12

Vacances dans un chalet norvégien
en haute montagne, dans la vallée, en forêt,
au bord de la mer ou d'un fjord.
Demandez la brochure et faites votre choix.

Le 15 février,
une loterie en
costume national
vous renseignera
à nos Bureaux,
de 9 h à 13 h
et de 14 h à 17 h.

AFFAIRES

Libres opinions

La concurrence de Gribouille

La commission de la concurrence, qui dépend du minis-
tère de l'économie, a rendu un avis sur les problèmes de
la concurrence dans le secteur de l'électroménager (lire
page 32). Nous publions ci-dessous le point de vue de
M. Jérôme Ferrand, directeur juridique du groupe Thomson-
Grand Public.

par JÉRÔME FERRAND

La concurrence en France, c'est Gribouille. La législation éco-
nomique y est beaucoup plus formaliste et rigide qu'ailleurs, mais,
d'application territoriale comme toute législation pénale, elle
vaut aux étrangers un régime de faveur très curieux. Supposons qu'un
commerçant, comme il arrive parfois, use, pour servir ses propres
intérêts, de pratiques nuisant à la réputation ou au niveau de ventes
d'un producteur. Eh bien ! en face de ces pratiques, de dernier, s'il
veut se défendre, sera traité... selon ses origines.

Le Français ne peut pratiquement rien faire puisqu'il est obligé
de continuer à vendre au distributeur indolent : autrement, il sera
traduit devant le tribunal correctionnel, où, contre les règles habi-
tuellement considérées nécessaires aux droits de la défense, il est
supposé coupable : à lui de prouver, pour se défendre, la « mauvaise
foi » du distributeur (et qui va sonder les reims et les cours pour
le faire ?) ou la pratique de prix d'appel (dont il n'existe aucune
sanction véritable) ; sinon, il risque jusqu'à deux ans de prison et
200 000 F d'amende.

Au contraire, les autres industriels de la Communauté européenne
ne sont pas en la même soumise à la loi française (ainsi que la cour
d'appel de Paris l'a reconnu dès 1967), mais au traité de Rome. Comme
le traité de Rome fait la part beaucoup moins belle au commerçant
cherchant à s'enrichir aux dépens des autres, le producteur de la
C.E.E. pourra très bien refuser de lui vendre. Cette fois, c'est au
commerçant, s'il se rebiffe, d'apporter la preuve qu'il en est résulté
une entrave à la concurrence ou discrimination. Jusque-là, le produc-
teur est supposé innocent, et, de toute manière, il ne risque, en fait
de condamnation, que le paiement par sa société d'une somme
d'argent : tout cela est beaucoup plus confortable.

Enfin, le producteur étranger à la Communauté européenne n'aura
de comptes à rendre à personne : il peut refuser de vendre à qui
il l'entend, comme il l'entend : il se contente de jeter à la corbeille
les protestations qu'il peut recevoir.

Au total, le Japonais et, dans une très large mesure, l'Allemand
peuvent consacrer l'essentiel de leurs efforts à la vente de leurs
produits dans les meilleures conditions pour leur entreprise, en cor-
répondant tout simplement à la demande dans la distribution ; à l'inverse,
le Français doit, même dans le cas de mauvaise foi réelle
du distributeur, consacrer une énergie financière et humaine dispropor-
tionnée, simplement pour prouver qu'il n'est pas coupable, et cela
sous peine... de prison !

On ne voit bien, c'est Gribouille : la législation française de
la concurrence pénalise, sur leur propre marché, les producteurs natio-
naux, au profit de leurs concurrents étrangers : en d'autres termes,
elle organise la suppression d'emplois en France et la détérioration
de la balance commerciale.

Mais ce n'est pas tout : le producteur étranger peut parfaitement
avoir en France une filiale de distribution, à laquelle il vend sous
condition, par exemple, de respecter certains critères dans le choix
des revendeurs : producteur et filiale (cette dernière puisque la mar-
chandises est juridiquement indisponible pour elle en dehors des
conditions fixées) échapperont encore à la législation française. Par
contre, si le producteur étranger crée en France une filiale de
fabrication, là, il perd tous ses privilèges.

On en arrive donc à dissuader les producteurs étrangers désireux
d'exploiter le marché français d'y créer des emplois en y établissant
une filiale de fabrication : il vaut mieux créer des emplois à Charleroi,
à Francfort ou à Bâle. Tout cela aurait peut-être un sens si la France
pouvait vivre en autarcie et ignorait le chômage ; comme il se trouve
en aller différemment, c'est indéfendable.

Quelle que soit la règle, elle doit être la même pour tous : il
faut donc, soit changer la législation française, par exemple, pour
l'harmoniser avec le traité de Rome, soit changer le traité de Rome,
et les législations japonaise, coréenne, etc., pour les harmoniser
avec la législation française.

On laisse au lecteur le choix de ce qui est réalisable, mais il est
impensable de conserver la discrimination actuelle au préjudice des
producteurs nationaux, c'est-à-dire de l'emploi, et au bénéfice des
importations, c'est-à-dire au détriment de notre balance commerciale.

Électroménager : les industriels demandent une modification de la législation sur le « refus de vente »

L'industrie française de
l'électroménager a, depuis
1979, le seul symbole des
10 milliards de francs de chiffre
d'affaires, à l'indiqué, le 5 février,
M. Lescure, président du Groupement
des industries françaises
des appareils d'équipement ména-
ger (GIFAM).

Pour 1980, a déclaré M. Les-
cure, « les perspectives ne nous
paraissent pas défavorables ».
Les industriels de ce secteur
espèrent, en effet, que les
ménages, retardant leurs achats
d'automobiles, « reporteront sur

l'électroménager l'argent qu'ils
n'ont pas dépensé dans le
renouvellement de leurs voitures ».
La profession a, cependant,
deux sujets de préoccupation. Le
premier concerne la balance
commerciale. Si les exportations
ont augmenté de 17 % en 1979
(3,4 milliards de francs), les im-
portations ont progressé de 25 %
(4,2 milliards de francs). Le taux
de couverture est donc revenu de
85 % à 80 %.

Second sujet d'inquiétude : la
pratique des prix d'appel par les
grandes surfaces. M. Lescure a
dénoncé cette « forme de camé-
bailisme commercial », qui contri-
bue « directement à faire le lit
des importations ». Les indus-
triels du GIFAM demandent donc
une modification de la législation,
notamment en matière de « refus
de vente ». « Notre souhait n'est
pas de restreindre en quoi que
ce soit la concurrence, ou d'in-
terdire à telle ou telle forme de
commerce de vendre nos pro-
duits. Mais tout simplement de
pouvoir empêcher tel ou tel dis-
tributeur de se livrer, pour les
seuls besoins de sa promotion, à
des pratiques malhonnêtes qui ont
pour effet de perturber profon-
dément les circuits commerciaux
normaux ».

EN LORRAINE

La rencontre université-industrie grâce au médicament

Nancy. — De la conception d'un médica-
ment à sa commercialisation, de sa première
utilisation à l'étude éventuelle de ses effets
indésirables, de nombreuses disciplines sont
mises à contribution. Physiciens, chimistes,
biologistes, médecins interviennent dans ce
processus, ainsi bien ceux appartenant à
l'université que ceux de l'industrie privée.

Mais la recherche thérapeutique se heurte
bien souvent à un cloisonnement entre les
différents départements universitaires. Quant
aux relations entre l'université et l'industrie,
elles sont pour le moins balbutiantes : afin
de les faciliter, une expérience est née en 1975
en Lorraine. Un colloque récemment organisé
à Nancy a permis d'en dégager les résultats.

De notre envoyé spécial

toutes les régions de France. Le
deuxième point, les relations avec
l'industrie, est en bonne voie.
« L'industrie du médicament est
très faible en Lorraine, loin der-
rière la région Rhône-Alpes ou la
région Centre. Notre but est de
proposer notre savoir-faire à des
petites et moyennes entreprises
de l'industrie du médicament ».
Ainsi, vingt-trois industriels assis-
taient à la première journée offi-
cielle du CEIMED. Le centre ne
leur propose pas la mise au point
de nouveaux médicaments (3) :
« Nous nous proposons pour un
médicament donné d'étudier son
mécanisme d'action, de rechercher
éventuellement à augmenter son
efficacité ou à diminuer ses dan-
gers », précise le professeur Siest.

Le CEIMED va être invité dans
d'autres régions : Tours, Montpel-
lier et Toulouse ont des projets
de centres analogues. Mais il
reste au système universitaire à
s'adapter et à se réinventer. Car la
confrontation inter-universitaire
et avec l'industrie, si elle stimule,
engendre aussi bien des remises
en question. — J.-D. F.

(1) Xenobiotiques : substances
étrangères à l'organisme.
(2) Certains matériels d'analyse
ou de recherche (chromatographe,
microscopie électronique), pouvant
valoir plusieurs millions de francs.
(3) Dans le rapport sur les pers-
pectives de la biologie, les profes-
seurs Royer, Jacob et Gros préconisent
qu'on ne découvre pas plus de
vingt nouvelles molécules d'ici à l'an
2000.

Les deux universités de
Metz et de Nancy ainsi que
les établissements d'enseignement
supérieur de la région offrent un
« réservoir scientifique » impor-
tant. Ainsi, l'Institut national
polytechnique de Lorraine pro-
pose-t-il une branche « génie
chimique » où se retrouvent
pharmaciens et ingénieurs.

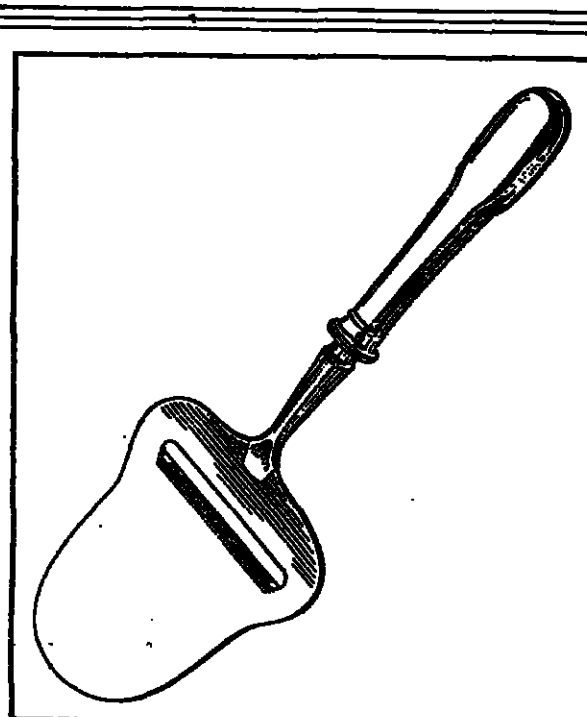
La Lorraine a une situation
générale très favorable au
sein de la Communauté euro-
péenne. Celle-ci, voulant favoriser
la création d'un « triangle scien-
tifique » Liège-Hambourg-Nancy,
a donné à CEIMED la direction
de plusieurs projets de recherche.
Après cinq ans, quels sont les
résultats du centre ? « Notre
premier objectif, décloisonner les
différents secteurs universitaires,
réussi », estime le professeur
Siest. « Les gens se rencontrent,
se parlent et il existe surtout une
utilisation plus rationnelle du
matériel lourd et coûteux de nos
laboratoires ». De plus, nous
voulons que les étudiants et les
enseignants « tournent » dans

LA GRANDE-BRETAGNE RESTE LE PREMIER ACHETEUR DE COGNAC FRANÇAIS

Le Royaume-Uni reste le pre-
mier acheteur de cognac français
avec 20,5 millions de bouteilles
en 1979 (+ 15 %), mais il est
talonné par les États-Unis
(20,5 millions de bouteilles), où
un bond de 27 % a été enregistré
grâce à l'assouplissement de la
réglementation douanière.

L'Allemagne fédérale arrive en
troisième position, avec 11,9 mil-
lions de bouteilles (+ 10 %) de-
vant la Belgique et le Luxem-
bourg (6,2 millions, + 12 %), où
l'on relève la plus forte consom-
mation par habitant dans les pays
occidentaux. Sur ce dernier point,
toutefois, le record absolu est
détié par Hongkong, dont les
habitants sont devenus les plus
grands buveurs de cognac du
monde, avec 8,6 millions de bou-
teilles pour 6,2 millions de per-
sonnes, et une progression spec-
taculaire (+ 90 % en trois ans).

Globalement, les ventes de co-
gnac se sont élevées à 151,7 mil-
lions de bouteilles en 1979, en
progression de 11,5 % par rapport
à 1978, pour un montant voisin
de 3,5 milliards de francs. L'exporta-
tion a porté sur 80 % de la
production en volume, avec
120,9 millions de bouteilles
(+ 14,3 %) et un chiffre d'affaires
de 2,9 milliards de francs
(+ 14,3 %), tandis que la consom-
mation intérieure est restée pra-
tiquement stable à 31 millions de
bouteilles (+ 1,5 %), dont 17,2 mil-
lions pour la consommation
directe. Les professionnels, appa-
remment ne nourrissent pas d'in-
quiétudes pour l'avenir : les ven-
danges 1979 ont été abondantes
et d'une grande qualité, ce qui
permet d'augmenter les stocks
d'eau de vie en cours de vieillisse-
ment (1 milliard de bouteilles à
l'heure actuelle).



Une pelle à fromage, toute nouvelle, pour couper et servir
avec élégance le cantal, le comté, l'emmental ou le gruyère.

Pavillon
Christoffle

12, rue Royale Paris
31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy
Centre Commercial de Parly II
... et maintenant Rive gauche, 93, rue de Seine

Présence

127, bd de Sébastopol - 75002 Paris
(à deux pas du FORUM DES HALLES)

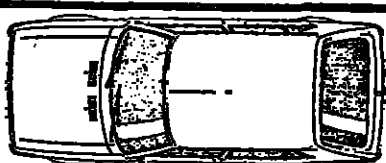
Meubles contemporains

SOLDE

Sa collection Ignorset
Safi, Togo, ML 7, ML 80...

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

BON POUR UN ESSAI POINTILLEUX CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.



HORIZON



L'ESPRIT AUTOMOBILE
TALBOT

مركز الامن النجف

AFFAIRES

ÉTRANGER

Le régime des prix de certains médicaments pourrait être assoupli par le conseil des ministres

Des fabrications nouvelles seraient demandées en contrepartie aux laboratoires

Le 13 février, très probablement, le conseil des ministres assouplira le régime des prix des produits pharmaceutiques pour « donner un peu d'air » à cette industrie dont la situation financière est compromise par l'encadrement actuel. Entre le retour à une liberté totale des tarifs — appelée de ses vœux par une profession en posture difficile, mais exclue vu les difficultés financières de la Sécurité sociale — et le maintien du régime actuel, le gouvernement pourrait s'engager vers un « cocktail » de mesures alliant la libération des prix de certains produits à un abaissement des taux de remboursement de certains autres et à des engagements de la profession. Ceux-ci concerneraient aussi bien la fabrication de certains médicaments que le rapprochement de laboratoires travaillant jusqu'ici isolément.

De nombreuses suggestions ont été avancées jusqu'à présent pour trouver une solution à ce qui peut passer pour la quadrature du cercle. Les prix de médicaments anciens, dont la mise sur le marché remonterait à dix ans ou plus, et ceux vendus moins de 12 fr., pourraient être libérés. Ceux également de produits dont l'efficacité est discutée, mais qui, dans l'arsenal thérapeutique, constituent une arme non négligeable par l'action qu'ils exercent sur un plan psychologique, avec possibilité de ramener le taux de remboursement à 10 % seulement, par exemple.

Une formule plus radicale — préférée par la profession — consisterait à différencier franchement les prix de remboursement des prix de vente en officine d'un certain nombre de spécialités, dont la nature resterait à déterminer.

Si l'objectif est bien de dégager une solution profitable aux laboratoires et supportable par la Sécurité sociale, le risque existe d'un transfert de prescriptions qui ferait manquer. Bien qu'il existe, parmi les médicaments anciens, comme parmi ceux dont le prix est inférieur à 12 francs, d'excellentes spécialités, d'autres, en revanche, sont devenus des produits de plus en plus répandus, certains médicaments, soucieux de l'intérêt de leurs clients, n'hésitent pas à ordonner à ceux-ci — quitte à modifier les doses — des produits dotés de plus fortes propriétés thérapeutiques, plus chers, mais mieux remboursés. Et cela au détriment des laboratoires fabriquant les produits rendus à la liberté de prix comme à celle de la Sécurité sociale.

Vu la difficulté rencontrée pour établir les listes de médicaments concernés (parmi un nombre actuel de neuf mille), certains ont pensé à une libération assez générale. Mais les maires paieraient les frais de l'opération : comment une personne aux revenus modestes, atteinte, par exemple, d'un cancer, pourrait-elle prendre à sa charge 30 fr., 40 fr. voire 50 fr. du coût d'un traitement ambulatoire journalier de 100 francs ?

Pourtant, on ne démentant, comptant sur la discipline du corps médical dans cette affaire ? Quant à radier complètement des listes de remboursement les médicaments d'usage courante, cela ne paraît pas — ou paraîtrait inutile — cette réquisition de condamner à brève échéance trop de petits laboratoires qui vivent de la fabrication de ces produits. Il semble donc que, malgré le silence qui préside à la préparation des décisions du conseil des ministres — que l'on s'achemine vers une libération de certains prix, accompagnée d'engagements des professionnels.

La survie de l'industrie pharmaceutique dépendant de sa capacité de recherche, les pouvoirs publics favoriseraient des opérations de rapprochement entre petits laboratoires permettant à ceux-ci de mener à bien des travaux de plus en plus coûteux. En contrepartie d'avantages financiers et de prix améliorés, un « contrat moral » serait établi entre toutes les firmes, à la dimension requise et l'administration, en termes de quel les industriels s'engageraient à faire une véritable recherche et à produire des médicaments nouveaux dans les trois ou quatre années à venir, sous peine à l'échéance de se voir retirer le bénéfice des avantages acquis.

Soudure de réduire la dépendance française à l'égard de l'étranger s'agissant d'approvisionnement en matières premières pharmaceutiques — en 1978 le déficit de la balance de ces matières premières s'est élevé à 1,4 milliard de francs, les pouvoirs publics demanderaient en outre aux firmes les mieux placées d'entreprendre la fabrication des produits indispensables à la confection de leurs spécialités. Cela pourrait également inciter à produire sur place les firmes étrangères implantées en France, qui pour la plupart, importent actuellement à grands frais — pour justifier leurs tarifs élevés — les matières premières et les principes actifs dont elles ont besoin.

Le gouvernement encouragerait la fabrication — avec des principes actifs français — des produits génériques (copies de médicaments qui ne sont plus protégés par des brevets). Ces fabrications permettraient la mise sur le marché de médicaments beaucoup moins chers (1) que

LE GROUPE CHRYSLER A PERDU PLUS DE 1 MILLIARD DE DOLLARS EN 1979

Le groupe automobile américain Chrysler Corp. a perdu 1,097 milliard de dollars en 1979. Il s'agit là de la plus grosse perte jamais enregistrée dans l'industrie américaine. En 1978, la firme avait enregistré un bénéfice de 205 millions de francs.

La publication de ce résultat au lendemain de l'annonce de la signature d'un protocole d'accord industriel et financier avec le groupe français P.S.A.-Peugeot-Citroën (le Monde du 8 février) illustre mieux que tout commentaire les difficultés auxquelles doit faire face le numéro trois de l'automobile américaine, qui bénéficie, rappelle-t-on, d'une garantie d'emprunt de 1,5 milliard de dollars de la part de l'Etat fédéral. Il espère ramener à 500 millions de dollars ses pertes en 1980.

Dans un communiqué, le syndicat C.G.T. des automobiles Peugeot-Citroën a déclaré que le groupe de Sochaux considère que le prêt que Peugeot S.A. vient d'accorder à Chrysler « est une injure aux salariés de Sochaux ».

Une vaste campagne d'information sera nécessaire auprès du corps médical pour éviter toute confusion, les praticiens pouvant être amenés à prendre les produits génériques pour des spécialités nouvelles et à les prescrire avec les anciens, ce qui aboutirait à l'effet inverse de celui qui est poursuivi.

L'industrie pharmaceutique, qui souhaite l'assouplissement des prix, devra de toute façon compléter cet effort public par un « dégrèvement » de certaines de ses dépenses. Elle y a déjà procédé dans le domaine de la promotion et de l'information des praticiens. Elle peut aller plus loin si l'on songe que les sommes consacrées à l'information représentent en moyenne 15,02 % du chiffre d'affaires de toute la pharmacie (dont 9,74 % pour les seules visites médicales), soit autant que pour l'ensemble de la recherche, sinon davantage.

ANDRÉ DESSOT.

RÉUNIS A GENÈVE Quatre-vingt-huit pays tentent de rénover le régime de la propriété industrielle

Après quatre jours d'âpres discussions, la conférence diplomatique sur la protection de la propriété industrielle a finalement, le 7 février, adopté son projet de convention. Elle y a déjà procédé dans le domaine de la promotion et de l'information des praticiens. Elle peut aller plus loin si l'on songe que les sommes consacrées à l'information représentent en moyenne 15,02 % du chiffre d'affaires de toute la pharmacie (dont 9,74 % pour les seules visites médicales), soit autant que pour l'ensemble de la recherche, sinon davantage.

Conclue en 1883, la convention de Paris a été révisée à plusieurs reprises, et la dernière fois à Stockholm en 1967. Quatre-vingt-huit Etats sont parties à cette convention : tous les pays industrialisés, tous les pays socialistes et une cinquantaine de pays en voie de développement.

La conférence doit débattre de deux grandes revendications. L'une émane des pays du tiers-monde qui souhaitent obtenir un traitement préférentiel (en matière de droits et taxes perçues par les offices de brevets par exemple). De leur côté les pays socialistes souhaitent que le régime particulier du « certificat d'invention » soit mis sur le même plan que le brevet. La communauté internationale ne reconnaît jusqu'à présent que le brevet et le certificat d'invention, qui ne confère pas à son détenteur les mêmes droits que le brevet dans les pays industrialisés.

Dès l'ouverture de la conférence, les pays arabes d'un côté et ceux opposés à la candidature de M. Pavez El Ibrahim (représentant de l'Egypte) à la présidence de la réunion. Un compromis est intervenu. M. Sene accéda à la présidence. M. El Ibrahim se voyant attribuer un poste de vice-président.

Il reste maintenant à élire les autres vice-présidents et les présidents des diverses commissions. Dans les milieux diplomatiques, on estime donc que le démarrage effectif des négociations ne devrait pas intervenir avant le milieu de la semaine prochaine.

D'autre part, le ministre a souligné que la réunification des prix du pétrole au sein de l'O.P.E.P. était rendue « plus difficile » par les augmentations annoncées récemment. Toutefois, il estime que cette réunification est encore possible notamment sous l'effet d'une réduction de la demande par les pays consommateurs. A long terme, a-t-il précisé, le prix du pétrole doit augmenter en termes réels, c'est-à-dire davantage que le taux de l'inflation.

De son côté, le ministre français de l'Industrie, M. André Girard, a souligné la nécessité d'une réunion de l'ensemble des pays du monde pour régler le problème de l'énergie. L'approvisionnement énergétique, a-t-il dit, est fragile, et peut être déséquilibré dangereusement par certains événements politiques survenant dans les zones productrices. Si nous ne réagissons pas, à moyen terme, la pénurie menace, et nous que la récession économique et les troubles qui en résultent viennent traiter le mal par le mal. Le ministre a insisté sur le rôle du pétrole à répondre que les pays de l'O.P.E.P. voulaient bien discuter avec les pays consommateurs de la question de l'énergie, mais seulement après que les problèmes de développement bilatéraux entre eux soient résolus. Chah Yamani a ajouté que la question des prix du pétrole restait de la souveraineté totale » de l'O.P.E.P.

LA DIRECTION DE BRITISH LEYLAND AYANT REFUSÉ DE RÉINTÉGRER UN DÉLÉGUÉ D'ATELIER LICENCIÉ

Le syndicat des métallurgistes lance un ordre de grève à l'usine de Longbridge

De notre correspondant

Londres. — La décision, attendue, de British Leyland (B.L.), entreprise nationalisée de construction automobile, de ne pas reprendre M. Robinson, le délégué d'atelier licencié en novembre 1979, a provoqué la riposte, également attendue, du syndicat des métallurgistes, qui, menaçant d'exécution sa menace, a lancé un ordre de grève à ses huit mille adhérents de l'usine de Longbridge (le Monde du 8 février). L'épreuve de force est engagée, et les conséquences sont disproportionnées avec l'incident qui l'a provoqué. La direction ne peut se frotter, se permettre, vis-à-vis du gouvernement, qui tient les cordons de la bourse, de reculer sur une question de principe. Le syndicat, de son côté, est dominé par les éléments modérés, estime qu'en renvoyant M. Robinson, la direction de B.L. veut briser le pouvoir des délégués d'atelier.

Le conflit, portant sur des principes, est donc difficile à résoudre par un compromis et bien que limité à une seule usine, il risque d'avoir des conséquences sévères pour B.L. dans la mesure où les ateliers de Longbridge produisent les moteurs des « Jaguars », modèles les plus recherchés de la clientèle et dont les stocks s'épuisent. Ainsi la campagne « achetez britannique », lancée par la B.L. en vue d'élargir à 25 % le marché se trouverait sérieusement compromise.

Le syndicat avait proposé une formule de compromis. M. Robinson aurait été réintégré, mais sans retrouver son statut de délégué. En fait, les dirigeants modérés du syndicat n'auraient pas été mécontents de voir renvoyer dans les rangs M. Robinson, d'obédience communiste, et qui avait enfreint les consignes de la hiérarchie syndicale. En prenant publiquement parti contre le programme de sauvegarde de l'emploi, les syndicats ont encouru la sanction de la direction. La conclusion que le licenciement était inacceptable, notant que M. Robinson avait signé son appel au boycottage du plan de sauvetage avant son approbation à une très large majorité par les ouvriers de l'entreprise nationalisée. La direction justifie sa réponse.

Le produit intérieur brut par habitant des pays les plus pauvres du monde a augmenté de moins d'un dollar par an au cours des vingt dernières années, a indiqué le 4 février, à Genève, M. Correa, secrétaire général de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement). En outre, d'une réunion consacrée à la situation des trente pays en développement les moins avancés, M. Correa a souligné que le produit brut de ces pays était passé de 120 milliards de dollars en 1960, à 140 milliards seulement en 1978. Si la tendance actuelle se maintient, a-t-il ajouté, le PIB par habitant de ces pays ne dépassera qu'à 153 dollars en 1990, contre 732 pour l'ensemble des pays du tiers-monde. La réunion s'est terminée jeudi sans résultat.

Le président du conseil des ministres polonais, M. Piotr Jaroszewski, a indiqué le 4 février, à Berlin, M. Berthold Beitz, président de la firme allemande Krupp. Le voyage de M. Beitz est, indique-t-on de source allemande, l'un des premiers d'un ministre d'un pays en développement à la construction par la R.F.A. d'un grand complexe de gazéification de lignite. La transformation de la houille étant encore loin d'être rentable, les deux parties se sont mises d'accord pour que la majorité de cette somme soit consacrée au développement et à la modernisation de l'extraction du charbon en Pologne et à la poursuite des recherches.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,0800 4,0770	- 75 - 45	- 110 - 125	- 450 - 370
S. Can.	3,5100 3,5130	- 55 - 35	- 110 - 65	- 375 - 150
Yen (100)	1,6300 1,6375	+ 50 + 75	+ 30 + 125	+ 300 + 250
DM	2,3800 2,3400	+ 35 + 65	+ 120 + 165	+ 415 + 490
Florin	2,1215 2,1250	+ 5 + 25	- 110 - 50	- 70 - 115
F.S. (100)	14,0000 14,0000	365 + 210	- 775 - 590	- 1700 - 1380
F.S.	2,5165 2,5285	+ 65 + 160	+ 285 + 320	+ 810 + 885
L. (1 000)	5,4900 5,4980	- 285 - 210	- 615 - 530	- 1260 - 1010
S. (1 000)	3,5720 3,5840	- 450 - 365	- 610 - 485	- 1250 - 1040

TAUX DES EURO-MONNAIES

	7/12	7/15	8/15	9/15	8/15	5/15	5/15	8/11/15
\$ E.-U.	6,9/16	6,15/16	13/16	13/16	14/16	14/16	14/16	14/11/16
Florin	10/12	11/12	11	11/14	11/14	11/14	11/14	11/15/16
F.S. (100)	13/14	12/14	14/14	14/14	14/14	14/14	14/14	14/15/16
L. (1 000)	11/14	11/14	12/14	20/14	18/14	20/14	18/14	21/14
S. (1 000)	16/14	17/14	17/14	18/14	18/14	18/14	18/14	18/15/16
Fr. suisse	11/15	12/15	12	12/14	12/14	12/14	12/14	13/15/16

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

En R.F.A. LE CHOMAGE A FORTEMENT AUGMENTÉ EN JANVIER

Nuremberg (A.F.P.). — Le chômage a fortement augmenté en janvier. Selon l'Office fédéral du travail, en données brutes, il a franchi à nouveau le cap du million pour s'établir à 1 098 000 personnes sans emploi. L'augmentation par rapport à décembre, 109 700, soit 19,6 %, est la plus forte jamais enregistrée depuis 1975.

Le taux s'est élevé à 4,5 % de la population active contre 3,8 % en décembre. Il est nettement moins élevé qu'en janvier 1979, où il avait atteint 5,1 %. En moyenne annuelle, le chômage a représenté en 1979 3,8 % de la population active, soit 876 000 personnes. Pour 1980, le gouvernement prévoit un chômage moyen de 3,5 % à 4 %, soit moins de 900 000 personnes.

Le chômage s'est aggravé en un mois davantage chez les hommes que chez les femmes. Le taux masculin s'est élevé en janvier à 3,9 % contre 2,9 % en décembre (4,5 % en janvier 1979). Chez les femmes, il a atteint 5,5 % le mois dernier, contre 4,1 % en décembre et 3,1 % en janvier 1979. Cette évolution était due au fait que les postes de travail liés aux conditions météorologiques (bâtiment) sont moins souvent occupés par des femmes que par des hommes.

HENRI PIERRE.

La Turquie déposera prochainement une demande officielle d'adhésion à la Communauté européenne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Turquie déposera officiellement une demande d'adhésion à la Communauté en juin ou juillet. Le ministre des affaires étrangères de ce pays, M. Ertugrul, vient d'en informer la Commission européenne. Celle-ci avait l'intention d'effectuer un tour des capitales des Neuf afin de plaider la cause d'Ankara.

La déclaration publiée mardi 5 février à Bruxelles, à l'issue du conseil d'association C.E.E.-Turquie, est contenue dans un document politique que les deux parties s'attachent à la ressembler et au développement de l'association. Il était fait référence cependant à la nécessité de « faciliter ultérieurement l'adhésion de la Turquie à la Communauté ».

Les Neuf ont valorisé l'orientation libérale que le gouvernement de M. Demirel entend imprimer à la politique économique de leur pays, rend cette adhésion possible. Ils ont également le souci d'éviter que la prochaine entrée de la Grèce dans la Communauté n'entraîne un relâchement de leurs liens avec l'Europe. L'adhésion de la Turquie, si elle est confirmée, ne peut qu'embarrasser les Neuf. La Turquie, pays européen doté d'un régime démocratique, a parfaitement le droit de demander l'adhésion, laquelle, d'ailleurs, est explicitement prévue par le traité d'association signé avec la C.E.E. en 1963. Sans doute aborder les problèmes de nature politique que cette candidature peut soulever, on ne manquera pas de constater que l'économie turque, en état de crise aiguë, n'est pas dotée d'une

PHILIPPE LEMAITRE.

La Banque nationale de Belgique relève la gravité de la situation économique et financière du pays

De notre correspondant

Bruxelles. — La Banque nationale de Belgique fait la leçon aux Belges : « Vous menez votre Etat à la ruine, et si vous n'opérez pas un redressement radical, ce sera la faillite », dit-elle en substance. Le rapport annuel de l'institut de la monnaie, publié le 7 février, est différent des précédents par le ton et les images qu'il contient. Ainsi, l'avertissement aux entreprises en difficulté qui comptent trop souvent sur l'aide de l'Etat. Pour elles, mieux vaut renoncer à tout espoir. Selon ce rapport, « les canards boiteux » ne doivent plus compter sur les bénéfices publics que prolongent les subventions. La banque estime que toute la sollicitude des Belges doit aller aux entreprises d'exportation « qui assurent notre train de vie ».

Il n'y aura pas de dévaluation, assure le rapport, qui s'oppose à ceux qui pensent qu'une amputation de la valeur du franc belge donnerait un coup de fouet aux exportations. La banque plaide pour que les Européens et les Américains ne touchent plus aux parités. Elle pense qu'en 1980 le franc belge connaîtra « un printemps essentiellement », 1979 a été une année difficile pour la Belgique belge, parce que la balance commerciale a été plus

nettement déficitaire et que les dépenses extérieures ont augmenté, notamment avec la hausse du prix du pétrole. L'institution recommande une nouvelle réduction de la consommation des produits pétroliers.

Elle se dit très préoccupée par le déficit extérieur. Les Belges consomment plus qu'ils ne produisent ; le déficit n'est plus accidentel mais structurel. Une des conséquences est que les pouvoirs publics ne trouvent plus en Belgique les ressources nécessaires à la couverture de leur déficit et doivent recourir à des emprunts à l'étranger.

Dès lors, dit la banque, il n'y a que deux solutions : augmenter la production en quantité et en qualité, ou réduire les dépenses. Les deux opérations doivent être menées de front. Dès lors, la banque qui a au programme d'austérité et d'assainissement financier préparé par le gouvernement Martens. Le Belge, dit-elle, modère désormais ses demandes d'augmentation de salaire, mais ce qu'il attend plus de son employeur, l'exige de l'Etat-providence. De plus, la fraude fiscale ne l'effraye guère. Il faut qu'il se ressaisisse : « L'heure de vérité a sonné ».

PIERRE DE VOS.

TRANSPORTS

PRIX TROP BAS SUR LES LIAISONS LES PLUS FRÉQUENTÉES

La S.N.C.F. accuse Air Inter de pratiquer une politique tarifaire déloyale

Dans une note interne de sa direction des études générales et de la recherche, la S.N.C.F. critique sévèrement la nouvelle politique de « modulation tarifaire » qu'Air Inter a notamment mise en place pour faire pièce à la concurrence du train. Elle menace de « ne pas rester sans réagir » si les pouvoirs publics encouragent cette initiative.

Entre le train et l'avion, la concurrence se fait de plus en plus âpre dans l'hexagone. M. Paul Gentil, directeur général de la S.N.C.F., le reconnaît récemment : « Le transport aérien intérieur a connu (en 1979) une vive expansion, soutenue par l'introduction d'appareils de grande capacité et par une politique tarifaire offensive. Cette expansion s'est produite partiellement au détriment de notre propre trafic ».

La mise en service partielle du train à grande vitesse (T.G.V.) au mois d'octobre 1981 entre Paris et Lyon ne peut qu'aggraver cette compétition. Air Inter mesure à quel point cette innovation ferroviaire va enlancer son fonds de commerce.

Elle tente d'en compenser les effets néfastes par « une politique tarifaire offensive ». Il s'agit pour la compagnie intérieure de moduler — plus que de contourner — tous ses tarifs, normaux et promotionnels, « en fonction de la longueur de la ligne, de son marché et de ses résultats ». C'est dire que pour protéger ses meilleures liaisons, les plus fréquentées et donc les plus rentables, Air Inter s'emploie, aujourd'hui, à y limiter la hausse de ses barèmes.

Ainsi, la compagnie intérieure a relevé ses tarifs de 8,5 % en moyenne, le 1^{er} janvier dernier. Mais les barèmes de Paris-Marseille n'ont pas été augmentés; ils baisseront même de 5 % le 6 avril prochain. Sur les principales lignes, la majoration du prix des billets a été inférieure au taux moyen : + 6,2 % sur Paris-Toulouse, + 7 % sur Paris-Marseille par exemple. En revanche, sur des lignes secondaires, elle a été supérieure au taux moyen : + 12,5 % sur Nantes-Lyon, + 15,5 % sur Paris-Lorient notamment.

Un système de compensations

La Délégation à l'aménagement du territoire s'est inquiétée de cette politique tarifaire, jugeant qu'elle risquait d'aggraver les disparités régionales dans la mesure où Air Inter modère ses tarifs sur des destinations « riches » plutôt que sur des destinations « pauvres », en clair, quelle pénalise Lorient au profit de Nice.

La S.N.C.F. reproche à la compagnie intérieure de ne pas jouer ainsi au système de la « répartition géographique », selon lequel les tarifs varient en fonction des distances parcourues. Elle « ne conteste pas que du point de vue de sa politique commerciale propre et de la recherche de son développement à long terme, la dépréciation de ses tarifs par la société Air Inter constitue un moyen adapté à ses objectifs ». Mais « plus contestable lui paraît, par contre, l'affirmation selon laquelle une telle politique est conforme à l'intérêt général ».

La S.N.C.F. fait valoir que sa tarification « voyageurs grandes lignes » est « à l'évidence perçue et caractérisée par une dégressivité relativement faible de ses

barèmes ». A ses yeux, l'importance des charges fixes, notamment d'infrastructures, et la nécessité de l'équilibre budgétaire tel qu'il est défini par la convention tendent à limiter la possibilité que les tarifs soient en moyenne très supérieurs aux coûts marginaux, ce qui représente, selon elle, « une différence de structure fondamentale avec le transport aérien ».

Cette situation se traduit pour la société nationale par un système de compensations entre les différentes lignes du réseau : « Les relations les plus courtes, les plus fréquentées et les plus rentables dégagent des marges brutes importantes qui permettent de couvrir les charges fixes (...) et de laisser des marges nettes résiduelles ». Celles-ci servent à « couvrir une partie des charges fixes des liaisons plus courtes et à plus faible trafic ».

La règle du jeu voudrait que la S.N.C.F. et Air Inter contrôlent leurs tarifs sur un même modèle et que « le trafic se répartisse entre eux en fonction de la manière dont les usagers apprécient leurs qualités respectives ». La société nationale reconnaît

malgré tout que des « distorsions tarifaires » existent dans ce système, mais qu'elles s'en trouvent « encore aggravées » par la politique que se propose de suivre la compagnie intérieure. Une question pour la société nationale d'admettre cet état de fait. L'avisement est clair : « Tant en fonction de considérations d'équité qu'en fonction de considérations d'efficacité, la S.N.C.F. ne peut que constater que la politique tarifaire de la compagnie intérieure est une telle politique déloyale ».

Fermeture de lignes

Dès lors, la S.N.C.F. menace de pratiquer des « réductions de prix sélectives » sur les lignes où Air Inter fera porter son effort tarifaire. A son avis, cela impliquera « un relèvement des tarifs sur les relations à distances plus courtes et probablement un relèvement encore plus marqué sur les relations les moins importantes qui risquent d'être dans la spirale de la dégradation ». La hausse des tarifs entraîne la baisse des trafics, qui entraîne à son tour la hausse des coûts moyens unitaires, qui appelle de nouvelles hausses de tarifs.

Cette spirale risque de conduire à « la nécessité d'abandonner l'exploitation ferroviaire sur certaines lignes ». En définitive, la S.N.C.F. « c'est donc tout le fragile équilibre actuel qui risque de se trouver rompu au détriment de certaines régions du territoire, en général déjà les moins bien desservies. Il est permis de se demander si c'est bien cela que souhaite la collectivité nationale ».

A toutes ces critiques, Air Inter oppose une tranquille fin de non-recevoir. Ses responsables se contentent d'affirmer : « Nos tarifs ont été d'abord approuvés par les pouvoirs publics; c'est donc par leur faute que la S.N.C.F. se plaint. Ils continuent de soutenir que leur politique tarifaire ne contredit en rien un bon aménagement du territoire. » En majeure

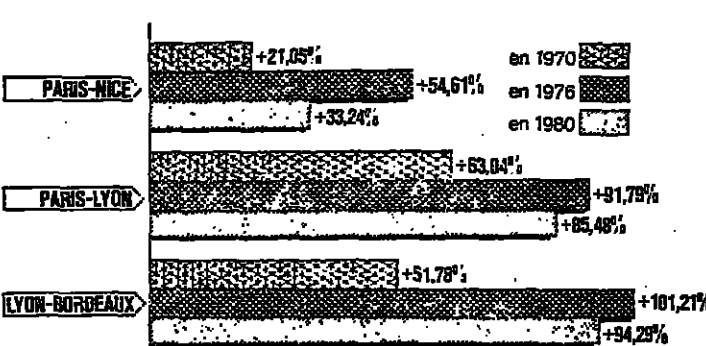
soutenue ou même encouragée par les pouvoirs publics. » Quelle réponse ? « Il est peu probable que les modifications tarifaires prennent la forme d'un accroissement général de la dégressivité des barèmes. En effet, la dégressivité actuelle apparaît concurrencée de l'automobile, qui reste la plus importante, même à longue distance. » En outre, « des abaissements de prix n'apparaissent pas justifiés sur des relations où la concurrence de l'avion ne s'exerce pas ».

Fièvre de son indépendance financière, l'Etat ne lui verse plus de subventions depuis 1972 — Air Inter n'est pas fâchée de dénoncer le poids excessif que représente la S.N.C.F. pour les finances publiques. Elle oppose son dynamisme d'entreprise jeune à la sclérose d'une administration ferroviaire, à laquelle elle reproche de « s'engorger » ses initiatives tarifaires.

Dans un climat de vives rivalités commerciales dont on voit mal qu'elles puissent s'estomper à l'avenir, est-il encore souhaitable que la S.N.C.F. continue de posséder 24,95 % du capital d'Air Inter ? N'est-il pas temps de mettre le droit en accord avec le fait ?

JACQUES DE BARRIN.

AVION CONTRE TRAIN



Le pourcentage qui figure sur le tableau ci-dessus indique à quel niveau se situe le prix d'un voyage en avion par rapport à un voyage en train. Calculé au 1^{er} janvier de l'année, le tarif retenu est le tarif de base : classe économique pour Air Inter et première classe pour la S.N.C.F.

ENVIRONNEMENT

Les rôles de l'Office national de la chasse

La chasse à la tourterelle restera interdite au printemps, a indiqué le 6 février M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement, au terme d'une réunion du conseil d'administration de l'Office national de la chasse (ONC) (nos dernières éditions).

Les chasses de printemps sont et demeureront interdites à l'époque de la reproduction, a ajouté le ministre. L'ONC, d'autre part, a précisé M. d'Ornano, devra développer son rôle de conseiller technique sur le terrain en mettant l'accent sur la recherche scientifique et la formation. Il devra poursuivre dans chaque département le dialogue engagé au plan national avec les agriculteurs pour réduire les dégâts occasionnés par le gibier. L'ONC aura aussi pour mission de créer de bonnes conditions de développement du gibier naturel au détriment du gibier d'élevage. Enfin, cet organisme est invité à pratiquer une politique plus active de réserves, surtout pour le gibier migrateur.

La chasse, a souligné M. d'Ornano, doit rester « un sport exempt de toutes motivations commerciales et lucratives » et le prélevement opéré par les chasseurs « compatible avec les possibilités de reproduction des espèces ». M. Servat, directeur de la protection de la nature, a aussi indiqué que, à partir de cette année, les chasseurs recevront avec leur

permis « un carnet de prélèvement » sur lequel chaque dossier devra figurer le nombre d'animaux tués, par espèce. Cela constituera une première étape vers la connaissance des prélèvements annuels précis des espèces de gibiers.

L'examen national du permis de chasse aura lieu le 10 mai avec une journée de rattrapage le 7 juin. Les chasses de printemps de la saison 1980-1981 s'achèveront le 15 septembre et le 1^{er} octobre, avec une fermeture générale le 28 février 1981, au plus tard.

Incidents à Plogoff. — De nouveaux troubles se sont produits le 7 février à Plogoff (Finistère) autour des camionnettes maltristées installées pour permettre l'enquête d'utilité publique en vue de la construction d'une centrale nucléaire dans la commune. Un groupe d'environ deux cents habitants de la commune s'est opposé aux gendarmes mobiles chargés de la protection de ces camionnettes.

Contre la destruction de Sainte-Féline. — Les membres de l'association S.O.E. Paris protestent contre la destruction envisagée par l'Assistance publique de la maison de retraite Sainte-Féline, dans le septième arrondissement. Ils présentent un contre-projet qui permettrait de réaliser le nouveau programme souhaité par l'Assistance publique (quatre cents lits d'hospitalisation active réservés aux personnes âgées) sans compromettre l'intégrité du parc existant et en gardant la majorité des constructions de l'Assistance publique affirmant que, après études, l'assainissement aurait été très coûteux pour un résultat médiocre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMÉRAIRE

Le conseil d'administration de la Société Générale, dans sa séance du 7 février 1980, a décidé de convoquer le collège représentatif des actionnaires le 21 mars 1980 pour décider une augmentation de capital par l'émission de 500 000 actions nouvelles de 100 francs nominales pour vingt actions anciennes.

Les modalités définitives de cette opération, notamment le prix d'émission des actions nouvelles et la date de réalisation, ne seront arrêtées qu'après la réunion du collège et accomplissement des formalités nécessaires.

Le montant effectif de l'augmentation de capital sera d'environ 100 millions de francs. En vue de favoriser un élargissement de l'actionnariat par un accroissement du nombre des actions négociables détenues par les actionnaires autres que l'Etat, celui-ci a décidé de ne pas exercer la totalité de ses droits de souscription, ainsi la Société Générale pourra, par cette augmentation de capital, la politique de renforcement de ses capitaux propres, qu'elle a engagée depuis trois ans.

GROUPE SELLIER-LEBLANC

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé de l'exercice 1979 s'est élevé à 1 109 millions de francs en 1979, en augmentation de 17 % sur celui de l'année précédente.

FOINCA

Les loyers acquis pendant le quatrième trimestre de 1979 s'élevaient à 7 583 000 F, contre 7 025 000 F en cours de la même période de 1978. Pour l'ensemble de l'exercice le chiffre d'affaires s'est élevé à 30 705 000 F, contre 27 502 000 F en 1978.

SEB S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel du groupe SEB pour l'exercice 1979 s'élevait à 1 257 millions de francs (+ 10,8 %), réparti comme suit :

— Chiffre d'affaires en France : 1 199 millions de francs (+ 8 %);

— Chiffre d'affaires à l'étranger : 58 millions de francs (+ 18 %);

— Chiffre d'affaires en France : 1 199 millions de francs (+ 8 %);

— Chiffre d'affaires à l'étranger : 58 millions de francs (+ 18 %);

Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel du groupe SEB pour l'exercice 1979 s'élevait à 1 257 millions de francs (+ 10,8 %), réparti comme suit :

LOCINDUS

SICOMI

Le conseil d'administration de la société, qui s'est réuni le 23 janvier 1980, a constaté, conformément à la loi, que 100 920 obligations sur les 535 715 obligations de l'emprunt obligataire convertibles de 100 000 francs émis en 1974, avaient fait l'objet, en 1979, d'une demande de conversion.

En 1977 et 1978, il avait été converti 224 178 obligations.

Au total, 73,78 % de l'emprunt ont été convertis en actions.

Dans les conditions, le capital social de la société est porté de 174 529 800 F à 124 631 000 F.

En conséquence, le dividende, qui sera en augmentation par rapport à celui de l'exercice précédent, s'appliquera à ce nouveau capital.

STATISTIQUES D'ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES EN FRANCE POUR L'ANNÉE 1979

En dépit d'un environnement économique marqué par la stagnation des émissions de valeurs mobilières en France — statistiques qui ne reflètent pas la situation réelle — les émissions de valeurs mobilières ont été marquées par une certaine progression notable en 1979 (+ 14,3 %). Leur placement a été assuré par une conjonction de facteurs : un volume record des émissions pour 1979, celui-ci est, en effet, lié à la hausse des émissions de valeurs mobilières de 1978 par rapport à 1977. Cette hausse est due à la dépréciation monétaire : la hausse des émissions de 1979 n'est plus alors que de 1,5 %.

Avec un montant de 62,8 milliards, les émissions obligataires ont marqué une progression notable en 1979 (+ 14,3 %). Leur placement a été assuré par une conjonction de facteurs : un volume record des émissions pour 1979, celui-ci est, en effet, lié à la hausse des émissions de valeurs mobilières de 1978 par rapport à 1977. Cette hausse est due à la dépréciation monétaire : la hausse des émissions de 1979 n'est plus alors que de 1,5 %.

En dépit d'un environnement économique marqué par la stagnation des émissions de valeurs mobilières en France — statistiques qui ne reflètent pas la situation réelle — les émissions de valeurs mobilières ont été marquées par une certaine progression notable en 1979 (+ 14,3 %). Leur placement a été assuré par une conjonction de facteurs : un volume record des émissions pour 1979, celui-ci est, en effet, lié à la hausse des émissions de valeurs mobilières de 1978 par rapport à 1977. Cette hausse est due à la dépréciation monétaire : la hausse des émissions de 1979 n'est plus alors que de 1,5 %.

GARANTIE FINANCIÈRE

Le Banquet Hervet, 78, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, informe la publicité qu'il a été mis fin à d'un commun accord, avec M. Joseph Bernard, 17, rue Godot-de-Mauray, 75008 Paris, à la garantie financière accordée à ce dernier depuis le 1^{er} mars 1978 concernant ses activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce. M. Joseph Bernard ayant cessé ses activités le 31 décembre 1979.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque Hervet cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (Art. 4 du décret du 20 juillet 1977).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes opérations ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 et toutes opérations effectuées par les créanciers dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, et ne peut en aucun cas être interprété en ce sens. La responsabilité de l'exactitude de la présente notice est à la charge de la personne ci-dessus indiquée.

Au Havre

Plein Centre, 1.500 m2 de bureaux divisibles sur deux plateaux.

A vendre 3.400 F h.t. le m2 ou à louer 350 F h.t. le m2. — Ecrire n° 10.155 « Le Monde Publicité ».

CIRCULATION

L'AUTOROUTE BAYONNE-TOULOUSE

NE SERA RÉALISÉE QU'EN PARTIE

(De notre correspondant.)

Tarbes. — Le projet d'autoroute à 4 voies Bayonne-Tarbes-Toulouse va être sensiblement modifié pour tenir compte de la durée des temps. La nouvelle n'a pas été officiellement confirmée, mais il paraît certain qu'une véritable autoroute ne sera construite que sur les 120 kilomètres qui séparent Bayonne de Tarbes, via Orthez et Pau. Entre Tarbes et Toulouse, via Saint-Gaudens et Lannemezan (150 kilomètres), on se contentera d'une voie express à quatre voies séparées par un terre-plein central un peu moins large que celui que l'on trouve sur les autoroutes.

Avec des étapes intermédiaires, les deux liaisons devraient être mises en service pour 1983. Un échangeur est prévu à l'est de Tarbes.

International
Diamant et Co
6, place Vendôme Paris
tél. 260.49.80/260.87.44

RENSEIGNEMENTS ET VENTE sur rendez-vous du lundi au samedi

CRÉER - FABRIQUER - COMMERCIALISER

Moins de quarante ans, patron de P.M.E. créant, fabriquant, commercialisant mondialement un produit pour des grandes marques, cherchant à diversifier ses activités, offrirait sa collaboration. Toutes possibilités envisageables.

Ecrire n° 10184 LE MONDE Publicité, qui transmettra.

PLACEMENT DIAMANT OÙ S'INFORMER?

Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75008 Paris - Tél. (1) 261.37.12, est ouvert au public du lundi au vendredi inclus de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

Jeudi 6.1.80

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
7 FÉVRIER

Très forte reprise

Timidement amorcé quelques heures plus tôt, le mouvement de reprise des valeurs françaises s'est fort nettement amplifié vers la fin de la séance. Il s'est même étendu à la majorité des titres inscrits à la cote du terme, si bien qu'à la clôture l'Indicateur instantané affichait un gain de 12 points.

De fortes hausses ont été enregistrées dans tous les compartiments. Mais la vedette a, de très loin, été tenue par Peugeot-Citroën, dont l'action a monté de 10 points, soit 10 p. 100, à la suite de la souscription de 100 millions de dollars consenti à Chrysler, très bien accueillie par les milieux financiers, qui y voient l'occasion pour la firme de Sochaux de réussir sa percée sur le marché américain.

Autres protagonistes : le Fonds d'Etat progressant en liaison avec le raffermissement de la livre. Baisse des mines d'or.

En novembre (cotation 655 00 contre 658 25

VALEURS	CLÔTURE	COURS
	7/2	8/2
Boréalis	128	128
Strathcona	372	355
Comstock	77	77
Union Pac.	11 7/8	11 7/8
Union Chemin	388	388
Nia Nita Zinc Car.	418	423
Shen	385	378
Union	418	418
Wor Lons 2 1/2 %	31 7/8	32 1/16
Wor Lons 1 1/2 %	32 1/2	32 1/16
Wor Lons 1 %	34 1/2	35 1/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

« **Enfin**, ces boissies, elles ont considérablement diminué en nombre comme en ampleur. La récente performance de Peugeot a été la dernière à contribuer à faire monter les cours. Mais elle n'a pas été à l'origine d'un tassement du marché. C'est encoeuré Wall Street qui est en effet venu

le signal de la hausse.

Un autre facteur a joué aussi : la chute de la demande russe, la fin d'une prochaine libération des otages américains détenus à Téhéran par les étudiants iranien. Bref, les opérateurs ont transcrit dans les ordres de vente pour reprendre leurs achats, sur une assez grande échelle.

Les difficultés rencontrées par la société, depuis le début de l'année, ont porté en totalité le coût des opérations de restructuration entreprises. Le résultat de l'exercice 1979, le premier exercice (1^{er} octobre-31 décembre 1979), ces opérations de restructuration ont entraîné un déficit de 10 millions de francs pour les fruits et, avec l'amélioration de la conjoncture dans certains secteurs, les prochains résultats se sont révélés meilleurs.

Philippe LAFITTE

Contrairement à ce qui s'est produit à Londres, l'or a continué d'être demandé par les investisseurs. Le lingot a dû être interrompu pour quelques « broutilles ». Finalement, un cours de 90 000 F a été inscrit, contre 88 000 F, le cours qui a fait ressortir la parité de l'or à 657,76 dollars l'once, contre 662,00 dollars. En fait, c'est l'effet de rattrapage qui a fait que les cours ayant continué de progresser dans l'après-midi de mercredi outre-Manche, avant de se replier à l'ouverture du matin. Le 250 F a 706 F.

CERABATT. — Une augmentation du dividende global (750 F pour l'année) est envisagée pour l'exercice écoulé sur un résultat net inférieur à celui de l'exercice précédent. Une plus-value de caisson et les bénéfices de la vente de la succursale de Zanzibar, d'origine britannique, sensiblement supérieur au précédent.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7 2	8 2
1 dollar (en yens)	240 18	248 75

Taux du marché monétaire

Effets privés	12	%
---------------------	----	---

LONDRES

La menace d'une grève chez British Leyland rend les investisseurs prudents et, après trois semaines de hausse, les industriels se stabilisent au voisinage de leurs niveaux précédents.

Seuls les fonds d'Etat progressent en liaison avec le raffermissement de la livre. Baisse des mines d'or.

Dr (reversion) (dollars) 688 58 contre 689 25

VALENTS	CLOTURE	COURS
	7/2	8/2
Beecham	126 ..	126 ...
British Petroleum ...	370 ..	392 ...
Castrol	77 ..	77 ..
De Beers	11 5/8	11 2/8
Imperial Chemical ...	386 ..	386 ...
RH Vista Zinc Cor. ...	418 ..	418 ...
Shell	365 ..	429 ...
Vickers	139 ..	139 ...
Way Long 3 1/2 % ..	31 7/8	32 1/8
West Britishsteels ...	83 1/2	83 1/4
Western Holdings	64 1/2	65 1/4

(*) En dollars U.S.

NEW-YORK

Marché toujours bien orienté

Entrainé par la hausse des valeurs énergétiques (pétrole et gaz), le marché a poursuivi jeudi son avance. Mais, sur des ventes bénéficiaires survenues en cours de séance, il n'a pu conserver l'intégralité de ses gains, et l'indice des industrielles, après avoir frôlé la barre des 900, s'est établi en clôture à 885,49, soit

L'activité a encore augmenté et 57,59 millions de litres ont changé de mains contre 51,94 millions la veille.

Un autre facteur a contribué à soutenir le marché : les informations spontanées en provenance d'Iran, qui laisseraient à penser qu'une libération des otages américains dans les

Cela étant, la réaction technique après la hausse de ces derniers jours a été d'autant plus forte que le « Dow » approche de la barre des 800, qui constitue un palier psychologique.

Sur 1 924 valeurs traitées, 808 ont monté, 746 ont baissé et 370 n'ont pas varié.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

S.C.O.A. — Le déficit consolidé pour l'exercice clos le 30 septembre 1979 a considérablement augmenté atteignant 108 millions de F (part de la S.C.O.A.) contre une perte de 25 millions pour 1977-1978. Le déficit de la société mère, après constitution de provisions sur filiales, atteint 139 millions de F contre un bénéfice de 7 millions de F. Ces résultats traduisent les

difficultés rencontrées par la société. Notons cependant qu'ils ont supporté en totalité le coût des opérations de restructuration entreprises. Au cours du premier trimestre du nouvel exercice (1^{er} octobre-31 décembre 1979), ces opérations de restructuration ont commencé à porter leurs fruits et, avec l'amélioration de la conjoncture dans certains pays d'Afrique noire, les résultats se sont révélés meilleurs.

CERABATTI. — Une augmentation du dividende global (7,50 F pour 1978) est envisagée pour l'exercice écoulé sur un résultat net, incluant une plus-value de cession et les pertes de la filiale luxembourgeoise, sensiblement supérieur au précédent.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	72	82
--	----	----

	COURS	COURS
--	-------	-------

VALEURS	6/2	7/2
51	62 3/4	
51 5/8	61 1/8	
67 7/8	67 1/2	
38 1/4	38 1/4	
40	40	
45 3/4	45 3/4	
52 1/2	52 1/2	
37 1/2	31 7/8	
56 1/4	56 1/8	
29 1/4	1 1/8	
54 7/8	54	
14 3/8	14 3/8	
87 1/4	87 1/4	
29 1/2	29 1/2	
48 3/4	48 1/2	
61 7/8	62 1/4	
57 1/4	57 1/4	
112 5/8	112 3/4	
37 1/8	38 7/8	
72 1/4	72 1/8	
63 1/4	63 1/4	
21 3/4	21 3/4	
24 1/2	24 7/8	
63 1/4	64 3/4	

INDICES QUOTIDIENS
INSEE, base 100 : 29 déc. 1973)

	6 févr.	7 févr.
1. -	—	—
2. -	—	—
3. -	—	—
4. -	—	—
5. -	—	—
6. -	—	—
7. -	—	—
8. -	—	—
9. -	—	—
10. -	—	—
11. -	—	—
12. -	—	—
13. -	—	—
14. -	—	—
15. -	—	—
16. -	—	—
17. -	—	—
18. -	—	—
19. -	—	—
20. -	—	—
21. -	—	—
22. -	—	—
23. -	—	—
24. -	—	—
25. -	—	—
26. -	—	—
27. -	—	—
28. -	—	—
29. -	—	—
30. -	—	—
31. -	—	—

eurs françaises ..	108,1	110,1
eurs étrangères ..	108,9	109,3

DE DES AGENTS DE CHANGE

Indice général 110,4 108,7

BOURSE DE PARIS - 7 FÉVRIER - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

donc les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.									
Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Compt. premier cours
151	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
152	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
153	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
154	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
155	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
156	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
157	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
158	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
159	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
160	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
161	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
162	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
163	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
164	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
165	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
166	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
167	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
168	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
169	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
170	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
171	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
172	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
173	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
174	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
175	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
176	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
177	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
178	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
179	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
180	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
181	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
182	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
183	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
184	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
185	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
186	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
187	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
188	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
189	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
190	A.S. 5% 1972...	1850	1902	1957	1935	1348	Anstaltung	224	—
191	A.S. 5%								

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après notation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30, les cours de clôture des valeurs cotées à la Bourse de Paris.

[illegible][illegible]

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMEES SEULEMENT
O : offert ; C : coupon détaché ; du : demandé ; * droit détaché

E DES CHANGES | **BOX GUICHETS** | MARCHÉ LIBRE D

COURTS		COURTS		COURTS	

OFFICIER	PROG.	Actual	Partes	MOMENTOS ET DEVISÉS
(05 10)	4 078	4 083	4 136	
(06 00)	284 258	222 770	149	0550
(07 00)	212 110	212 265	215	0550
(08 00)	85 530	72 594	600	0550
(09 00)	3 372	3 386	3 386	0550
(10 00)	86 547	86 547	86 547	0550
(11 00)	261 540	262 058	262	0550
(12 00)	86	86 028	86 028	0550
(13 00)	6 152	6 141	6 141	0550
(14 00)	8 120	8 126	8 126	0550
(15 00)	1 230	1 230	1 230	0550
(16 00)	1 586	1 586	1 586	0550
(17 00)				
(18 00)				
(19 00)				
(20 00)				
(21 00)				
(22 00)				
(23 00)				
(24 00)				
(25 00)				
(26 00)				
(27 00)				
(28 00)				
(29 00)				
(30 00)				
(31 00)				
(32 00)				
(33 00)				
(34 00)				
(35 00)				
(36 00)				
(37 00)				
(38 00)				
(39 00)				
(40 00)				
(41 00)				
(42 00)				
(43 00)				
(44 00)				
(45 00)				
(46 00)				
(47 00)				
(48 00)				
(49 00)				
(50 00)				
(51 00)				
(52 00)				
(53 00)				
(54 00)				
(55 00)				
(56 00)				
(57 00)				
(58 00)				
(59 00)				
(60 00)				
(61 00)				
(62 00)				
(63 00)				
(64 00)				
(65 00)				
(66 00)				
(67 00)				
(68 00)				
(69 00)				
(70 00)				
(71 00)				
(72 00)				
(73 00)				
(74 00)				
(75 00)				
(76 00)				
(77 00)				
(78 00)				
(79 00)				
(80 00)				
(81 00)				
(82 00)				
(83 00)				
(84 00)				
(85 00)				
(86 00)				
(87 00)				
(88 00)				
(89 00)				
(90 00)				
(91 00)				
(92 00)				
(93 00)				
(94 00)				
(95 00)				
(96 00)				
(97 00)				
(98 00)				
(99 00)				
(100 00)				

Ans old.	Der court	Ans old.	Der court
83	8335 83		
Ans old.	Der court	Ans old.	Der court
85	155 56	85	155 56
83	181 22	83	181 22
21	219 77	21	219 77
49	178 39	49	178 39
49	276 41	49	276 41
23	176 39	23	176 39
31	183 59	31	183 59
33	178 84	33	178 84
37	488 22	37	488 22
19	188 67	19	188 67
02	144 17	02	144 17
61	181 81	61	181 81
58	214 41	58	214 41
95	153 68	95	153 68
78	236 78	78	236 78
53	172 41	53	172 41
37	639 49	37	639 49
54	234 14	54	234 14
64	388 81	64	388 81
95	138 85	95	138 85
15	414 48	15	414 48
38	238 39	38	238 39
87	187 88	87	187 88
11	443 86	11	443 86
58	418 85	58	418 85
77	216 53	77	216 53
12	245 20	12	245 20
48	186 21	48	186 21
81	328 22	81	328 22
42	170 33	42	170 33
72	180 11	72	180 11
42	302 87	42	302 87
48	248 87	48	248 87
00	347 57	00	347 57
81	216 58	81	216 58
82	215 58	82	215 58
78	286 24	78	286 24
23	138 69	23	138 69
63	513 82	63	513 82
36	194 58	36	194 58
38	271 45	38	271 45
37	285 54	37	285 54
06	146 11	06	146 11
59	130 48	59	130 48
11	312 28	11	312 28
32	263 28	32	263 28
85	117 84	85	117 84
78	212 60	78	212 60
78	407 48	78	407 48
58	352 82	58	352 82
78	121 81	78	121 81
46	231 47	46	231 47
04	267 34	04	267 34
27	357 85	27	357 85
81	315 81	81	315 81
54	182 40	54	182 40
18	141 48	18	141 48
88	182 82	88	182 82
88	186 47	88	186 47
19	123 86	19	123 86
82	219 40	82	219 40
38	336 48	38	336 48
88	139 28	88	139 28
63	823 75	63	823 75
46	229 89	46	229 89
35	151 63	35	151 63
66	183 88	66	183 88
12	161 98	12	161 98
96	354 32	96	354 32
15	592 88	15	592 88
12	265 61	12	265 61
11	437 84	11	437 84
12	141 40	12	141 40
47	488 84	47	488 84
49	258 95	49	258 95
95	174 85	95	174 85
98	186 84	98	186 84
41	452 35	41	452 35
01	272 08	01	272 08
84	394 18	84	394 18
95	385 35	95	385 35
28	1767 50	28	1767 50
47	1804 20	47	1804 20
48	1171 57	48	1171 57

La Défense : les tours de l'angoisse PAGE V

L'animal au secours de l'homme PAGE XIV

La philosophie française dans le brouillard PAGES XVI et XVII

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 10 871, NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT.

Dimanche 10 février 1980.

Le Monde

DIMANCHE

On est prié de ne pas gêner l'autoroute...

JE suis né à Mülhausen (Allemagne) en 1945. Ne pas confondre avec Mülhouse (Haut-Rhin). Ghose cocasse, Mülhausen (de Mülh, le moulin) a pour maire depuis vingt ans un certain Edmond Meunier. Il y a comme ça, depuis des siècles, des noms français qui se baladent outre-Rhin. Un Meunier pour Mülhausen, ça va de soi.

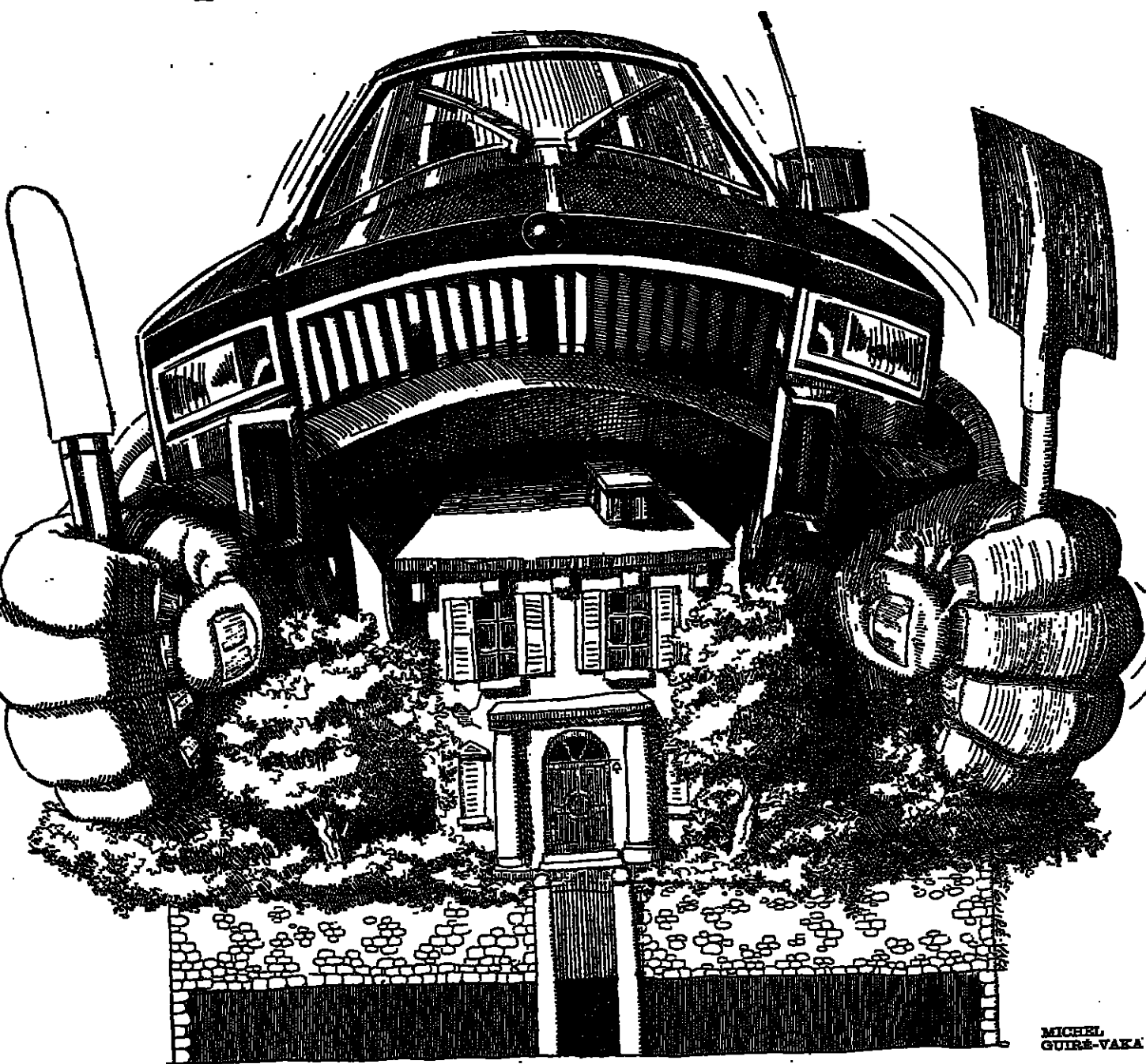
Autrefois, Mülhausen était une ville. Je l'ai connue pour ça. Sur le chemin de l'école des frères, on s'arrêtait, mon frère Hugues et moi, sur le pont du chemin de fer, pour se laisser envelopper dans le nuage de fumée d'une locomotive. Aujourd'hui, Mülhausen est une ville propre. C'est surtout, et cela fait sa réputation, un carrefour très animé. Grâce au dynamisme de l'équipe municipale d'Edmond Meunier, à sa façon très personnelle d'aborder le problème de la circulation urbaine, sa ville est devenue, en moins de dix ans, le nœud autoroutier le plus important et le plus moderne de toute la région rhénane.

Les élus, les experts des voies de communication et les urbanistes de toute l'Europe s'y donnent rendez-vous pour étudier la manière à la fois rationnelle, économique et humaine dont on peut aujourd'hui conduire l'absorption d'une ville par l'autoroute. L'une de ces rencontres connaît un développement peu banal : un autocar transportant une mission d'urbanistes belges en herbe, un autre, bondé de fonctionnaires de la police routière de Berne. Il y est plus de peur que de mal, quelques têtes et convictions froissées, mais le maire attribue la responsabilité de l'accident à la présence, en bordure de la voie express où il s'était produit, d'un des rares espaces verts non encore urbanisés de la ville. Inutile de dire qu'il fut macadamisé dans les jours qui suivirent.

La grâce

La grâce autoroutière illumina tôt le cœur de M. Meunier. On raconte que, tout jeune bambin, son amusement principal dans les jeux de sable du Tiergarten était d'aplatir systématiquement les pâtés de ses petits camarades. Enfant, confia sa mère à quelque journaliste, il avait demandé à son père de couvrir de plaques de ciment la pelouse du jardin pour pouvoir y circuler dans son auto à pédales. Au lycée, il se signala à l'attention de son professeur de lettres en composant une brillante dissertation sur le thème suivant : « Si vous aviez le pouvoir de la faire, comment amélioreriez-vous la vie de vos concitoyens ? » En autorisant et en favorisant l'introduction de la vitesse illimitée dans les agglomérations, répondit le jeune homme, allant déjà à contre-courant des conceptions de son époque.

Cette grâce, quand il devint le premier magistrat de sa ville natale, ne l'abandonna point. Dès les premières années de son mandat, le maire Meunier mit tout en œuvre pour traduire dans



échecs récents : ne l'avait-il pas traité, dans quelque feuille d'opposition, d'« obsédé sexuel de la ligne droite » ? Quand il lui arrivait de passer, avenue Diesel, devant la maison rustique et vieillote de son adversaire, entourée du seul parc privé rescapé — avec celui de Mme veuve Meunier, sa mère — du plan d'assainissement urbanistique, il ne pouvait se résister d'y jeter des regards furieux en grinçant des dents.

Rasibus

Le jour qui suivit une intervention télévisée particulièrement venimeuse du docteur G., le maire de Mülhausen, enfermé dans son bureau, contemplait, songeur, le plan de sa ville. Une illumination soudaine fit monter à ses yeux des larmes d'exaspération : il fallait d'urgence relier le centre-ville à l'autoroute de Bâle en coupant par l'avenue Diesel. « Et rasibus le docteur ! » s'exclama-t-il. Il convoqua pour le soir une réunion extraordinaire du conseil municipal et fit voter, appuyé par l'ingénieur principal qu'il avait dans la poche, un décret autorisant le lancement des travaux.

Il se fit un plaisir d'aller dès le lendemain annoncer la chose au principal intéressé. Il le trouva installé à l'ombre d'un tilleul dans un fauteuil d'osier, qui lisait.

« J'ai une mauvaise nouvelle à vous annoncer, docteur. Mais je compte sur votre civisme pour l'accepter sans discussion. — De quoi s'agit-il ? — Eh bien voici. »

Il ne lui déplaissait pas d'agacer la perplexité de son interlocuteur. De la pointe de sa chaus-sure, il traça quelques signes sur le sable de l'allée, et, tête baissée, il parla d'une voix hypocratiquement contrainte.

« Mon cher, votre habitation est le malheur d'être située en plein sur le tracé d'une nouvelle rocade. J'en suis désolé pour vous, mais je tenais à vous prévenir sans tarder. — Ça alors, quelle amusante coïncidence ! »

Stupéfait, Meunier redressa la tête. Le docteur G., hilare, lui tendait une lettre.

« Tenez, lisez, je l'ai reçue ce matin même. »

C'était un acte du ministère de la culture faisant de cette demeure, sans grand prix, mais où avait habité jadis un grand poète, un monument historique. Le maire bredouilla quelques mots où il était question de « tribunaux qui n'étaient pas faits pour des chiens », et prit congé dans un brouillard shakespearien d'avertissements noués et de bulldozers désarmés.

Il se fit conduire immédiatement chez sa mère. Elle revenait juste de tailler les rosiers, les mains encore gantées de caoutchouc. Sans un regard pour la villa familiale aux belles proportions et son parc verdoyant, il dit solennel : « Maman, prépare tes affaires, tu gènes la circulation. »

Qu'est-ce qui gêne la circulation en ville ? C'est la ville. Supprimez la ville, vous roulez.

JEAN-MARIE GENG

les actes de conviction première : contraindre sa ville à la discipline automobile. Il s'y employa énergiquement, en élargissant systématiquement les chaussées au détriment des trottoirs, en multipliant les parkings, en faisant abattre des centaines de platanes nuisibles.

Souvent, le soir venu, après les heures de travail ordinaire, il restait à contempler, un feutre rouge à la main, le plan de Mülhausen. Ou alors, au volant de la D.K.W. noire qui lui était allouée, il circulait au ralenti dans les artères de la ville, notamment dans les vieux quartiers, calculant les raccourcis, les voies express, les dégagements possibles. Les vieilles gens sur son passage pensaient tout bas : « Dieu nous protège. »

Pénétrantes

Lui qui n'avait pas lu Freud, il ne rêvait que de pénétrantes et de brevilles de raccordement. Comme tous les grands hommes, il est d'abord de plus en plus simple, de plus en plus évil. Quoi de plus simple, de plus évil, que la ligne droite ? Ce dont des géométries franches et goût des solutions radicales l'a mis en vedette, lors des assemblées régionales de maires, et son influence n'a pas tardé à se faire sentir dans les communes avoisinantes.

La philosophie urbanistique du maire Meunier peut se résumer ainsi : « Le problème central de toute urbanisation bien

conduite est celui de la cohabitation rationnelle des hommes et des automobiles. Or qu'est-ce qui gêne la circulation en ville ?

C'est la ville elle-même. Ce sont les habitations, du fait de leur inertie et de leur caractère essentiellement indélébile, qui paralysent les conducteurs. Pour éviter à la prestigieuse, à la plus démocratique des inventions humaines, le destin d'un perpétuel et laborieux contournement, il faut abattre les obstacles principaux à la circulation, et raser ce qui peut être de la surface de la cité. »

Macadamisés

De son cerveau fumant de visionnaire urbaniste jaillissent chaque matin de nouveaux bulldozers traceurs. De vastes espaces furent ainsi libérés en quelques années, les rues élargies assimilèrent les maisons qui les bordaient, des quartiers entiers furent dégagés, macadamisés, et les surfaces gagnées immédiatement affectées à la réalisation du complexe autoroutier. Dans la ville enfin libérée de la plupart de ses habitants, regroupés dans des quartiers périphériques, on pouvait désormais foncer.

L'un des adversaires les plus déterminés du maire Meunier était le docteur Max G., président d'une importante association écologique. Plus d'une fois il l'avait trouvé sur son chemin : il le jouait responsable de ses



La première étude d'ensemble à la fois historique, littéraire et politique

PAYOT



C. RAYMOND-JETTISON/VIVA

VIES

L'aventure en boutique

Le nécessaire, ils l'avaient. La fauche leur procurait le superflu. Mais aujourd'hui qu'ils ont leur boutique de fringues, ils sont volés, comme tout le monde. Et un peu vexés.

CLAUDE COURCHAY

NOUS sommes à Numance, en Seine-et-Marne. Gilberte et Roland ont la trentaine. A l'approche des fêtes de fin d'année, ils ont installé en hâte leur nouveau magasin de fringues. Il leur faut refaire les plafonds, poser la moquette, revoir l'électricité, préparer les cabines d'essayage, penser aux vitrines...

Bon, et alors ? Alors, ils étaient naguère ce qu'il est convenu d'appeler des gauchistes. Voilà deux ans, si vous leur en dites qu'un jour ils en seraient là, ils ne vous auraient pas cru. Roland se serait senti insulté.

Il a fait ses études jusqu'en troisième. Il refusait les diplômes. Par contre, les métiers, il s'en est payé : disc-jockey, forgeron, mécanicien, vigneron, livreur, débardeur aux Halles, et nous en passons. Elle ? Elle ne s'est pas laissée aller. Pendant dix ans, des lundis-matins de 68 jusqu'en 77, ils ont sauté d'une branche à l'autre. En 73, ils ont eu un garçon, Max. Mais ce n'est pas lui qui les a stoppés.

Un jour, ils en ont eu assez. Un peu comme si leur vie se décolorait. Ils se sont interrogés. Le soleil chauffait moins ? Le soleil n'était pas en cause. L'argent, si. Ils ont réalisé que, sans argent, on ne peut rien faire, que ce soit voyager, ou prendre une ferme, ou s'installer artisan. Il leur fallait arrêter de rêver.

Bien sûr, il est toujours possible de se débrouiller. Quand vous manquez d'argent, et que vos besoins excèdent vos ressources, il reste la solution de la fauche. Le nécessaire, ils l'avaient. La fauche leur procurait le superflu. Par exemple, si tu as seulement deux jeans pas retusants, la fauche peut t'en offrir deux autres, en bon état.

Roland bricole. Il se spécialisait dans les chantiers. Il y empruntait les outils qui lui faisaient défaut. Il visitait aussi les vieilles maisons abandonnées, pour y récupérer des meubles. Gilberte préférait les fringues. Elle s'approvisionnait dans les grandes surfaces, toujours dans de grandes villes. Dans les petites bleds, vous ne trouvez rien. Elle

se laissait tenter. Pas besoin de tactique. D'ailleurs, il y a quelques années, c'était plus facile. Il n'y avait que les vendeuses, pas encore d'électronique. Et les vendeuses, le lundi matin, elles se racontaient leur week-end.

Des fringues, elle en a eu tant et plus. Si quelque chose l'a marquée ? Oui. Elle s'est retrouvée au tribunal.

Elle l'avait cherché. A force d'opérer sans problèmes, on ne voit plus le danger. Un jour, elle faisait équipe avec une amie. Elles sont tombées sur un gisement de jupes-maxi, en daim, avec le haut assorti. Elles se les disputaient, elles ont vraiment fait un carnage. Il aurait fallu que les vendeuses soient aveugles et sourdes. Gilberte et son amie se sont fait avoir à deux pas de la sortie. Trois mois, avec sursis. Ça l'a secouée. Assez pour lui ôter l'envie de récidiver.

Et puis, avec Roland, ils ont déménagé sans laisser d'adresse. Gilberte savait que, en cas de contrainte d'identité, elle risquait trois mois ferme.

C'est l'époque où ils ont cédé à la tentation du bucolisme pastoral. Roland s'est fait berger, dans une ferme. Gilberte faisait la cuisine, taillait la vigne. Berger, ce n'est pas le Pérou, non plus. Si tu veux des disques, des livres frais, comment te les offrir ? Quant aux films nouveaux, n'en parlons même pas. Ils ont fini par se sentir coincés.

Pendant leur période moutons, un accident est survenu au domaine. Les gendarmes sont venus. Ils ont trouvé ce couple de jeunes. A tant faire que, ils ont procédé à une enquête de routine. Ils ont téléphoné au fichier central. La fille était recherchée.

Les gendarmes ont été gentils. Ils leur ont indiqué ce qu'il fallait faire. Gilberte a pris un avocat. Il a plaidé. L'affaire s'est arrêtée là.

Personne n'est parfait : la délinquance plus poussée ne les a jamais tentés. Roland reconnaît qu'il en a rêvé. Il a un faible pour Pierrot le Fou. Pas Gilberte.

Lui théorise davantage. Avec le recul, il constate qu'être marginal, ça n'existe pas vraiment. Ce n'est pas possible. La société forme un tout, comme un moteur, et tu y joues ton rôle, content pas content. Gilberte ne s'est jamais sentie marginale.

Illusions

Finalement, pour Roland, voler, acheter ou vendre, c'est la même chose. La marchandise circule suivant les besoins et les moyens. S'ils avaient eu assez d'argent, ils n'auraient pas volé. Voler pour le plaisir, ce n'est pas leur style.

La terre a été leur dernière illusion. Ils pensaient que c'était possible de se passer d'argent, dans la nature. Ils ont progressivement déchanté. Il leur a fallu bien quatre ans.

Ils avaient peu, et ils pouvaient encore moins. Mais comme ils aimaient la campagne, ils n'ont pas voulu le savoir. La campagne, ils en rêvent encore. Gilberte voudrait des poules et des lapins. Roland bâtirait bien une ferme autour. D'accord, il y avait les moutons. Mais du mouton pendant quatre ans, c'est un bail. Ils ont fini l'overdose. Tout leur temps filait avec les sacrés moutons, et pour quoi ? Pour rien. Pour la couleur du temps. Pour le patron. C'est pour lui que tu te lèves, la nuit, quand les brebis agitent.

Peu à peu, d'autres choses ont recommencé à exister, pour eux. Et ils étaient là, cloués. A force, ils allaient devenir moutons. Finalement, ils ont compris que dans

une phrase qui ne les intéressait plus. Mais comment s'en sortir ?

C'est elle qui a eu l'idée : la boutique. Puisqu'elle aimait les fringues, et qu'elle ne pouvait plus les voler, elle a eu envie d'en vendre.

Au départ, ils n'ont absolument pas su ce qu'ils faisaient. Pour eux, un commerçant, c'était quelqu'un qui gagne beaucoup d'argent, très vite. Un vrai mirage. Vous ouvrez un petit magasin, et hop, ça marche.

Roland s'est senti attiré par le côté esthétique de l'affaire : décorer, choisir des fringues pas banales, des objets. Ils étaient bien d'accord pour réaliser quelque chose de différent avant tout de plaisir. Ils voulaient un autre rapport avec la clientèle. Et, surtout, ils souhaitaient sortir des moutons pour avoir la paix. Une fuite, plus qu'une vocation.

Ils ont donc quitté leur bergerie pour trouver du travail. Embarquement de travail. Ils ne sont d'abord installés dans un vieux atelier désaffecté, ouvert à tous les vents, un vrai boudoir. Tout était à faire pour transformer cette carcasse en endroit accueillant. Ils l'ont fait. A coups de travail. Là, les heures, vous ne les comptez pas. Vous parlez plutôt par jours, par nuits, par mois de travail.

La marchandise ? Ce n'est pas le plus compliqué. Il y a des filières. Et si les gens refusent de vous renseigner, avec les étiquettes et un Rottin, vous trouvez tout ce que vous voulez.

Et ça a marché. Numance est une petite ville loin de tout, c'est pour cela qu'ils l'ont choisie. Ils pouvaient encore y apporter quelque chose. Bien sûr, des fringues indiennes ou marinières, on en trouvait aussi à Numance. Mais pas le genre boutique.

Ça a marché. Et ils ont été volés, comme tout le monde. Ils s'y attendaient. Ils n'ont pas été surpris, donc. Mais un peu vexés, tout de même. Ces choses-là, on a du mal à y croire. Ça n'arrive qu'aux autres... La journée a été calme, et pourtant, le soir, il manque des chemises, un objet...

Cohérents

Gilberte n'a pris qu'une fois une fille sur le fait. L'autre venait d'embarquer un oiseau mexicain, en céramique, le plus gros. Gilberte a tendu la main, la fille l'a rendu.

Mais enfin, à condition de faire attention, la fauche n'est pas économiquement menaçante. On peut limiter les dégâts par une disposition stratégique de la marchandise. Et puis surveiller. Dans leur premier magasin, ils pensaient qu'il leur suffirait d'être vigilants. Une erreur. C'est le faucheur qui mène le jeu.

Bien sûr, ça fait râler, cette fauche ; ils ne sont pas riches. Mais ils veulent rester cohérents, et ils continuent à penser que c'est normal. D'autres jeunes, à présent, raisonnent comme eux hier. Mais Gilberte et Roland n'ont pas l'impression d'être passés de l'autre côté de la barricade. Ce qui ne veut pas dire qu'ils se laisseraient dévaliser sans se défendre. Ils sont commerçants, mais ils ne se sentent pas commerçants. Pas encore ?

Le commerce, c'est, pour eux, un moyen d'obtenir plus d'argent par rapport au travail fourni. Et quitta à travailler soixante heures par semaine, au moins, tu travailles pour toi. Chez toi. Tu passes tes disques quand tu veux. Quand il n'y a pas de clients, tu peux ouvrir un bonquin. Tu peux discuter avec les gens. Ton temps de travail n'est

pas un temps mort. Mais il faut te donner à fond, sinon tu coules. Il faut s'habituer à être responsable.

Leur première boutique se trouvait dans une rue peu fréquentée. La clientèle ne vient pas à toi. C'est toi qui dois lui mettre tes robes sous le nez. Ils ont donc repris un autre local, dans une rue plus animée. Ils ont repris aussi un solide emprunt. Cette fois, pour tout préparer avant Noël, ça a été du délire, mais ils y sont parvenus. Les gens ne se doutent pas du mal qu'on se donne pour eux. Oui, ça marche mieux, aucun doute. Mais ils ont eu des surprises. Les clients d'hier, les jeunes qui passaient, un copain, n'ont pas tous l'air d'apprécier cette promotion trop brutale. Certains changent de trottoir pour ne pas longer leur boutique. D'autres tournent la tête. Ils s'imaginent quoi ?

Ils ont, en revanche, gagné une nouvelle clientèle, plus riche, plus âgée, avec laquelle ils ne sont pas familiers. Il leur faudrait se prendre davantage au sérieux, harceler le client, jouer un jeu qu'ils connaissent, mais qu'ils n'aiment pas. Il leur arrive de rater des ventes à cause de cela, et pourtant ils ne peuvent guère se le permettre.

Ce qui les préoccupe le plus, c'est le rapport au client. Quand tu refuses de le manipuler, quand il n'est pas seulement un portefeuille qu'il faut soulager au passage, les questions n'en finissent pas de se présenter. Mais ils n'ont pas le temps de rêver. Ces questions, il faut les résoudre à chaud, au coup par coup.

Concrètement, pour le moment, ils ne gagnent pas encore le SMIC. Roland doit travailler ailleurs. Mais ce n'est plus pareil. C'est tout de même pour lui.

Ils ne regrettent pas d'avoir connu l'errance et le vol. Ils ont cru à une alternative qui n'existait sans doute pas. Leur pari est encore loin d'être gagné. L'avenir, c'est d'abord sept ans de traies, et il n'est pas dit que Numance les accepte à la longue. Les deux ou trois années à venir seront difficiles. Pour eux, l'avenir continue.

PROMENADE

Les pilotes de la Seine

Piloter sur la Seine un navire de fort tonnage, une tâche difficile et passionnante. François Grosrichard a fait le parcours sur la passerelle.

FRANÇOIS GROS-RICHARD

PLOTE automobile? Autour des Niki Lauda, Jacques Laffite ou Jody Scheckter s'est forgée une mythologie qui fait du champion une vedette connue de tous.

Pilote d'avion? Personne n'ignore les responsabilités, les fonctions, l'uniforme, le métier envié des commandants de bord de Boeing, de Tristar ou d'Airbus.

Mais pilote de navire? Qui sont ces pilotes-là? Quelle résonance à leur profession dans l'opinion? Les capitaines manœuvreraient-ils de compétence pour conduire eux-mêmes leurs cargos jusqu'au port? Pourquoi, dans le monde entier, les règlements obligent-ils les commandants à prendre avec eux sur la passerelle un pilote des que sont en vue les jetées et les rades?

« Croyez-vous que les avions pourraient, en toute sécurité décoller, approcher des aéroports, se croiser dans le ciel au-dessus de nos têtes si les contrôleurs de la navigation aérienne ne leur traçaient pas les routes appro-

placer celui de l'aval à la passerelle. Pour les initiés c'est le « Margat » (nom des jeunes goélands) qui passe la main au « perroquet ».

Le La Pallice — 180 mètres — est un élégant porte-conteneurs de 20 000 tonnes. Ce sera sa première escale à Rouen.

Maître à bord

Le commandant Urvoys reste le maître à bord et personne ne conteste son autorité suprême. Mais dans les faits, minute après minute c'est le pilote qui donne les ordres à l'homme de barre, et l'on n'a jamais vu (sauf cas rarissimes) un commandant les remettre en cause. Il connaît si bien tous les recouts, toutes les humeurs, toutes les facettes de la rivière, de ses utilisateurs, des riverains. Et après avoir passé des dizaines d'heures sur le pont dans une mer déchaînée, ce n'est pas avec déplaisir que le « ton-ton » (1) et son second confient la manœuvre au pilote. Un expert qui est aussi un collègue, et parfois un ancien de la même compagnie, puisque pour devenir

pilote il faut avoir en poche le brevet le plus élevé de la marine marchande et justifier d'un moins soixante-douze mois de navigation effective.

Remonter ou descendre la Seine avec des navires, dont les plus longs atteignent 350 mètres et calent 10 mètres et demi, dans un chenal parfois très étroit comme dans la boucle de Duclair, n'est évidemment pas un jeu d'enfant.

Ici, la Seine est resserrée? Voilà sans doute une difficulté, mais l'étrécissement de la passe provoque un « auto-croisement » du chenal par l'accélération du courant, ce qui donne de la marge au pilote. Là, la rivière s'élargit? Le bateau se trouve alors plus à l'aise, mais tout l'art du pilote consiste à éviter les embardées, au risque de conduire le navire à l'échouage. Ce qui ne manque d'ailleurs pas d'arriver à certains rafiotiers grecs ou chypriotes aussi complaisants avec la qualité des cartes marines qu'avec l'état des machines. Bernard Lessor se souvient d'avoir piloté, il n'y a pas si longtemps, dix ans peut-être, un navire dont la coque datait de 1885, qui venait à Rouen charger des grains. Il pleuvait à travers la passerelle de commandement.

Gargantua

La Seine en crue lèche les prairies inondées et si à certains endroits, le cargo navigue à plus de 4 ou 5 nœuds, la vague qu'il pousse devant lui va submerger les levées et endommager les jardins des gentilhommières à colombages. Sur la rive droite deux rochers blancs séparés par un vallon dominant la courbe de Duclair, furent utilisés par Gargantua comme cuvette, prétend la légende. Plus loin le château du Corset rouge sert de théâtre à l'histoire de l'infidèle marquis qui trompait son épouse avec un moine logé dans l'abbaye de Saint-Martin-de-Boscherville sur l'autre rive.

Dernière ligne droite avant le méandre de Sahurs et de la Bouille où le port de Rouen a aménagé des chambres de débâcle de dragage, et sur la vase desquelles aujourd'hui poussent d'innombrables peupliers. Le trafic s'intensifie. Les barges, solidement armées aux poussoirs et chargées de charbon pour les centrales de la région parisienne, se font plus nombreuses, ainsi que les péniches, que le pilote rappelle vertement à l'ordre par radio lorsqu'elles naviguent en couple, chargées à ras bord, ce qui est formel-

Des règles précises

Tous les navires de plus de 45 mètres sont obligés de prendre un pilote à leur bord. En sont dispensés, sur la Seine, les automoteurs et les barges qui font le transport des phosphogypses entre les usines de Rouen et la mer.

Le pilotage est régi par une loi de 1929 qui organise les syndicats professionnels de pilotes (une structure juridique très particulière), sous la tutelle du ministère des transports, qui fixe les effectifs de chaque station de pilotage, s'occupe des concours de recrutement, désigne le jury d'examen. La communauté des pilotes est propriétaire de son matériel (vedettes, équipements radio, hélicoptères, etc.), mais la gestion de ce matériel ne doit lui procurer aucun bénéfice. Les éventuels excédents de recettes doivent être réinvestis dans le renouvellement du matériel.

En cas d'accident (échouage, collision), le pilote répond personnellement de sa responsabilité éventuelle non devant le tribunal de commerce — celui de la station à laquelle il appartient — mais généralement devant le tribunal maritime commercial et le ministre des trans-

ports. Au civil, sa responsabilité peut aussi être engagée, mais elle est plafonnée.

Les tarifs de pilotage sont chaque année fixés par le ministre des transports après avis d'une assemblée commerciale, « port par port. Ils varient en fonction non du tonnage mais du volume du navire (un cargo de 50 000 tonnes de capacité vide ou chargé paiera 15 000 francs au pilote, à la montée comme à la descente).

Le service du pilotage est assuré vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par an. Dans chaque station de pilotage, les revenus sont répartis entre les membres selon des parts : un pilote attire, un trois parts, un retraité une part. Quels que soient le nombre ou la taille des navires pilotés par chaque actif, chacun touche le même revenu mensuel. En moyenne, un pilote gagne un peu plus qu'un commandant de navire.

Pour les congés, notamment pour les vacances scolaires, on s'arrange à se répartir le travail de manière empirique. Le rythme habituel de travail est : huit jours de travail, quatre jours de repos.



prises », répond par avance M. Bernard Lessor, président du syndicat des pilotes de la Seine, qui, avec quatre-vingt-quatre pilotes, est la plus importante station de France. Car le pilote maritime n'est un peu comme l'ingénieur du ciel : dans l'embouteillage, la brume, le courant, la nuit, il est l'assistant technique indispensable. Rouen, Dieppe, Honfleur et les nombreux appointements de la Basse-Seine sont du ressort de la station de la Seine. Pour « remonter » un cargo de l'estuaire (plus précisément de la rade de la Carosse) jusqu'à Rouen, il faut compter sept bonnes heures — mais c'est une promenade magnifique à travers l'histoire, la géographie et l'économie de la Normandie — avec changement de pilote à Villequier, à mi-parcours.

La petite vedette jaune canari équipée d'un radar, de la haute silhouette du La Pallice, avec ses gros mâts de charge et ses conteneurs multicolores en pontée, recouvert d'inscriptions cabalistiques, pointe au sortir de la courbe de la rivière vers l'ouest et la forêt de Brotonne. Elle se colle, minuscule, à son flanc bâbord, là où un matelot a jeté la souple échelle de cordes. Le pilote de l'amont va rem-

lement interdit. Sur la zone de stockage des Moulins, dominée par les ruines du château de Robert le Diable, des centaines d'automobiles attendent d'être exportées par des navires ventrus, encore vides, posés légèrement sur l'eau, comme un dirigeable. Puis, tandis que le port se mêle à la ville, scintillent dans le crépuscule les lumières des raffineries Shell de Grand-Couronne, qu'on dit être parmi les plus importantes d'Europe.

Le pilote conduit alors son navire à travers un labyrinthe de chenaux, d'appointements, de darses ou la multitude d'engins flottants de toute sorte (cannots des lamaneurs, remorqueurs, barges chargées de phosphogypses) obligent à redoubler d'attention, de prudence et de maîtrise.

Un pétrolier de 50 000 tonnes qui heurterait le quai à la vitesse d'un homme qui marche ferait reculer l'appointement de 10 mètres tant est puissante la force d'inertie.

Le pilote, à chaque fois, doit aller au millimètre. Le pilote descend l'échelle de coupée pour s'engouffrer dans sa petite 2 CV qui l'attend sous les portiques du quai. Direction Villequier à nouveau où il faut prendre un petit cargo espagnol, descendant, qui a quitté Rouen pour La Corogne.

Pétrochimique

À la descente, 80 % des mouvements de navires ont lieu la nuit car la plupart appartiennent aux compagnies pétrolières. Le trafic se répartit à peu près par moitié entre le jour et la nuit. Et puis demain dès l'aube — car c'est l'heure de la marée — il y aura à remonter l'Océan (236 mètres), un pétrolier allemand de la Shell qui apporte du brut vénézuélien très lourd et visqueux.

Ce jour froid de décembre, outre les petits chalutiers d'Honfleur qui sont à la crevette, l'estuaire n'est pas très encombré.

La silhouette diaphane du pont de Tancarville sort de la brume matinale tandis que du côté du sud, le vieux phare de la pointe de la Roque, si utile avant l'ère du radar, émerge à peine des faibles boisées. Quillebent, berceau du pilotage de la Seine, entretient encore l'histoire selon laquelle, jadis les pilotes devaient venir se faire baptiser ici dans l'eau d'un vieux puits. En face, Port-Jérôme n'est qu'une gigantesque ville pétrochimique aux mains d'Esso et de Mobil qui attire foule de navires de produits bruts ou raffinés. Les odeurs n'ont plus rien à voir avec l'odeur de la mer.

On en prend plus dans la gare que dans une pelle à encre. On sent la poussière de l'Oléon, tandis qu'un cuisinier philippin propose un large choix de sandwiches et de bières vénézuéliennes. Après Villequier et jusqu'à Rouen, le pétrolier sera escorté par la petite vedette du port de Rouen qui lui fraye la route.

Pendant près d'une heure, jouant sur la courbure du fleuve, il est permis d'admirer l'abbaye de Jumièges que grignotent les lièvres et les mousses. Les monuments à tête noire, les fontaines bourgeoises, le château de la cheminée tournante qui servait de cache aux nobles sous la Terreur, le ruban crayeux du chemin de halage, les poiliers en espaliers encapuchonnés de linge blanc pour se protéger du gel, du côté d'Yville, sont autant d'éléments d'un décor tout en demi-teintes, que ne dénigrent pas Flaubert, amoureux fou à si juste titre de la Melleraye, de Dieppedalle, et des quais de Candebac.

Un coup de sirène, un autre. Un danger imminent? Non. Simplement parce que sur la rive, une voiture allemande fait des appels de phare à l'Oléon. Aux jumelles, l'officier a reconnu un membre de sa famille. Le pétrolier allemand a ralenti un peu son allure à la hauteur de l'automobile. Il y a des cris de joie car on sera à quel dans une heure. Mais le pilote continue, imperturbable, à donner, de dix secondes en dix secondes, ses ordres à l'homme de barre. Un éclair d'insatiation.

(1) Le terme « pacha » est réservé au commandant sur les navires de guerre.

Astrolabe
restaurant
"Grande Carte"
40, rue de la Seine - 75106 Paris
500.83.47
ouvert 7 jours sur 7
Séjour jusqu'à 30 personnes

GRENOBLE

Des minibus pour les handicapés

À Grenoble, les handicapés ont obtenu du conseil municipal un système particulier de transport en commun. Solution qui ne fait pourtant pas pièce à la ségrégation.

RICHARD DARMON

A 16 h. 30, l'un des trois minibus grenoblois pour handicapés commence sa tournée de l'après-midi. Patiemment, à chaque arrêt, le chauffeur ouvre les portières arrière du 3^e Peugeot, actionne le moteur électrique du plan incliné indispensable pour l'entrée des fauteuils roulants, va souvent chercher le handicapé qui l'attend jusqu'à l'intérieur de son lieu d'étude ou de travail, le hisse à l'intérieur du minibus, bloque son fauteuil au sol à l'aide d'un système de vis, repart.

Parfois, pour laisser assez de place devant la rampe d'accès à son véhicule garé en double position dans le centre embouteillé de la ville, il doit, comme un policier, faire circuler une file entière de voitures bloquées qui s'immobilisent derrière lui : « Handicapés ou pas, du moment que vous leur faites perdre une minute... » Pendant plus de deux heures, d'une banlieue à l'autre de l'agglomération de Grenoble, il transporte ainsi jusqu'à leur domicile six à sept handicapés. Ils sont, rarement, plus de deux ou trois ensemble dans le minibus, qui peut accueillir jusqu'à cinq personnes en fauteuil et autant d'accompagnateurs. Un silence plutôt triste. Des visages attentifs et songeurs, qui regardent vivre la ville à travers les vitres. Taciturne lui-même, le chauffeur précise : « Ils sont très gentils... même s'ils ne parlent pas trop souvent. Certains ont des difficultés nerveuses qui les empêchent de s'exprimer facilement. Les autres se taisent, je crois, parce qu'ils sont alérgis ! »

Le matin, même chose : le minibus les prend chez eux et les conduit au travail, au lycée ou à l'université. Du lundi au vendredi, une trentaine de personnes sont ainsi prises en charge par les trois véhicules sur des parcours et à des tranches d'heures différents. Si l'on prend un carnet de dix tickets, le parcours revient à 5 F ; si l'on s'abonne (pour deux ou quatre tickets quotidiens), le parcours coûte un peu moins de 3 F. C'est en juillet dernier que le premier minibus est entré en service, suivi par deux autres à la rentrée de septembre.

Quatre ans

Trouver le financement suffisant dans un budget municipal comme partout déficitaire pour les transports en commun ; fixer les modalités juridiques d'un protocole d'accord pour la gestion de ce service entre la municipalité, responsable financièrement, le transporteur et une association de handicapés, l'Association des paralysés de France ; mettre au point les particularités d'un matériel — véhicules et appareils — jusqu'à peu utilisé en France. Il a fallu attendre presque quatre ans pour que le projet, le premier du genre à être pris en charge par une commune, devienne réalité.

Ce qui est totalement nouveau dans cette expérience, explique M. Griffon, directeur de la Société d'économie mixte des transports publics de l'agglomération grenobloise — la SEMITAG, transporteur, — c'est l'organisation d'un service de transport en collaboration avec une association d'usagers ayant un besoin très spécifique : les handicapés. En effet l'Association des paralysés de France — l'A.P.F. — a recensé les besoins en horaires, en itinéraires, a donné son avis sur les choix techniques que nous devons faire pour les véhicules et leurs équipements, puis s'est engagée à gérer les dossiers de demande de subvention des handicapés auprès des ministères compé-

tements : santé, éducation, université, et à nous reverser le montant de ces subventions. Pour nous, transporteurs, cette forme de collaboration montre qu'il ne s'agit ni d'un service ambulancier, ni vraiment d'un transport public.

Selon une estimation de lancement, ce service serait financé pour 25 % par le Syndicat mixte des transports en commun (S.M.T.C.) de l'agglomération grenobloise (organisme contrôlé pour moitié par le conseil général du département), pour 35 % par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.), ainsi que les ministères accordant des subventions aux handicapés, pour 20 % par l'usager et pour 20 % par l'État, qui a versé une subvention pour deux ans au titre d'une « action de promotion » en faveur des handicapés.

Pétition

En fait, ce sont les handicapés eux-mêmes qui ont, pour l'essentiel, l'initiative de cette expérience. En janvier 1979, devant des passants étonnés mais solidaires, une centaine d'entre eux manifestaient dans le centre de Grenoble, à l'appel d'une autre association, la « Fraternité des malades, valides et handicapés » — la F.M.V.H. — qui, quoique minoritaire, réussit à faire descendre dans la rue la plupart des autres associations, hésitantes jusqu'alors, quant à ces formes d'action.

« Nous ne pouvons pas attendre pour travailler, pour étudier, pour vivre ! Nous exigeons la mise en service immédiate des minibus sous la pleine et entière responsabilité des organismes publics concernés. » Une pétition lancée par la F.M.V.H. recueillait 6 500 signatures. Car, sans possibilité de se déplacer régulièrement, il est presque impossible aux handicapés d'avoir le minimum de vie sociale ou personnelle. Presque partout en France, ce sont les familles, les amis, des associations privées, qui prennent en charge le transport quotidien et où, malgré le bénévolat et le dévouement des uns, la débrouillardise souvent intéressée des autres, les handicapés se sentent sans cesse assistés, très dépendants, sans autonomie personnelle.

Voilà pourquoi à Grenoble la F.M.V.H. demandait que les lignes de minibus soient exploitées par un organisme strictement public en même temps que leur accès ne devait pas être réservé aux seuls handicapés : « Pas de ségrégation, disait la pétition, les lignes doivent être ouvertes aux personnes valides. Cela réduirait le déficit de fonctionnement ! L'État doit prendre ses responsabilités. Le droit aux transports pour tous : jeunes, malades, accidentés, femmes enceintes, valides portant un bagage... Accessibilité pour tous ! Développement des transports en commun ! »

Pour la F.M.V.H., la mise en service récente des minibus est un acquis à peine considéré comme une demi-victoire. En effet, les minibus ne sont pas accessibles aux « valides », et la municipalité qui a réfléchi longtemps avant d'adopter cette solution, semble écarter l'« accessibilité » des handicapés aux bus, du réseau régulier. Mais trois minibus pour trente personnes, dans une ville qui compte cent fois plus de handicapés, cela apparaît à certains dérisoire.

Quoi qu'il en soit, n'ayant pas d'autres solutions pour se déplacer, certains membres de la F.M.V.H. utilisent les minibus. « Toute ma vie, explique François, paralysé des jambes, j'ai été transporté à part, sans cesse avec d'autres handicapés qui,

comme moi jusque-là, souffraient d'être dans leur ghetto et se taisaient ! Alors, même si c'est la première fois qu'une municipalité finance intégralement un transport comme celui-là, je continue d'être transporté comme avant : seul avec le silence des autres handicapés. »

Mais les transports en commun ne sont pas le seul problème de ceux qui vivent dans un fauteuil. Se promener seul dans une rue, passer d'un trottoir à l'autre, franchir le seuil d'une boutique, traverser un boulevard au milieu de la cohue impatiente des automobiles, entrer dans un cinéma ou un bâtiment public. Dialoguer avec un fonctionnaire derrière son guichet pour une démarche indispensable, téléphoner d'une cabine publique pour dire à un ami qu'on va lui rendre visite. Monter des étages...

Quotidien, voire presque automatique pour la plupart d'entre nous, chacun de ces gestes est un problème pour le handicapé. Dans le meilleur des cas, celui où il a la force morale et la possibilité concrète de mener une vie sociale intégrée, d'avoir un travail, de sortir, il lui faut le plus souvent être accompagné dans les rues, descendu d'un trottoir à la chaussée, hissé, voire porté hors de son fauteuil s'il veut prendre l'autobus ou aller chez quelqu'un dont l'ascenseur est, au mieux, trop étroit, au pire inexistant. Viennent ensuite, à l'intérieur des appartements, l'entretien des portes, celle des couloirs, des toilettes et des salles de bains... Souvent assistés, parfois contraints de renoncer, les handicapés — un Français sur six si l'on tient compte de tous les niveaux et types de handicaps, — s'ils veulent rester actifs et ne pas s'isoler chez eux, doivent affronter l'espace hostile de la ville, voire se battre avec elle pour pouvoir se déplacer !

A Grenoble, la municipalité l'a fort bien compris, même si elle n'a pas, seule, les moyens de réaliser l'intégration sociale des handicapés. Pratiquant la concertation avec les handicapés et les autres usagers chaque fois qu'un bâtiment public est construit ou rénové, contribuant autant que possible la conformité des constructions privées aux réglementations favorables aux handicapés, la municipalité n'a pas voulu se limiter au seul problème des transports en commun : construction de logements tenant compte des handicapés, travaux d'aménagement des trottoirs et de la voirie, installation de cabines téléphoniques accessibles, embauche de handicapés dans les services municipaux... Avant de tenter pour commencer à intégrer dans la cité ses « minoritaires » les plus nombreux.

SYNDROME

La Défense : les tours de l'angoisse

Les promoteurs avaient annoncé « un nouvel art de vivre ». Le résultat est inverse : cortège de malaises psychosomatiques et difficultés accrues dans les relations sociales.

MURIEL RAY

CHACUN matin, quarante mille employés de bureau affluent vers la Défense. D'autres se rendent dans les tours du quai de Bercy. A Lyon, c'est La Part-Dieu qui draine les salariés du tertiaire. Sans oublier la vedette : la tour Montparnasse, fièche plantée au cœur de Paris. Avec retard, la France a suivi le modèle américain : les emplois administratifs se sont concentrés et les tours grattent le ciel.

La construction en hauteur, pense-t-on, doit permettre de rentabiliser, en « montant », un espace rare et cher. Pas du tout. Paris n'est pas Manhattan : à la Défense, la superficie au sol de l'ensemble des tours ne représente que 6 % de la surface totale. Une utilisation plus extensive de l'espace aurait donné la même quantité de bureaux avec des immeubles de hauteur beaucoup plus réduite : six à dix

étages. La véritable explication de l'architecture verticale est aussi simple qu'inattendue : l'ascenseur. Pour une entreprise, concentrer ses bureaux doit permettre de faciliter les communications entre les personnels des différents départements. Or, aucun tapis roulant ne peut, en l'état actuel de la technique, rivaliser avec les vitesses atteintes par l'ascenseur. Le contre-exemple ? L'immense bâtiment du Pentagone, où tout déplacement entraîne des pertes de temps considérables. Time is money.

Le prestige du gigantisme a pu attirer de nombreux dirigeants éblouis par ces pyramides rectilignes. Et les employés ? Les pieds sur la moquette, la tête dans les nuages, évoluant dans un décor design, les usagers des tours n'ont pourtant pas l'impression d'être au paradis.

Jun 1978. L'été caniculaire. Soudain, la climatisation de la

tour Paris - Lyon, dans le complexe Bercy-La Rapée, tombe en panne. Rapidement, la température monte à 40°. Derrière les vitres, les stores fondent. Des ambulances évacuent vers l'hôpital Saint-Antoine quelques employés évanouis.

A la suite de l'incident, la C.F.D.T. décide de lancer une enquête auprès des salariés des tours : 1 760 personnes vont répondre au questionnaire qui leur est proposé. Les résultats sont accablants. La moitié des employés interrogés déclarent avoir les yeux irrités ou des éternuements : 48 % ont fréquemment des rhumes, 26 % des sinusites ; près de 30 % souffrent de maux de tête et 46 % de lourdeurs dans les jambes. S'y ajoutent des troubles psychosomatiques : prise de poids, augmentation de la consommation d'alcool, de tabac, de médicaments, troubles du sommeil, problèmes digestifs, anxiété.

Triste inventaire pour une architecture hautement rationnelle, « pensée » jusqu'au moindre détail ! Un récent rapport publié par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (1) met en évidence la complexité des facteurs à incriminer : psychologiques, technologiques, mais aussi, et surtout, sociaux.

Anxiété

Les tours sont un univers démesuré, totalement artificiel. Elles sont un remarquable catalyseur pour toutes nos angoisses diffuses. Quel d'étonnement à ce qu'elles exacerbent l'anxiété de ceux qui doivent y travailler ? Le syndrome de la « Tour infernale ». Les entreprises tentent souvent d'enrayer le phénomène au moment de l'installation dans la tour. Ainsi, l'U.A.P. a-t-elle organisé, avant son implantation à la Défense, une opération portes ouvertes qui a concerné mille six cent vingt volontaires. Certains furent invités à mettre le feu à des échafaudages de moquette, pour vérifier quelle était bien ignifugée.

Après l'emménagement, un service d'assistance a été mis en place. Il a dû répondre à plus de vingt et une mille questions émanant des nouveaux occupants !

Mais la psychologie n'explique pas tout. Certaines directions ont tendance à attribuer le « mal-être » des syndromes observés à l'« hystérie » d'un personnel essentiellement féminin. Or les tours présentent bien certaines caractéristiques techniques susceptibles d'affecter la santé des employés.

Les usagers des tours s'expriment fréquemment sur la climatisation. Dans les immeubles de grande hauteur, un conditionnement permanent de l'air est en effet indispensable : le vent, l'ensoleillement, créent une pression variable selon les façades ; interdiction d'ouvrir les fenêtres, si vous ne voulez pas provoquer de véritables cyclones !

Fenêtres fermées, la climatisation s'impose pour le recyclage de l'air, le maintien d'une température constante et d'un niveau hygrométrique satisfaisant. Est-elle nuisible à la santé ? La gêne liée au recyclage des climatiseurs, la claustrophobie engendrée par l'impossibilité d'ouvrir les fenêtres, sont indéniables. Il n'existe cependant pas de véritable pathologie de la climatisation lorsque celle-ci fonctionne bien. L'air est certainement moins pollué dans les tours de la Défense que dans le quartier de l'Opéra, vers 17 heures ! La climatisation présente, en outre, un avantage de confort non négligeable en période de forte chaleur.

Mais le fonctionnement idéal est rare. L'air est parfois trop humide, ce qui peut provoquer des rhumes et des rhumatismes, ou, souvent, trop sec. La bouteille d'eau minérale sur le bureau fait partie du paysage quotidien des tours. Elle n'empêche malheureusement ni l'irritation des voies respiratoires, ni les conjonctivites. Les installations sont par ailleurs souvent calculées au plus juste au moment de la construction. A la moindre modification de l'agencement interne, par exemple le cloisonnement de plateaux conçus pour être paysagers, la climatisation devient insuffisante ; le recyclage de l'air se fait mal, et l'appauvrissement en oxygène provoque de la fatigue et des malaises.

Le conditionnement de l'air ne pose donc pas de problèmes de santé insurmontables, à condition de l'assurer correctement. Il n'en va pas de même pour les « locaux aveugles ». Qu'est-ce qu'un « local aveugle » ? Un endroit sans lumière jour, sans aération naturelle, sans vue sur l'extérieur. On les trouve généralement en sous-sol, et dans les parties centrales des tours. Deux ordres de problèmes s'y cumulent : l'éclairage artificiel et l'absence de contacts avec l'extérieur.

L'éclairage artificiel n'entraîne pas seulement un inconfort visuel. L'absence de lumière naturelle affecte l'état physiologique général. Parce qu'elle contient des rayons infrarouges et ultraviolets, la lumière naturelle possède des propriétés spécifiques. Elle favorise par exemple l'activité biologique de la peau (sa carence entraîne une diminution des pigments cutanés, et donc un blémissement). Elle augmente également la résistance aux maladies infectieuses et facilite la synthèse des vitamines. On sait l'ampleur du problème si l'on pense que certains salariés qui travaillent en local aveugle et déjeunent dans une cantine en sous-sol ne voient pas la lumière du jour d'octobre à février, sauf le week-end !

L'absence de contacts avec l'extérieur soulève d'autres difficultés. Aux Etats-Unis, après avoir constaté que les employés des locaux aveugles sortaient plusieurs fois par jour pour voir « le temps qu'il fait », certaines directions ont installé dans les bureaux des postes de télévision en couleur permettant de suivre les variations météorologiques extérieures. L'histoire ne dit pas si ce recours pervers à la technologie a calmé l'anxiété des hommes coupés de leur environnement naturel.

Isolement

Une tour, souligne l'ANACT, n'est pas qu'un bâtiment doté de certaines particularités technologiques. C'est un univers social et relationnel nouveau qui exige un important effort d'adaptation de la part de ceux qui y travaillent. Est-ce seulement pour le panorama que les étages directeurs se situent presque toujours au sommet des tours ? Le vertical symbolise la hiérarchie dans ce qu'elle a de plus absolu. Au sens propre, les ordres « tombent du ciel ».

Cette distance entre les échelons supérieurs et inférieurs de la hiérarchie est accrue par la difficulté des communications internes. Paradoxalement, les tours concentrent les travailleurs mais isolent les individus.

Premier facteur : les horaires mobiles, ils y sont indispensables. Comment la vingtaine d'associés de la tour Assur, à la Défense, pourraient-ils absorber en même temps les 2 600 salariés de l'immeuble ? Pendant la pause de midi, les employés de chaque service ont donc une heure assignée pour descendre déjeuner. Ils rencontrent toujours les mêmes personnes à la cantine, et jamais les autres. Beaucoup n'ont pas revu, depuis l'installation dans la tour, des collègues qu'ils voyaient quotidiennement dans leur ancien immeuble du centre de Paris.

Les déplacements verticaux entravent également les contacts spontanés. Comment s'arrêter pour bavarder cinq minutes dans ces ascenseurs ultra-rapides ? Et pourquoi aller chercher à l'étage supérieur le chocolat ou le café-crème que les distributeurs peuvent vous procurer à chaque niveau ? Là encore, les contacts se raréfient.

On comprend dès lors l'enjeu réel des conflits — allant jusqu'à des débrayages — apparemment anecdotiques, autour des cafétérias. Celles-ci sont, en effet, le seul endroit où les salariés peuvent se rencontrer facilement. Plusieurs fois, les directions ont tenté d'en restreindre l'accès pendant les heures de travail. On alla jusqu'à proposer des distributions gra-

tuites de boissons aux employés restant à leur poste de travail.

La difficulté des communications entre les différents services réduit donc l'unité sociale à l'étage, le « plateau », dans le jargon des tours. Il s'agit fréquemment de plateaux paysagers. Ceux-ci sont en effet bien adaptés à l'architecture des tours : supprimer les cloisons permet une meilleure diffusion de la lumière naturelle et réduit le coût de revient de la climatisation. Pour le personnel, la découverte du travail en espace ouvert a donc souvent accompagné le déménagement dans la tour. Cela ne s'est pas toujours fait sans douleur.

Chaque individu a besoin d'un territoire qu'il peut considérer comme sien et le marquer de son empreinte. Un bureau paysager ne peut satisfaire ce besoin que s'il présente des caractéristiques de confort suffisantes : excellent isolement acoustique, espace ment convenable entre les bureaux, etc. Quand ces conditions sont réalisées, les salariés s'affirment satisfaits. Sinon, les tensions sont exacerbées. Pour « échapper à son voisin », des comportements de « marquage du territoire » apparaissent. Un employé explique : « On se cloisonne avec des armoires, des cartons, des dossiers. Les gens ne viennent pas. C'est notre domaine. »

Reconversion

L'encadrement, lui aussi, est réticent. Un sondage réalisé dans une compagnie d'assurance montre que plus le niveau hiérarchique augmente, plus l'on s'oppose au bureau paysager. Jusqu'au grade de fondé de pouvoir, pour lequel la tendance s'inverse. Il se trouve que les fondés de pouvoir représentent très précisément le niveau hiérarchique auquel un cadre a droit à un bureau individuel. La baisse de prestige liée à la perte du bureau fermé n'est pas seule en cause. Le bureau paysager redistribue les cartes. Le commandement autoritaire n'est plus de mise : « Avant, déclare un agent de maîtrise, quand quelqu'un faisait un arrêt, on pouvait le convoquer et lui passer un savon. Ce n'est plus possible maintenant de critiquer quelqu'un devant tout le monde. Il faut modérer le ton, convaincre. Le droit à l'erreur se réduit : « Si l'on fait une erreur, il y aura toujours quelqu'un qui le remarquera. On est forcé d'être plus compétent. » Enfin, le bureau paysager étant destiné à favoriser le travail en groupe, le « commandement » doit faire place à l'animation. A reconversion périlleuse pour beaucoup de cadres formés à la vieille école !

L'espace ouvert est, enfin, une structure de contrôle, dans laquelle chacun peut, à tout instant, être vu et entendu par tous. Les syndicalistes s'en plaignent : « Avant il y avait de petits bureaux de quatre ou cinq personnes, explique un militant C.G.T. dans la tour ASSUR. On pouvait y aller discuter, le chef n'était pas là tout le temps. Maintenant, avec les grands plateaux, ce n'est plus possible. Les gens n'osent pas parler devant le chef. Nous-mêmes, on fait une déclaration et puis on s'en va. »

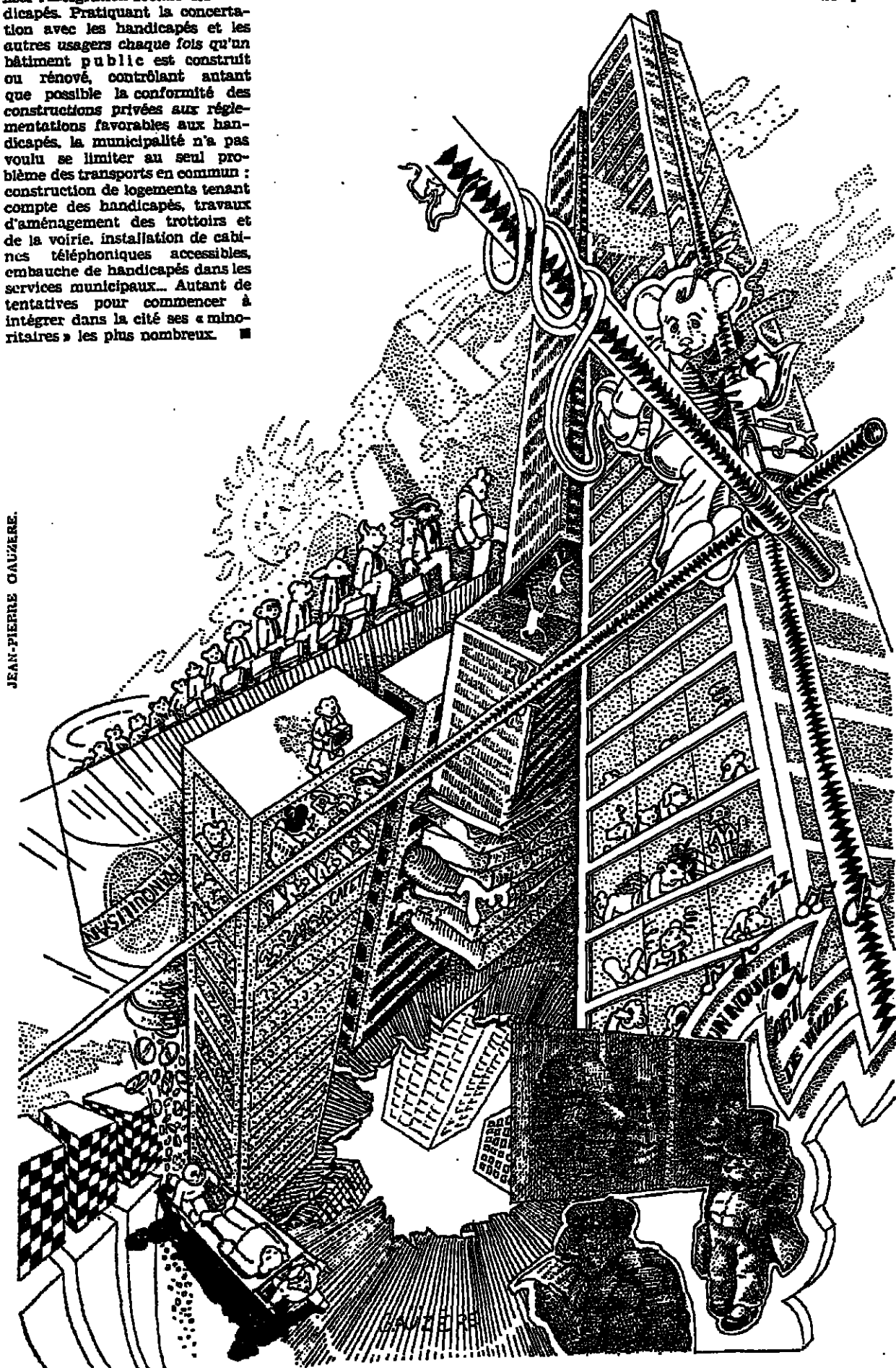
Pourquoi sortir ?

Si la tour est un milieu social très spécifique, c'est aussi parce qu'elle est totalement coupée du tissu urbain traditionnel. A de rares exceptions près, les tours sont regroupées en de vastes zones de bureaux, qui furent implantées à la périphérie des villes pour en désengorger le cœur. Beaucoup de salariés de la Défense travaillaient auparavant dans le traditionnel « triangle des affaires » : Champs-Élysées, Opéra, Saint-Lazare. Pour eux, le changement est radical.

A midi, les employés des vieux quartiers, surtout les femmes, participent à toute une activité de détente et commerciale. On va déjeuner ou prendre un café au bistrot du coin ; on bien on salue son repas pour garder la ligne, et on en profite pour aller lécher les vitrines des Galeries Lafayette. A la Défense, on reste dans sa tour. Elle contient tout ce qui est nécessaire à la vie courante : cafétéria, cantine, éventuellement agence de voyages ou de banque. Pourquoi sortir ? Faute de pôle d'attraction à l'extérieur ? « On n'a pas envie de descendre dans l'unique café pour y retrouver les mêmes têtes. Et à part le café, il n'y a rien », résume une employée du GAN.

« Nouvel art de vivre » comme l'annonçaient les promoteurs de la Défense ? Ou nouvelles usines tertiaires ?

(1) ANACT, 16-20, rue Barbes, 92120 Montrouge.



JEAN-PIERRE CAUZÈRE.

CROQUIS

Les cobayes du panaché

« Vous buvez du panaché ? » Interroge l'animatrice avec un sourire. Evidemment nous en buvons, sinon qu'aurions-nous à dire ici ce soir, tous les onzes, à cette « réunion de consommateurs » organisée par une agence de publicité autour de petits fours laqués. « La première fois, c'était au café » : le buffet campagnard fleuri et indigeste défile les souvenirs, tandis que les cuillers creusent les imaginations. Que peut bien représenter pour nous le panaché ? En buvons-nous à la maison et sinon pourquoi pas ? Mines graves, nous engageons le débat.

Le panaché doit-il être doux ? Oui, mais rehausse d'une pointe d'amertume. Passionnés mais courtoises répliques dont ne perdent pas une goutte caustique et micro-délicatement ambiguës.

Surprise ! D'un carton, l'animatrice extrait le produit miracle, du panaché tout prêt, en bouteilles, rien à faire qu'à décapotuler, les foules attendaient avec angoisse.

Claquements de langue. Ça manque de mousse. Que représente la mousse pour vous ? La mer. Va pour la mer, vagues échevelées et sables brillants viennent déferler sur la moquette.

Le même sans alcool, que représente l'alcool pour vous ? Le même à la fraise, à l'orange, au citron vert, avec plus de bière.

Sourire moussueux en bataille, l'animatrice gesticule la moindre de nos minimes gustatives. « Si vous n'aimez pas, dites-le ! » On le dit. On s'amuse bien.

Dernier sourire. Merci, vous avez été si spontanés ! Grimaces et adjectifs dorment dans la boîte, prêts à être déversés à la loupe par les scientifiques de la consommation. Fiers d'avoir bien mérité de la bibine, les ventres ballonnés se lèvent lourdement. On replonge dans l'ivresse, grilles du doux sentiment d'être à l'avant-garde de millions de gorges.

DANIEL SCHNEIDER.

L'ermite

J'ai fini par la retrouver dans une maisonnette entre champs et bois. Quarante ans. Elle fait encore jeune mais l'âme vieillit bien avant le corps. Pendant quelques années, très brèves, très excitantes, elle fut une comédienne connue et reconnue. Elle a eu son heure. Elle ne paraît pas fâchée qu'elle soit passée. Jadis elle était déjà solitaire, vivant dans la pire des solitudes : celle où l'on n'est jamais seul avec soi-même. Elle n'était pas sociale mais très réservée. Elle avait une pudeur énorme qu'on prenait pour du dédain. Bienveillante et ingénue comme elle était, je me demandais même comment elle pouvait être comédienne.

Profession : ermite. Elle rit. Doucement. « Tu comprends, un jour vient où l'on trouve que tout est loin : les choses, les gens, mais pas assez loin. Où aller pour être libre ? La peur nous prend de s'installer dans quelque chose de laid. »

Je la regarde et sens qu'il s'est passé quelque chose. Deux pièces : une cuisine, une cellule, insouciance solitaire de la chambre. Un maïs de fougères sur le plancher. Une table. Une chaise. Du bois coupé. Au mur, un règlement écrit de sa main : celui de sa vie. Ni eau, ni gaz, ni électricité. Une femme seule, dit-elle, c'est inquiétant. C'est donner pâture à la malveillance. Ça fait souffrir, jeteuse de sorts. Ça attire les rôdeurs. Des voleurs passent de temps en temps.

Il fait froid ici ? « Oui, beaucoup de vent mais le problème, pour l'ermite, c'est : comment faire pour vivre ? Je veux dire, matériellement. J'ai mon jardin, mes œufs, les plantes sauvages, mais la

PIERRE LEULLIETTE.

Conte froid

de JACQUES STERNBERG.

Le nouveau-né

Il naquit de façon tout à fait normale, de parents également normaux. Mais à peine avait-il surgi du ventre de sa mère qu'il se mit à grandir, à grossir, à forcer, pour atteindre en quelques secondes la taille d'un enfant de cinq ans. Moins d'une minute plus tard, il avait le physique et la mentalité d'un garçon de quinze ans, sans parler de son langage, car il s'exprimait déjà avec une grossièreté bien de son âge.

Le temps d'y croire, il quittait ses parents, qu'il dépassait déjà d'une tête, il s'empara de la serviette en cuir de son père et sortit. Il revint soixante secondes plus tard et, en déposant sur la table quelques masses de billets de banque, il se déclara très satisfait des affaires. Il fit encore prospérer l'affaire familiale au cours d'une nouvelle absence qui n'attendait pas une minute, puis dut se résigner à accepter une faillite frauduleuse tout aussi fulgurante. Désabusé, agité, blanchi sous le harnais, il affirma qu'il était temps pour lui de penser à la retraite, mais on n'eut même pas le loisir de s'en inquiéter, déjà il s'était écroulé dans un fauteuil, à moitié paralysé, et quelques instants plus tard il se crispa, terrassé par une embolie qui l'emporta.

Il avait vécu moins de cinq minutes, mais il devait avoir quatre-vingts ans, à quelques mois près.

CÔTE-D'IVOIRE

Carnaval sous les manguiers

Un carnaval « à l'européenne » en Afrique noire, créé de toutes pièces, ambigu, paradoxal et inquiétant. Révélateur aussi des contradictions culturelles et de développement de l'Afrique contemporaine.

PIERRE FRÉGEAC

LES flamboyants flamboient. Comme des chrysanthèmes arborescents. Mais c'est la mondanité qui déborde leurs festes autour de la piscine, haut lieu de réception, à côté du zoo, dans un bosquet de tecks à quelques kilomètres de la ville. Le maire, le député, le préfet, quelques ministres en goguette, le président, si son temps le permet, et mesdames, honoreront de leur présence cette brillante soirée. La fille de l'un d'eux sera élue « miss Carnaval » au dessert par toute l'assemblée. Les « boules » se déchaîneront ensuite pour faire danser tout cet aréopage dans un ensemble touchant à la lumière noire ou bilieux pour un soir les couleurs du réel.

Fort. Depuis plusieurs semaines, ce vent froid et sec qui vient du nord, chargé des sables du Sahara, dépose tournoientement sa pulvérisation en fine pellicule partout où le laissent passer les claustraux ajourés. L'atmosphère desséchée résonne du craquement sinistre des charpentes de bois. Les derniers feux de brousse ont enfumé la région et rendu, avec le sable du vent, la lumière dorée un peu glauche, le soleil constamment voilé, l'air brûlé, étouffant. Bienôt, les pluies torrentielles feront place nette pour une nouvelle vie à naître. Les hôtels de vacances fermeront. Les villages reconstruits pour les touristes retrouveront leur existence fantôme et vide. La nature refleurira. La saison humide s'installera jusqu'en octobre.

Les flamboyants flamboient. A Bouaké, deuxième ville de Côte-d'Ivoire, à 400 kilomètres au nord d'Abidjan, c'est un signe de fête. La tradition, pourtant, n'y est pour rien. Ce carrefour commercial, économique, ethnique, religieux, de deux cent mille habitants, situé entre la forêt tropicale au sud et la savane sèche au nord, est le siège d'une étonnante célébration. À l'occasion d'une semaine commerciale fixée autour du mardi gras, le tout cloîtré par un abrutissant carnaval « en passe de devenir aussi célèbre que celui de Rio (sic ministère du tourisme).

Kouakou n'avait prévu : « Au carnaval, on a parfois un peu honte. L'Afrique y parodie l'Occident. La fête n'est plus vraie ni spontanée. Beaucoup de danseurs et de majorettes se vendent pour des marques de bière ou de n'importe quel. Mais il faut venir. Parce qu'il y a des masques authentiques qui sont réquisitionnés pour constituer le défilé, et là, c'est l'Afrique plus secrète qui vient se présenter. »

Taxis-brousse

La semaine commerciale bat son plein. Les Libanais et les Djoulas, commerçants traditionnels venus d'ailleurs, ne sont plus les rois des affaires. Ce sont souvent les derniers camelots de bazar. La concurrence est âpre. Beaucoup de sociétés françaises ont leurs propres distributeurs, gérant dépôts et agences, qui ont succédé aux « marchands », après l'efficacité des méthodes de marketing et de publicité importées. Beaucoup de ceux qui exposent leurs produits sur l'avenue abouissant à la gare seront au départ du carnaval, dimanche. L'agitation et l'animation croissent au fil des jours. Des villages de brousse, environnants sont arrivés les familles de ceux qui ont « réussi » à Bouaké : employés dans l'administration, les banques, les magasins, boys à tout faire... On va à Bouaké ou à Abidjan comme on « monte » à Paris. Pour étudier ou trouver du travail. Que ce soit pour un poste subalterne ou un emploi de cadre supérieur. Et la famille restée au village est à la charge de celui qui porte ses espoirs.

Les taxis-brousse et les « 1000 kilos » déversent leur chargement de volaille, d'ignames, de bananes, de villageois en promenade. Salut ! La parenté n'arrive pas les mains vides, mais la tête chargée de bassines émailées débordantes. La fête sera grandiose.

De leur côté, les très importantes personnalités de la région, l'élite de la communauté d'Européens, et leurs cours respectives, préparent leurs costumes, asti-

quent leur matériel d'apparat pour la soirée de samedi où les mondanités déborderont leurs festes autour de la piscine, haut lieu de réception, à côté du zoo, dans un bosquet de tecks à quelques kilomètres de la ville. Le maire, le député, le préfet, quelques ministres en goguette, le président, si son temps le permet, et mesdames, honoreront de leur présence cette brillante soirée. La fille de l'un d'eux sera élue « miss Carnaval » au dessert par toute l'assemblée. Les « boules » se déchaîneront ensuite pour faire danser tout cet aréopage dans un ensemble touchant à la lumière noire ou bilieux pour un soir les couleurs du réel.

Dimanche

Le muezzin a lancé sa prière au lever du soleil, comme tous les matins. Les cloches de la cathédrale ont annoncé la messe à 9 heures. L'église est bonne mère pour le repos des « infidèles ». Dimanche. Le jour du carnaval. Tout Bouaké est déjà dehors. Les derniers préparatifs occupent la matinée : pour les chars, dernières finitions, pour les groupes divers, répétition finale dans les quartiers en effervescence. Les troupes « folkloriques » de la région ont commencé leurs démonstrations. Il y aura une acrobatie, cependant, après le déjeuner. La sieste est une trêve que les plus grandes fêtes ne sauraient ignorer.

Le grand défilé va pouvoir commencer. Vers 15 heures, la police élargit à coups de chlochette l'étroit passage que la foule épaissée a laissé au milieu des avenues. Dans un hurlement de sirènes, le cortège des officiels, à bord de luxueuses berlines noires climatisées, atteint la tribune pavée. Le flux et le reflux de la foule font onduler le trottoir, qui n'est plus rectiligne. L'énergie des policiers se mesure à l'avancée de la vague. La marée humaine ne cesse de monter. Tant bien que mal, tout le monde se place. Il fait beau, il fait chaud. Quelques Blancs surpris et surpris qu'on déballe leur trépid, leur réflex, leur téléobjectif. De retour à la maison, les voisins n'en reviennent pas. Avoir vu d'aussi près la vie bruyante et primitive de l'Afrique ! Nos explorateurs amateurs ont leur scoop. Pleyel en a vu des randonnées. Ceux qui sont dans les franges ont à la fois l'ombre et le panorama. Mais les branches surchargées pourraient bien céder avant que, mais chut ! Voilà la fanfare qui ouvre la parade. La foule est attentive. La télévision télévisé. Et la fête commence.

« Hello ! le soleil brille, brille, brille. Hello ! » Au bout de la

route, sous la voûte des arbres, la fanfare municipale arrive bien au pas. Tenues blanc-bien marine, casquettes plates, culottes dorées. Le rythme est allégre et militaire. Leçon bien apprise. Soléage martial assis. La France éternelle est passée par là. Ma surprise est de taille. Elle ne fait que commencer. J'attends en entrée une débauche de tam-tams, une frénésie de ces danses dont les corps, dit-on, s'ennivrent. Non. L'air triomphal scande le défilé. Cette fanfare a un air de Midi et de monument aux morts. Par contre, ce qui suit relève de l'« authenticité » ! Après un monstre géant, mille-pattes vagabond et légendaire égaré dans la ville, une troupe de danseurs yacoubas, en tenue traditionnelle, attire les regards. Stupéfaction. Les hommes sont presque tous affublés d'horribles masques de Blancs, en plastique, importés de France : crânes chauves, nez bouffis, fausses moustaches grises, têtes difformes... Eh oui ! C'est carnaval. A tout prix. Est-ce une parodie ? Cette femme qui s'est fait une tête de poltron, cette autre de Capitaine Crochet, ces Fon-pidon en soldat, invendus sous Giscard, ces personnages de pacotille, ces surplus de nos fêtes. Tristes stocks qu'un content déverse... Le flot continue.

Masques sacrés

Le groupe suivant est Baoulé (ethnie habitant autour de Bouaké). Les joueurs de tam-tam entourent le masque sacré rituellement accompagné de son assistant, « sorti » du village pour l'occasion, réquisitionné sans doute, car sa présence ici paraît anachronique. Pour les Baoulés, animistes, l'harmonie du monde repose sur l'équilibre des forces naturelles. Qu'elles soient bonnes ou mauvaises. Et justement, les masques sacrés, au visage étrangement asiatique, rose, jaune ou bleu pâle, représentent à la fois les génies, les ancêtres et, confusément, les dieux. Ils sont l'intermédiaire entre les humains et l'univers où siège la force divine et permettent d'éloigner les esprits maléfiques. Les porteurs du masque, « initiés », l'incarnent totalement pendant la danse et doivent rester inconnus. Le masque sacré au carnaval, c'est aussi dénotant qu'à Paris un étalon en mitre sur la scène du Lido. Sacrilege. Profanation. Le défilé continue dans les clameurs.

La danse rituelle et sacrée est devenue spectacle. La cérémonie magique est devenue bouffonne. Ici, le grotesque des masques de celluloid, bouffonnés, hilares, ridicules, en fait une co-

médie tragique où le rire est indécis. Kouakou avait dit juste. L'intonable, le sacré, la tradition sont moqués, défigurés. Les anciens se taisent. Peut-être ont-ils mal. La danse n'existe en Afrique que par sa signification religieuse et sociale. Mais la vie moderne fait disparaître de nombreuses coutumes. Les enfants et les adolescents solitaires ne sont plus initiés complètement aux secrets de la vie au village. Ils ne comprennent plus le sens ésotérique des vrais masques, des danses. Les vieux s'en vont avec leur savoir, bibliothèques incrustées. Partir l'esprit, il reste les oripeaux. Et l'attraction folklorique exhibée pour les fêtes « palanques » et la tourisme qui passe. Même ce carnaval fait par les Bouakéens donne l'impression de montrer sans comprendre, sans respecter.

Féru de psychanalyse à ses heures, un ami coopérant me suggère que, ainsi, l'Afrique exorcise son passé dominé par la tradition ancestrale et le pouvoir exercé par les Blancs. Que c'est une manière d'affirmer tout ce qui est contenu et rarement exprimé. Les nouvelles générations ont choisi une autre voie, celle du développement moderne occidental, et elles l'affirment. En piétinant leur passé, même si c'est parfois sous couvert d'authenticité. Plusieurs chars réalisés par des organismes ivoiriens me font aussi penser à cette interprétation.

Majorettes

Tous les collèges, les lycées de la ville, les grandes sociétés commerciales, les associations ont conçu un char ou une attraction. Le lycée des filles présente ses majorettes en shako et cape rose vif, jupette et corsage blanc. Elles sont précédées par la fanfare du collège Saint-Victor, aux couleurs nationales : orange et vert. « Après de ma blonde, qu'il fait bon, fait bon, fait bon, après de ma blonde... » Paroles d'un air sans anachronisme que le début d'un livre d'histoire, qui avait cours il n'y a pas si longtemps, où les élèves apprenaient la vie agitée de « nos ancêtres les Gaulois ».

Un char présente les premiers commerçants noirs, en costume de moto, d'autres racontent quelques légendes occidentales, comme si, sur place, l'imaginaire avait épuisé ses ressources. Un char est une allégorie de la production des légumes en Côte-d'Ivoire : le carnaval est aussi un moyen de communication et de pédagogie. « Achetes tomates », proclame une grosse tête. « Buvez Bananof, le bière qui rend beau et fort, buvez à Bouaké », chantent des bouteilles géantes escortées d'hotesses en uniforme. L'armée elle-même présente son « programme d'action civique », entre les Gaulois fabriqués sous licence et les pages tissées et teintes industriellement à l'usine de Gontreville.

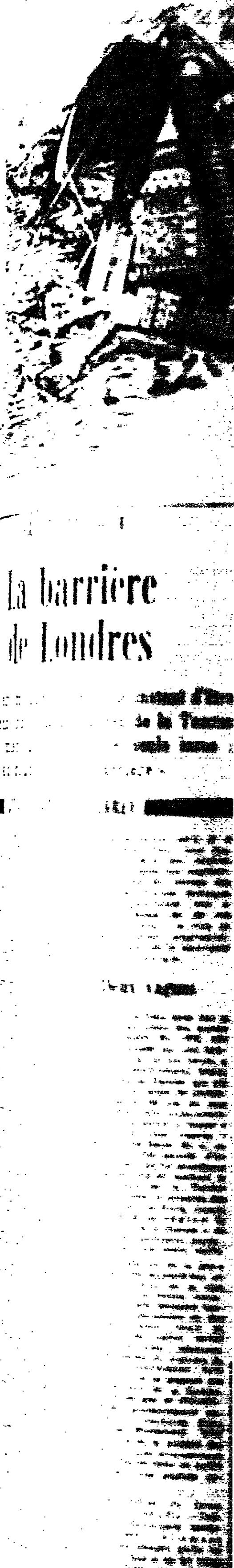
Le carnaval, c'est à la fois la caravane du Tour de France, la cavalcade bigarrée de Nice, le Palais de la découverte et la Foire de Paris, en pleine Afrique noire.

Le vrai et le faux

Le maître des lieux, maître de la ville, termine le défilé, à cheval, avec le club équestre et quelques notables, encadré de tirailleurs sénégalais. Des coups de feu impressionnants sortent des vieux fusils qui ont fait la guerre sous les drapeaux français. Ovation du public. M. Djibo Soukhalo est radieux. « Son » carnaval est un triomphe, et ce n'est pas fini. Massé derrière lui, Miss Bouaké et l'effigie du roi du carnaval, la foule suit, compacte, à travers la ville, jusqu'à la place d'Afr-France. Arrivée là à la nuit tombée, vers 19 heures, il y aura quelques discours, puis l'effigie sera brûlée dans le brouhaha indescriptible de tous les tam-tams, des bafafons et des milliers de participants, acteurs et spectateurs.

Il faudra plusieurs heures pour que le calme revienne en ville, vaincu par la tranquille assurance de la nuit, intense et imperturbable. La journée et le carnaval redéclencheront une ultime fois dans des rêves confus et fatigués. Étranges souvenirs où se mêlent intimement parodie et sincérité, vrai et faux, bon et sacré, publicité et artifice, coutumes et mode, griots et médias, hier et aujourd'hui, Blancs et Noirs, Afrique et Occident.

Et si le carnaval était l'exacte réplique des paradoxes, des ambiguïtés et des interrogations de l'Afrique pour demain ?



Andrew Holleran

LE DANSEUR DE MANHATTAN

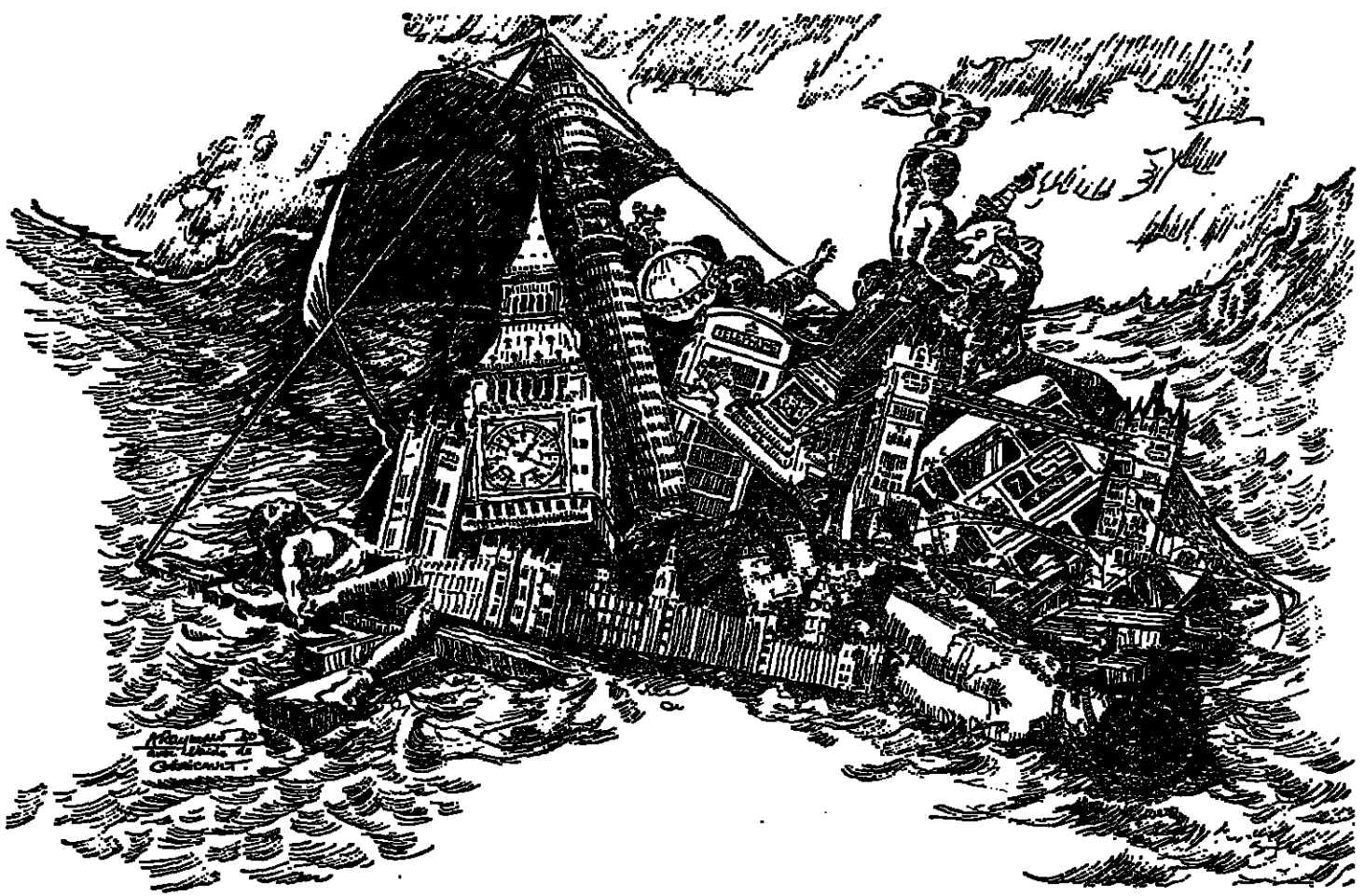
roman

"le meilleur roman homo sexuel de ces dernières années"

Harper's

Les Presses de la Renaissance

150



ALAIN RAYMOND

GRANDE-BRETAGNE

La barrière de Londres

Londres est menacée à chaque instant d'être noyée sous les flots conjugués de la Tamise et de la mer du Nord. Une seule issue : terminer au plus vite la « barrière ».

JEAN-MARIE MACABREY

LONDRES, début janvier. Depuis quelques jours, le temps est à la pluie. En aval de la capitale, la Tamise a quitté son lit en maints endroits, inondant légèrement certaines banlieues éloignées et la campagne qui leur succède jusqu'à la mer. Le fleuve, en outre, répète des marées anormalement élevées. Mais les Londoniens, accoutumés à voir leur Tamise monter et descendre au gré des caprices de la mer du Nord, ne s'inquiètent guère de quelques ponces d'eau supplémentaires. D'ailleurs, là n'est pas le pire.

A la même époque, une importante dépression atmosphérique s'est formée au-dessus de la mer du Nord, provoquant un étonnant gonflement des eaux au-dessus de leur niveau normal. La dépression se déplace maintenant en direction du sud de l'Angleterre, poussant devant elle une vague énorme. Une violente tempête nordique survient, qui accélère encore la progression du rouleau. La vague passe Aberdeen, le nord-est de l'Angleterre, puis se précipite entre les côtes hollandaises et anglaises. Prises dans ce goulet d'étranglement, elle se gonfle encore davantage, devient plus menaçante. Trouvant dans l'estuaire de la Tamise un exutoire naturel, elle s'y engouffre avec violence. Ses flots se répandent déjà dans la campagne environnante, mais leur force est telle qu'ils poursuivent néanmoins leur remontée du fleuve. Nous sommes le 9 janvier au soir.

Dans les premières heures du 10, la vague frappe Londres dans la surprise la plus totale. Brisant dans un bruit de tonnerre, les digues de la rive gauche, une énorme masse d'eau fond sur les quartiers de Westminster et de Hammer-smith. Sans que nul n'ait le temps de donner l'alarme, le torrent s'engouffre par les fenêtres des « basements » (1), renversant meubles et gens, pulvérisant les cloisons. On comptera quatorze morts.

Cette tragédie n'a pas eu lieu cette année 1928. Ce qui ne veut pas dire que les risques aient disparu en 1980. On estime même qu'ils sont plus

grands aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Pour trois raisons : la forte des calottes glaciaires entraîne une augmentation sensible du niveau des océans ; la Grande-Bretagne subit une inclinaison vers le sud-est à raison de 30 cm tous les cent ans ; la ville de Londres s'affaisse progressivement en raison de la mouvance de son sous-sol d'argile.

Deux vagues

La capitale a trôlé deux fois la catastrophe au cours des quatre dernières années. En 1978, une « vague », poussée par une tempête soufflant à 130 km/heure, a provoqué un soulèvement brutal du niveau de la Tamise qui est venue lécher les murs de protection à quelque 60 cm de leur sommet. Deux ans auparavant, l'arrivée d'une autre « vague » avait coincé, God Thants / avec une marée basse. En 1976, en 1978, Londres fut sauvée d'un désastre certain, ce fut seulement parce que les digues bordant le cours inférieur de la Tamise s'écroulèrent sous la pression des flots de la mer du Nord, livrant à leur féroce la région de l'Est-Anglia. La « chance » de la capitale fut chèrement payée : on dénombrera trois cents morts.

Si une inondation de ce genre frappait Londres aujourd'hui, on estime que 70 km² de la ville seraient plus ou moins recouvertes par les flots. Serait touché 1 250 000 personnes et des biens d'une valeur totale de 27 milliards de francs, parmi lesquels trente-cinq hôpitaux. Une cinquantaine de stations de métro se trouveraient hors d'usage ainsi que la plupart des ponts et tunnels de la Tamise. Les réseaux de gaz et d'électricité seraient probablement endommagés, les conduites d'eau polluées. Le Parlement, New Scotland Yard et la plupart des bâtiments gouvernementaux pourraient baigner dans un mètre d'eau pendant une journée entière.

Les responsables du Great London Council (G.L.C.) — l'administration municipale londonienne — sont tellement convaincus du danger qu'ils ne demandent pas si un tel fléau est possible, mais quand il sur-

viendra. L'inquiétude des autorités ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui. Dès 1879, le Thames Flood Act reconnaissait officiellement l'existence du danger. Dès lors, des murs de protection furent érigés sur les bords de la rivière et régulièrement rehaussés depuis la catastrophe de 1928.

Une solution aussi simpliste ne pouvait évidemment servir indéfiniment. Une étude, réalisée par le G.L.C. dans les années 50, montra qu'il aurait fallu surélever de 2 mètres les défenses existantes pour donner à Londres une protection à long terme. On imagine aisément le résultat désastreux qu'une telle politique aurait eu sur l'aspect déjà passablement laid de la rivière. Le G.L.C. opta donc, en 1963, pour une solution beaucoup plus audacieuse prévoyant la construction d'une « barrière mobile » sur la Tamise à hauteur du quartier de Greenwich.

Les études plébiscitèrent pendant quinze ans. Mais, en 1968, le G.L.C. donna une nouvelle impulsion au projet. Il commanda, tout d'abord, une étude océanographique et météorologique des phénomènes de « raz de marée » d'origine atmosphérique. Cette étude permit une évaluation statistique des risques et aboutit à l'arrêt d'un projet de barrière, aux résistances à une « vague » dont la probabilité ne soit que d'une fois tous les mille ans. (L'actuel système de protection est capable de faire face à une « vague » statistiquement possible tous les cinquante ans.)

La barrière se présente sur les plans comme une série d'énormes portes d'acier en forme de quart de cylindre, fixées par leurs extrémités à de solides piliers servant également de supports à la machinerie hydraulique destinée à manoeuvrer les portes. Lorsque la barrière est en position de repos, les portes restent placées horizontalement dans leur caisson de béton encastré dans le lit de la rivière. La navigation se fait alors normalement. Pour faire obstacle à une éventuelle « vague », il suffit de faire pivoter les portes à 90 degrés. L'opération prendrait au maximum trente minutes.

Les travaux, commencés en 1974 et actuellement à moitié terminés, devraient être en 1982. Pour hâter leur achèvement, le G.L.C. a demandé aux entreprises de travailler jour et nuit. Plus de deux mille ouvriers sont employés sur le chantier. Le coût total de l'entreprise est évalué à 3 320 millions de francs (au prix de mars 1979), dont 65 % sont pris en charge par l'Etat, le reste étant financé par la ville de Londres. Ce prix astronomique s'explique en partie par le fait que la barrière elle-même n'est qu'une traction des travaux, sa construction ayant nécessité un relèvement des digues en aval de Londres.

Selon M. Granger, ingénieur au G.L.C., la fiabilité de la construction a été la préoccupation majeure des responsables. Il a fallu neuf mois pour résoudre le seul problème des fondations. Par souci de sécurité, toujours, il fut décidé de n'utiliser que des techniques éprouvées, telles que des énormes bras hydrauliques chargés de manoeuvrer les portes. Des techniques plus sophistiquées auraient peut-être donné à la barrière un aspect plus discret, plus « moderne », mais en auraient diminué la sûreté. Pour atténuer l'apparence massive de la construction, il est prévu de coiffer chaque pilier d'un toit en forme de coquillage dans le style de l'Opéra House de Sidney. Dans deux ans, si tout va bien, la barrière de la Tamise fera partie du paysage londonien au même titre que la tour de Londres ou le Palais du Parlement.

D'ici là, Londres restera à la merci des dangereuses fantaisies de la mer du Nord. Le G.L.C. a lancé une campagne pour sensibiliser la population, qui ne semble guère consciente du danger et qui serait plutôt portée à maugréer contre le coût jugé excessif de la barrière. La différence entre nous et la Hollande, explique M. Granger, est que là-bas le pays entier est conscient du risque. Ici, il s'agit d'un problème local que les gens ont tendance à minimiser.

En 1978, le G.L.C. organisa un exercice d'alerte : le résultat fut catastrophique. De nombreuses personnes n'avaient même pas remarqué la sirène. Et parmi les personnes âgées qui l'avaient entendue, certaines crurent à l'annonce d'une attaque aérienne, la sirène étant identique à celle utilisée pendant la seconde guerre mondiale. On imagine les effets d'une telle méprise si, en cas d'alerte réelle, les gens se précipitaient à la cave plutôt qu'au grenier.

REFLETS DU MONDE

DAILY EXPRESS THE VOICE OF BRITAIN

Entre le vantour et la sorcière

« Rendez-la furieuse : trois livres », tel est, rapporte le quotidien londonien DAILY EXPRESS, le slogan inventé par les publicitaires du parti travailliste britannique pour une campagne de recrutement.

Ce slogan propose de gâcher la bonne humeur de Mme Thatcher, le premier ministre conservateur, au prix de la cotisation annuelle au Labour. Il ornera les affiches et les annonces dans la presse en entourant une caricature du chef du gouvernement.

M. Heffer, du comité d'organisation du parti travailliste, admet que d'aucuns trouveront déplaisante cette caricature. Lui-même trouve plutôt flatteur ce mélange



de vantour et de sorcière (...). Le porte-parole du parti conservateur estime, lui, que de tels dessins ne méritent pas de commentaires, mais pense que les gens seront intéressés d'apprendre qu'ils peuvent adhérer au parti conservateur pour une demi-livre seulement.

LE SOIR

Un dollar providentiel

Ce n'est pas seulement en France que le loto fait des heureux. Le quotidien bruxellois LE SOIR relate l'histoire suivante :

« Un billet d'un dollar trouvé dans une rue de New-York par Melina Chica de Zapata, âgée de quarante-deux ans, et originaire de Cali en Colombie, s'est littéralement transformé en une pluie de dollars.

Cette mère de cinq enfants avait, en effet, investi le billet, qu'elle avait soi-

gneusement conservé, dans le jeu du loto pour la première fois de sa vie. Un porte-parole de la société du loto a annoncé à New-York que la touriste colombienne avait gagné grâce à cela plus de 391 000 dollars (environ 117 millions de francs belges).

La señora Zapata était venue à New-York en décembre 1979 pour rendre visite à son beau-frère. Elle y retournera dans deux semaines avec ses gains... »

ПРАВА

Un parc lucratif

« Chacun s'amuse comme il peut », constate le PRAYD en rapportant comment les employés du parc de loisirs Gorki, de Moscou, arrondissaient leurs revenus :

« Chaque tour des chevaux de bois doit — nous avons un plan pour tout — durer sept minutes et demie. Les escrocs trafiquent les mécanismes du carrousel et peuvent encaisser davantage en faisant durer chaque tour moins longtemps. Arides de gains, ils n'arrêtaient même pas

les machines pour l'entretien nécessaire et faisaient tourner le carrousel qu'il pleuve ou pas. (...) Pendant ce temps, le caissier et les contrôleurs à l'entrée du parc s'enrichissent d'une autre manière : le contrôleur ne déchirait pas les tickets présentés par les clients et les repassait au caissier qui les revendait à nouveau. (...) Cinq de ces tricheurs en ont pris pour quinze ans chacun et deux pour dix ans. Ils se faisaient dans les 2 000 roubles par jour (12 000 F environ)... »

NATION

Une municipalité peu sérieuse

L'édition dominicale du quotidien kényan de langue anglaise NATION s'étonne de l'indifférence manifestée par la mairie de Nairobi devant un problème qui se pose aux habitants de la capitale :

« Le conseil municipal de Nairobi ne dispose que d'un journon mortuaire. Mais les principaux officiels de la mairie ne veulent pas parler de l'affaire, et durant toute la semaine dernière nous avons

eu vain tenté de toucher le fonctionnaire adéquat pour lui faire dire ce qu'il envisageait de faire pour corriger cette anomalie. De bonnes sources, nous avons appris que le second journon avait été endommagé lors d'un accident qui coûta la vie à l'un de ses occupants, au retour d'un enterrement. (...) Or, les ouvriers de Nairobi ne peuvent faire enterrer leurs morts que durant les week-end... »

Agence France Presse

Des teinturiers curieux

« Les Anglais sont un peuple « crasseux », relate l'AGENCE FRANCE-PRESSE. Plus de la moitié d'entre eux n'ont pas fait nettoyer de vêtements au cours des trois derniers mois, et 15 % n'ont jamais porté d'habits au nettoyage, révèle un sondage Gallup, publié par l'Association des teinturiers-blanchisseurs britanniques.

Ces résultats « cho-

quants » créent aux Anglais une réputation de saleté à l'étranger, déplore M. Sands Johnson, président de l'Association. Avec un budget de nettoyage de deux livres (10 F) par an et par habitant, les Anglais dépensent sept fois moins que les Américains, trois fois moins que les Allemands de l'Ouest et deux fois moins que les Français pour l'entretien de leur garde-robe, précise M. Johnson. »

(1) Appartements du sous-sol.

BACCALAUREAT SCIENCES PO

LIVRET CASSETTE

REVISEZ VOTRE PROGRAMME

"HISTOIRE XX"

1914 - 1945

6 livrets de 50 pages + 6 cassettes de 90 mn

Etat-Unis, Grande-Bretagne, L'empire russe, l'URSS, l'évolution de l'économie mondiale, la France, l'Allemagne, la Grande Guerre Européenne

Vente en librairie (diffusion Vuibert) ou par correspondance 75 francs en chèque par titre à Groupe Signe Editions 18 rue du Cloître N-Dame 75004 Paris - 325.63.30

LES « MICHEL »

brocanteurs sympas

vendent et achètent

LINGE RETRO - MEUBLES MARRANTS - BIJOUX ANCIENS JOURNAUX D'HIER - CARTES POSTALES DE COLLECTION BIBLETS D'AVANT-HIER VERRERIE D'AUTREFOIS BRONZES ÉTERNELS - VAISSELLE DE DANDY - OBJETS COQUINS ET « OCCAS » DE TOUJOURS

Marché Les Enfants Rouges, 38, rue de Bretagne, PARIS-2

Tél. : 277-69-02

ÉTRANGER

1. — VATICAN : Le pape Jean-Paul II fait une description apocalyptique de la guerre nucléaire (3).

2. — ITALIE : Mort à l'âge de quatre-vingt-neuf ans de Pietro Nenni, ancien ministre et président du parti socialiste (2).

3. — TURQUIE : Les chefs de l'armée mettent en garde les « organes constitutionnels » contre le développement de l'anarchie et les engagements militaires en cours de réformes sociales et économiques (3).

4. — PORTUGAL : Le gouvernement de centre-droit de M. Francisco Sá Carneiro entre en fonction. Il ne comporte ni femme ni militaire (1, 3 et 4).

5. — MAURITANIE : Le colonel Ould Haïdalla, premier ministre, évacue le chef de l'État (4-7).

6. — ITALIE : Assassinat à Palermo de M. Piersanti Mattarella, président démocrate-chrétien de la région sicilienne (3 et 4).

7. — INDE : Mme Indira

LA RÉVOLUTION IRANIENNE

4. — M. Kurt Waldheim quitte Téhéran sans avoir pu rencontrer l'imam Khomeiny (5).

5. — « Sanglantes émeutes à Tabriz. Le 10, alors que l'ayatollah Khomeiny est maintenu en résidence surveillée à Qom, le siège du P.R.P.M., groupant ses partisans, est investi par les gardes révolutionnaires. Le 11, onze des personnes arrêtées sont exécutées au terme d'un procès sommaire (le Monde du 6-7 au 15).

6. — « Il n'y a aucun différend irréconciliable entre nous et le peuple islamique », affirme le président Carter, l'annonce des sanctions américaines unilatérales est ajournée (25).

7. — L'imam Khomeiny est hospitalisé pour un accident cardiaque et mineur (25 et 26).

8. — M. Bani Sadr recueille 75,7 % des voix dès le premier tour de l'élection présidentielle. A propos des étudiants islamiques, il déclare qu'il ne tolérera plus l'existence d'un « gouvernement parallèle » (27-28, 29 et 30).

9. — Le départ d'ambassadeur des diplomates américains grâce à l'ambassadeur du Canada est rendu public (31 et 1/11).

Gandhi remporte les deux tiers des sièges aux élections législatives après trente-trois mois passés dans l'opposition (8, 9 et 27-28).

10. — ARABIE SAOUDITE : Exécution de soixante-trois membres du groupe qui avait attaqué la mosquée de La Mecque, le 20 novembre 1979 (10).

11. — EL SALVADOR : La junte de gouvernement est renversée par deux personnalités démocrates chrétiennes y entrant aux côtés des deux militaires responsables du coup d'État du 15 octobre 1979 (15 et 16).

12. — ETATS-UNIS : Mort à l'âge de quatre-vingt-cinq ans de Georges Meany, ancien président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. (12).

13. — BELGIQUE : M. Wilfried Martens sauve son cabinet en évitant trois ministres du Front francophone en désaccord avec les autres partis de la coalition sur l'existence de Bruxelles comme troisième région linguistique (18).

14. — CHILI-GRANDE-BRETAGNE : Les relations diplomatiques sont rétablies au niveau des ambassadeurs (18).

15. — BELGIQUE : La grève des médecins est suspendue. Elle aura duré vingt-neuf jours (20-21).

16. — ITALIE : Les socialistes annoncent qu'ils renonceraient, après le congrès démocrate-chrétien de février, à l'intervention qui permet au gouvernement Cossiga de subsister (20-21).

17. — ZAIRE : A la suite d'un important renforcement, M. Kamitatu Massamba, ancien opposant au général Mobutu, entre au gouvernement (20-21).

18-20. — ALGERIE-FRANCE : La visite à Paris, de M. Mohamed Seddik Benyahia, ministre algérien des affaires étrangères, relance la coopération dans un climat d'amitié (19, 20-21 et 22).

19. — ETATS-UNIS : Mort de William Douglas, juge à la Cour suprême de 1938 à 1975 (23).

20. — YUGOSLAVIE : Le président Tito est amputé de la jambe gauche. L'opération réussit mais, temporairement, fin aux spéculations sur le « pré-titisme » (du 15 au 23).

21. — ESPAGNE : Un attentat à la bombe tue quatre personnes dans un café fréquenté par des nationalistes basques près de Bilbao (22).

22. — U.R.S.S. : Démission de M. Vladimir Kiriline, vice-président du conseil des ministres et président de l'Académie des sciences (24 et 25).

23. — EL SALVADOR : Une foule de 200 000 manifestants à l'occasion d'une grève générale (24 et 25).

24. — TURQUIE : Le livre turc est dévalué de 33 % (25 et 31).

25. — PROCHE-ORIENT : Après l'évacuation d'une nouvelle por-

tion de territoire par l'armée israélienne, l'Egypte rentre en possession des deux tiers du Sinaï (24).

26. — PROCHE-ORIENT : Début de la normalisation des relations « civiles » entre l'Egypte et Israël (27-28 et 29).

27. — DANEMARK : Le gouvernement ajourne le projet de l'implantation de centrales nucléaires (29).

28. — TUNISIE : Rebut de l'attaque contre la ville de Gafsa dans le sud-ouest du pays. Pour préserver la « stabilité politique en Méditerranée », la France envoie une aide logistique et dépêche trois navires de guerre dans le golfe de Gabès. Tunis accuse la Libye d'avoir soutenu les membres — une cinquantaine — du commando responsable de l'attaque (à partir du 29).

29-31. — C.E.E. : Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée européenne, est reçue aux Etats-Unis comme le porte-parole de l'Europe unie (30, 31 et 1/11).

30. — O.P.E.P. : La hausse de 2 dollars par baril décidée par l'Arabie Saoudite est suivie du relèvement des prix du pétrole de plusieurs pays membres (à partir du 29).

31. — CHINE : « Le Quotidien du Peuple », organe du comité central, met fin au courant de libéralisation en appelant les cadres et les intellectuels à respecter la discipline du parti (1/11).

32. — VIETNAM : Le général Giap et deux autres vice-présidents ministériels démissionnent au profit de personnalités plus jeunes : ce remaniement est accompagné de « purges » au sein du parti communiste (1 et 3-4/11).

33. — C.E.E. : Accord sur la pêche à Bruxelles : les Neuf fixent le chiffre total des cap-

LA CRISE AFGHANE

LA RELANCE DE LA GUERRE FROIDE

1. — M. Babrak Karmal, parlant pour la première fois à la télévision, promet de « respecter les principes sacrés de l'Islam » (4).

2. — L'inquiétude née de la tension internationale provoque une vive hausse de l'or : l'once (31,1 g) cote 634 dollars à Londres. A Paris, les cotations, suspendues le 2, reprennent : le lingot d'un kilo atteint 64 900 F, en hausse de 21 %, et le napoleon 1 130 F (+ 73 %). Le 4, le lingot perd 13 % et le napoleon, à 611 F, 30 % (3, 4 et 5).

3. — A la demande du président Carter, le Sénat autorise l'armement du traité SALT 2, prévu pour le 22 janvier (5).

4. — Moscou rejette officiellement la négociation sur les euro-missiles proposée le 12 décembre 1979, par l'OTAN (9).

5. — M. Jimmy Carter annonce des sanctions contre l'U.R.S.S. : en particulier annulation de la majeure partie des livraisons de céréales et possibilité d'un boycottage des Jeux olympiques de Moscou (6-7).

6. — Moscou estime la riposte américaine « disproportionnée » (8).

7-10. — A l'issue de sa visite à Pékin, M. Harold Brown, secrétaire à la défense, souligne la « convergence » des vues croisées entre les Etats-Unis et la Chine (8 et 11).

11. — Cinq mouvements de résis-

tance afghans annoncent du Pakistan la formation d'un front commun autour des extrémistes musulmans, favorables à une révolution islamique de type iranien. Les rebelles affirment avoir en échec les troupes soviétiques dans plusieurs régions (9, 12 et 15).

9. — Après un entretien avec M. Giscard d'Estaing, le chancelier Schmidt souligne la « convergence des vues françaises et allemandes » (11).

12. — Une des sept divisions soviétiques qui se trouvent en Afghanistan est déployée le long de la frontière de l'Iran (16).

13. — M. Leonid Brejnev estime que la « détente à toutes les échelles demeure la tendance déterminante » et invite les Européens à ne pas se laisser entraîner par les Américains dans la « voie des aventures » (15).

14. — L'Assemblée générale des Nations unies demande le « retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères » par 104 voix contre 18 (16).

15. — Le Neuf expriment leur « profonde préoccupation » et dénoncent comme « inacceptables » les explications de Moscou, mais ne condamnent pas explicitement l'U.R.S.S. (17).

16. — Alors qu'une campagne pour le boycottage est lancée par les Etats-Unis, lord Killearn, président du Comité international de la défense, déclare : « Les Jeux auront lieu à Moscou ou pas du tout » (17).

17. — Le Parlement européen

LES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

2. — M. Giscard d'Estaing propose à M. Mitterrand et Marchais des informations sur la situation en Asie centrale. M. Jospin, le 4, et Lafontaine, le 8, rencontrent M. François-Poncet (5, 4, 6-7 et 10).

5. — Alors que le P.C. italien critique ouvertement l'U.R.S.S., le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre Berlinguer-Marchais à Rome ne mentionne pas l'Afghanistan, et marque l'échec de l'eurocommunisme (8).

8. — Le refus de condamner ou d'approuver l'intervention soviétique provoque de vifs remous au sein de la C.G.T. (10, 19 et 20).

9. — Le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres indique que le gouvernement français considère l'attitude de Moscou comme une « atteinte à la politique de détente » (10).

11. — A l'issue d'un voyage de quatre jours en U.R.S.S., M. Georges Marchais justifie, de Moscou, l'intervention soviétique en Afghanistan, en affirmant qu'il s'agit de l'appui apporté à un allié confronté à une agression extérieure d'origine américaine (12 et 13-14).

15. — L'appel en faveur de la position du P.C.F. lancé le 15, recueille plus de cinq millions de signatures parmi les intellectuels communistes (17 et 22).

22. — Plusieurs intellectuels français, dont Raymond Aron et Jean-Paul Sartre, précon-

nisent le boycottage des Jeux de Moscou (24).

22. — Le P.C. reproche à M. Marchais de chercher à « justifier l'injustifiable » (23).

23. — M. Jacques Chaban-Delmas, parti pour l'U.R.S.S., aux dirigeants soviétiques des « gestes concrets » marquant leur volonté de poursuivre la détente, interrompant son voyage après les mesures d'extrême prudence prises contre l'académicien André Sakharov (24 et 25).

25. — Le conseil des ministres estime que « la remise en cause des Jeux olympiques ne constitue pas le moyen approprié pour restaurer une situation conforme aux droits du peuple afghan » (24).

24. — Le Quai d'Orsay réagit que l'intervention soviétique est « inacceptable » et menace gravement la détente, à l'issue de l'entretien entre M. Korniienko, vice-ministre des affaires étrangères soviétique, et François-Poncet (28).

26. — M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., estime que l'intervention soviétique « ruine pour longtemps la possibilité d'un gouvernement de la gauche unie, et porte un coup sévère (...) à la mobilisation populaire » (29).

29. — La démission de la C.G.T. qui s'est rendue en mission d'information en Afghanistan, du 20 au 26, affirme que « les militants et les ouvriers afghans approuvent l'intervention soviétique » (30).

Jeux d'États

La crise s'épanouit. Comme autrefois Dieu-créeur sépara la nuit du jour, la symbolique et dramatique Kaboul concède aujourd'hui aux bons leur vertu, aux mauvais assigne le péché... et réproprime tout devient certitude et chacun trône sur la scène, les yeux clos.

L'Etat qui, à l'est de l'Europe, promet depuis soixante-trois ans que l'Etat disparaîtra rappelle une fois de plus qu'il n'est rien qui ne doive lui céder. Soudain professeurs de droits de l'homme, par la grâce de l'Est, les pays occidentaux oublient des péchés dont on aurait pu les croire pénétrés.

Prétendument indépendants des ces Etats, les Jeux olympiques apparaissent pour ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être, eux aussi, la politique continuée par d'autres moyens. Comme, sans doute, cela fut toujours, même à l'aube des temps, même en cette année 776 avant l'ère chrétienne qui vit, déjà, la restauration des Jeux olympiques et la victoire de Coroebus, natif de la ville d'Elée.

PHILIPPE BOUCHER.

Chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Massurel. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

tures autorisées (TAC) dans les sautes couplées (31).

31. — GUATEMALA : Trente-neuf personnes périssent dans l'incendie de l'ambassade d'Espagne lors de l'intervention de la police dans l'édifice occupé pacifiquement par des paysans. L'Espagne rompt ses relations diplomatiques, le lendemain (2 et 3-4/11).

31. — PAYS-BAS : La reine Juliana annonce qu'elle abdiquera le 30 avril en faveur de sa fille Beatrix (2/11).

31. — YATON : Clôture du synode des évêques néerlandais convoqué trois semaines plus tôt par Jean-Paul II. L'Eglise des Pays-Bas, favorable aux tendances conservatrices et progressistes, est fermement invitée à redevenir fidèle à la lettre de Vatican II (26, 30 et 2/11).

vote une résolution très dure à l'égard de l'U.R.S.S. (18).

18-22. — M. Huang Hua, ministre chinois des affaires étrangères, en visite à Islamabad, assure le Pakistan « de son soutien total tant sur le plan militaire qu'économique » (22).

19. — Pékin annonce l'ajournement des négociations sino-soviétiques qui devaient reprendre fin janvier à Pékin : la première phase avait eu lieu en octobre et novembre 1979 à Moscou (20-21 et 22).

20. — M. Jimmy Carter demande que les Jeux olympiques soient transférés ou annulés si l'U.R.S.S. ne retire pas ses troupes d'Afghanistan dans le délai d'un mois (22).

21. — Le président Carter place, dans le message sur l'état de l'Union, « le renforcement de la paix et de la sécurité des Etats-Unis et de leurs amis » au premier plan de ses objectifs (23).

21. — Après avoir atteint un record — 850 dollars l'once (31,1 g) à Londres et 99 010 F le lingot d'un kilo à Paris — les cours de l'or amorcent une brusque chute (22 et 24).

22. — Toute attaque d'une « force extérieure » dans la région du golfe Persique sera « repoussée par tous les moyens » par la force armée », affirme le président Carter (25).

24. — Washington affirme son intention de vendre à la Chine de l'équipement militaire, alors que la chambre des Représentants approuve l'accord commercial sino-américain du 7 juillet 1979 qui accorde à Pékin la clause de la nation la plus favorisée (26).

24. — La Grande-Bretagne condamne l'action « scandaleuse » du gouvernement soviétique et adopte de sévères mesures de rétorsion contre l'U.R.S.S. (26).

26. — Le comité olympique américain approuve la demande de M. Carter pour le boycottage des Jeux de Moscou (28).

26. — Rire général de M. Giscard d'Estaing, en accord avec leurs politiques respectives de détente et de non-alignement, condamnant aussi bien les interventions militaires que les ingérences politiques (28).

29. — Les trente-six pays participant à la Conférence islamique à Islamabad condamnent l'agression soviétique et exigent son arrêt « immédiat et inconditionnel ». Ils suspendent l'Afghanistan de l'organisation et décident de soutenir matériellement le moralement la résistance afghane (30).

29. — Le boycottage des Jeux olympiques, approuvé par Mme Simone Veil, le 28, à Washington, est demandé par vingt-cinq pays participant à la Conférence islamique (30 et 31).

30. — Les autorités est-allemandes ajournent la rencontre entre M. Schmidt et Honecker (1/11).

31. — Visite impromptue de M. Giscard d'Estaing, ministre des affaires étrangères, à Moscou, où il rencontre M. Ceausescu désapprouvant l'intervention soviétique (2 et 3-4/11).

LIBERTÉS

2. — CHINE : Le président de la Cour populaire suprême indique que cent soixante mille jugements erronés rendus pendant la révolution culturelle ont été cassés (8).

8. — FRANCE : Le Conseil constitutionnel annule partiellement la loi Bonnet qui limite l'entrée et le séjour des étrangers en France (11 et 12).

9. — Rire : Le chef de gouvernement de Bade-Wurtemberg rappelle que le professeur Hans Küng est fonctionnaire à vie de l'enseignement supérieur après les sanctions prises contre lui par le Vatican. Hans Küng explique le 17, dans « le Monde » pourquoi il veut rester un théologien catholique (12 et 18).

11. — FRANCE : M. Jean Lecanuet affirme dans « le Monde » : « L'Etat doit être le serviteur des libertés et non son dominateur » (12).

11. — FRANCE : Le Conseil supérieur de la magistrature sanctionne M. Philippe Lloret, juge des enfants, accusé d'avoir he-

9. — Mort de Léon Marvaux, ancien secrétaire du C.G.T. (12).

15. — « Le Canard enchaîné » publie la photocopie d'une lettre du 20 mars 1978 adressée à l'empereur Bokassa, concernant des diamants destinés au « président de la République et à des personnalités françaises » (17).

17. — Le budget 1980 est définitivement adopté par le Sénat à l'issue de la session extraordinaire ouverte, le 7, après l'annulation par le Conseil constitutionnel. Les treizième et quatorzième motions de censure de l'opposition ont été rejetées, le 11, à l'Assemblée nationale (9 et 19).

18. — M. Giscard d'Estaing indique qu'il « n'envisage pas la dissolution de l'Assemblée nationale, sauf circonstance politique nouvelle » (20-21).

18. — Après la diffusion par des syndicats d'enseignants d'un tract demandant une « attitude plus nuancée » sur le problème

L'AGITATION EN CORSE

6. — Des militants autonomistes prennent en otage trois membres du mouvement antistatiste « Francia » à Bastia (8 et 9).

8. — Les forces de l'ordre interviennent à Bastia, mais les otages ne s'en trouvent pas plus en sécurité. Les militants seront déferés à la Cour de sûreté de l'Etat (10).

8. — Des autonomistes se rendent à l'Assemblée de Bastia, avec un des otages de Bastia. Ils retiennent une vingtaine de clients de l'établissement (10).

9. — M. Jean-Paul de Gorbis, ancien député, est enlevé par des militants indépendantistes du F.N.L.C. Après sa libération, le 11, huit autres personnes seront déferés à la Cour de sûreté de l'Etat (12 et 13-14).

11. — Reddition des autonomistes de l'Hotel Fesch : trente-six militants seront incarcérés pour « participation à une bande armée » et incarcérés à Paris. Quant à deux des otages de Bastia, ils seront incarcérés de transport à Ajaccio (12-13 et 17).

11. — La grève générale, décidée par quarante-quatre organisations politiques et syndicales, est largement suivie (12).

30. — M. Christian Bonnet affirme que l'agitation est « élargie de l'extérieur » (1/11).

de la drogue, M. Jacques Barrot, ministre de la santé, déclare que la justice a été saisie. Le P.C.F. dénonce quant à lui les « apologistes de la désobéissance » (20-21, 24, 25 et 26).

18-27. — A la Réunion, trois passages successifs du cyclone Hyacinthe provoquent d'importants dégâts. Alors qu'on dénombre vingt-cinq morts et sept mille cinq cents sans-abri, le gouvernement ouvre, le 30, un crédit d'urgence de 25 millions de francs (à partir du 27-28).

24. — M. Jacques Chirac est reçu à déjeuner à l'Elysée. Le renouveau avec M. Valéry Giscard d'Estaing est présentée comme une première « reprise de contact » (26).

24. — Mort d'Yvon Condé du Foresto, sénateur centriste de 1946 à 1977 (26).

29. — Attentat à l'ambassade de Syrie : un mort et huit blessés (30 et 31).

VIE DES PARTIS

7. — M. Jean Chaban-Delmas, président de la principale organisation de gauchistes de gauche, est nommé député général du R.P.R. au renouvellement de M. Philippe Dechartre (8).

9. — Alors que M. Raymond

Barre affirme que « la majorité existe » et que « les choses vont mieux qu'on le dit », M. Bernard Forns rappelle que « le R.P.R. est plus près de ses partenaires que des formations marxistes » (11).

10. — M. Philippe Meland succède à M. Bertrand Motte à la présidence du Centre national des indépendants et paysans (12).

11. — En relançant l'action du Comité pour l'indépendance et l'unité de la France qu'il a fondé en 1977, M. Michel Delnè se présente pour l'élection présidentielle (13-14).

12-13. — Une convention nationale extraordinaire du P.S. adopte le « projet socialiste » pour les années 80, soutenu par M. Mitterrand (12, 13-14 et 15).

15. — Le metteur en scène Antoine Vitez quitte le P.C.F. dont il était membre depuis plus de vingt ans (16).

23. — Le P.S. condamne le « langage de la démission » tenu à la télévision le 21, par M. Georges Marchais (25).

25. — M. Jacques Blanc (P.R.) désigne le parti socialiste comme l'adversaire principal pour les présidentielles (29).

ÉCONOMIE

2. — GOUVERNEMENT : M. Raymond Barre présente les mesures économiques et sociales rendues nécessaires par l'accroissement des dépenses pétrolières, qui dépasseront 100 milliards de francs en 1980 (3 et 4).

10. — AFFAIRES : La Commission des opérations de Bourse ouvre une enquête sur les comptes du groupe Agache-Wilt après l'intégration de la Société Bousso-Saint-Pierre (12).

16. — AFFAIRES : Après avoir franchi le cap des quatre cents avions vendus ferme et en option, Airbus Industrie s'est approprié le tiers du marché mondial des appareils moyen-courriers de grande capacité (4 et 18).

16. — AFFAIRES : M. Pierre Delmon est nommé président des Charbonnages de France en remplacement de M. Jean Malézieux, ministre du travail (15).

17. — SECURITE SOCIALE : Un décret obligant, à partir du 1er mai, les assurés à supporter au moins la cinquième des frais de maladie non remboursés, suscite de vives protestations des mutualistes (16 et 19).

21. — SOCIAL : Les mille deux cents ouvriers de Mavilur (ville-jeune pour mouler Diesel) reprennent le travail après neuf semaines de grève : ils ont obtenu une augmentation des salaires et la réduction des horaires de travail (20-21).

22. — EMPRUNT : Porté de 8 à 12,5 milliards de francs, l'emprunt d'Etat 12 % est souscrit en quelques heures (17 et 23).

23. — ENERGIE : Le conseil des ministres décide d'accroître la consommation de charbon et d'accélérer la mise en œuvre d'un « programme vert » pour développer les énergies d'origine agricole (24 et 25).

24. — AFFAIRES : M. Jérôme Seydoux devient président des Châteaux réunis (S.A.). Il succède à M. Francis Fabre qui dirigeait la société depuis 1946 (25).

29. — SYNDICATS : Echec de la rencontre C.G.T.-C.F.D.T. : MM. Maire et Séguin ne parviennent pas à renouveler l'accord unitaire du 17 septembre 1979 (31).

31. — SOCIAL : La grève des chirurgiens dentistes est largement suivie (31 et 2/11).

CULTURE

2. — Rédaction de « Je ne sais-quoi et le Presque-rien », revue et corrélatrice par son auteur, le philosophe Vladimir Jankélévitch (17).

3. — Mme Marguerite Yourcenar, américaine depuis 1947, recouvre la nationalité française (6).

5. — M. Jacques Lacan annonce la dissolution de l'Ecole freudienne de Paris qu'il avait fondée en 1964 (6, 11 et 19).

6. — « France-Dimanche » et « le Figaro-Dimanche » interrompent leur parution (6 et 9).

9. — Premier numéro de « Paris-jeune », nouvel hebdomadaire du groupe Expansion (8).

9. — La tuelle de Télédiffusion de France est transférée du ministère de la culture au secrétariat d'Etat aux P.T.T. (10).

9. — Mme Danièle Delorme succède, pour 1980, à M. Georges Kleiman à la présidence de la commission d'avances sur recettes (11).

10. — M. Jean Dutourd, reçu à l'Académie française par M. Maurice Schumann, prononce l'éloge de M. Jacques Rueff (11).

15. — M. Jean-Claude Fasquelle succède à M. Bernard Privat, P.-D.G. des éditions Grasset, et Fasquelle depuis vingt-cinq ans (18).

16. — Exposition à la Bibliothèque nationale de manuscrits du poète René Char enluminés par des peintres (24 et 25).

20. — « C'était demain », de Nicholas Meyer, reçoit le Grand Prix du Festival du film fantastique d'Avoriaz (22 et 24).

27. — Création à Rennes de l'« Opéra de la Ville » de Giulio Gianini, opéra du début du dix-septième siècle (29).

150

Hommage à Irving Thalberg, producteur mal vu des historiens du cinéma

Comptes et légendes

JACQUES SICLIER

POUR la première fois, le Cinéma de minuit de FR3, consacre un cycle important à un producteur (huit films, le dimanche, du 17 février au 6 avril). Or, ce producteur, l'Américain Irving Thalberg, a fort mérité sa réputation auprès des historiens et des cinéastes qui, de génération en génération, lui reprochent d'avoir à jamais mué les Rapaces d'Eric von Stroheim, d'être responsable du déclin des Marx Brothers à partir de 1935. On trouve dans l'encyclopédie du cinéma, de Roger Boussinot (éditions Bordas), ce jugement cinglant : « Thalberg représente une figure légendaire de Hollywood. La carrière fulgurante, l'impétuosité, le talent non conformiste l'importance dans la création d'un style Metro qui est l'apogée du conformisme, tout cela peut servir à le définir. »

C'est injuste.

Né à Brooklyn en 1919, Irving Thalberg fut « découvert », tout jeune, dans les bureaux de l'Universal à New-York, par le grand patron de la firme, Carl Laemmle, qui le ramena dans ses studios d'Hollywood et en fit son « producteur exécutif ». En 1921, Eric von Stroheim, réalisateur favori de Laemmle, valeur commerciale autant qu'artistique, achevait, à grands frais, le tournage de *Follies*

de femme. Thalberg admirait l'art de Stroheim mais ses extravagances coûteuses, ne lui plaisaient pas. S'il mit le nez dans les comptes et insista pour que le film, qui durait à l'origine six heures, soit ramené à une durée plus convenable au système d'exploitation, ce ne fut pas de la tyrannie. Ses conceptions d'administrateur se heurtèrent forcément à celles de Stroheim, considérant que les financiers devaient être au service de sa création.

Le heurt était inévitable. En 1922, Thalberg, qui avait la direction de l'Universal pendant un voyage de Laemmle en Europe, renvoya Stroheim en train de tourner *Chevaux de bois*. Ce film fut repris par un metteur en scène docile, Rupert Julian, et Stroheim accepta le contrat que lui offrait la compagnie Goldwyn. Il entreprit alors, en 1923, *Green (les Rapaces)*, tiré d'un roman naturaliste de Frank Norris (émule américain de Zola) paru en 1899 et qui l'intéressait depuis longtemps. Neuf mois de tournage, 2 millions de dollars, le souci de la vérité humaine, sociale et psychologique poussé le plus loin possible (tournage sans vedettes, hors des studios, dans des décors réels dont l'effrayante « vallée de la mort »),

quarante bobines, soit huit heures de projection... cette œuvre, dont l'écriture surprenante restituait une durée romanesque, était inexploitable. Stroheim accepta de la réduire à vingt-quatre bobines (environ six heures), ce qui ne convenait pas non plus à la production.

Les Rapaces furent finalement réduits à dix bobines (deux heures et demie), dans un montage refait par Stroheim. Entre-temps, la Goldwyn en difficulté avait fusionné avec la Metro de Marcus Loew, lequel venait de racheter la L.B. Mayer Production. Et Louis B. Mayer, nommé directeur général de la nouvelle compagnie Metro-Goldwyn Mayer, avait pour bras droit... Irving Thalberg, brochant avec Laemmle dont il n'avait pu, dit-on, épouser la fille.

Ainsi Thalberg et Stroheim se retrouvèrent-ils face à face et le malentendu ne pouvait que s'aggraver entre un administrateur au reste remarquable et un cinéaste génial et mégalomane. Stroheim n'obtint pas l'exploitation de sa version en vingt-quatre bobines. Il en fut désespéré et renia la version mutilée. Mais il rencontra surtout l'hostilité de Mayer, homme d'affaires obsédé par l'argent et profondément irrité par les audaces du film dans la peinture des réalités et des troubles de la sexualité. Les Rapaces étaient autant un défi aux « valeurs morales » chères à Mayer qu'un cinéma sentimental et conventionnel de l'époque. Thalberg, lui, voulait sauver les Rapaces en en resserrant l'impact dramatique. Il n'avait pas compris le sens profond, d'une construction en trois intrigues imbriquées l'une dans l'autre. Il ne resta donc de l'œuvre que l'histoire de Mac Teague, Trina et Marcus Shuler. Mais on ne peut pas prétendre que Thalberg haïssait Stroheim et ne cherchait qu'à lui nuire puisqu'il lui fit ensuite réaliser la *Veuve joyeuse*, version cinématographique très « naturaliste » de l'opéra de Franz Lehár, qui n'était pas non plus conforme aux « goûts » de Mayer et où l'on retrouve, teintée d'ironie, la vision du monde de l'auteur des Rapaces.

Cette affaire Thalberg-Stroheim illustre le conflit, toujours actuel dans le cinéma, entre les exigences économiques d'un système de production et d'exploitation et les auteurs de films. Conflit auquel la passion se mêla toujours. Stroheim fut un cas très particulier, Thalberg un personnage plus complexe que ne le veut sa légende. Homme de pouvoir sans doute, bien décidé à imposer ses vues, mais pas le « vandale » au service de l'argent qu'on s'est plu à condamner. C'est lui qui soutint Buster Keaton dans ses démêlés avec la M.G.M. pour la réalisation du *Carréman*, de Tod Browning, et l'emporta sur Mayer et les financiers, éprouvés par ce film montrant la vie douloureuse des monstres humains exhibés dans les cirques. Son règne de directeur de production fut marqué par des œuvres de grande qualité dont le cycle de FR3 présente un choix significatif. S'il « disciplina » les Marx Brothers en leur imposant des scénarios construits, au burlesque assagi, *Une nuit à l'opéra* et *Un jour aux courses* ne sont pas indignes de leurs inventions précédentes. Producteur ambileux et intelligent, Irving Thalberg sut aller, jusqu'au bout de ce qu'il voulait ou ne voulait pas. De Norma Shearer, actrice charmante, mais assez quelconque, qu'il épousa en 1927, il fit une star, très jalouse des vedettes féminines de la M.G.M. Là encore, il faut se garder des jugements définitifs. Norma Shearer a peut-être occupé une place abusive dans le cinéma américain, mais il y eut de bons films dans sa carrière. Thalberg mourut brusquement en 1937. Il n'avait pas quarante ans. Après lui, la M.G.M. fut soumise à la seule volonté de Louis B. Mayer.

« Liste des films du cycle Thalberg : les Rapaces (1923-1924), de Stroheim (17 février), Ben-Hur (1927), de Fred Niblo (23 février), le Grand Paradis (1928), de Elia Kazan (1928), de Buster Keaton et Edward Sedgwick (2 mars), l'Épave du *Libby* (1928), de Lucien Babbard (16 mars), les Titans du ciel (1931), de George Bixby (22 mars), *Frankie* (1931), de Tod Browning (20 mars), *Une nuit à l'opéra* (1933), de Sam Wood (6 avril).

Un spot publicitaire de l'après-rasage Strip-tease

FRANÇOIS BRUNE

FERMONS le son. Mais ouvrons l'œil. Une poitrine envahit l'écran, vêtue d'une veste en jean bleuté. Sur l'étoile passe une main à la paume tendue, lentement. Plus qu'un frôlement, moins qu'une caresse, c'est un glissement de serpent alimanté par sa proie.

La main descend le long du bras, fait sauter le bouton du poignet où se découvre une montre. Puis elle remonte insensiblement, palpatant l'étoffe, taquine la pochette et, du bout des doigts, fait sauter la pression. Tout près de la pochette défilante s'offre l'échancrure d'une gorge aux profondeurs ambrées...

Ce strip-tease retenu induit chez le spectateur une attente voyeuriste. Jusqu'où va donc aller cette main ? Ce qu'on attend au juste ? L'art de la suggestion est précisément de signifier sans dire. Et ainsi, de faire assumer le message par celui qui le reçoit, à ses risques et périls : honni soit qui mal y pense, dit-on, et non celui qui suggère la pensée.

Or, dans le spot présent, la main baladeuse a les ongles longs et vernis. Elle se promène sur un buste masculin. Ce n'était pas une publicité de corsage, c'est une publicité d'après-rasage... inversant

l'imagerie traditionnelle, les auteurs du scénario font jouer au cilié le rôle d'objet sexuel (il se parfume), en même temps qu'ils offrent à l'acheteur (probable) du produit le « prestige » inséparable d'un comportement phallique. En somme, voici une séquence publicitaire qui libère les potentialités androgynes de l'un et l'autre sexe, au risque d'inquiéter les passésistes qui se cherchaient encore quelque spécificité dans ce domaine.

Et en effet : le dénouement du spot vient calmer des inquiétudes. Au moment où la main féminine va glisser dans l'échancrure, au moment où sa tête descend de l'autre côté du col pour enlacer monsieur avec tout ce qui s'ensuit (bris de clôture, viol de propriété), alors jaillissent en gros plan deux poignes vigoureuses qui font prisonnières les pattes de madame qui allaient s'égarer.

Tout rentre dans l'ordre. L'après-rasage pour minet redonne l'air à l'homme pour mâcho. Enfin, pour les hommes qui n'ont pas besoin d'en faire trop ! Qui sont tellement sûrs de leur virilité fondamentale qu'ils peuvent accepter une coquetterie de surface...

Le plus souvent, la publicité ne bouscule les idées reçues que pour mieux les installer.

Un point de vue sur le micro-cravate



Les confidences

PIERRE SAMSON (*)

Le « micro-cravate » est le petit micro en forme de tube, ou de pastille, accroché au sein de la personne interviewée.

L'usage est accessoire, pour les tournages, depuis des années, comme simple substitut commode et discret du micro encombrant, toujours chassé du cadre de l'image, et toujours y revenant pour mieux capter, « dégager » la voix.

C'était un homme de politique qui peut-être un présentateur, — une fois de plus, qui parlait à la télévision en ce début d'année, le micro-cravate pincé au revers. Une fois de plus, l'entendait cette voix présente, ronde, charmante, avec légères effusions de saillance, froissements de tissu, insinuations dans ses susurrements.

Pourquoi cette parole, si loin de moi, était-elle une voix si proche ?

Brusquement, j'ai cru comprendre.

Mon oreille d'auditeur — c'est-à-dire le micro — était placée là, sur cet homme, entre cravate et pochette, livrée dans le creux du bras, barrée de petits mouvements et recevant d'en haut, au-delà du menton, cette voix cavernueuse et douce qui rassure et étiole les loix.

Mon oreille, c'est-à-dire vingt millions d'oreilles par paires, télespectateurs, frères nourrissons, étant la même tait au même cordon, bercés, bernés, chaque soir avant le sommeil.

Vous voyez cet homme qui parle, à quelques mètres de vous, de l'autre côté de la vitre du téléviseur ; vous vous levez, vous allez et venez, c'est une image lointaine, vous êtes libre... Et pourtant votre oreille reste collée là, au creux d'une voix, d'une épaule, vous ne le savez pas, et cette voix ne vous quitte plus. Vous voyez le micro à-bas loin, mais votre oreille est déjà au bout de votre regard, de l'autre côté du miroir, offerte et vulnérable.

Rien à faire. Fatigués par l'assaut journalistique des bruits et des parasites, nous avons besoin de cette voix trépidante. Confidences sur l'enfance, depuis votre petite enfance, personne ne vous avait jamais parlé d'aussi près : sauf au confessionnal, sauf sur les bancs de l'école foreuse, peureusement, on vous « soufflait » la réponse... Les voix de la conscience, en quelque sorte, conscience, en quelque sorte.

Ainsi, avant chaque nuit, vingt millions d'hommes regardent l'écran, mais vingt millions de nouveaux-nés écoutent, agrippés au revers de ce veston, à l'emplacement exact de la tête du de la berceuse, écoutant cette voix qui compose passé et présent en oracle.

Une voix doucement tonante descend des volutes, sur vous qui êtes étroitement emmaillottés à quelques centimètres des résonateurs buccaux.

La voix de votre maître.

(*) Cinéma.

Splendeur

D'ELLIOTT NUGENT

Lundi 11 février
TF 1, 20 h 25

« Comédie de mœurs dans une grande famille new-yorkaise durement atteinte par le krach de Wall Street. Le film produit par Samuel Goldwyn, et bien interprété, a été, malheureusement, plattement mis en scène. Curiosité pour les cinéphiles : la photographie en noir et blanc de Gregg Toland, le grand opérateur de William Wyler, qui travailla aussi avec John Ford et Orson Welles.

Le Concierge

DE JEAN GIRAULT

Lundi 11 février
FR 3, 20 h 30

Rostignac 1970 dans une loge de concierge à Paris. Combien, calot, coucheries et fric. Une satire sociale qui tourne court dans le vaudeville bédicé par Jean Girault.

Justine

DE GEORGE CUKOR

Lundi 11 février
TF 1, 20 h 35

Méfait flagrant de l'industrie hollywoodienne : le *Quartier d'Alexandrie*, de Lawrence Durrell — quatre romans croisés, quatre points de vue différents sur une femme dont le mystère est lié à ses attitudes sexuelles, sociales et politiques —, réduit à une illustration anecdotique. Manicuvra, jugeant l'adaptation impossible, avait déclaré forfait ; Joseph Strick fut renvoyé pour « mauvais goût » ; Cukor, le remplaçant au pied levé, ne put sauver l'entreprise. Triste à voir.

Tarzan

trouve un fils

DE RICHARD THORPE

Mardi 12 février
FR 3, 20 h 30

« Le couple Tarzan-Jane adopte un bébé tombé du ciel et plus tard recherché par une famille mal intentionnée. Les mêmes aventures recommencent avec « Boy », digne élève de Tarzan, les méchants venus du monde civilisé et les bêtes de la jungle. Scènes dramatiques et charme naïf de la « vie naturelle », qui touche à la poésie.

Un Justicier dans la ville

DE MICHAEL WINNER

Mardi 12 février
A 2, 20 h 40

« Il faut avoir les nerfs bien accrochés pour supporter la violence — rarement poussée à ce réalisme, au cinéma — de certaines séquences. Mais cette violence fait l'efficacité d'une mise en scène résonnant à toutes extrémités la peur et un sentiment d'insécurité, d'inefficacité de la police, peu-vent conduire les citoyens d'une grande ville comme New-York, inquiétant problème sociologique de la criminalité envahissante et de l'auto-défense. Un film troublant, superbement interprété par Charles Bronson, justicier expéditif (envers lequel le réalisateur manifeste quelque complaisance), et Vincent Gardenia, représentant de la loi.

Peau de banane

DE MARCEL OPHULS

Jeudi 14 février
FR 3, 20 h 35

« Quelques années avant de réaliser son admirable chronique historique, le Chagrin et la Pitié, Marcel Ophuls, tenté par la « comédie américaine », avait fait des gammes dans la fantaisie sur le

thème du couple farfelu. On apprécie, mieux aujourd'hui qu'à l'époque de la « nouvelle vague », l'ironie, la dérision et la tendresse de ce divertissement où battifolent Jean-Paul Belmondo, Jeanne Moreau, Claude Brasseur et Jean-Pierre Marielle.

L'Arrangement

D'ELIA KAZAN

Vendredi 15 février
A 2, 23 h 5

« Mise en cause de « l'américan way of life », revolta brutale d'un homme — fils d'immigrants grecs — aliéné par sa réussite et la société de consommation. Elia Kazan a transposé son roman — dont il dit qu'il n'est pas autobiographique dans son intrigue, encore que certains éléments leissent penser — dans une narration éblouie, des visions des fantasmes qui créent un chaos visuel désamorçant le propos critique. La puissance de quelques scènes, la performance de Kirk Douglas, les portraits des femmes incarnées par Deborah Kerr et Faye Dunaway font pourtant de ce film imprimant une œuvre qui accroche.

On purge bébé

DE JEAN RENOIR

Dimanche 17 février
TF 1, 18 h 30

« Une pièce de Feydeau avec femme exaspérée, gamin qui refuse de se laisser purger et affaire — raide — d'adjudication de pots de chambre incassables pour l'armée ! Cet « examen de passages » au cinéma parlant (une semaine d'écriture du scénario, une semaine de tournage, une semaine de montage) permit à Jean Renoir de réaliser, ensuite, la Chienne. Resté célèbre pour l'effet sonore d'un bruit réel de chasse d'eau en action, On purge bébé réunit, dans la cocasserie et l'humour grinçant, Michel Simon, Fernandel, Marguerite Pierry et Jacques Loupigny. C'est à ne pas manquer.

Le Silencieux

DE CLAUDE PINOUEAU

Dimanche 17 février
TF 1, 20 h 35

« Suspense hitchcockien à partir d'un roman d'espionnage de Francis Ryck. Un savant français, passé malgré lui à la Russie soviétique, puis manipulé par les services secrets britanniques, retrouve sa patrie, libre, mais traqué, s'évertue à sauver sa vie, les dents serrées, les nerfs tendus. Premier et meilleur film de Claude Pinoteau, composition tragique de Lino Ventura.

Les Rapaces

D'ERIC VON STROHEIM

Dimanche 17 février
FR 3, 22 h 35

« Version mutilée par les producteurs — la seule viable — et désavouée par Stroheim, d'un film qui durait à l'origine plus de huit heures et que l'auteur avait accepté de réduire à six, ce qui ne lui pas, non plus, accepté. Même en cet état, le génie de Stroheim (influencé par le naturalisme, il avait adapté le roman de Frank Norris, écrit à la manière de Zola et publié en 1899 avec un succès manuscrit du début, orné, utilisé des décors réels) éclate à chaque image. Constat impitoyable de la dégradation physique et morale d'une femme et de deux hommes causée par l'amour de l'argent, vision du monde noire, cruelle et parfois lointaine de pitié, les Rapaces, en réaction contre les films américains conventionnels de l'époque, montrent la « vraie vie » avec la contamination du milieu social, le paroxysme des passions, les troubles de la sexualité, la jouissance ou satisfaction infernale, où abondent les trouvailles visuelles, une part d'hallucination.

INDEX ANALYTIQUE

Le Monde

Reprise de la publication au rythme de 3 à 4 volumes par an.

7 volumes sont actuellement disponibles : 1944/45 - 1946 - 1947 - 1948 - 1965 - 1966 - 1967.

L'intégralité des informations parues dans "Le Monde" au cours de l'année, est recensée sous 1979 la forme d'un dictionnaire.

À paraître en 1980 : 1968 - 1949 - 1950 - 1958 - 1969.

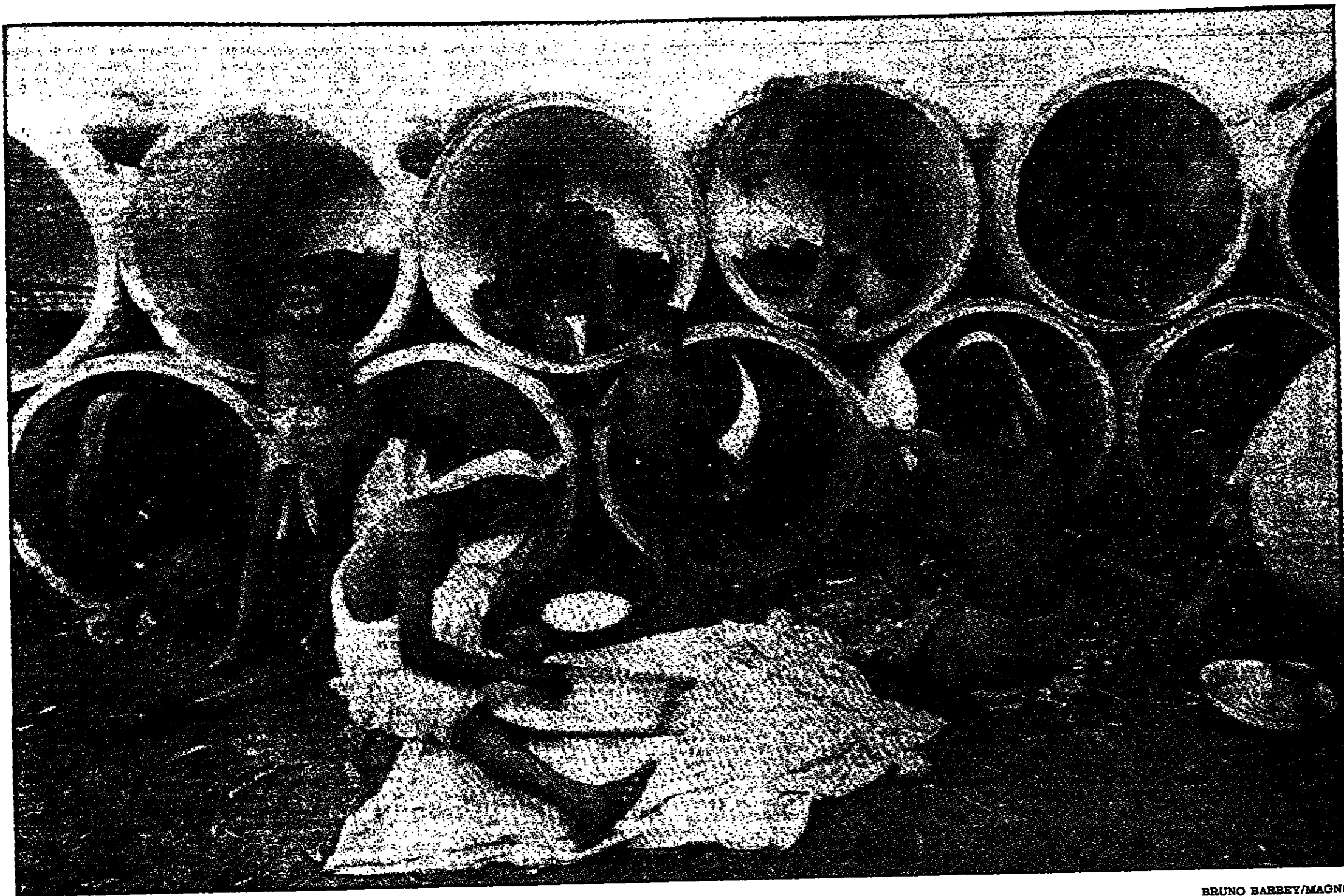
PRIX DU VOLUME : 695 F.

En vente chez l'Éditeur, à Saint-Julien-du-Sault - Yonne, ou au journal "Le Monde", 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Sur votre demande et sans engagement de votre part, nous vous adresserons une documentation complète.

Éditions FLOBIES.

8-10, Place de la Mairie, 89130 - St-Julien-du-Sault - tél. 86/63.2157



BRUNO BARBEY/MAGNUM

TIERS-MONDE

Ignacy Sachs, prophète de l'«écodéveloppement»

La chance du tiers-monde : se détourner de nos erreurs. Mais «compter sur ses propres forces» ne signifie pas autarcie.

PIERRE DROUIN

UN curieux parcours que celui d'Ignacy Sachs ! D'origine polonaise, naturalisé Français, il conquiert ses premiers grades universitaires au Brésil, son doctorat d'économie en Inde, et il a passé à peu près la moitié de sa vie dans les pays du tiers-monde avant de devenir en novembre 1968, à l'âge de quarante et un ans, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris et directeur du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement.

Il vient de publier aux Editions Economie et Humanisme un livre sur «les stratégies de l'écodéveloppement» qui fait suite à une série d'ouvrages parmi lesquels se détache : «la Découverte du tiers-monde» (Flammarion, 1977).

«Vous vous êtes fait le prophète de l'écodéveloppement». Comment peut-on définir simplement ce concept ?

— Le concept d'écodéveloppement est né de la conférence des Nations unies sur l'environnement à Stockholm en 1972 et plus précisément d'une politique à double tranchant : d'une part, la prise de conscience que la croissance même sauvage est bonne et ceux qui sont partisans de ce qu'on pourrait appeler un écolisme outrancier. Je pense qu'il faut tout d'abord essayer d'intégrer la dimension écologique dans la réflexion sur le développement.

— Peut-on même dire cela aux pays du tiers-monde ? L'un de leurs experts disait : «La pollution chez nous, c'est la misère.»

— Il y a une pollution de la pauvreté, et par la pauvreté, qui est même plus importante que la pollution de l'abondance. En outre dans le développement qui caractérise la plupart des pays du tiers-monde, les élites urbaines ont importé à travers le modèle mimétique de la crois-

sance non seulement les avantages mais aussi tous les inconvénients du modèle industriel que nous connaissons, et par conséquent il y a aussi beaucoup de pollution du type «avancé» dans les grandes villes du tiers-monde, et en revanche peu de moyens pour y faire face. Celui qui, en dernière instance, en est la victime, c'est l'habitant pauvre.

— Je crois que le message de l'écodéveloppement c'est de dire que dans un pays pauvre comme dans un pays riche il y a une place à occuper, et c'est celle de l'imaginer, qu'il faut exercer pour mettre en valeur les ressources d'une autre façon. On a beaucoup trop insisté sur l'artificialité de l'environnement et la croissance. Il peut y avoir une croissance qui est écologiquement prudente. On peut faire du recyclage, on peut faire de l'agriculture urbaine, on peut mettre en valeur la biomasse — la crise de l'énergie nous y pousse. — qui est une matière première polyvalente. Il y a des matériaux locaux qui sont tout à fait utilisables. Surtout, il y a ce modèle même inspiré par l'écologie, où les systèmes de production s'intègrent dans l'écosystème. Du même coup, on minimise les impacts négatifs sur l'environnement.

— Tout cela est parfaitement possible, et je dirais que les pays du tiers-monde ont un avantage : en regardant les impasses devant lesquelles nous nous trouvons, ils pourront élaborer des stratégies qui seront très différentes des nôtres.

— Des discussions sans fin se poursuivent sur les transferts de technologie. Les pays du tiers-monde n'ont guère envie, semble-t-il, d'adopter les technologies intermédiaires douces et cherchant tout de suite les outils de la croissance les plus perfec-

tionnés. Comment l'Occident, qui a intérêt à vendre ailleurs ce qu'il produit, n'abandonnerait-il pas dans leur sens ?

— Je ne comprends pas très bien ce que veut dire le transfert de technologie. Quand je vendis du coton, je ne dis pas que je fais un transfert de coton. La plupart des technologies sont vendues comme «boîte noire». C'est-à-dire qu'on achète une technologie, on vous dit sur quel bouton appuyer, et elle marche sans que l'on vous explique ce qu'il y a dedans.

Il n'y a aucun transfert de connaissance dans l'achat d'une «boîte noire». Et puis il peut y avoir l'adaptation, c'est-à-dire l'importation d'une technique qui a fait ses preuves sous d'autres latitudes et qui est modifiée de façon à tenir compte des facteurs locaux, d'un autre climat, etc. Enfin il y a le problème de la création de techniques originales propres. Tout pays, même très grand, doit forcément faire les trois choses à la fois. Tout le problème réside dans les proportions et dans les choix. Malheureusement très peu de pays du tiers-monde ont une vraie politique technologique qui consiste à définir, en fonction de leurs options de développement, les questions axes prioritaires pour la recherche originale, les axes pour l'adaptation, et l'achat des «boîtes noires» parce qu'on ne peut pas s'attaquer à tout en même temps.

— Cela m'amène à dire qu'il faut aussi mettre en garde l'opinion contre un certain engouement pour les techniques intermédiaires. Comme je disais un de mes amis : «Small is beautiful but big is powerful» (1). Il y a évidemment de la place

(1) «Ce qui est petit est beau, mais ce qui est grand est puissant.»

pour des techniques villageoises, franchement sous-estimées dans le passé, et aussi celles qui font appel à plus de main-d'œuvre, mais il faut en même temps jouer avec des techniques plus évoluées. Tout le problème est d'être sélectif et d'avoir dans cette sélection des critères clairs. Au fond, nous travaillons souvent avec de mauvais critères d'efficacité, qui sont basement économiques au niveau «micro», alors que les critères doivent être «macroscopiques» et «macro-écologiques». Toute la difficulté de notre recherche consiste précisément à traduire ces exigences en actions concrètes.

Sur le terrain

Quant au deuxième problème que vous posez, la place de l'Occident, elle ne pourra être, à long terme, préservée qu'à condition qu'il s'engage d'ores et déjà dans une politique de coopération scientifique et technique avec les pays du tiers-monde, plutôt que de s'en tenir à nos attitudes actuelles qui sont celles de marchands ambulants des technologies prêtes. Toute la philosophie de l'écodéveloppement consiste à dire qu'il faut partir d'une analyse approfondie d'un milieu, physique et culturel, pour déceler des solutions spécifiques aux problèmes de l'environnement de façon à le rendre apte à recevoir ces techniques. Il y a donc un effort de recherche qui, forcément, doit se faire sur le terrain.

— Dans cet effort de recherche, les pays du tiers-monde doivent avoir une part prépondérante. Si nous nous mettons à travailler avec eux sur de grands problèmes, comme, par exemple,

l'utilisation de la biomasse, l'utilisation des ressources biologiques de la mer, ou d'autres sujets, on part de l'analyse des problèmes réels, on définit les grands axes de part et d'autre, ensuite on essaie de voir où sont les points communs, où sont les échanges possibles, et on accepte, surtout pour les grands pays du tiers-monde comme l'Inde, le Brésil, demain le Mexique, après-demain probablement l'Égypte, d'établir une coopération d'égal à égal, et non pas un rapport de dominant à dominé. Je pense qu'il y a autant de place pour cette coopération que pour celle qui existe entre les pays industrialisés, mais cela demande un effort d'imagination.

— Je note votre mot de «coopération», car un certain nombre d'intellectuels du Nord et du Sud insistent plus sur le concept de «self-reliance», sur l'idée de compter sur ses propres forces.

— Le concept de «self-reliance» ne consiste pas à définir une autarcie, mais une autonomie de décision. Je peux parfaitement compter sur mes propres forces et décider de mon propre gré que, dans certains domaines, je cherche une coopération étrangère, parce que je ne me sens pas suffisamment fort ou parce que je ne peux pas embras-

ser tous les domaines à la fois. Le problème, c'est que cette coopération doit être fondée sur le principe de symétrie et de réversibilité, et non pas d'asymétrie, qui caractérise pour le moment nos rapports avec les pays du tiers-monde.

Quelle sorte de planification préconiserez-vous pour le tiers-monde ?

— Il n'y a pas deux cas qui se ressemblent. Le premier principe d'une planification saine, c'est d'être spécifique. Tous les grands débats économiques qui ont été fondés sur les dichotomies agriculture-industrie, urbanisation contre développement rural, importation contre substitution d'importation, sont des faux débats. Ce qu'il faut, c'est trouver la bonne proportion pour une période de temps donnée entre les deux pôles de ces dichotomies.

— Ces planifications, hélas ! sont souvent celles de technocrates gouvernementaux et ne s'intéressent pas assez aux vraies aspirations du peuple.

— C'est aussi vrai pour nous que pour les pays du tiers-monde. Le grand problème qu'il faut résoudre, c'est d'admettre que la société civile ait une responsabilité beaucoup plus grande dans la définition de ses propres objectifs, c'est-à-dire une participation effective et réelle à la base.

— Croyez-vous à l'apparition d'un nouvel ordre économique international ?

— Il faut s'entendre. Ce qu'on discute, c'est en réalité un «statu quo» légèrement amélioré, et je n'arrive pas à comprendre pourquoi l'Occident ne saute pas sur cette occasion. Même s'il en était ainsi, ce ne serait qu'un palliatif. La décennie qui s'ouvre est celle où il faudra probablement redéfinir de fond en comble les grandes règles du jeu, aussi bien du jeu financier que du jeu commercial. Le moment est venu de postuler une négociation globale, et non pas un ensemble de problèmes saisissons-les comme on l'a fait à la conférence de Paris, dite du dialogue Nord-Sud.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Général : Jacques Fauriol, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimerie du «Monde» 5, rue des Filles du Calvaire PARIS-12^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 87437.

AGRICULTURE

L'animal au secours de l'homme

Des vaches, des cochons, des moutons, pour réconcilier l'homme avec le milieu. La crise énergétique oblige à un retour aux sources. Et à un changement de cap radical de la recherche et de l'économie rurale.

JACQUES GRALL

TRIZE bœufs musqués ont été, en décembre dernier, lâchés dans la toundra de la péninsule de Taimyr, en Sibérie orientale. Ces animaux sauvages semblent supporter les conditions climatiques plus sévères que celles du Canada ou de l'Alaska, dont ils sont originaires. Cette expérience d'acclimatation intéresse les savants, mais pas seulement eux : dans des contrées où même le renne ne se hasarde pas, les bœufs musqués peuvent donner à l'homme de la viande et de la laine.

Dans le département de l'Ariège, un important groupe privé a voulu lancer un élevage extensif, en plein air, de vaches allaitantes. La race choisie ne mangeait pas les fougères qui ont envahi les sols. Echec de l'expérience.

Ces deux exemples sont le symbole d'une tendance de la recherche agronomique qui cherche à réhabiliter l'animal, sans sa diversité. L'animal, maillon d'une chaîne biologique, que la civilisation industrielle a tout bonnement fait sauter. « Situés, avant l'homme dépendant, à l'extrémité de la chaîne trophique, il hérite de tous les bruits et introduit par la société dans cette chaîne en général et dans les usages auxquels elle le destine en particulier (1). »

Spécialisation

Arrive la civilisation industrielle, qui bouleverse le milieu, en crée d'artificiels, pour lesquels elle adapte un matériel génétique. Trois conséquences pour l'agriculture : le travail de l'homme (et de l'animal) est remplacé par des moyens mécaniques ; la production est concentrée dans les régions où ces moyens peuvent être mis en œuvre le plus efficacement (et l'élevage disparaît) ; les entreprises se spécialisent en activité de production, de transformation et de distribution. On connaît les limites d'un tel modèle : appauvrissement du stock de ressources minérales, pollutions et nuisances variées, réduction des capacités de production des ressources renouvelables. Bref, l'action de la société industrielle sur le milieu « indique clairement que le système qui en résulte n'est pas auto-reproductible ».

Cette société-là privilégie donc le court terme, pour la seule promotion de l'industrie, que le système soit capitaliste ou socialiste. Rares sont les tentatives faites pour échapper à cette logique. « L'intégration de la société dans le système industriel entraîne une destruction de son patrimoine culturel passé, des comportements, des notions de valeur qui déterminent les réflexes des hommes qui la composent (...). La dévalorisation du travail manuel, le changement du mode de vie, la perte progressive des notions d'économie de ressources et d'initiative personnelle sont des manifestations caractéristiques de cet état de fait. Les réactions extrêmes d'agressivité, d'instabilité et de surconsommation qui expriment le rejet de la société de type industriel par l'individu ne sont

enfin pas sans danger pour la préservation des ressources du milieu. »

Les répercussions du système industriel sur l'élevage des animaux domestiques semblent particulièrement perturbantes, car elles s'exercent sur chacun des éléments de la chaîne de production, laquelle est fort longue (travaux de culture, traitement, récolte, stockage, activités liées à l'alimentation des animaux, à leurs soins, au recensement de la production, tâches de transformation et de distribution de la viande). La première de ces conséquences est donc économique : dépendance accrue de l'élevage vis-à-vis des produits importés : énergie, aliments protéiques, engrais, etc. La seconde conséquence est sociale. Le produit animal se fait moins bien que la mécanique et le matériel végétal. Il est alors étudié moins pour lui-même que comme moyen de mise en valeur d'un système végétal nouveau. « Il est ainsi créé un sous-prolétariat de l'élevage (ouvriers animaliers, éleveurs) dont les handicaps ne font que croître. »

Cassure

Les conséquences sur l'aménagement du territoire et les conséquences agronomiques sont liées : la restitution au sol des matières organiques par l'intermédiaire des animaux n'est plus assurée dans une fraction peut-être majoritaire du territoire national. À l'inverse, la concentration de l'élevage dans les zones rurales peuplées et humides entraîne une mauvaise utilisation agronomique des déjections. Le schéma industriel a du même coup cassé les complémentarités entre les secteurs de naissance, d'élevage et d'engraisement, chaque phase étant adaptée aux potentialités fourragères d'une région. Cette cassure n'a pas été sans effet sur la disparition ou la raréfaction de certaines races (c'est le cas, par exemple, de la race bovine Abondance, originaire du massif alpin, qui trouvait ses nourrisseurs au Languedoc). Incapable de caler la production animale dans l'espace, la société industrielle ne peut pas non plus l'intégrer dans le temps. Par nature, elle privilégie le court terme : or, si le cycle de production des bovins est de deux ou trois ans pour les mâles, de cinq à six ans pour les femelles, l'amélioration

génétique, qui se traduit en rendements et recettes, ne s'exprime qu'au bout de douze ans, ce qui peut être considéré comme le court terme du généticien. S'agissant du moyen terme (trente ans) ou du long terme (cinquante ans) « la société n'a rien prévu pour conserver un matériel génétique, dont la variabilité se réduit au fur et à mesure du développement du processus d'intensification et de standardisation des milieux et des objectifs ».

Ainsi, sur un total de trente races bovines présentes sur le territoire français en 1945, cinq représentent à elles seules 90 % de l'effectif des bovins aujourd'hui. Pour les moutons, sur quarante et une races, sept font la moitié de l'effectif. Trois races de chèvres sur huit et quatre de porcs sur quatorze représentent de 90 à 95 % des effectifs. On remarquera que la population ovine a relativement le mieux conservé sa variabilité.

Arrive la crise de l'énergie. Inutile de s'attarder longtemps sur le défi que le système industriel doit relever. Le renchérissement des sources d'énergie non renouvelables limite de lui-même le processus d'industrialisation et de standardisation. Mais ne convient-il pas aussi de maintenir le niveau de production ? Comment ? En faisant appel aux qualités intrinsèques des animaux : en d'autres termes, en trouvant ou en fabriquant la race ou le croisement qui sera le mieux à même d'exploiter les conditions redevues naturelles du milieu ou plutôt des milieux.

L'animal qui, non seulement ne dépense pas plus d'énergie pour son élevage qu'il n'en apporte, mais qui en outre sera le mieux intégré dans un système agricole, lui-même garant de l'équilibre énergétique. On appellera alors « rusticité » cette niche écologique étroite de telle ou telle race.

Jusqu'alors la recherche agronomique s'était surtout intéressée à sélectionner les animaux sur leurs caractères de production, oubliant quelle pourrait avoir besoin de connaître leurs facultés d'adaptation à un milieu, et de surcroît que l'expression génétique de cette productivité ne pouvait être séparée de celle de l'adaptabilité. Encore balbutiant sur ce dernier point, le travail des chercheurs révèle

pourtant quelques beaux exemples d'adaptation de l'animal au milieu.

Ainsi, pour éviter un empoisonnement par les ions cuivreux qu'elle absorbe, une population ovine qui vit en liberté sur l'île de North Ronaldsay a introduit dans son alimentation une part importante d'algues, lesquelles bloquent le métabolisme du cuivre. Le toison des moutons, court ou long, selon la nature du terrain ou le climat (et ses variations), est évidemment l'exemple le plus facile à comprendre. Les brebis rouges de Sologne se sont aussi adaptées au parasitisme particulier des zones humides dans lesquelles elles évoluent. La connaissance des caractères spécifiques d'adaptation de telle ou telle race aux conditions du milieu que sont les variations de température et de potentiel de nourriture, la résistance aux maladies, les facilités de naissance et d'élevage, de résistance aux stress (le stress étant tout changement dans les conditions usuelles de vie) devient indispensable pour « inventer » le matériel biologique de l'époque post-pétrolière.

L'exemple sarde

Mais cette connaissance-là ne suffit pas. « Il s'agit d'associer des connaissances bio-écologiques, zootechniques et socio-économiques pour proposer des solutions à l'aménagement d'une région tenant compte à la fois des pratiques anciennes, de l'état actuel de la société et des acquisitions scientifiques plus récentes. » Cette démarche doit beaucoup aux travaux réalisés en 1962-1964 sur les montagnes d'Aubrac et la race bovine du même nom, qui ont conduit à proposer des systèmes rationnels d'utilisation de la race locale en voie de disparition et de valorisation des ressources fourragères de ces montagnes.

L'exemple sarde est tout aussi intéressant : d'une expérience génétique (croisements de charolais, piémontais, limousin, et brunes des Alpes avec la race locale sarde) on aboutit à une expérience pluridisciplinaire. De l'étude du comportement des différents croisements, la seule race sarde pure sortit vainqueur de la compétition, avec soixante-deux veaux pour cent vaches, contre quarante-cinq dans les autres races. Dans des conditions climatiques et d'alimentation très difficiles, l'animal a su protéger son poids et sa lactation. Comment conserver cette race ? Sous l'égide de l'UNESCO, un projet est alors adopté qui prévoit de lier la production bovine à celle des chèvres-lèges : des vaches sardes vivent dans cette

forêt toute l'année. Celle-ci est aménagée pour avoir un couvert d'environ 30 %. En juillet et août, la période la plus difficile, les animaux mangent les repousses des arbres. Ce nouveau (ancien ?) système permet de fixer les sols avec la forêt et de produire des protéines.

Plus près de nous, se posent depuis six ans, dans les Landes, une expérience de pâturage sous les pins par des moutons et des bovins. Les moutons, parce qu'ils sont chassés des Pyrénées, où ils transhumait, par l'extension du maïs, les bovins parce qu'il s'agissait de réhabiliter la race bascoise en voie de disparition. Ce pâturage sous les pins fournit un débroussaillage naturel (méthode qui évite la propagation des incendies et qui, de ce fait, devrait être étendue à l'ensemble des forêts méditerranéennes), produit des protéines et, pour autant qu'on puisse en juger avec seulement un recul de six années, favorise l'accroissement des arbres. Contrairement à l'exemple sarde, l'étude comparée du comportement des diverses races ou croisements révèle que la bascoise locale n'est pas celle qui convient le mieux à ce milieu.

De ces exemples, on peut tirer deux premières conclusions : le nombre des situations spécifiques est multiple et s'oppose à la recherche de standard biologique. Pas question donc de fabriquer un modèle économique « industrialisable », comme on a fabriqué des modèles productifs. Chacun des systèmes est complexe et s'oppose à la législation qui a théoriquement pour objet la simplification. On peut, par exemple, interdire à un jeune agriculteur qui s'installe de produire du lait du fait de la surproduction et le convaincre de faire du mouton. La logique des systèmes agricoles voudrait qu'il élève des vaches, ou des moutons, selon le milieu dans lequel il est installé. Seconde conclusion : le système industriel a provoqué le renchérissement du foncier, par sa rarefaction. Pour se protéger, les agriculteurs demandent un zonage strict qui sépare les terres de culture, les forêts et les zones constructibles. Ce zonage est contraire à la logique des systèmes agricoles intégrés.

Dialogue

Ainsi, et ce sera la troisième conclusion, la réintroduction de l'élevage suppose une modification des mentalités (sur le zonage, sur les clôtures en forêt, sur la maîtrise du foncier pour les terres-en friche, etc.) et débouche sur une revendication inattendue des zootechniciens : l'établissement d'un dialogue entre sciences du milieu et sciences sociales.

On peut, dès lors, classer les travaux à poursuivre en trois catégories :

1) Étudier le matériel génétique rustique, et appuyer la sélection sur les critères d'adaptabilité. « Par analogie avec les transferts de nourriture que représente le stockage des réserves hivernales ou avec les transferts d'animaux que représentent le nomadisme ou la transhumance, on pourrait qualifier de transfert

génétique ce système de création dirigé et d'utilisation stratifiée du matériel génétique en fonction des potentialités du territoire » (2) ;

2) Conserver les races pures. Il faut d'abord en dresser l'inventaire, les étudier en situation, c'est-à-dire en les comparant avec les populations de grande extension qui les concurrencent. Enfin, mettre en place une structure de conservation proprement dite, si possible dans le cadre d'une association d'éleveurs, sinon au niveau d'un troupeau « relique ».

Conservatoire

Des actions de ce type sont engagées en France pour neuf races bovines, dix races ovines, cinq races de chevaux, trois de chèvres et une seule de pores. Elles sont en général financées par le ministère de l'Agriculture. En fait, les moyens mis en œuvre sont limités à 0,5 % du budget consacré à l'amélioration génétique en 1978. La commission qui distribue ces crédits est dominée par les représentants professionnels des grandes races et les normes qu'ils ont établies ne correspondent pas aux faibles effectifs. D'où le dépôt d'une proposition de loi visant à créer un conservatoire des espèces végétales et des races animales menacées de disparition, qui s'inspire fortement de la loi sur le conservatoire du littoral, mais dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée tarde à venir. Les députés, comme la société dans laquelle ils évoluent, ne s'intéressent qu'au court terme. Les collectivités publiques peuvent avoir un rôle important à jouer dans ce domaine. C'est en tout cas le souhait de l'Association nationale des parcs naturels régionaux. Certains de ces parcs mènent déjà quelques actions concrètes. Le comité Faune et flore du ministère de l'Environnement accorde également quelques crédits.

3) Définir et mettre en œuvre de nouveaux (?) systèmes agricoles. La création du nouveau département de recherche de l'INRA consacre cette nouvelle logique de développement en quête d'économies et d'autonomie. Avec un joli souci d'autocritique, M. Vissac pense qu'il est temps d'adopter au courant qui passait de la recherche fondamentale à la recherche appliquée au développement puis aux exploitations agricoles un courant inverse, du bas vers le haut. L'analyse des systèmes d'exploitation — en gros, comment telle société paysanne a ou n'a pas résolu des problèmes d'adaptation aux contraintes du milieu — conduirait alors à des études moins parcellaires, en tout cas pluridisciplinaires. C'est l'histoire des vaches sardes et du chamois-lège, celle des moutons et des pins des Landes. Ce peut être aussi celle de tel croisement bovin ou ovin adapté pour un retour à l'élevage dans les plaines céréalières, ou encore la réintroduction de la vache bretonne dans le désert des monts d'Arrée, à laquelle songe le conseil général du Finistère.

Cette innovation pourrait contribuer, par exemple, à remettre sur ses pieds un système agricole qui marche sur la tête : sur une première tranche littorale, on trouve les légumes et les touristes. Sur une seconde des légumes encore et un peu d'élevage. Sur une troisième, la plus peuplée, les élevages de lait et de port, grands fournisseurs de déjections et donc des pollutions. Enfin, les monts d'Arrée vides. Ce système marche sur la tête car il faut transporter, et à quel coût ! Les aliments pour le bétail dans la zone qui n'en dispose pas, et « exporter » les déjections, amendements naturels dans les zones qui n'en n'ont pas. Les spécialistes de l'amélioration des légumes, de l'alimentation porcine, ou le conseiller agricole qui a préconisé l'accroissement de tel troupeau laitier ne sont pas en cause. Mais, objectivement, ce système est absurde, son cloisonnement néfaste, coûteux en énergie. Bref, il s'agit à l'avenir de trouver « the right animal in the right place », étant entendu que pour le bien des hommes, l'animal et son milieu doivent s'apprécier conjointement.

(1) In *L'Animal domestique, révélateur des relations entre la société et son milieu*, de Bernard Vissac, dont le travail a servi de base à cet article. M. Vissac vient de quitter la direction du département de génétique animale au Centre national de la recherche zootechnique. Il est aujourd'hui chef du département spécial de recherches sur les systèmes agricoles et le développement, qui vient d'être créé à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

(2) B. Bibe et B. Vissac, « Amélioration génétique et utilisation du territoire », in *Optimisation par les rendements des pâturages d'élevages et parcs méditerranéens*.



CLAUDE LAPOINTE

1980-1981

HISTOIRE

Travailleurs migrants du siècle dernier

Vendangeurs des Cévennes, betteraviers flamands, maçons limousins, bûcherons d'Auvergne, ramoneurs savoyards... Chaque année, des milliers de paysans prenaient la route pour louer leurs bras.

ALAIN CORBIN

Il n'aurait tort de se représenter le paysan français du dix-neuvième siècle comme un individu enfoncé dans son village, voué au travail de la terre et aux soins du troupeau, vivant au rythme du cycle biologique, ignorant presque tout de la ville et de la société, dépendant entièrement des notables et du clergé.

Ce serait oublier que l'artisanat domestique, l'abattage en forêt, les charrois et, plus encore, le travail à temps partiel dans l'industrie rurale appartenaient à l'agriculture un indispensable complément de ressources. Sur tout, la migration temporaire, la grande aventure des paysans avant que le service militaire ne se généralise, projetait alors des centaines de milliers d'entre eux, très loin de leur domicile, au cœur même de la grande ville.

Alors même que l'administration royale ou impériale pourchassait impitoyablement les vagabonds, dont le code pénal vient de faire des délinquants, et que l'on enferme les derniers mendiants dans des dépôts départementaux, les travailleurs temporaires sont de plus en plus nombreux à sillonner les routes ; c'est que le migrant, muni de son passeport et de ses certificats de bonne vie et mœurs, n'est pas un errant ; il suit un itinéraire fixé à l'avance ; il respecte un calendrier établi depuis des générations.

Il n'est pas davantage un marginal, un « bohémien » ; c'est un travailleur indispensable à la croissance, en un temps où le patronat n'a pas encore réussi à se constituer une main-d'œuvre éduquée, disciplinée, dressée de père en fils au travail de l'usine. Assez paradoxalement, les effectifs masculins de la migration croissent — on serait tenté de dire bondissent — au cours de la première moitié du siècle ; jusqu'à dépasser le demi-million sous le Second Empire. Sans compter les huit cent soixante-dix mille paysans qui effectuent chaque année des migrations agricoles.

Croissance

L'expansion croissante de la population rurale, l'ouverture des chantiers de chemins de fer, la multiplication des grands travaux urbains, l'émergence de nouvelles cultures industrielles et maraîchères, accélèrent l'exode rural. Facteur plus déterminant : la soif d'argent qui obsède la paysannerie et qui engendre une véritable fuite en avant, offrir un remplaçant à l'ainé qui vient de tirer un mauvais numéro pour le service militaire, dédommager le cadet afin d'éviter le morcellement du patrimoine, payer l'impôt, verser les intérêts de l'emprunt qui a permis d'arrondir le domaine ; autant de fardeaux pour la paysannerie désireuse de parachever l'œuvre de la Révolution, mais sur laquelle pèse le fléchissement du décollage de l'industrie.

Ce ne sont donc pas seulement les journaliers et les domestiques sans terres qui émigrent, mais aussi tous les propriétaires à demi, au seuil — au purgatoire — de l'aisance : locataires, bordiers, ménagers, selon les régions.

Certes, la migration ne se pratique pas sur l'ensemble du territoire. Son extension géographique est limitée à une majorité de pays de montagne, le Massif Central et les Alpes surtout ; à une moindre échelle, les Pyrénées, le Nord, des Flandres, le Morvan ; dans l'Ouest breton, les Côtes-du-Nord et le Morbihan ; le bocage du Maine et de la Basse-Normandie ; une transver-

sale qui prend le Bassin Parisien en écharpe, du Berry à la Côte-d'Or.

Les échanges de main-d'œuvre entre montagnes et vallées, plateaux et plaines, déterminés par le décalage des calendriers agricoles, alimentent les migrations les plus amples. Près d'un million de travailleurs saisonniers s'en vont, chaque année, se louer pour deux ou trois semaines. Auparavant, ils se regroupent, forment les « souques » de moissonniers du Bassin Parisien — deux hommes, une femme, — les « colles » de vendangeurs des Cévennes — jusqu'à cinquante hommes et femmes sous les ordres du « piqueur », — les « bandes » flamandes d'ouvriers betteraviers, les équipes de cueilleurs d'olives de la Haute-Provence. Les ramasseurs de châtaignes de la Corrèze préfèrent se déplacer et travailler avec femme et enfants.

« Hirondelles »

Nombreux toutefois sont les faucheurs et les moissonneurs qui se mettent individuellement à la disposition des exploitants ; ils se rendent aux « foires-loques » spécialisées dans le placement des domestiques et des journaliers. Ainsi se constituent dans la Benue ces « grandes rendez-vous de juillet », qui font trembler les autorités. Des spécialistes se proposent pour aménager les pentes, modeler les terrasses, entretenir les bâtiments et les clôtures durant la saison hivernale. C'est alors que les « pionniers » du Massif Central défrichent, drainent les terres des plateaux qui bordent la montagne.

Comparée à ces migrations courtes, celle des forestiers prend l'allure d'un véritable détachement. Bûcherons, scieurs de long de l'Auvergne et du Limousin, traversent le pays avec leurs terribles outils, se rendent à 400 ou 500 kilomètres de leur domicile dans les forêts de la Lorraine, des Landes ou du littoral charentais. Après avoir traité avec un propriétaire ou un marchand de grès, ils passeront l'hiver dans des huttes de branchages, au milieu des bois et des loups, — par petites équipes de deux hommes au minimum, le « renard » et le « chevrier ». Population « sauvage » qui fait régner la crainte et à laquelle, le dimanche, les commerçants des villages voisins refusent de faire crédit.

Seules les grandes migrations artisanales peuvent toutefois vider des régions entières de leur population masculine. Chaque année soixante mille travailleurs du bâtiment quittent ainsi la Creuse et le nord-est de la Haute-Vienne pour se rendre à Paris ou à Lyon. Restent au pays, de mars à novembre, c'est-à-dire pendant la période des grands travaux, les femmes, les enfants, les vieillards, les hommes trop riches ou trop faibles pour émigrer.

Martin Nadaud, tout empatré qu'il fut dans sa nostalgie, a décrit de façon précise le voyage des maçons. C'est généralement à l'âge de quatorze ans, mais bien souvent entre neuf et quinze ans, que le jeune « limousin » effectue sa première saison. Au début du siècle, il accomplit le voyage à pied, au rythme de 60 à 70 kilomètres par jour, et sous la conduite d'un chef de bande qui a fixé l'itinéraire et les étapes. Le soir, les migrants se logent dans des auberges misérables et, avec un peu de chance, à coucher dans des draps poils par leurs devanciers.

Assés vite, les maçons creusois emprunteront les diligences ou

plutôt les pataches, puis les chemins de fer. A la fin du siècle, ils se regrouperont, le printemps venu, dans la gare de la Souterraine ; ils y gagneront le surnom d'« hirondelles ».

Sur la route, les migrants sont en butte aux quolibets des populations paysannes qui n'ont que mépris pour les « oies », les « mangeurs de châtaignes ». Rixes et « corrections » viennent sanctionner cette hostilité qui se manifeste aussi à l'égard des forestiers et des bergers transhumants considérés comme de dangereux sorciers.

Plus difficile encore le voyage de ces ramoneurs savoyards qui ont tant contribué à meubler l'imaginaire bourgeois. A l'approche de l'hiver, le « maître ramoneur » constitue une équipe de contremaîtres et de valets et forme une troupe d'enfants. Beaucoup n'ont pas dix ans ; cela ne les empêchera pas de porter leur attirail sur les sentiers de montagne, par étapes de 40 à 50 kilomètres, tout en mendiant leur nourriture et le privilège de coucher sur de la paille.

Les migrations de service composent un monde bigarré, pittoresque. Et tout d'abord les travailleurs de la rue : porteurs d'eau parisiens, souvent originaires de la Corrèze — ils sont vingt mille dans la capitale, la mode du bain privé se répand dans la bourgeoisie, — décorateurs dont on ne saurait se passer avant de passer une soirée, étant donné l'état de la chausserie ; mais aussi rouliers et muletiers du Vivarais, chasseurs de vipères ; sans oublier les maîtres d'école des Basses et Hautes-Alpes. Jusqu'en 1833, ils offrent aux municipalités de faire l'« école », d'octobre à mars, et de jouer le rôle d'écrivains ou de comptables publics, tout en payant leur pension par le service domestique.

L'aristocratie de la migration, c'est le commerce itinérant. Loin d'être une pratique résignée, le colportage était, lui aussi, son apogée vers le milieu du siècle. Son attraction s'exerce alors sur toutes les autres activités migratoires. Les spécialistes distinguent près de cinquante sortes de marchands ambulants : colporteurs « à la baïe » ou « avec bête de somme » qui s'infiltrent dans les campagnes les plus reculées pour y proposer de la mercerie ; « colporteurs avec voiture » qui agitent les robes du dimanche ; colporteurs de librairie, venus des Pyrénées, qui placent des almanachs, des syllabaires, des livres de prière ou des ouvrages de la Bibliothèque Bleue de Troyes ; vendeurs de « canards », de chansons, de statuettes ou de gravures évoquant les grands événements politiques et judiciaires ; « colporteurs avec voiture » enfin qui s'installent dans les gros bourgs et les villes les jours de foire ou de marché ; parmi eux, les marchands qui offrent aux paysannes quelques colifichets en échange de leur chevelure juvénile.

Nourrices du Morvan

Certaines silhouettes de colporteurs hantent les mémoires : celles du vendeur de parapluies d'Aurillac, du marchand de peaux de lapins venu du Massif Central, du migrant chiffonnier, « pillageur » de Basse-Bretagne ou « peulharot » auvergnat qui se livre simultanément au ramassage des vieux chiffons et au ramassage ; celle du baladin pyrénéen exhibant l'ours que son épouse vient de lui apporter en dot.

Les colporteurs-contrebandiers et mendiants des Pyrénées jouent habilement de leur situation géographique pour commercer des deux côtés de la frontière ; ils écoulent à l'étranger les peignes de bois, les pierres à faux, la vaisselle fabriquée en France et, sur le territoire national, le poivre espagnol de contrebande. De tous les migrants, le marchand ambulant est probablement le plus mal vu, particulièrement du commerce local. On le dit malhonnête, buveur, débauché et, bien entendu, on l'accuse d'être un colporteur de fausses nouvelles et d'idées révolutionnaires ; à partir de 1849, la police le surveille étroitement.

La migration temporaire est masculine ; cependant, les domestiques, les bonnes à tout faire peuvent, bien des égards, être considérées, elles aussi, comme des migrantes. A ce propos, le destin des nourrices du Morvan et de la Basse-Normandie apparaît exemplaire : ces nourrices « sur lieu » se placent dans les familles de la bourgeoisie, de l'aristocratie, et jusque dans celle de l'empereur, pour allaiter les précieux rejetons.

La jeune accouchée morvandelle abandonne son enfant à une mort probable, monte à Paris avec une « menueuse » — la Couteau de Zola, — séjourne



ALAIN LETORT

quelque temps dans le dortoir d'un bureau de placement spécialisé. C'est là que le mari et le médecin de la jeune mère bourgeoise viendront l'examiner, faire gicler son lait, le mirer, le goûter, inspecter sa denture et ses organes intimes avant de l'embaucher. Au soir, elle perdra sa place ; de retour au pays, il lui faudra, au plus vite, faire un enfant pour pouvoir exercer à nouveau. Ici, les professionnelles de l'allaitement se succèdent de mère en fille.

Migrants temporaires encore, ces jeunes paysannes des « fabriques-couvées », puis des « usines-internats » qui préparent la soie pour la fabrique lyonnaise. C'est Bonnet, patron de Jujurieux, qui, le premier, vers 1835, eut l'idée de recruter des ouvrières pensionnaires, afin de les placer sous la surveillance de religieuses et de leur éviter ainsi la dépravation de la grande ville. Une dot, versée par le patron en guise de salaire, un mariage arrangé avec un jeune paysan du coin mettront fin au contrat.

Migrants temporaires, enfin, ces prostituées bourgeoises qui, selon Faraut-Duchâtelet, profitent des déplacements de moissons pour venir se vendre aux soldats cantonnés dans la banlieue parisienne.

Refus de la ville

Tandis que fléchit l'attraction exercée par les autres zones d'accueil — campagnes des littoraux atlantique et méditerranéen, de l'Alsace, de la Bourgogne et du sillon rhodanien, — les migrants temporaires tendent, au fil des décennies, à se concentrer à la ville. Or, le degré d'intégration à la société urbaine varie selon les situations. Les travailleurs isolés dans la cité réussissent à s'y insérer. Les marchands saisonniers y disposent de réseaux qui leur servent de filières d'ascension sociale, vœu le temps de la fixation définitive. En revanche, pour les milliers d'artisans migrants, la ville est un milieu hostile, à l'égard duquel il convient de se protéger.

A ce propos, les paysans de Paris que sont les maçons limousins constituent un exemple caractéristique. Loin de pratiquer une migration exiliale, ils se retrouvent en garni, entre gens de la même commune, entassés dans des chambres tenues par un « pays » et sa femme, véritables villages immergés dans la société urbaine. Les anciens facilitent l'embauche, assurent les secours en cas d'accident, exercent une surveillance constante sur le migrant. Si on le dit débauché ou débanché, sa réputation sera ruinée au village.

Tenaille par l'attente impérieuse du retour périodique et de la vie festive qui l'organise, l'hiver, dans la Creuse, venu assurer le maintien ou l'entretien d'un patrimoine, il ne saurait utiliser son salaire comme le fait l'ouvrier parisien. Par esprit d'économie, il refuse les dépenses de loisir ; malgré les frustrations nouvelles dont il est victime, ce « célibataire marié » a la réputation, fondée ou non, d'être le commerce des prostituées. Jamais, à ses yeux, la ville ne s'est d'ailleurs trouvée parée de virtualités indiques ou festives. Grâce à une longue connaissance de la capitale et

de sa misère, les Creusois échappent à la fascination que Paris exerce sur les paysans des régions sédentaires.

La pratique du langage régional, le maintien partiel d'une sensibilité alimentaire rurale, le refus de participer au compagnonnage comme aux sociétés de secours mutuels constituent autant de procédures qui manifestent ce rejet de la ville, encore renforcé par la stratégie d'apartheid qui est celle des citadins. Les ouvriers parisiens affichent leur mépris pour ces travailleurs naïfs, les hommes reviennent habillés à la mode de la ville ; les bluettes parisiennes retournent les chants régionaux ; la nécessité de la correspondance épistolaire a stimulé l'accumulation primaire.

Les rapports sociaux eux-mêmes sont modifiés : la migration insuffle l'individualisme, fait éclater la famille élargie, sape l'autorité des aînés ; elle introduit au village de nouveaux réseaux hiérarchiques. La concentration des travailleurs dans la grande ville leur permet, comme c'est le cas pour les Creusois, de décider, entre eux, de leurs attitudes politiques et d'échapper ainsi à l'emprise des notables traditionnels.

L'influence exercée par la migration a certes varié selon les régions. On ne saurait toutefois expliquer sans elle les mentalités collectives que l'on observe au cœur de montagnes isolées, et dont la modernité contraste avec le passéisme des villages immuables de certaines campagnes céréalières.

La crise agricole de la fin du siècle, l'exode rural, la mise en place de nouveaux circuits de distribution, la mutation qui bouleverse l'économie française entre 1890 et 1914 ont tari la migration temporaire, désormais inadaptée aux nouvelles structures comme aux stratégies patronales. Dès lors, le paysan ne sera plus qu'un agriculteur et ce sont les Italiens et les Belges, en attendant les Nord-Africains et les Portugais, qui accompliront les tâches résiduelles autrefois réservées à ceux qui, sous l'expression de Parent-Duchâtelet (1896), remplissaient « chez nous les esclaves des anciens peuples ».

Progrès

Comment s'établir le bilan ? A l'évidence, la migration perturbe ; la longue abstinence sexuelle — le rythme des conceptions le prouve — freine la natalité, bouleverse l'affectivité. La pratique religieuse s'affaïssit. L'agriculture pâtit de l'absence et plus encore du désintérêt manifesté par des paysans devenus artisans. Le numéraire introduit par les migrants provoque une hausse anormale de la valeur vénale de la terre.

Mais, en même temps, il assure le progrès de l'économie monétaire, stimule les investissements et permet d'éviter un morcellement excessif des patrimoines ; en outre, la migration est propédeutique du progrès. Le séjour à la ville, le spectacle permanent de la rue, les conversations chez le marchand de vins, permettent au maçon, par ses récits, de diffuser au village une meilleure connaissance de la société globale. La pratique de la migra-

tion, qui bouleverse la vie rurale, contribue à accruser une autre conception du temps ; elle gonfle la fréquentation des cafés et des bals, installe la notion de loisir, facilite l'émergence des vacances.

C'est toute la vie quotidienne qui se trouve imprégnée : les cuisinières bretonnes, les nourrices morvandelles, les anciennes domestiques, introduisent à la ferme des goûts et des pratiques culinaires empruntés à leurs ancêtres « bourgeois » ; les hommes reviennent habillés à la mode de la ville ; les bluettes parisiennes retournent les chants régionaux ; la nécessité de la correspondance épistolaire a stimulé l'accumulation primaire.

Les rapports sociaux eux-mêmes sont modifiés : la migration insuffle l'individualisme, fait éclater la famille élargie, sape l'autorité des aînés ; elle introduit au village de nouveaux réseaux hiérarchiques. La concentration des travailleurs dans la grande ville leur permet, comme c'est le cas pour les Creusois, de décider, entre eux, de leurs attitudes politiques et d'échapper ainsi à l'emprise des notables traditionnels.

L'influence exercée par la migration a certes varié selon les régions. On ne saurait toutefois expliquer sans elle les mentalités collectives que l'on observe au cœur de montagnes isolées, et dont la modernité contraste avec le passéisme des villages immuables de certaines campagnes céréalières.

La crise agricole de la fin du siècle, l'exode rural, la mise en place de nouveaux circuits de distribution, la mutation qui bouleverse l'économie française entre 1890 et 1914 ont tari la migration temporaire, désormais inadaptée aux nouvelles structures comme aux stratégies patronales. Dès lors, le paysan ne sera plus qu'un agriculteur et ce sont les Italiens et les Belges, en attendant les Nord-Africains et les Portugais, qui accompliront les tâches résiduelles autrefois réservées à ceux qui, sous l'expression de Parent-Duchâtelet (1896), remplissaient « chez nous les esclaves des anciens peuples ».

— Jean-Jacques Darmon, *Le Colportage de livres en France sous le Second Empire*, Paris, Pion, 1972, 317 p.

— Anne Martin-Fugier, *Le Fin des nourrices*, le Mouvement social, octobre-décembre 1978.

— Histoire passionnante de la vie d'un petit ramoneur savoyard, Paris, Le Bécot, 1978, 156 p.

— Alain Corbin, *Hirondelles et modernité en Limousin au XIX^e siècle*, Paris, Mouton Rivière, 1975, 118 pages.

SENSATIONS

Le monstre «Bild»

Les méthodes du quotidien allemand ne font pas honneur à la presse. Mais d'où vient qu'il ait un tel succès ?

ERHARD FRIEDBERG

Le quotidien à sensation allemand *Bild* n'a pas vraiment d'équivalent dans la presse française. Imaginer un quotidien qui, dans sa présentation et son contenu, serait un mélange de *France-Matin*, du *Figaro*, du *Parisien*, du *Libération*, dont le tirage — éditions nationales et régionales réunies — correspondrait à 25 % du tirage de tous les quotidiens français et qui serait lu tous les jours par près du sixième de la population française : vous aurez une idée de l'orientation rédactionnelle et de l'audience de ce journal, ainsi que de la position dominante qu'il détient sur le marché des quotidiens allemands.

L'une et l'autre ont valu à *Bild* l'hostilité de la gauche allemande, qui y voyait à la fois une menace pour le pluralisme de la presse en Allemagne et un instrument de manipulation idéologique aux mains de la droite, et ce fait de son éditeur, Axel (César) Springer, la tête de turc et « l'homme à abattre » du mouvement de protestation estudiantine de la fin des années 60. Pour ample et soutenue qu'elle fut, cette vague de contestation à coup de manifestations et de campagnes d'opinion n'a cependant guère freiné l'ascension et le succès du journal. Celui-ci n'a cessé d'étendre son audience, d'accroître son tirage et de multiplier ses éditions régionales. Il est aujourd'hui plus puissant et mieux établi que jamais. Et le silence s'était fait sur lui et autour de lui.

Depuis un peu plus de deux ans, ce silence est à nouveau rompu. Günter Wallraff, ce journaliste aux mille visages de la gauche allemande indépendante, qui sous des déguisements divers (un moine, un soldat de la Bundeswehr, un messager dans une grande société d'assurance, et d'autres encore) avait réussi des reportages « de l'intérieur » sur des aspects cachés de la société allemande, s'était introduit sous un faux nom dans une des rédactions régionales de *Bild* à Hanovre, puis avait publié le récit de cette expérience dans un livre paru fin 1977 sous le titre *Der Aufmacher - Der Mann, der bei Bild Hans Esser war* (« Le gros titre - L'homme qui chez Bild était Hans Esser »). (1). Le livre, dont la publication fut précipitée en raison de fuites sur sa préparation et qui constitue une description minutieuse et accablante des pratiques journalistiques et rédactionnelles en vigueur dans cette rédaction, connut un grand succès auprès du public, mais fut diversement accueilli par les critiques : ceux-ci furent nombreux à trouver que Wallraff montait en épingle des choses qui n'étaient pas spécifiques au journal *Bild*, mais plutôt caractéristiques d'un certain journalisme à grand tirage, voire du métier de presse tout court. La réaction de *Bild* et de la maison Springer, elle, ne se fit pas attendre : plus d'une trentaine d'interdictions prononcées par les tribunaux à la suite de plaintes déposées en cascade ont fini par interrompre la publication du livre ; et la diffusion par la WDR d'un film télévisé tiré du livre fut annulée. Seuls les Allemands frontaliers purent le voir grâce aux télévisions autrichiennes, suisses, néerlandaises et danoises.

Vol et chantage

Cela n'a cependant pas empêché Wallraff de continuer ses recherches. En automne de l'année dernière, il est revenu à la charge avec un deuxième livre — *Zeugen der Anklage : Die BILD - beschreibung wird fortgesetzt* (Témoins pour l'accusation : la suite de la description de *BILD*) (2) — plus soigneusement documenté et reposant sur des méthodes journalistiques plus classiques, moins facilement attaquables sur le plan juridique (le fait que Wallraff s'était introduit quasi clandestinement et sous une fausse identité dans la

rédaction à Hanovre avait été un des principaux arguments dans les plaintes déposées contre son premier livre). A partir d'indications qui lui ont été fournies à la suite de son premier livre par toutes sortes d'informateurs (des victimes d'articles parus dans *Bild* jusqu'à des membres de différentes rédactions du journal), Wallraff reconstruit la genèse d'une série de « reportages » et montre, avec preuves à l'appui, comment *Bild* a transformé la réalité, voire a tout simplement inventé le « gag », faisant d'un fait divers banal l'histoire croustillante qui seule est digne de paraître dans ce journal ; tant pis si, ce faisant, on ridiculise des particuliers dont on indique nom et adresse, voire on les pousse au désespoir et au suicide. Wallraff insiste tout particulièrement, sur les méthodes de travail des journalistes, et notamment les techniques utilisées pour obtenir des interviews et soustraire des photos si nécessaires à un article-type (près d'un tiers de la partie rédactionnelle du journal est composée de photos et d'illustrations diverses) : de l'introduction chez les particuliers sous une fausse identité jusqu'au chantage et au vol pur et simple, la panoplie est large, et proprement terrifiante. A chaque page du livre, on croit revivre l'histoire inventée mais véridique, racontée par H. Bild dans l'*Extrakt* perdu de Katharina Blum.

Un miroir

Ce deuxième livre — et c'est heureux — a été accueilli très favorablement par les critiques de la presse indépendante, hormis les journaux appartenant au groupe Springer, s'entend. Son succès a été énorme : au dire de l'éditeur, jamais autant d'exemplaires n'ont été vendus en si peu de temps. Et il est à espérer que, grâce aux actions en justice engagées et financées à l'aide du fonds de soutien aux victimes de *Bild* auquel sont destinés les droits d'auteur de ce livre, les abus les plus criants de ce journalisme dévoyé puissent être limités, voire supprimés.

Mais on ne pourra pas s'arrêter là. Il faudra aller au-delà de la dénonciation pure et simple, à laquelle se borne malheureusement Wallraff, pour s'interroger sur les raisons du succès du journal : chaque jour, cinq millions d'Allemands (salariés petits et moyens pour la plupart) l'achètent, et près de douze millions le lisent. Pourquoi ? A cette question, que les deux livres de Wallraff laissent entière, un groupe de sociologues marxistes de Hambourg ont tenté de répondre à travers une analyse de contenu limitée, mais serrée, de l'édition hambourgeoise (3). La conclusion de leur livre, qui replace *Bild* dans le contexte de la presse quotidienne d'outre-Rhin, est, en chemin faisant,

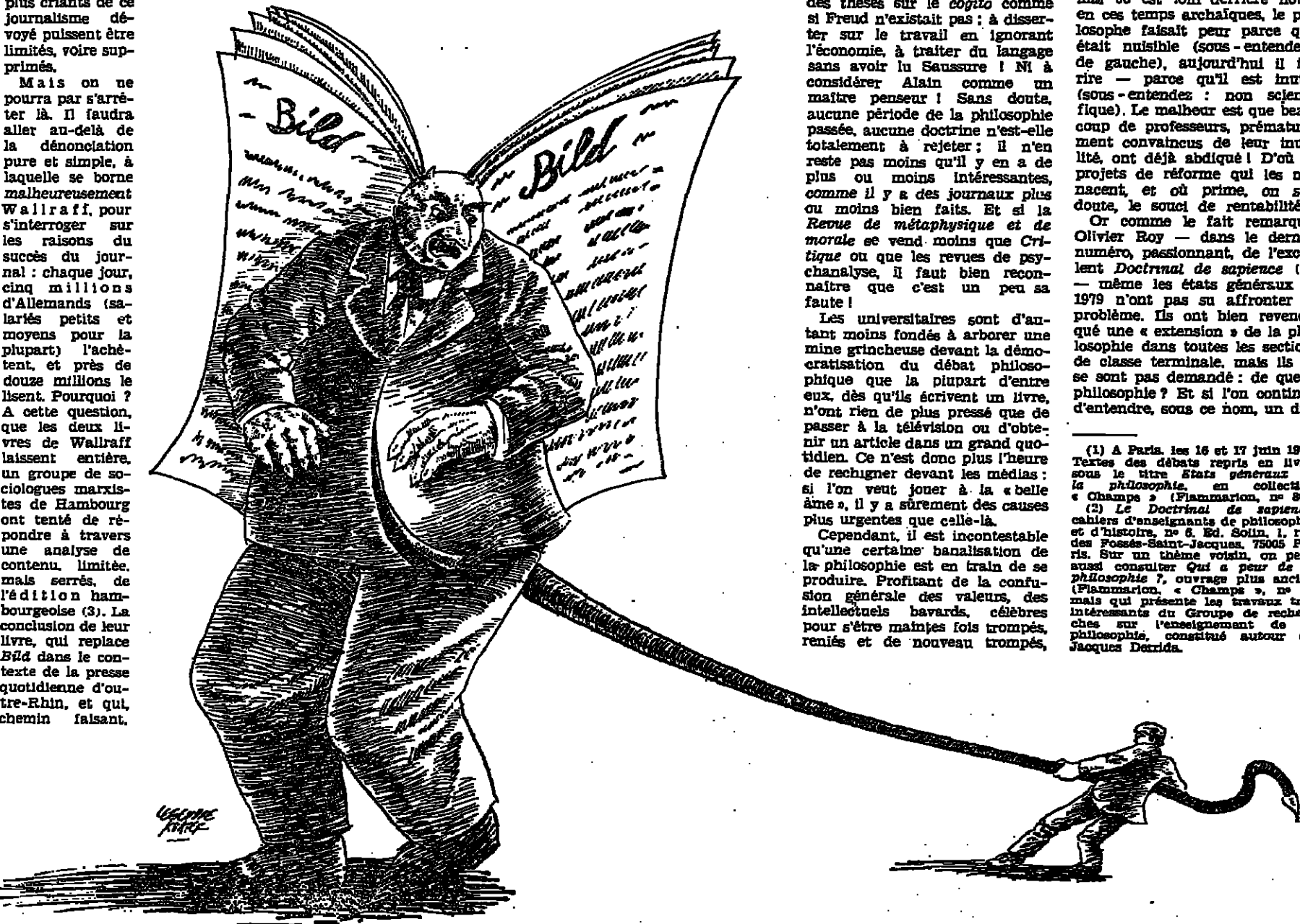
n'hésite pas à bousculer bon nombre de stéréotypes, ne manque pas d'intérêt. On pourrait le résumer de la façon suivante : *Bild* n'est pas, comme on a trop facilement tendance à le croire, le résultat de sombres machinations de la réaction en vue de cacher au prolétariat sa mission historique. Son succès est dû au fait que son contenu correspond mieux que celui d'autres journaux aux structures de perception de la réalité des lecteurs potentiels. Il les exprime, les reflète et, ce faisant, les entretient. Le message, à première vue seulement chaotique, la brièveté des articles et la concision, voire la brutalité du langage, joint à l'importance de la visualisation, le peu de place accordée à la politique et à l'économie à proprement parler, l'accent mis inversement sur les domaines hors travail, et notamment sur les faits divers montés et présentés toujours comme des destinées individuelles exemplaires (dans un sens négatif ou positif) — toutes ces caractéristiques font de *Bild* un instrument de loisir, voire de participation culturelle pour une nouvelle couche de lecteurs, dont l'accession à la lecture de la presse quotidienne constitue une conquête et un fait de civilisation. Cette constatation reste valable, même si on tient compte de la façon très particulière dont *Bild* satisfait cette nouvelle demande d'information et de participation culturelle et sociale : par un journalisme en grande partie mystificateur, qui permet de rêver parce qu'il gomme les oppositions et les contradictions sociales, et met l'accent sur l'existence individuelle hors de son contexte social.

On l'aura compris : on aurait tort d'opposer ces deux perspectives sur *Bild*. Les pratiques dénoncées par Wallraff restent condamnables quand bien même elles correspondraient à une demande, tout simplement parce qu'elles sont en contradiction flagrante avec la déontologie la plus élémentaire du métier de journaliste. Mais l'analyse de Bechmann et de ses collaborateurs fait justice d'une certaine vision intellectualiste, voire élitiste, de la presse, qui refuse de voir la réalité des transformations sociales et culturelles auxquelles *Bild* doit en grande partie son succès et qui font de lui un miroir, probablement plus fidèle que d'autres journaux plus respectables de la conscience collective allemande d'aujourd'hui.

(1) G. Wallraff : *Der Aufmacher : Der Mann, der bei Bild Hans Esser war*. Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1977.

(2) G. Wallraff : *Zeugen der Anklage : Die BILD-Beschreibung wird fortgesetzt*. Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1979.

(3) E. Bechmann, J. Biehoff et al. : *BILD - Ideologie des Wars*. Hambourg, VSA-Verlag, 1978.



PHILIPPE LEGENDRE

INTERROGATIONS

La philosophie française dans le brouillard

Succès dans les médias, crise dans l'Université... La philosophie est à la mode, mais son enseignement est menacé. Et les philosophes tournent en rond.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

A *Barbarie à visage humain*, de Bernard-Henri Lévy, best-seller d'une saison ; les « nouveaux philosophes » dans *Time* et *Paris-Match* ; la multiplication des débats dans les médias ; une récente émission d'Apostrophes consacrée à Vladimir Jankélévitch : autant de signes, en apparence, que la philosophie se porte bien, qu'elle ne s'est même jamais si bien portée. Et pourtant des projets de réforme ont paru faire peser, sur son enseignement, d'inquiétantes menaces ; les professeurs du secondaire se sont émus, ils sont allés jusqu'à convoquer, pour la première fois, des états généraux (1) ; un an après, élèves et étudiants semblent encore en proie, d'un bout à l'autre de la France, à un étrange malaise ; et les plus grands philosophes eux-mêmes en viennent à se poser certaines questions sur leur avenir et sur leur raison d'être.

Succès dans les médias, crise dans l'Université : telles sont donc les deux tendances qui définissent la situation de la philosophie en France. Tendances contradictoires — en apparence du moins. A mieux y regarder, on découvrirait sans doute qu'elles ne sont pas sans rapport. Toutefois, pour s'en rendre compte, il faudrait commencer par dissiper certains malentendus. Et d'abord la confusion — tenace ! — entre « philosophie » et « sciences humaines ».

Car le succès récent de la philosophie dans les médias est moins un succès de la philosophie qu'un effet « retardé » du boom des sciences humaines. Depuis le début des années 60, la psychologie, la sociologie, la linguistique, l'histoire ont suscité un engouement croissant chez les Français. Parmi les multiples raisons d'une telle vogue, il y a le fait que ces disciplines, peu ou pas enseignées à l'école, sont susceptibles d'applications pratiques, répondent à des besoins

précis. Le public s'est donc porté en masse vers des ouvrages souvent difficiles, mais présentant des connaissances et des informations concrètes, tandis que l'élite et les médias se développaient de toutes les manières possibles pour répondre à cette demande : d'où le succès de la « Petite Bibliothèque Payot », des collections « idées » chez Gallimard, et « Champs » chez Flammarion, des émissions de France-Culture et des grandes lectures télévisées entre vedettes de la pensée.

Banalisation

Evidemment liée aux « sciences humaines », la philosophie a fini, elle aussi, par profiter de cet essor : mais elle a dû, pour cela, accepter de se mettre au goût du jour. Renonçant un peu vite au « désir d'éternité » et au souci tragique, ainsi qu'à l'esprit systématique — qui animaient encore un Sartre ou un Merleau-Ponty — les philosophes ayant en trente ans entre 1960 et 1975 ont privilégié les questions d'actualité par rapport à la métaphysique, et la réflexion sur la culture par rapport à la méditation sur les valeurs.

Faut-il s'en plaindre ? Les opinions divergent. Pour certains, cette décadence de la philosophie dans l'arène a été perçue comme une chute, une banalisation, une vulgarisation. Pourtant, elle est allée dans le sens des aspirations les plus légitimes à un enseignement démocratisé et à une culture de masse : et il serait paradoxal, pour un philosophe, de se dire antidémocrate, alors que la discussion généralisée constitue l'élément même de la philosophie.

D'autre part, l'aggiornamento des philosophes par rapport à celui des théologiens — était bien nécessaire. Les existentialistes, déjà, avaient frayé la voie dans les années 50. On n'allait quand même pas continuer, en plein vingtième siècle, à écrire des thèses sur le *cogito* comme si Freud n'existait pas ; à dissenter sur le travail en ignorant l'économie, à traiter du langage sans avoir la Saussure ! Ni à considérer Alain comme un maître penseur ! Sans doute, aucune période de la philosophie passée, aucune doctrine n'est-elle totalement à rejeter ; il n'en reste pas moins qu'il y en a de plus ou moins intéressantes, comme il y a des journaux plus ou moins bien faits. Et si la *Revue de métaphysique et de morale* se vend moins que *Critique* ou que les revues de psychanalyse, il faut bien reconnaître que c'est un peu sa faute !

Les universitaires sont d'autant moins fondés à arborer une mine grincheuse devant la démocratisation du débat philosophique que la plupart d'entre eux, dès qu'ils écrivent un livre, n'ont rien de plus pressé que de passer à la télévision ou d'obtenir un article dans un grand quotidien. Ce n'est donc plus l'heure de rechigner devant les médias : si l'on veut jouer à la « belle âme », il y a sûrement des causes plus urgentes que celle-là.

Cependant, il est incontestable qu'une certaine banalisation de la philosophie est en train de se produire. Profitant de la confusion générale des valeurs, des intellectuels bavards, célèbres pour s'être maintes fois trompés, remis et de nouveau trompés,

se font passer pour des prophètes même si le contenu de leurs prophéties continue de varier, au gré des modes, comme la longueur des jupes. Inversement, noyés dans la masse des livres dont on ne peut pas rendre compte, d'excellents travaux philosophiques demeurent inaperçus et ne sont même pas réédités. Quelques ouvrages de circonstance, promis à un succès rapide, connaissent bien un succès éphémère ; mais les seules œuvres, au fond, qui ont réellement survécu aux trois précédentes décennies ne sont pas des œuvres philosophiques. Marginales, difficiles à lire, souvent caractérisées par une spécialisation étroite et une grande « technicité », les livres de Lévi-Strauss, de Dumézil, de Jakobson ou de Devereux n'ont aucun système philosophique précis. Décidément, les sciences humaines ont bel et bien gagné. En face d'elles, la philosophie ne fait pas le poids — surtout dans la balance des éditeurs !

Un discours mou

L'enseignement secondaire, de son côté, redonne bien ce qu'il a reçu. Le professeur ne dit rien. S'il est soucieux de répondre aussi à la demande de ses élèves, le « bon professeur » leur parle moins de Descartes que de Freud, sacrifie l'histoire de la philosophie aux questions d'actualité, remplace le cours par le débat et ne sait plus très bien lui-même quelle pensée il enseigne. Comment s'étonner, dans ces conditions, de ce que le « prof de philo » soit si mal à l'aise — et les élèves aussi ? Et comment se plaindre de ce que la philosophie soit mal considérée ? On a eu beau prouver, expériences à l'appui, que la notation était finalement plus aléatoire en mathématiques qu'en philosophie, tout le monde continue de croire le contraire, et de tenir cette dernière pour une discipline sans rigueur. Il n'y a plus de doute, mal 68 est loin derrière nous : en ces temps archaïques, le philosophe faisait peur parce qu'il était nuisible (sous-entendez : de gauche), aujourd'hui il fait rire — parce qu'il est inutile (sous-entendez : non scientifique). Le malheur est que beaucoup de professeurs, prématurément convaincus de leur inutilité, ont déjà abdiqué ! D'où les projets de réforme qui les menacent, et où prime, on s'en doute, le souci de rentabilité.

Or comme le fait remarquer Olivier Roy — dans le dernier numéro, passionnant, de l'excellent *Doctrinal de sagesse* (2), — même les états généraux de 1979 n'ont pas su affronter ce problème. Ils ont bien revendiqué une « extension » de la philosophie dans toutes les sections de classe terminale, mais ils ne se sont pas demandé : de quelle philosophie ? Et si l'on continue d'entendre, sous ce nom, un dis-

(1) A Paris, les 16 et 17 juin 1978. Textes des débats repris en livre, sous le titre *Etats généraux de la philosophie*, en collection « Champs » (Flammarion, n° 80).

(2) *Le Doctrinal de sagesse*, cahiers d'enseignants de philosophie et d'histoire, n° 8, Ed. Seuil, 1 rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris. Sur un thème voisin, on peut aussi consulter *Qui a peur de la philosophie ?*, ouvrage plus ancien (Flammarion, « Champs », n° 4) mais qui présente les travaux très intéressants du Groupe de recherches sur l'enseignement de la philosophie, constitué autour de Jacques Derrida.

cours « mou » à base de sciences humaines et de thèmes à la mode, alors cela vaut-il vraiment la peine de se battre ? Pour ranimer la philosophie, il faudrait donc commencer par l'arracher à l'idéologie ambiante. Que les philosophes reprennent confiance en eux, sinon ils offriront des verges pour qu'on les fouette ! Après tout, si l'université de Paris-VIII (Vincennes) a réussi à survivre jusqu'ici, n'est-ce pas d'abord parce que d'excellents professeurs — autour de Deleuze, Châtelet, Lyotard — y dispensent un enseignement d'un type probablement unique au monde et de haute qualité ?

Seulement, si l'on considère l'ensemble des philosophes actuellement « en activité » dans l'Hexagone, la situation est loin d'être partout aussi brillante. Du côté du parti communiste, les intellectuels s'ennuient dans des polémiques qui n'intéressent plus qu'eux-mêmes. Althusser n'écrit guère et ses anciens disciples n'ont pas beaucoup évolué ; ni la *Pensée*, ni même *Dialectiques*, ne parviennent à ranimer un marxisme défilant, sérieusement mis à mal, depuis quelques années, par la mode. Au reste, y a-t-il jamais eu un marxisme français ? On peut en douter, aucun nom d'importance ne pouvant être cité depuis Auguste Cornu — si ce n'est, bien sûr, celui d'Althusser lui-même.

Les lecteurs de Nietzsche, en revanche, se font chaque jour plus nombreux. Tellement nombreux que la masse des commentaires finit par cacher l'œuvre, et les disciples par faire dire à Nietzsche ce qu'ils veulent. Nietzsche, le grand philosophe des années 70 — du moins dans les pays latins ? Sans doute, mais il n'en est rien ressorti de bien clair ; la pensée rationnelle, ici, se dissout dans les brumes romantiques chères à la mode rétro, et le retour des idéologies intégralitaires, sur fond d'engouement pour l'opéra, n'est pas plus rassurant que celui du sacré.

En fait, les plus « rationalistes » parmi nos philosophes se sont, depuis vingt ans, peu à peu détournés vers l'histoire. Le cas de Foucault, ici, est exemplaire ; il n'est pas isolé. Ce mouvement historiographique, bien dans la tradition française — et très proche, en fin de compte, de Braudel ou d'Ariès, de l'École des Annales comme de l'histoire des mentalités, — a d'ailleurs produit des travaux remarquables, mais on ne sait pas toujours à quelle philosophie il renvoie. Là aussi, une question : où est passé le discours de vérité, la référence (onto) logique ?

La présence de thèmes philosophiques classiques est plus explicite dans les recherches qui se sont développées, toujours depuis vingt ans, autour du « texte » et de l'« écriture ». Malheureusement, les livres et les revues (*Tel Quel*) issus de ces recherches demeurent réservés aux « happy few ». Et l'on peut même se demander, tant ils sont illisibles, si — hormis l'œuvre, originale, de Derrida — ils méritent d'être lus.

Eparpillement

Quant à la philosophie des sciences, elle demeure, chez nous, une spécialité marginale. Le manque d'échanges entre philosophes et scientifiques reste un des traits marquants de l'université française, depuis Napoléon III au moins. Il s'ensuit que les savants s'intéressent peu à l'épistémologie de leur discipline, tandis que les philosophes ignorent tout du développement récent des sciences ; et que les bons livres, de part et d'autre, sont rares — sauf exceptions occasionnelles (François Jacob dans le premier cas, Michel Serres dans le second).

En fait, comme le dit ci-contre François George, même la crise sociale et culturelle de ces dernières années n'a pas réussi à faire émerger une pensée vraiment forte, à la hauteur des drames du temps. Il n'y a plus, aujourd'hui, de philosophie dominante. Et l'on ne voit vraiment pas qui sera le Sartre ou le Bergson de ce dernier tiers du vingtième siècle.

Sans doute les jeûnes ne sont-ils pas encore faits. Et peut-être est-il trop tôt pour dire : rien ne va plus. Et le foisonnement des livres et des tendances rend difficile un jugement équitable : il y a à boire et à manger dans la production philosophique française de ces vingt dernières années. Le meilleur y côtoie le pire — et n'est-ce pas là, au fond, le signe d'une vitalité intellectuelle dont, tout chauvinisme mis à part, peu de pays donnent l'exemple ? Seulement, détail significatif, les œuvres les plus intéressantes restent « marginales » par rapport au système, soit qu'elles viennent de cher-

cheurs isolés (Jacques Bouveresse, Clément Rosset), soit qu'elles émanent d'auteurs qui ne doivent strictement rien à l'Université française, comme René Girard, Manuel de Dietrich et surtout Cloran.

Bornons là notre tableau. On trouverait difficilement un seul point commun à toutes les philosophes que nous venons de citer. C'est même l'un des traits caractéristiques de la situation dans l'Hexagone : les travaux intéressants y sont nombreux, mais isolés, éparpillés et sans rapport les uns avec les autres. Aucune revue, aucune école ne parvient à créer des liens durables entre eux : les philosophes ne savent donc plus sur quel terrain se rencontrer, ni quel se dire. Ce qui leur manque, c'est un lieu commun. De là, sans doute, vient leur malaise... Comment échapper à la confu-

sion ambiante ? Il n'y aura pas de miracle : il faudrait que les philosophes se décident à tenir compte du champ social et politique réel, ainsi que de l'évolution des mœurs, des sciences et des techniques. Il faudrait que soit réhabilitée, contre tous les jargons, une écriture philosophique de qualité. Il faudrait encore que l'enseignement de la philosophie soit, non seulement « défendu », mais surtout « illustré » (et l'on pourrait alors envisager de le faire débiter, comme c'est déjà le cas en Espagne, dès la première). Et il faudrait enfin que les philosophes fassent quelque effort pour affiner leur originalité dans les médias. Ce n'est que si toutes ces conditions sont remplies — mais le seront-elles un jour ? — que la philosophie pourra peut-être sortir de son ghetto.

La planète Oxford

CHRISTIAN DESCAMPS

SORTIR du continent, passer en Angleterre, c'est bien plus que de traverser le Channel philosophique, c'est se plonger dans un autre univers de pensée. Ici, à Oxford ou à Cambridge, la philosophie se défend de toute métaphysique, et l'on ne parle pas tant du moi, du monde, de Dieu ou des classes, que de la clarification de l'expression, que des limites du langage. Au Royaume-Uni, on n'enseigne pas la philosophie en classe terminale, on n'en parle guère dans les journaux. Et pour rencontrer cette austère discipline, il vous faudra franchir les portails de

vénérables universités néo-gothiques. Sur le terrain fertile de l'empirisme classique à base de Francis Bacon — « vous avez Descartes, nous avons Bacon », vous souf- fletez-on, — de David Hume et de John Locke, les habitants de l'île ont forgé une pensée originale, totalement ignorée ici. Au début du siècle, Bertrand Russell bouleversa la philosophie logique et mathématique. Ce jeune lion, ce lord anticonformiste, pacifiste pendant la guerre de 1914, critique de Lénine dans les années 30, adversaire du parti- nisme, ne vise rien moins que de reconstruire la pensée des mathématiques. Pour ce faire, il utilise

la logique comme technique de base de la pensée. Soit la phrase : « Le cercle carré est impossible. » Pour la prouver, il faut pour- tant que ce cercle existe d'une certaine façon, faute de quoi on ne pourrait pas en parler. Dans les *Principia mathematica* (1910-1913) Russell et Whitehead dé- placent cette question. Le fait que l'on puisse articuler une chose correctement n'implique pas qu'elle ait existé. La dé- finition de la licorne ne suffit pas à nous convaincre de sa réa- lité. Pourtant, c'est en travaillant la rigueur des énoncés que nous pourrions sortir des pseudo-pro- blèmes qui tiennent au jeu du langage. Très modestes à l'égard des « grosses » notions Russell écrit : « L'accusation de faire de la métaphysique est devenue une accusation du genre de celle que l'on porte contre un fonction- naire dangereux pour la sécurité de son pays. Pour ma part, je ne sais pas bien ce que l'on entend par le mot métaphysi- que. (1). »

Wittgenstein, élève de Russell au Trinity College, puis titulaire de la chaire de philosophie de Cambridge, considère, lui, que la philosophie est une thérapeu- tique : il s'agit de guérir les maux (mots) qui encombrant les têtes. Philosophie-médicament, le cher- cheur s'intéressera moins à la sagesse, aux « énormes » concepts, qu'à la dénonciation des séductions grammaticales, des pseudo-problèmes. Il s'agit donc de sévader des « malen- tendus logiques de notre lan- gue ». Que faire d'un énoncé comme : « César est un nom- bre » ? Cette construction est parfaitement correcte du point de vue de la syntaxe. De plus, elle n'est même pas fautive, car la proposition contraire — César n'est pas un nombre — ne vaut guère mieux. Et démonter ces pièges, cela ne relève pas seulement de la grammaire, mais

(1) Histoire de mes idées philo- sophiques, Gallimard, 1961.

d'une argumentation logique... A la même époque, à Vienne, Schlick et Carnap travaillent dans ce sens. Dispensée par le nazisme, l'école de Vienne va irriguer les pays anglo-saxons. Là, en se mêlant à l'influence épistémologique de Popper et de Kuhn, ces divers courants vont constituer des philosophies qui, comme le beaujolais, semblent inexportables.

La Sainte-Trinité philosophique du continent — Marx, Nietzsche, Freud — fait ici sourire polli- ment. Mais nous ne sommes pas mieux lotis, car qui connaît Ryle, Ayer, Austin, l'Américain Quine ou même Wiles ? Nos manuels, fussent-ils en cent ou mille textes, ne les mention- nent même pas. Et si l'on parle de Russell, c'est plus à cause de son tribunal ou de sa superbe tête de rebelle qu'en raison de ses travaux. Austin a, lui, un peu plus de chance à cause de son homonymie avec une marque automobile.

Mais les Français — à l'exception de quelques-uns comme Vuillemin, Bouveresse ou Granger — confondent allègre- ment les courants contradictoires du positivisme logique, du néo- positivisme ou de la philosophie du langage ordinaire.

Cette étrange méconnaissance de ce qui se passe tout près — au pays des Beatles et du week-end — n'a rien de commun avec la situation des U.S.A. Là-bas, on n'a cessé d'importer du concept. Pourtant, la philo- sophie anglaise a ses opposants, et de jeunes Anglais se révoltent contre ce qui leur apparaît comme une tradition académique. Dans la revue *Radical Phi- losophy*, on joue Marx et les philo- sophes continentaux contre les philosophes du langage. Ces jeu- nes philosophes découvrent avec délice Merleau-Ponty, la struc- turalisme ou la *Critique de la raison dialectique*. Les voyages philo- sophiques découvrent d'étran- ges ballets de différences, c'est pourquoi il faut les tenter.

Après le crépuscule

FRANÇOIS GEORGE

La crise étant aujourd'hui universelle, celle de la philosophie n'a pas de quoi nous préoccuper particulièrement. D'autant que la crise, pour la philosophie, qui en cela diffère de la civi- lisation ou du parti communiste, est un état chronique et, somme toute, un signe de bonne santé. La philosophie est par définition en crise, puisqu'elle ne cesse de se demander ce qu'elle est, de s'interroger sur sa finalité et sur sa valeur, de se dire qu'elle ferait peut-être mieux de se taire.

D'autre part, la crise est pour ainsi dire l'élément de la philosophie. Quand tout va bien, quand tout se déroule suivant les processus réguliers, on ne se pose pas de ques- tions. L'apparition même de la philosophie est un sym- ptôme de crise. La philosophie est née avec Socrate, dans le contexte de la décadence de la cité grecque et spéciale- ment de la démocratie athé- niennne. Si Socrate peut met- tre en question comme il le fait le code des valeurs, c'est parce que celui-ci chancelle, qu'il ne vaut plus à l'égard des lois de la nature, que son arbitraire se dévoile.

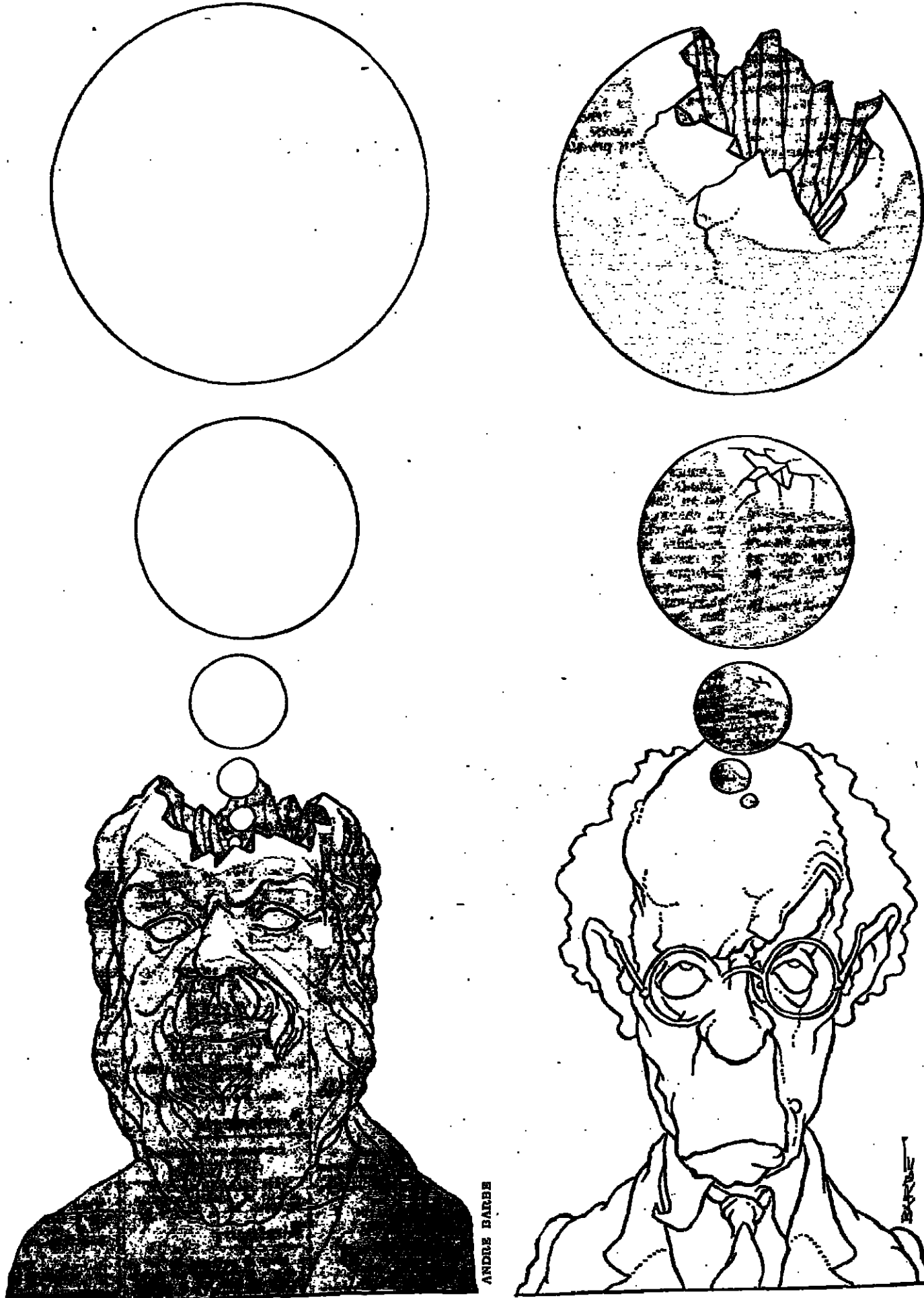
Au-delà de la crise et de l'interrogation inquiète qu'elle suscite, Platon cherche d'ail- leurs à rétablir la stabilité. D'abord, il la trouve dans le monde permanent de l'intel- ligible, dans le ciel des idées, opposé au chaos du sensible où tout se contredit. Ensuite, il dresse les plans d'une cité, dont l'ordre serait au-dessus de la contestation, le philo- sophe qui critique y cédant la place au sage qui gou- verne.

Il n'est pas rare que la philosophie soit animée de cette double postulation : d'une part, elle est le symptôme d'un mal qu'elle aggrave ; d'autre part, elle cherche à le guérir en dé- finissant rationnellement le bon système. On pourrait ici citer Rousseau, qui juxtapose à ses diatribes contre la civilisation ses projets de réforme. Mais surtout, en ce sens, il n'y a pas de philo- sophie plus exemplaire que le marxisme. Dans ce cas, la victoire de la philosophie pour la paraitre amène, aussi bien, sans doute, que si la République de Platon avait pris forme concrète, ou que si les vœux du *Contrat social* avaient été strictement appli- qués.

Absence

En tout cas Rousseau a répondu, à la fois sur le mode du symptôme et de la propo- sition thérapeutique, à la crise du dix-huitième siècle, comme Marx à celle du dix-neu- vième. Ce qui peut paraître grave aujourd'hui, c'est que la crise qui nous assaie n'a suscité aucune réponse de cet ordre. Le problème ne tient pas à l'existence d'une crise de la philosophie, qui est aussi vieille que la philosophie elle-même, mais à l'absence d'une philosophie de la crise. Hegel se livrait sans doute à une constatation désabusée quand il disait que la philo- sophie, comme l'oiseau de Minerve, ne prend son essor qu'un crépuscule : la pensée d'un monde ne se forme qu'une fois que ce monde a achevé son processus de constitution et commence à se défaire, la philosophie apparaît quand une forme de la vie a vieilli et glisse vers la mort. Mais après tout, la philosophie pouvait appa- raître de ce fait comme la consolation de temps déshé- rités : si l'on ne peut plus agir, si la réalité fait défaut, du moins peut-on rêver rationnellement, se construire un palais d'idées, et peut-être ainsi préfigurer l'avenir. En un sens, Platon et Aristote valent la cité grecque.

Or, aujourd'hui, il semble que nous vivions dans une époque tellement mépren- sible que la chouette philo- sophique en est découragée de battre des ailes.



ANDRÉ BARBE

LA VIE AUX CHAMPS

Une culture de cardères

JEAN TAILLEMAGRE

LA cardère, appelée aussi chardon à foulon, avait jadis deux autres noms évocateurs : herbe à bonnetier ou encore cabaret des oiseaux, car les feuilles de la plante, en forme de godet, retiennent l'eau des pluies, permettant ainsi aux oiseaux de se désaltérer à l'aise dans ces abreuvoirs végétaux. Au dix-neuvième siècle, la cardère était abondamment cultivée au voisinage des fabriques de drap de Louviers, de Sedan, d'Elbeuf, de Carcassonne, etc. pour le cardage des laines, et de nos jours ses capitales servent encore à nettoyer, dégraisser, redresser, les plus fines fibres textiles, en supprimant les nœuds, les peigner mieux que ne saurait le faire un appareil mécanique. Ainsi, par exemple, sont toujours travaillées les poils de la chèvre angora, en vue de fabriquer le mohair, légère et moelleuse étoffe, comme sont également façonnées des couvertures et des tissus gracieux, dits feutres industriels.

Durant des générations, des agriculteurs provençaux, notamment dans les Bouches-du-Rhône, la Vaucluse, cultivaient le chardon à foulon, mais peu à peu son implantation se réduisit : à l'heure actuelle, il ne reste plus guère de champs de cardères dans cette région à l'éclatante lumière, balayée souvent par un mistral desséchant, où le soleil mûrit tour à tour blés durs, raisins, riz, légumes primeurs et fruits. Pourtant, la demande de capitales reste forte chez nous, dans les pays de l'Europe de l'Est, de l'Ouest et, par-delà les mers, en Nouvelle-Zélande.

Une matinée du mois de juillet dernier, comme je voulais connaître cette culture presque abandonnée, M. Gachon me reçut dans sa propriété, sa « campagne », de Saint-Claude, à l'entrée du village de Fourques, proche d'Arles. Il est le seul cultivateur de la commune à posséder un champ de cardères. Quand il m'accueillit à l'entrée d'une cour ombragée de micocouliers, le soleil brillait dans un ciel indigo, mais, quand nous entrâmes dans la maison, les volets mi-clos tamisaient la chaleur déjà vive du jour. « Venez vous rafraîchir », me proposa-t-il aussitôt. Assis tous deux près de la table de la salle à manger, nous désaltérâmes de temps à autre, j'ai écouté mon hôte, un homme de haute taille, de forte corpulence, m'entretenant d'une production agricole familiale à laquelle il reste passionnément attaché.

« Comme autrefois mon père et mon grand-père et, avant eux, leurs parents, me dit-il, ajoutant : j'espère que mon fils continuera la tradition », puis, se tournant vers moi :

« Que voulez-vous savoir sur « mes » cardères ? »

— Le plus possible.
— D'abord, avant de vous les montrer — vous arrivez à temps, je vais récolter leurs têtes la semaine prochaine — je vous dirai que les cardères ne poussent pas toutes seules. Il faut préparer une pépinière. Oh ! pas grande, 40 ares environ, mais la terre doit être bien travaillée. D'abord, un labour au disque pour la retourner, l'aérer, permettre plus tard une bonne circulation de l'air des pluies — vous le savez, elles sont rares dans la région, — ensuite, l'ensemencer soigneusement. Jamais elle ne sera trop fine pour recevoir la semence.

— Vous utilisez un rotovator ?
— C'est ça, un bel engin, pratique, qui reprend le labour, le complète. Avec lui, les moitiés, n'existent plus, et, comme au pays le sol est léger, j'obtiens un champ uni, lisse, prêt pour la sem.

— A quelle époque ?
— Au commencement de l'été, du 1^{er} au 14 juillet, jamais plus tôt, jamais plus tard. Tenez, je vais vous montrer la semence.

Trant de sa poche un cornet de papier journal, M. Gachon l'ouvrit sur la table, prit dans sa main une poignée de minuscules graines effilées et me les présenta, petites tas sombres, sur sa large paume rugueuse.

« Elles proviennent de votre récolte de l'an passé ? »

— Non pas. Je n'emploie jamais les miennes. Elles s'obtiennent instantanément dans une même terre. Je les repois du négociant qui m'achète régulièrement la récolte. Provenant d'une autre exploitation, elles doivent se sentir à l'aise... »

Et l'homme se mit à rire. Mme Gachon, assise à nos côtés, qui suivait attentivement notre conversation, approuva d'un hochement de tête, d'une phrase : « Nous avons fait l'expérience », dit-elle.

Je continuai d'interroger : « Comment semez-vous ? Avec un appareil ? »

— Oui et non... »

J'eus l'air étonné. Alors l'homme se leva : « Attendez un instant, je vais chercher mon semoir pour vous le montrer. »

Quand il revint, il tenait dans ses mains un léger instrument ressemblant à un gros jouet muni à l'avant d'une roue, à l'arrière d'un petit soc et d'un distributeur de graines.

« Je le pousse devant moi, expliqua-t-il, surveillant la tombée, une à une, des graines dans le sillon creusé et recouvert aussitôt. »

— A quelle profondeur ?

« Pour bien germer, « elles » ne doivent pas être enterrées plus de deux fois leur diamètre. Les anciens nous l'ont enseigné. Ils ne se trompaient pas. »

M. Gachon s'arrêta un instant de parler. Il regardait un jet de lumière crue saupoudrée de poussières brillantes, dansantes, filtrer à travers les volets entrebâillés.

« Le soleil va piquer aujourd'hui, remarqua-t-il, mais pas autant qu'au mois d'août. Alors, un nouveau travail m'attendra, celui de façonner une première fois le champ, où je repiquerai, plus tard, les plants de la pépinière. Croyez-moi, labourez, hersez, en pleine « cagna » vous tire la sueur du corps. Je recommencerai aussitôt, car le vent vient vous gifler du froid à la figure. Entre-temps, l'entretien le semis. Après la levée des graines, un binage me permet d'éroder le sol autour des plantules, que j'ai dû éclaircir comme si c'était des carottes ; même en calculant de près la quantité de semences à répandre, il y en a toujours de trop. Surtout, je dois faire la « casse » aux mauvaises herbes. Elles se régénèrent des nuits encore fraîches, des premières chaleurs du jour, et poussent vite que ce n'est pas croyable. »

— Avec un désherbant vous en viendrez vite à bout... »

M. Gachon hochait la tête :

« Nous les arrachons à la main, les jeunes cardères n'ont pas les produits chimiques. Le sol on a un peu mal aux reins, mais, se développant sans gêne, l'automne venu elles ressemblent à des pieds de salade de 25 centimètres de haut, cyant sept à huit feuilles étalées en cercle près de la terre, en rosette, disons-nous. Le moment est arrivé de les repiquer dans le champ. Auparavant, il faut les « habiller ». Les prenant par dix dans une main, de l'autre avec un couteau, je raccourcis leurs racines pivotantes déjà très longues, à 10 centimètres, et sans attendre je les replante. Autrefois, mon père se servait d'une bêche en se guidant sur un cordeau tendu, et il choisissait un temps couvert, espérant un coup de pluie après ce travail pénible qui durait longtemps. J'ai une machine... Mais je parle, je parle. Il faut vous montrer mes « cardères ». Ils sont gâtillards, ont supporté l'hiver, profité du printemps, bien séché au chaud du soleil... »

Le champ de cardères est envahi par des vignes. Nous y parvenons par un sentier sinuant entre des ceps qui bordaient parfois les méandres d'une roubine balisée par des roseaux qui se balançaient, se froissaient en crissant sous des bottes de vent. Le spectacle de ces milliers

et milliers de chardons d'une hauteur uniforme, presque de la taille d'un homme, était étonnant. De la tige droite, rigide, ridée, de chaque plante partaient des branches latérales elles-mêmes raidies et dressées, toutes sommées, comme leur support, d'un court et gros épis cylindrique aux crochets recourbés entre lesquels jaillissaient de minuscules fleurs blanches, certaines déjà fanées. Questionné, M. Gachon m'apprit que ce champ contenait quarante mille cardères plantées en lignes espacées de 80 centimètres, chaque pied à l'espacement de 25 centimètres, permettant ainsi aux ramifications de se développer à l'aise. Nous étions à l'entrée d'une rangée : je m'étonnai des herbes durs couvrant le sol.

« La plantation terminée, la terre ne doit pas être travaillée. « Elle » doit vivre dans un milieu sauvage, pareil à une friche. Autrement, si je lui donnais des soins, les épis ne dureraient pas. Pas de fumures avant, pas d'arrosages durant la végétation, et regardez ! Le résultat n'est pas mauvais. »

M. Gachon, sortant un couteau de sa poche, trancha au bout d'une hampe un capitule, me le tendit. Je le saisis avec précaution. A la place des fleurs tombées, au milieu de l'infime alvéole formée séparant les épis, en réalité de petites feuilles ayant pris la forme d'une pointe recourbée, une graine encore molle reposait.

« Dans quelques jours, ils seront bons pour les chardonniers », indiqua mon guide. Ces bougres-là arrivent par dizaines, nous montrant, qu'il s'agit, écartant les épis du bec et hop ! piquent une semence. Heureusement, ici, il n'y a pas d'arbres, aussi ces passereaux sont rares, mais j'ai entendu dire que l'année dernière ils avaient pillé des champs de cardères dans le département voisin... C'était beaucoup d'argent perdu. Savez-vous, monsieur, qu'il y a, pour 1 500 kilos de chardons secs, j'obtiens de 350 à 400 kilos de graines. »

— Qu'en faites-vous ?

— Je les vends pour la nourriture des canaris, et elles me paient les frais de culture, c'est tout bénéfice... Revenez au moment de la récolte, vous verrez le boulot. C'est promis ?

— Promis... »

La cueillette des capitales dura quatre jours. Des femmes, me pour deux rangées de cardères, armées de sécateurs, recueillèrent les courts épis durs et épineux, leur garrant 30 cm de tige, et il était assez étonnant de voir la régularité de la coupe que l'adresse avec laquelle chaque ouvrière évitait de se blesser les doigts en saisissant les chardons pour les raccourcir, les lancer sous, mousses, qu'il n'y a pas de cylindriques disposés de place en place. Quand ils étaient remplis de ces inflorescences blanches par les flammes de l'été, les hommes venaient le chargement dans la benne à vendange attelée au tracteur immobile le long du champ, et le convoi, cahotant sur les moites de terre, allait rejoindre la cour ensablée de la maison pour y déverser sa pluvieuse moisson sur une aire soigneusement balayée. M. Gachon, empoignant une fourche en bois de micocoulier, « les dents de fer blessent la marchandise », dit-il, remuant l'amas végétal, séparant les capitales enchevêtrées pour les disposer côte à côte afin qu'elles séchent complètement aux heures chaudes, et en même temps faire tomber les graines sur la terre battue.

J'ai quitté mon hôte en plein travail sachant qu'il le continuerait plusieurs jours, épluchant, chaque matin, les cardères, les rassemblant chaque soir en tas pour qu'elles se protègent par leur masse de la fraîcheur nocturne, en même temps recueillant les semences éparées dans l'espace découvert, les amassant, prêt à tout recouvrir d'une bêche si la pluie menaçait. Une semaine passa, et les chardons, durcis à point, crépèrent alors sous les touches adroits de la fourche.

Chaque année le même négociant vient de Tarascon acheter la récolte, fournir la semence nouvelle. C'est dans son atelier que des femmes calibrent d'abord les capitales, les classent par diamètre, puis, un par un, les mettent en forme, grâce à une sole circulaire tournant à grande vitesse, qui supprime la tête et le bas de chaque chardon, ne laisse qu'une sorte d'épi de 4 à 5 cm de longueur, d'une grosseur égale, à son tour transpercé de trous avec une machine à fine. Alors, mais alors seulement, il sera prêt à être utilisé au cardage des tissus les plus délicats.

LANGAGE

Changement de cap

JACQUES CELLARD

LA VIII^e Biennale de la langue française, dont il était d'abord prévu qu'elle aurait lieu à Tunis en novembre 1979 (voir le Monde Dimanche du 18 décembre 1979), s'est finalement tenue du 19 au 27 janvier à Jersey, terre anglaise, résoudant ainsi la question, en de surcroît assez peu francophone.

Ce changement de cap radical n'a pas eu de conséquences trop fâcheuses, sinon financières, sur l'organisation de cette biennale, dont les travaux ont pu se dérouler dans des conditions à peu près normales, ce qui ne veut pas dire satisfaisantes.

Is portaient sur trois thèmes, sans autre lien que la notion un peu vague de « présence » ou de « défense » du français : les francophones régionaux, la traduction scientifique en ou du français, les difficultés de la chanson de langue française. Trois thèmes sans connexions, à traiter ou maltraiter en quatre jours coupés d'un intermède touristique, au travers d'une bonne vingtaine de communications d'un intérêt inégal, sans travaux d'atelier ou de groupe, c'est sans doute beaucoup trop.

On ne peut en effet demander aux spécialistes universitaires des francophones régionaux, de la traduction et de la chanson, de statuer également à tout en même temps ; et les meilleures communications, faute de trouver un écho et un prolongement, ne se distinguent plus guère, dans ces conditions, des propos anecdotiques et de bonne compagnie habituels à ces rencontres.

Francophonie

On peut estimer que c'est dommage. Il est exact que les Biennales de la langue française n'ont jamais prétendu à une consistance scientifique quelconque. Ce sont avant tout des rencontres d'hommes de bonne volonté venus, dans la mesure du possible, de toute la « francophonie » pour témoigner de leur combat, et plus encore des retrouvailles de fidèles.

En ce sens, elles ont leur utilité et leur agrément, mais il serait plus juste, dans ces conditions, de les nommer Biennales de la francophonie, et peut-être d'organiser, en alternance avec elles, des rencontres, colloques ou séminaires, comme il plaira de les nommer, où les spécialistes des problèmes du français (et non de la francophonie) échangeaient des vues à la fois moins lyriques et moins confuses.

Il est vrai aussi que les Biennales de la langue française, initiatives privées, ne représentent qu'elles-mêmes. Que la huitième n'ait pu se tenir à Tunis ne signifie nullement que le français soit devenu indési-

rabie en Tunisie, mais seulement que, en matière de « francophonie », on ne saurait indéfiniment et sans conséquences confondre sous le même pavillon des situations foncièrement différentes.

Ce pavillon, c'est celui de l'usage du français, et en particulier de son usage hors de France. La règle du jeu des Biennales veut qu'elles se tiennent toujours en territoire « francophone », mais hors du territoire national ; d'où le changement de cap sur Jersey ! Cette règle (ou du moins cette tradition) à l'avantage de rendre sensible la réalité physique de la diffusion du français dans le monde, en excluant d'ailleurs la France elle-même par une sorte de fausse modestie qui n'était pas indispensable.

Mais elle a l'inconvénient de s'en tenir à des constatations très sommaires. Il est exact que la « quantité » de français parue dans les rues de Moncton (Nouveau-Brunswick), où s'est tenue la VII^e Biennale, et celles de Tunis, où devait se tenir la VIII^e, est à peu près du même ordre, c'est-à-dire qu'un « biennaliste » y entendrait du français dans une proportion qui pourra varier du tiers aux deux tiers du total de ses « enregistrements ».

Cependant, en dehors d'effets oratoires sans portée, on ne peut pas tirer grand-chose de cette constatation. La moitié ou les deux tiers des habitants de Moncton et de Tunis (ou de Montréal et de Dakar) peuvent bien être des bilingues du français et de l'anglais dans un cas, du français et de l'arabe ou du wolof dans l'autre, les places respectives de la langue maternelle et de la langue de colonisation n'en sont pas moins inverses.

Une politique du français

De fait, c'est l'anglais qui tient à Moncton le rôle, la place sociale, les fonctions économiques que tiennent le français à Tunis, et les francophones vont très loin dans ce sens. La langue de colonisation est la langue du travail mieux payé, de la promotion sociale, des relations avec l'extérieur ; la langue maternelle, celle des relations familiales, de l'enracinement dans le passé, de la résistance à l'assimilation culturelle. De part et d'autre, la langue de colonisation est présentée comme intrinsèquement supérieure (« Speak white ! Parlez français ! »), la langue maternelle comme écartée en dialectes dévalorisés, de diffusion restreinte, peu dignes d'être utilisés aux fonctions nobles : technique, littérature, pouvoir.

De part et d'autre, enfin, la

langue qu'il faut bien appeler opprimée se cherche des appuis dans un ensemble plus vaste : la francophonie et la France pour l'Afrique, le monde arabe pour la Tunisie. Tout cela est parfaitement normal, et explique fort bien la méaventure de Tunis.

Celle-ci devrait inciter à poursuivre une réflexion aujourd'hui bien engagée sur ce que peut être une politique du français dans le monde. En disant du français qu'il est en Afrique une langue de colonisation, on ne fait que rappeler une banalité historique. Or l'indépendance linguistique ne se partage pas : les peuples et les gouvernements de l'Afrique « francophone » sont aussi fondés à vouloir rendre à leurs langues maternelles la première place chez eux que ceux du Québec ou de Wallonie à défendre la leur.

Toute politique du français international qui ignorerait ou traiterait cette évidence s'exposerait à de justes reproches. Il reste que les moyens de cette reconquête sont eux aussi « historiques » : il faut beaucoup de ténacité, de temps, de souplesse, pour modifier des comportements linguistiques collectifs.

Un besoin

D'ici là, le besoin que les peuples d'Afrique peuvent avoir du français ne regarde qu'eux et ne peut être déterminé que par eux. Le fait que notre langue soit par ailleurs d'un bon rendement technique, bien reconnue et employée par une trentaine d'États, le fait aussi que la littérature africaine (et surtout maghrébine) de langue française démontre d'une réussite culturelle authentique, justifient après coup ce besoin du français.

Mais ils n'autorisent pas à parler d'un choix en faveur de celui-ci, comme on l'a entendu dire parfois. Le Sénégal, le Mali ou la Tunisie n'ont pas davantage « choisi » le français que le Nigeria n'a choisi l'anglais ou l'Anglais le portugais.

La prudence et l'honnêteté voudraient donc que nous n'usions qu'avec retenue du terme de « francophonie ».

Quant au concept que le mot prétend incarner, il se ramène d'abord à une constatation de fait : l'utilisation du français par un certain nombre d'États et de communautés de par le monde, et en premier lieu par la France.

C'est cette primauté du nombre, et par suite de conséquence, de l'usage de la langue, qui rend toujours délicate la position de notre pays au centre de la constellation francophone. Nous ne pouvons pas nous abstraire de celle-ci ; gesticuler, par la force des choses linguistiques, de la langue commune, nous ne pouvons nous désintéresser des problèmes et des besoins de ceux qui l'utilisent. Mais nous sommes sans doute les plus mal placés pour parler de « francophonie ».

Celle-ci nous pose en effet peu ou plutôt moins de problèmes qu'aux autres. La pression de l'anglais, bien sûr, et notre indifférence bien stérile et inquiétante à cet égard. Mais ce n'est pas pour nous une affaire de chaque jour, comme l'est pour un Acadien ou un Québécois, un Tunisien ou un Dakhlois l'emploi du français. Parler de la francophonie ? Oui, avec discrétion. Mais l'écouter d'abord.

l'agenda du week-end

Collections

Achetez collection MONDE DIPLOMATIQUE, entrée de 1979, 24-25-26-27, 14 et 20 F.

Cours

Rattrapage MATHS-PHYSIQUE le mercredi par E. GACHON, 921-29-39 341-47-55, 14 et 20 F.

APPRENEZ LE VIOLONCELLE par professeur-concertiste. Diplôme du conservatoire nat. sup. de Paris, méthode facile et rapide, du débutant jusqu'au concours du conservatoire nat. sup. de Paris. Paris, 19-20-21.

LANGUES (FLV, org. privé) 16, bd Saint-Antoine, 750-09-70. Démonstrations : les mardis à 19 h. 30 ; les jeudis à 12 h. 30. Angl., esp., all., russe, français.

Débarras Alain Giraud gîte, 100-100-100, 100-100-100. Dépt. province, serv. débarras. Tél. : 854-65-74 ou 854-60-50.

Disques DISCO PERNETY E.P. L.P. et single des années 1950-1960. P. Pernet, 14, r. 52-57-58.

Décoration PAPIERS JARDINAIS Importation Grèce, 150 F le rouleau, PAPCO, 728-18-57, l'après-midi.

Maison de retraite

RESIDENCE DU PARC Ermenonville (Oise) 40 km Paris (autoroute Nord). Retraite, soins assurés. Cadre agréable, ambiance familiale, 115 F par jour (tous droits). Chambres particulières et c. Tél. : (4) 454-00-53.

Moquette

EN SOLDE grand choix de moquette, exemple de prix valeurs sur moquette à 11, 19, 29 F/m² moquette textile 24, 26 F/m². Tél. : 940-72-72.

Pêche

CAP-VERT DAKAR PÊCHE SPORTIVE AU TOUT GROS. Bateau, matériel équipé. Ecrite LEPINAY Centre de pêche Hôtel Méditerranée, DAKAR.

Psychologie

Entrées psychologiques psychiatriques. Tél. : 374-34-72.

PSYCHOLOGUE CONSEIL enfants et adultes, traitement individuel. Tél. : 665-87-42 soir.

Séminaire

A Paris le week-end du 1^{er} et 2 mars, introduction au repérage (processus basé sur le soufflet). Renseignements : 271-50-51.

3^e Age

VOTRE TROISIEME AGE dans un château historique à 40 km de Paris, autoroute Nord (Château d'Ermenonville (Oise)). Chambres et appartements. Pension à court ou long terme : vacances, repos, convalescence. A partir de 160 F par jour TTC. 6040 ERMENONVILLE. Pour un examen gratuit téléphonez au (4) 454-00-52.

Traitement du bois

Propriétaires... ATTENTION ! Le « Carborène des Maisons » peut dégrader votre charpente sans aucun signe extérieur ! Le C.P.A.B. (13, avenue du Maréchal-Joffre, 69003 Clématis) met à votre disposition ses techniciens techniques. Pour un examen gratuit téléphonez au (4) 454-00-52.

VACANCES - TOURISME - LOISIRS Mer - Montagne - Campagne

VACANCES DE FÉVRIER ALPES DU SUD Location plus, 2 sur place, 1200 F (2000 F de Paris). Diffusion immobilière, avenue des Frères-Arnaud, 66000 Barcelonnette. T. (92) 81-15-56.

Hauts-Auvergne, ESPINCHAL Centre ad fond, 11 manoir XIV^e siècle, 1000 F (1000 F de Paris). Jean-Louis Raynaud, 31 et 33, r. de Cronstadt, 76030 Le Havre. (33) 44-52-34.

LA PLAGNE Vacances de Mardi gras (2000 F de Paris). Pour les retardataires encore quelques studios de 1000 F. Tél. de suite au 25-30-50. Maison de la Plagne, 66, Champ-Bissey, 72000 PARIS.

FLAINE (73). Part. week 2 et 3 sur place, 1400 F (1400 F de Paris). Tél. (00) 26-72-50 et 26-70-50.

POUR SKIER EN FÉVRIER, MARS OU AVRIL LOUEZ LA NORMA (suzuki des pistes) dans la vallée de la MAURÉENNE des 2 places (4/5 personnes) ou des 3 places + nezalaine (7/9 personnes) entièrement équipés dans de superbes chalets savoyards.

Renseignements et réservation CLUB MONTAGNE - Tél. (79) 05-16-17.

150

Leur métier est d'être belles. Et photographiques. Têtes légères ? Parfois. Mais le plus souvent esclaves volontaires et soumises des agences de mannequins.

100

Le port d'attache de la fille, son employeur, sa famille, son avocat, son précepteur, c'est l'agence. A de très rares exceptions près, la profession de mannequin ne connaît pas de franchiseurs. Comment une fille seule pourrait-elle établir son programme pendant la durée de ses voyages, être informée de la présence de clients qui désirent voir son dossier, et surtout faire passer son travail et en percevoir le règlement sans l'aide de son agence ? En outre, le rôle de celle-ci ne se borne pas à ces prestations matérielles, ou haut les bas de psychanalyste sans diviser de « *pater familias* » un peu trouble. A l'agence comme ailleurs, la fille est regardée, jaugée, sur photos et « dans la vie », mais elle sait qu'il s'agit de son propre intérêt. Elle n'ignore pas non plus, d'ailleurs, que les in-

nacré pour revêtir l'uniforme plus décontracté de la « *désolée* » épanouie, à la « *désolée* » les pages dans de bonnes loues rouges, ou de l'étudiante américaine dont on a l'impression qu'elle a hardiment bifurqué la sortie de l'université du Nebraska.

Que ces filles aient pour tâche d'être naturelles ne signifie bien évidemment pas qu'elles aient été photographiées « au naturel », ni que l'étudiante radieuse, la « *disco* » enthousiaste, ne se soient préalablement plûtes à toutes les règles de leur métier... Simplement, peut-être, un stéréotype en remplace un autre.

Les rapports de travail, eux, n'ont pas suivi semble-t-il l'évolution des modèles. Ce n'est pas parce qu'une fille a été choisie pour figurer sur une affiche la femme libre, émanicipée, celle

UN fou, c'est quelqu'un qui ne supporte plus la réalité, et lui préfère ses chimères. La définition vaut pour notre société. Le spectacle qu'elle se donne, du cirque politique aux spots publicitaires, ne reflète pas la vie mais colmate une névrose, décelable comme toutes les névroses, par ce qui lui échappe. Si nous voulons sauver de la contagion notre liberté, il faut guetter les symptômes que trahit la culture quotidienne. Prenez la vogue récente des imitations, sur les ondes. Du matin au soir, professionnels et

amateurs rivalisent de ressemblances avec les vedettes de l'actualité. Certains ont si bien assimilé leurs modèles qu'ils improvisent à volonte du texte, aussi craché que l'accent. En littérature, aussi, le pastiche fleurit, après une longue éclipse. A première vue, cette fièvre témoigne d'un talent des parodistes, et de la tolérance des parodiés. En fait, elle signifie bien davantage. Pour les têtes d'affiche, tout plutôt que l'oubli; pour le public, tout plutôt que l'inconnu. L'important est de rester dans le déjà vu, entre soi. Re-production et reconnaissance garantissent contre

VARIATIONS Symptômes

BERTRAND POIROT-DELPECH

L'inquiétante étrangeté du neuf. Le déferlement d'interviews et de célébrations de stars interchangeables par une poignée de présentateurs standardisés complète cet hymne à l'identité. Cette fête dégoûtante du

prévisible. Il ne se passe plus une heure d'antenne sans que des « notables » — ces nouveaux rotaires — viennent répéter que tout est « absolument merveilleux ». Pendant ce temps, qu'un chanteur bécote un talkie-walkie pour crier sa rage au pâté de maisons, et la société, affarée par tant d'incongruité, fait charger la troupe. Terreur de la moindre voix autre, de toute autre voie ! Si ce n'est pas un symptôme, cela ?

Dernière malice des confesseurs de la parole, pour faire croire qu'ils s'expriment pour tous et que tous y ont droit : le prénom on. Ecoutez bien : au lieu de demander : « Comment êtes-vous devenu X ou Y ? », les faiseurs-valoir disent, depuis peu : « Comment devient-on qui vous êtes ? ». Systématiquement, les invités enchaînent : « On ne devient pas X ou Y d'un coup, mais on ne doit pas désespérer... »

Simple politesse, diriez-vous : fausse modestie, vieille coquette française pour les généralisations moralistes et l'éternel humain. Ce chichi cache pire : le postulat que les destins mis en vedette seraient à la portée de chacun. Au paradis libéral, n'importe quel manœuvre ou vieillard au SMIC peut, c'est bien connu, passer au gouvernement ou à la télévision !

On est toujours mis à la place d'autre chose, qu'il s'agit de trouver. Avec on, commence notre maladie première, l'imposture.

XX — LE MONDE DIMANCHE

10 FÉVRIER 1980

Le Monde

DIMANCHE

UNE NOUVELLE INÉDITE

Le bleu du corbeau

par Jacques Chessex

Le corbeau tombé, là, sur le chemin ?
— Tu ne vois pas ?
Ces paroles, il les avait entendues en rêve. Geoffrey en était sûr, il était prêt à le jurer — mais qui eût contredit l'errant, l'infirme, qui se fût intéressé à ses mains ? C'était il y avait deux mois, exactement, une nuit de gel. Il s'était couché plus tôt qu'à l'ordinaire, il s'était réveillé et il avait ouvert la fenêtre. Les branches des arbres craquaient dans le froid, Geoffrey avait frissonné de tristesse, de solitude, il s'était recouché en pleurant. Il s'était réveillé presque aussitôt, c'était alors que les paroles lui étaient venues dans ce drôle de rêve.

« Le corbeau tombé...
— Quel corbeau ? »
Lui, Geoffrey, questionnant, regardant l'oiseau mort sur le chemin, le voyant, oui, comme en plein midi, et depuis il ne s'était passé de jour qu'il n'y pense, il n'y avait pas eu de nuit sans le rêve. Pauvre carcasse de l'oiseau, la tête de côté, les yeux fermés, les ailes entrouvertes sur la chair crue, mais dans les plumes court un reflet bleu qui bouge, qui glisse, une moire bleue qui vire sur la dépouille humide pour la transformer en statuette brillante, précieuse, paillote à la goutte de rosée que l'on observe, couché dans l'herbe, à l'aube, tout contre son œil, elle grandit, elle emplit le ciel et sur ses bords courent le bleu doré, le rose, le vert, qui sont tous les reflets de la création.

OUI, a-t-il parié, dans son rêve ? Fendit sur le chemin rugueux, Geoffrey observe le bréchet brisé ou déjà se tord une dentelle de larves blanchâtres, les longues ailes raidies, la tête aplatie au sol, de travers, mais les deux tentes des yeux sont violettes, et c'est étrange, ces petites aux doigts ouverts, elles appellent, elles se tendent, et dans leur gaine annulée les griffes ont la couleur de l'argent noir.

Pauvres restes, se dit Geoffrey par habitude. Mais sur la tête, sur le cou, sur le dos du mort, le soleil allume le reflet bleu, la lumière monte noire et bleue. Bréchet cassé, épaules trouées, ventre plein de vers, et rayonnement du profond bleu ! C'est encore le plumage d'hiver, épais, serré, de l'aider bleu, pense Geoffrey, une armure belle à se profiler sur la neige, un miroir à capter l'éclat du givre en renvoyant la part d'azur.

Courbé sur l'oiseau pourris-

sant, Geoffrey découvre une parenté semblable à ses bras écartés et goudrés, les ailes crispées. Toutes pareilles à ses jambes, les pattes qu'a contractées la douleur. Les paroles du rêve ? Cette certitude d'avoir été touché par des mots nets, et qui ne s'adressaient qu'à lui. L'oiseau torturé serait-il le signe d'une nouvelle alliance, d'un règne où se délier de l'horrible loppé ? Comme la promesse d'une autre histoire, enfin, où se débarrasser de sa laideur, de sa fadeur, où trouver ce qui lui a été caché jusqu'à cet instant...

Le reflet bleu ondoie sur la dépouille. Plongé sur la carcasse écartelée, Geoffrey scrute dans cette misère, déchiffant l'aver-tissement et la ressemblance. Une image revient à sa mémoire un peu entêtée : la collection d'oiseaux mécaniques d'un Chinois de Hongkong, que sa mère l'a emmené voir en ville, il y a très longtemps ; le gardien avait ouvert l'une des cages, avec une fine clef, il avait remonté les ressorts de l'oiseau qui avait sautillé et sifflé un long moment, sur trois notes. Geoffrey a cette musique grêle dans l'oreille, il revoit les reflets de l'oiseau doré et bleu, son bec s'ouvrant et se refermant, et l'œil articulé qui le fixe et qui brille comme une perle. Une autre fois, sa mère l'accompagne dans un musée, au premier étage d'un palais tarabiscoté, et tout de suite Geoffrey voit voir les oiseaux empaillés.

On pénètre dans une vaste galerie de vitrines où luisent des plumages, des alouettes, des ailes hérissées ; l'enfant va et vient, affolé, il court à une vitrine, à une autre, à une autre encore, revenant de plus en plus souvent à un cardinal de Virginie rouge comme une rose qui l'attire extraordinairement, et il essaie d'attirer son attention en tapant à petits coups contre le verre. Puis le corbeau, ou plutôt le couple de corbeaux, que l'empaillleur a posé sur une pente enneigée, et derrière les oiseaux aux plumes vivantes, un paysage est peint, une forêt, les

toits d'un village, une église dans la neige. Tout à fait comme Geoffrey, le couple le corbeau va s'envoler du talus, des fumées montent des toits, le clocher de l'église sonne l'heure, les oiseaux passent en criant sur le village. Geoffrey n'est jamais retourné dans ce musée, et il y a vingt ans que sa mère est morte.

Bruissements d'ailes, cris, réponses irritées et fleuveuses, appels dans la mémoire où de réseaux forestiers en prairies larges, de pentes en cimes, de rives en déserts gagne une armée de volatiles déployés. Geoffrey sent la soufflerie des ailes le toucher, le secouer au passage, il frissonne, il lève les yeux, une spirale de cornelles éclate dans le ciel tiède.

Evelis, ébrouements sous les feuilles mouillées de l'aube. Siffllements rageurs de la buse sur la vallée verte, on cherche l'oiseau, le regard le perd, il revient, il vire au-dessus des sapins, glissant sur l'air, on suit chacun de ses cercles, il s'éloigne dans la petite écume des nuages. Flamme du bouvreuil orange dans le grésil Sauts des mésanges contre le mur troué du cimetière, la goutte blanche de leur tête jaillit, retombe, remonte de l'ombre comme un lucifon dans le lierre. Louanges, exultations, roulets de cris, ah ! comme Geoffrey les écoute, ces concerts, poussant du pied le cadavre aux pattes convulsées où trop exactement reconnaît sa propre image détestable.

MAIS cette chaleur, soudain, dans ses membranes... Cette chaleur qui monte dans ses os, dans son torse, ce feu neuf, cette brûlure jusque sur sa peau. Cette électricité, ce grésillement aux coudes, aux aisselles, à l'aine, comme une musique, maintenant, comme un tournoiement qui le soulève, Geoffrey devient toupe,

il s'enroule sur lui-même, il tremble, l'air le bouscule et le sculpte tout est air qui le malmène, qui le tord, qui exige de l'emporter ! Il tend son être vers ce voyage. Des souvenirs encore le traversent à toute vitesse, la reproduction d'une peinture où quelquefois, un homme au suspens d'une grande aile au-dessus de la mer, et la mémoire d'une autre image qu'il a vue en feuilletant le dictionnaire de l'école c'est la chute, cette fois, l'homme est tombé dans l'eau paisible, tout près d'un bateau aux voiles gonflées, les jambes du naufragé sortent encore de la mer et gigotent lamentablement. Personne ne paraît l'apercevoir. Geoffrey en a été étonné, au premier plan du paysage un paysan, calmement, continue de pousser sa charrue, plus loin un berger observe le ciel, un homme pêche tranquillement sur la rive... « La mort d'un homme n'arrive pas le lendemain », se rappelle Geoffrey, mais il écarte le sombre proverbe et ne veut se souvenir que du vol.

Il s'est mis en marche, il avance les bras dressés comme des ailes, les yeux mi-clos, il commence à courir sur le chemin, ses bras s'ouvrent et se tendent comme ils ne l'ont jamais fait, ses jambes sont désen-travées, il court, Geoffrey, les yeux fermés dans la lumière de midi, il court, il va atteindre la crête de molasse, là où les martinets jouent à se laisser tomber, ailes ouvertes, tout au long de la paroi, et de près on entend le froissement de leurs plumes contre le mur, on entend les oiseaux toucher le ventre de la pierre et rire du vide et remonter. Comme dans un théâtre lumineux. Enjoints à vider, silhouettes de faucilles, lames lisses, le plongeon dur, les écus débouchent en plein ciel et rient de joie dans le dôme bleu.

Il court toujours, Geoffrey, les bras tendus, pareils aussi dans sa mémoire à la grande marionnette de son théâtre d'enfant, sa mère l'avait habillée d'une cape de velours bleu coupée dans sa robe de fiançailles, le person-

nage ouvrait les bras et prenait son vol, il fallait être habile, tirer sur le bon fil de l'azur, la pompe se mettait à battre des ailes au bord de la table et volait d'un lit à l'autre, grand navire aux reflets de ciel devant la fenêtre, figure s'allumant et s'éteignant dans le soleil et l'ombre de la chambre... Plus ce sont les efforts, les aguets à la tête de l'arbre, l'affût dans les ravins et les cloisons, l'essor dans l'azur glacée. Il court, Geoffrey, porté par ces images, la ressemblance le soutient, il vole lui aussi, il reconnaît les espaces de l'air, il retrouve la soufflerie du vent, il court, le chemin monte, voici le sommet, l'air devient

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

Olympiques

« Mère des Jeux, où se décernent les couronnes aussi précieuses que l'or, Olympie, reine de beauté, où les dévins, en interrogeant la flamme des sacrifices, demandent à Zeus, le maître de la foudre éthérée, s'il veut favoriser les hommes dont le cœur brûle du désir d'obtenir une grande victoire et le réconfort de leur labeur ! »

« Et la plèbe fait exaucer les prières ! — Allons, encensés sacrés de Pise (1), rives de l'Alphée, ombragées de beaux arbres, accueillies cette procession triomphale ! Grande est l'émotion de la cité de la déesse, qui reçoit notre étonnante récompense. Les biens se partagent d'ailleurs entre les hommes et il y a, les dieux aidant, plus d'une voie de la félicité [...]. »

« Avant à juger des questions innombrables et aux énormes aspects, et les fuser toujours à propos, d'un esprit droit, tâche malaisée ! Mais un décret des Immortels a, pour les étrangers de toute race, dressé comme une colonne divine cette terre où viennent se briser les flots. Puise le temps, en sa course, veiller sans cesse à la maintenir ! »

De la Huitième Olympique, ode écrite par le poète grec Pindare à l'occasion de la 80^e Olympiade, en 460 avant notre ère, en l'honneur d'un enfant, Alcimédon d'Égine, lutteur, vainqueur au concours des garçons. (Traduit, d'Alain Fuchs.)

JEAN GUICHARD-MEILL

(1) Oul, Pise, nom d'un lieu à Olympie même...

Claudio Baglioni

Même les regrets peuvent sourire...

Claudio Baglioni :
"Un peu de toi"
disque et cassette
GRS 84002.



1980-1981